



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16403 - 7,50 F

JEUDI 23 OCTOBRE 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Panique boursière à Hongkong

Victime d'une vague de défiance des investisseurs internationaux, la Bourse de Hongkong a cédé plus de 15 % en trois jours. Les opérateurs craignent une dévaluation de la devise de l'ex-colonie. p. 21

■ Bill Clinton contre l'effet de serre

Le président des États-Unis doit annoncer, mercredi, des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. p. 34

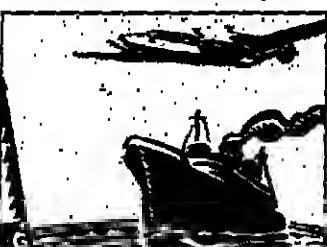
■ Les 35 heures dans les banques

Les banques veulent dénoncer leur convention collective car celle-ci les empêche, selon elles, de négocier le passage aux 35 heures. p. 19

■ Eva Joly et le Crédit lyonnais

Ancien directeur général du Crédit lyonnais, François Gille a été mis en examen par le juge Eva Joly dans l'affaire IBSA, ancienne filiale de la banque. p. 11

■ Balade à Eu



Près de Dieppe, la ville d'Eu et son château, résidence du roi Louis-Philippe, savent mettre en avant leurs liens avec les pays nordiques et celtiques. p. 27

■ Natura 2000: la colère de Bruxelles

La Commission européenne somme la France de désigner les sites devant intégrer ce réseau de protection des sites fragiles. Dernier avertissement avant la saisine de la Cour de justice. p. 13

■ Renforcer l'AAPP

Le gouvernement réfléchit à une modification du statut de l'Agence France Presse pour l'aider à mieux résister à ses rivaux étrangers. p. 22

■ Les décimales du nombre π

Un étudiant français, Fabrice Bellard, est parvenu, grâce à de nouveaux algorithmes, à extraire certaines décimales inconnues de ce rapport mythique. p. 25

Abonnement: 3 DM; Argentine-Guyane, 9 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine-Hongrie, 350 F CFA; Danemark, 25 DKK; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1,1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 140 F; Italie, 280 L; Luxembourg, 45 F; Maroc, 30 DFR; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 PTE; République, 9 F; Suède, 300 F CFA; Suisse, 18 SFR; Taiwan, 2,20 NT\$; Tchèque, 12 U\$; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-1023-7,50 F

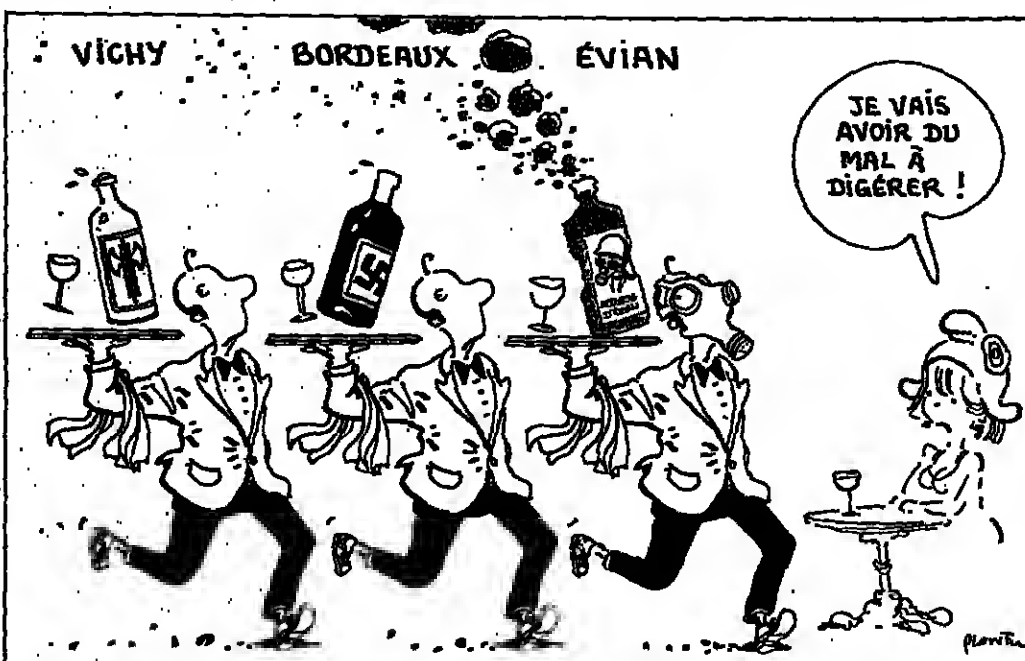


Ombres et lumières de la tragédie algérienne

- La France disposait, jusqu'en 1978, d'une base d'expérimentation d'armes chimiques au Sahara
- Malgré la guerre civile, la croissance algérienne devrait atteindre 5 % en 1998
- Des témoins expriment l'horreur des massacres et leurs doutes sur l'identité des auteurs

L'ALGÉRIE, où des élections municipales ont lieu, jeudi 23 octobre, donne de nets signes de redressement économique malgré la poursuite de la guerre civile. Dans un entretien au Monde, le ministre des finances, Abdelkrim Harouchi, explique que son pays ne signera pas de nouvel accord avec le FMI. Le commerce extérieur affiche un excédent important, et la croissance du produit intérieur brut devrait être de l'ordre de 5 % en 1998. Le Nouvel Observateur révèle dans son édition à paraître, jeudi, que les autorités algériennes avaient octroyé à la France, jusqu'en 1978, une base secrète dans le nord du Sahara où étaient testées des armes chimiques. Enfin, notre envoyé spécial à Marseille a recueilli les témoignages d'Algériens au retour de leur pays. Ils racontent les horreurs qu'ils ont vécues et expriment leurs doutes sur l'identité des auteurs de ces tueries.

Lire pages 2 et 15



Jacques Séguéla offre à Robert Hue son « cœur à gauche »

DEPUIS trois dimanches, dans l'émission hebdomadaire de Canal Plus « Le Vrai Journal », Karl Zéro entretient le suspense. « Alors ? Le nouveau nom du Parti communiste ? », demande-t-il à son partenaire journaliste. Lui, Karl Zéro, qui fréquente le publicitaire Jacques Séguéla, dit être au courant d'un grand secret. « Force démocratique communiste ? Parti démocratique communiste ? », questionne son acolyte. « Les deux noms ont été envisagés, mais ce n'est plus cela », tranche Karl Zéro. Depuis, la rumeur enfle, court la classe politique, notamment communiste, soigneusement entretenue par un Jacques Séguéla qui se répand sur « son cœur à gauche », se déclare prêt à « aider toute personne qui veut changer vers plus de modernité » et confie à tout-va son rêve de travailler à la nouvelle image, notamment patronymique, du Parti communiste français.

Le publicitaire affirme avoir été consulté sur le changement de nom du PCF. « Il y a une volonté, de Robert Hue comme des trois ministres communistes ou gouvernement, de faire évoluer le nom, mais sans froisser personne, explique-t-il. Le problème est de lever les freins, ces instincts de survie qui dicte aux communistes de ne pas

toucher à leurs racines. » Au Parti communiste, on affirme, au contraire, que cette question n'est pas à l'ordre du jour. « Ce n'est pas Séguéla qui décide si le parti change de nom ou pas », s'agace Pierre Blotini, le numéro deux du PCF.

M. Hue connaît bien M. Séguéla : il l'a rencontré lors de la campagne présidentielle, le che dans son dernier livre, *Il faut qu'on se parle* (Stock, 1997). M. Séguéla, conseiller en image de Lionel Jospin pendant la campagne des élections législatives, continue d'accompagner la communication de plusieurs membres du gouvernement, comme Dominique Strauss-Kahn ou, aussi, le communiste Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, pour lequel il a écrit le dossier de l'épineux dossier de l'aéroport de Roissy. De son côté, le secrétaire national du PCF a confié à Euro RSCG Institutional, un département du groupe de M. Séguéla, la communication de la nouvelle formule de *L'Humanité Dimanche*, qui, le 20 novembre, devrait prendre le nom de *Humanité Hebdo*.

Le publicitaire va sans doute un peu vite en besogne lorsqu'il parle du changement de nom du PCF. Si M. Hue milita, depuis longtemps, pour la création d'une « force communiste »,

qui permettrait d'accueillir tous les « communistes de cœur », voire les anciens compagnons qui auraient quitté la route tracée dans les années 80, le moment ne semble pas le mieux choisi pour ouvrir le débat. En ces temps troublés de participation gouvernementale, certains militants communistes s'offusquent déjà de l'abandon de symboles, comme le drapeau rouge ou la faucille et le marteau.

M. Hue a toujours pris ses distances avec le modèle italien : pas question de suivre l'exemple de la majorité du PCI, qui, en 1991, rompant avec le marxisme, a changé de nom pour devenir le Parti démocratique de la gauche. En Italie, aujourd'hui, on parle des « anciens communistes », alors que les dirigeants du PCF veulent, au contraire, imposer l'idée d'un « nouveau communisme » français. Les projets secrets du secrétaire national consisteraient-ils alors à abandonner un jour le mot « parti » pour conserver « ce bon mot de communisme », comme dit M. Hue ? Déjà, sur les affiches de la campagne législative, « PCF » avait disparu. En bas, une simple signature : « Le vote communiste ».

Florence Amalou et Ariane Chemin

Le procès Papon

■ Lionel Jospin : le procès d'un homme n'est pas celui d'une époque

■ Un ancien proche du général de Gaulle assure, à la barre, que M. Papon a rendu de « grands services » à la Résistance

■ Serge Klarsfeld démonte les thèses qui minimisent le rôle de l'accusé

Lire pages 6, 12 et 16
Analyse et éditorial page 18

Votre épargne, vos placements

DANS un supplément de douze pages, *Le Monde* détaille la nouvelle offre en matière de produits de placement au moment où le rattrapage de la fiscalité de l'épargne oblige les Français à faire preuve de plus de discernement. La Bourse, pour ses performances exceptionnelles depuis deux ans, et l'assurance-vie, qui continue à disposer d'avantages fiscaux réels malgré les dispositions du projet de loi de finances 1998, conservent la faveur des spécialistes. Si les prix de l'immobilier de logement continuent à se tasser, le marché commence à repartir et les délais de vente se raccourcissent. Enfin, même le marché de l'art sort d'une période de purgatoire et retrouve depuis les printemps un certain dynamisme.

Lire notre cahier central

Tout nus



PETER CATTANEO

SIX CHÔMEURS de Sheffield ne trouvent qu'une issue à leur triste condition : le strip tease. Entre film social à la Ken Loach et humour déjanté des Monty Python, Peter Cattaneo signe avec *The Full Monty* un film hilarant, déjà « culte » outre-Manche. A noter aussi cette semaine le retour des dinosaures de Steven Spielberg dans *Le Monde perdu*, et les débuts réussis, derrière la caméra, de Michel Piccoli réalisateur, avec *Alors voilà*.

Lire pages 29 à 31

International	2	Finances/marchés	23
France	6	Aujourd'hui	25
Société	10	Jour	28
Régions	13	Météorologie	28
Cronos	14	Culture	29
Horizons	15	Abonnements	32
Entreprises	19	Kiosque	32
Communication	21	Radio-Télévision	33

POINT DE VUE

En voulant Thomson, nous voulions l'Europe

par Jean-Luc Lagardère

APRÈS vingt mois d'invasions croisées pour fixer le sort de la société Thomson, le nouveau gouvernement a infirmé la première décision du précédent, il y a un an. Notre victoire, en octobre 1996, a été de courte durée. Je ne souhaite pas au nouveau lauréat d'octobre 1997 qu'il se soit de même pour lui. Je ne suis sûr surtout pas que Thomson CSF, brillante société dans le domaine de souveraineté qu'est l'électronique de défense, vive encore des mois d'incertitude, ce qui risquerait de ruiner définitivement la motivation de son personnel.

Je ne prends la plume que très rarement, au maximum une fois par an. Ce n'est pas mon exercice préféré. Homme d'action, chef d'entreprise, entrepreneur je suis.

Les circonstances, aujourd'hui, pourraient laisser croire que je cède au besoin d'exprimer de la déception, de la rancune et de l'aigreur. En fait, ces sentiments m'ont toujours été étrangers. En

revanche, mon esprit d'indépendance, ma religion de la franchise, l'attachement charnel que j'ai pour mon groupe, ceux qui le font vivre et prospérer, le respect que je porte aux actionnaires de tous les pays qui nous font confiance m'obligent à m'expliquer.

Plus que cela peut-être, les conséquences de la décision qui vient d'être prise seront considérables dans un domaine que je connais bien : la défense, la haute technologie en France. On ne peut pas se refuser ma longue expérience : depuis quarante-cinq ans, je n'ai jamais cessé de travailler pour la défense, d'ingénieur débutant au bureau d'études, jusqu'à la responsabilité de chef d'entreprise qui, en trente-cinq ans, a bâti un groupe devenu leader européen dans ses domaines d'excellence.

Lire la suite page 16

Jean-Luc Lagardère est gérant commandité de Lagardère.

T.C. Boyle
Amérique
roman

Grasset

"Invention narrative et bonheur d'expression, violence et humour, réalisme et fantastique..."
T.C. Boyle est un inventeur de mondes.

Renard-Marguerite, Le Figaro

Grasset

Patronat et syndicats britanniques font pression pour une adhésion rapide à l'Union monétaire

Le débat sur l'euro affecte l'image de Tony Blair

Après le chef du patronat britannique, Adair Turner, celui des syndicats, John Monks, proche du « Nouveau Labour », a manifesté son inquié-

tude devant les tergiversations de Tony Blair sur l'euro, réclamant « un leadership fort et qui ait le sens pratique ». Confrontés à la montée de la

livre, patronat et syndicats craignent que l'indécision gouvernementale ne soit dommageable pour l'économie du Royaume-Uni.

LONDRES
de notre correspondant
La tourmente soulevée ces derniers jours par les tergiversations du gouvernement travailliste sur l'euro n'a pas fini de secouer le Royaume-Uni, même si la réaction des marchés a finalement été moins brutale que prévu. En voulant calmer un débat sur l'Union économique et monétaire (UEM) qui envahit la vie politique britannique depuis cinq ans, le premier ministre, Tony Blair, et Gordon Brown, son chancelier de l'échiquier, ont, au contraire, relancé la polémique. Ils ont aussi donné une impression de cafouillage et de divergences entre eux, qui tranche avec l'image de leadership et de compétence que les Britanniques se font de leur premier ministre.

Il s'agit de la première crise sérieuse pour le gouvernement Blair, sur un terrain dont tout le monde sait ici qu'il est miné. En l'absence d'une vérité officielle clairement définie, politiciens, hommes d'affaires, journalistes et opinion ont été contraints de comparer les divers propos de M. Brown et Blair et les exégèses qu'en faisaient leurs conseillers médiatiques (« spin doctors ») pour tenter de savoir quand Londres comptait rallier l'euro. Recevant lundi le chancelier Kohl, le premier ministre s'est contenté de dire qu'il ne s'opposait pas aux efforts de ses partenaires européens pour faire réussir l'Union monétaire. Il faudra attendre le mois

prochain pour que M. Brown informe les Communautés de la position définitive du gouvernement sur ce sujet. Il semble de plus en plus probable que M. Blair s'oriente vers un report de la décision après les législatives, prévues en 2002. Si la porte n'est pas encore officiellement fermée à une adhésion à l'UEM après 1999, la « période de stabilité » annoncée par M. Brown pour s'assurer que les conditions sont propices à toutes les chances de se prolonger jusqu'au terme de la législature. La première conséquence de cette affaire aura été une baisse de la Bourse et une remontée de la livre, au grand dam des exportateurs, dont les carnets de commande sont au plus bas depuis 1991, indique le CBI (patronat). Selon une enquête, 18 % des exportateurs envisagent de réduire leurs effectifs et 16 % de les geler si le cours de la livre - qui s'est accru de 25 % en un an face au mark - ne baisse pas.

Voilà qui explique le mouvement en tenailles du patron du CBI, Adair Turner, et de celui des TUC (syndicats), John Monks, pour déplorer, mardi 21 octobre, que le gouvernement paralysé abandonne l'éventualité d'entrer dans l'UEM avant 2002. M. Turner n'y voit aucune justification économique. M. Monks regrette la menace que ce revirement fait peser sur l'emploi et « la crise de confiance » qui en résulte. « Nous avons besoin d'un leadership fort et qui ait le sens pratique », conclut-il.

Ce faisant, M. Monks, pourtant proche du « Nouveau Labour », critique M. Blair. La débâcle du week-end a en effet révélé le

manque de communication au sein du gouvernement, les divergences des travaillistes sur l'euro et les limites des méthodes blairistes. En particulier celle, héritée d'un long passage dans l'opposition, qui consiste à utiliser les fameux « spin doctors » pour faire passer des messages dans les médias, par l'intermédiaire de journalistes accrédités aux Communautés, sans qu'ils puissent être attribués à quelque dirigeant que ce soit. Une fois arrivés au pouvoir, ces hommes de l'ombre ont pris une importance démesurée dont le pouvoir paie le prix aujourd'hui.

FIN DE LA LUNE DE MIEL

Séduite jusqu'à présent par Tony Blair et par la personnalité de M. Brown - surnommé le « chancelier de fer » -, après des années de chauvinisme introverti des Tories, la City commence à se poser des questions : l'incertitude n'est jamais bonne pour les affaires. L'opposition a trouvé là un terrain pour tenter de rebondir et une bonne occasion pour occuper à nouveau les écrans de télévision. Les « eurosceptiques » poussent M. Blair à mettre fin à l'incertitude en proclamant que la livre sera préservée jusqu'aux prochaines élections. Les pro-européens mettent en garde contre la perte d'influence qui en résulterait pour un premier ministre qui ne cache pas ses ambitions de jouer un rôle de leader au sein de l'UE.

Quant à la presse, qui, dans son ensemble, avait poursuivi sa lune de miel avec le premier ministre le plus populaire de l'histoire, elle s'est, pour la première fois, mon-

trée critique. On a senti poindre la déception à l'égard de Tony Blair. Le Financial Times a titré, mardi, son commentaire : « Le coût de l'indécision » - « dommageable pour la confiance des marchés », selon le Daily Telegraph - et le Guardian : « L'UEM, dedans, dehors ou peut-être ». Ce premier accès de faiblesse a incité les titres du groupe de Rupert Murdoch - le magnat de la presse connu pour son euroscepticisme - à reprendre l'offensive contre l'UE. Ainsi a-t-on pu lire dans l'hebdomadaire dominical News of the World un article d'un commentateur américain selon lequel Helmut Kohl serait « sur le point de réussir avec l'UEM la domination que n'avait pu obtenir la Wehrmacht ».

Etant donné l'état avancé de préparation de l'euro et le nombre élevé de pays qui devraient y accéder, la tactique de « wait and see » adoptée par John Major et poursuivie par Tony Blair semble de moins en moins justifiée. Qu'attendent donc de plus les travaillistes et leurs prédécesseurs conservateurs avant de prendre une décision, alors que sont désormais disponibles les données d'un choix aussi lourd de conséquences pour leur pays que le refus d'entrer dans le Marché commun il y a quatre décennies ?

An-dé-là de la forme, moins revêche, y a-t-il une véritable différence de fond dans l'attitude de Londres à l'égard de l'euro ? Ce mal anglais qu'est l'euro n'a pas fini de gangrener la vie politique britannique.

Patrice de Beer

Rhône-Poulenc est pris à partie en Suède pour un incident écologique

Pollution due à un produit de colmatage à Baastad

STOCKHOLM
correspondance

« A l'échelle suédoise, c'est une véritable catastrophe écologique », commente un responsable de Rhône-Poulenc. Le géant français de la chimie se retrouve, avec d'autres, sur le banc des accusés : l'un de ses produits, utilisé pour le colmatage d'un tunnel, n'a pas réagi comme prévu et s'est répandu à l'état toxique. Des poissons sont morts empoisonnés, des vaches ont été paralysées et, plus grave, des ouvriers contaminés. Si les dégâts paraissent jusqu'à présent limités - aucune vie humaine ne semble en danger - et ne portent que sur un couloir d'une dizaine de kilomètres de long, cette affaire fait grand bruit en Suède. Le pays passe, en effet, pour être l'un des plus vigilants et efficaces en matière d'environnement, où l'écologie est quasiment élevée au rang de deuxième religion.

Qu'un tel « scandale » ait pu, malgré tout, se produire dans le royaume indigne au plus haut point l'opinion publique. Sans parler des habitants de la région de Baastad, petit port de la côte sud-ouest, où le malheur est arrivé au cours du printemps. Maître d'œuvre du tunnel ferroviaire d'Hallandsås (la colline de Halland), le premier groupe suédois de travaux publics, Skanska, se heurtait à un sérieux problème : la présence dans la roche de nappes d'eau beaucoup plus importantes que prévu. La solution imaginée, en accord avec l'Office national des chemins de fer, consista à injecter dans les fissures des centaines de tonnes d'un produit de Rhône-Poulenc, le Rhoca-Gil, mélange à un volume équivalent d'eau.

Mais, au lieu de se transformer en gel asséchant la roche, le produit « miracle » n'a pas pris, et les substances cancérogènes qu'il contenait (acrylamide, N-méthylacrylamide) ont disparu dans les nappes phréatiques pour resurgir

en surface, jusqu'à 120 mètres plus haut. Brûlé-bas de combat dans la population de cette paisible région agricole, suspension des travaux, examens médicaux, commissions d'enquête, menaces anonymes contre des cadres de Skanska, visites des ministères de tutelle... l'affaire s'est emballée et ne devrait pas s'arrêter de sitôt.

UNE SÉRIE DE NÉGLIGENCE

Les parties en cause s'en rejettent mutuellement la responsabilité. Skanska accuse Rhône-Poulenc de ne pas avoir suffisamment mis en garde contre les dangers potentiels du produit. Tout en reconnaissant « quelques erreurs commises au niveau de la documentation », l'un des dirigeants du groupe français pour l'Europe du Nord, Claude Muller, estime de son côté qu'« un défaut d'utilisation, non identifié » est vraisemblablement à l'origine de la pollution. Il se dit « surpris » que les chantiers de construction suédois ne soient pas soumis à des inspections en matière d'environnement et de sécurité. En attendant les conclusions des enquêtes, Rhône-Poulenc a suspendu la commercialisation du Rhoca-Gil au niveau international. Un produit qui, assure l'entreprise, est vendu « sans problème dans le monde entier » depuis une vingtaine d'années.

Au-delà de la querelle d'experts, cette histoire met en lumière une série de dysfonctionnements et de négligences. Lancé en dépit d'avertissements sur la nature du terrain, le projet de tunnel, destiné à faire gagner huit minutes, a déjà enregistré plusieurs années de retard sur le calendrier initial, alourdissant d'autant le dépassement budgétaire. Quant aux travaux de colmatage au Rhoca-Gil, ils ont eu lieu sans les précautions nécessaires, ce qui a provoqué des malaises chez les ouvriers exposés.

Benoît Peltier

Quand Pierre Moscovici explique l'Europe dans les banlieues

MICHEL BARNIER (RPR) avait porté le débat européen dans les provinces, mobilisant les acteurs régionaux et la France des notables pour son « dialogue pour l'Europe ». Son successeur au ministère des affaires européennes, le socialiste Pierre Moscovici, conseiller général de Sochaux (Doubs), a pris le relais, avec la volonté d'associer davantage à ce dialogue la France des banlieues et des bassins industriels, celle qui a trop souvent l'impression que l'Europe se construit au détriment des plus démunis.

La première étape choisie était Mantes-la-Ville (Yvelines), à plus d'un titre symbolique. Englobant le Val-Fourré, la plus grande ZUP de France, au cœur d'un bassin industriel actif mais frappé par les restructurations, la circonscription de Mantes avait été choisie par la fille de Jean-Marie Le Pen, lors des dernières législatives, pour mener campagne. Annette Peulvast, la maire socialiste de Mantes, venue protester contre la venue dans sa ville du leader du Front national, avait été violemment agressée par celui-ci.

Elue député, M^{me} Peulvast avait invité le ministre à rencontrer en sa mairie les délégués syndicaux (CGT) d'une des entreprises locales, le constructeur de moteurs diesel Sulzer, en cours de restructuration après sa reprise par le groupe multinational finlandais Wärtsilä nsd.

Le plan social annoncé en septembre par les Finlandais prévoit le départ de la moitié des 400 salariés de l'établissement. L'Europe doit-elle être le lieu de la décadence des monopoles ? s'inquiétaient les syndicalistes, qui redoutent que le groupe multinational n'ait racheté leur entreprise que pour la fermer.

UNE DIMENSION SOCIALE

Les structures de concertation manquent encore cruellement pour éviter les malentendus. Le groupe dispose bien d'un comité d'entreprise européen, comme le stipulent les directives européennes, mais ce dernier n'a pas mieux fonctionné que dans l'usine Renault de Vilvorde. Pierre Moscovici a souhaité que l'on ne tombe pas dans la facilité, en associant l'Europe aux pertes d'emploi, mais a souligné que celle-ci devait mieux jouer son rôle de « puissance sociale, de régulation ». Devant un auditoire syndical ouvert à la discussion, mais qui demande encore à être convaincu, le ministre a défendu les efforts faits par le gouvernement pour renforcer la dimension sociale de l'Union européenne.

Que l'Europe ait aussi des aspects positifs pour l'industrie française, Pierre Moscovici a pu s'en convaincre un peu plus tard, toujours à Mantes, dans l'entreprise familiale Henri Selmer, une PME de 600 employés cham-

pienne de l'exportation qui est la fabrique la plus connue au monde de saxophones et autres instruments à vent. Ses dirigeants n'ont pas fait mystère de leur impatience à disposer en Europe d'une monnaie unique, plaçant en revanche pour que le gouvernement fasse preuve de sagesse sur les 35 heures. Interpellé par le représentant du syndicat CGT qui exigeait des négociations immédiates sur la semaine de travail, Pierre Moscovici a expliqué que l'objectif du gouvernement n'était pas de menacer l'équilibre des entreprises, mais d'ouvrir la voie à la recherche de solutions par la concertation.

Les 35 heures, la monnaie unique, étaient également au cœur des questions que les élèves du lycée professionnel Camille-Claude de Mantes avaient préparées pour le ministre. Très vite pourtant, dans une assistance reflétant la diversité de la population locale, une discussion s'est instaurée sur les échanges de jeunes, sur le rôle que l'Europe pouvait jouer contre l'exclusion, contre les idées du Front national. Thèmes qui ont permis à M. Moscovici de conclure en insistant sur l'importance de montrer que l'Europe est aussi « un espace de valeur commune, de démocratie, de circulation, un espace de générosité ».

Henri de Bresson

Le Parlement européen repousse de justesse les 35 heures

STRASBOURG
(Union européenne)

Huit voix ont manqué pour que le Parlement européen se prononce, mardi 21 octobre, en faveur du

temps de travail hebdomadaire limité à 35 heures. Les 229 voix obtenues par la proposition de la socialiste française Pervenche Bérès (237 contre et 6 abstentions) constituent une petite surprise en regard des positions affichées par les partis politiques de l'Union, y compris sociaux-démocrates, sur la réduction de la durée légale des horaires.

La gauche parlementaire européenne a fait preuve de solidarité à l'occasion du débat sur l'emploi dans la perspective du Conseil européen extraordinaire des 20 et 21 novembre à Luxembourg. Seule une partie des travaillistes britan-

niques, du SPD allemand et des représentants scandinaves a manqué à l'appel, lancé par le PS, qui demandait que les quinze ramènent « soit par la loi, soit par l'incitation, soit par le contrat, la durée hebdomadaire du travail à un maximum de 35 heures ».

Du coup, le texte déposé par les libéraux européens a été adopté avec seulement trois suffrages d'avance, donnant néanmoins au rapport présenté par Wim Van Velzen (socialiste néerlandais) une tonalité très libérale. Ainsi, l'Assemblée de Strasbourg demande aux Etats membres de « s'atteler à la promotion de la flexibilité sur le marché du travail, s'agissant des horaires et de la durée du temps de travail, par un processus non législatif et non contraignant fondé sur le dialogue social au niveau de l'entreprise ».

Afin de marquer leur volonté de contribuer à la lutte contre le chômage, les eurodéputés proposent aux chefs d'Etat et de gouvernement de constituer une réserve de 200 millions d'euros (1,3 milliard de francs) destinée à financer en 1998

les éventuelles mesures qui seront prises par le sommet sur l'emploi. L'idée de la majorité de l'Assemblée est d'accorder aux petites et moyennes entreprises des aides aux investissements créateurs d'emplois.

Anticipant les résultats attendus au Grand Duché, forcément modestes, Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles, a dit, après avoir souhaité un allègement de la pression fiscale sur le travail : « C'est à l'une des réponses fournies que les chômeurs apprécieront la valeur des déclarations répétées des conseils européens sur la priorité à accorder à l'emploi ». Clôurant le débat parlementaire, Jean-Claude Juncker, premier ministre luxembourgeois et président en exercice de l'Union, a invité pour sa part le Parlement européen à « encourager les gouvernements à prendre les décisions nécessaires pour que le sommet ne soit pas un sommet-séminaire ou un sommet-alibi ».

Marcel Scotto

Nouvelle élection présidentielle en Serbie le 7 décembre

LE PRÉSIDENT du Parlement de Serbie, Dragan Tomić, a annoncé, mardi 21 octobre, que la date du premier tour de la nouvelle élection présidentielle avait été fixée au dimanche 7 décembre. Ce nouveau scrutin a été rendu nécessaire par l'invalidation du vote du 5 octobre, lors duquel, la barrière légale de 50 % de participation n'ayant pas été franchie, aucun des deux candidats restés en lice, Vojislav Seselj (radical ultra-nationaliste) et Zoran Djindjic (socialiste, au pouvoir) n'avait été élu. La tenue d'un nouveau scrutin devait être décidée par le Parlement, dans les deux mois qui suivent la formation de la nouvelle Assemblée élue le 21 septembre.

L'annonce d'une date rapprochée correspond à la volonté de mettre fin à une situation institutionnelle difficile. La Serbie n'a plus, depuis le 5 octobre, qu'un président intérimaire, Dragan Tomić, à la tête d'un gouvernement « de transition ». Mais il s'agit, aussi et surtout, d'un calcul politique des fidèles de Slobodan Milosevic, président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Car les défaites successives de ses candidats aux élections présidentielles de Serbie et du Monténégro (qui forment la RFY) fragilisent considérablement « l'homme fort » de l'ex-Yougoslavie.

Le jour même de l'annonce du nouveau scrutin en Serbie, la commission électorale du Monténégro a en effet confirmé officiellement la victoire du premier ministre Milo Djukanovic, violemment opposé à Slobodan Milosevic, au deuxième tour de l'élection présidentielle du 19 octobre. La commission a ainsi rejeté les réclamations concernant la régularité du scrutin, émises par le vaincu, Momir Bulatovic, président sortant et fidèle allié du président de la RFY. La mission de l'Organi-

sation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont une soixantaine d'observateurs ont suivi le déroulement du vote, a pour sa part estimé, mardi, que « les résultats du scrutin reflètent la volonté de l'électorat ». Selon les chiffres définitifs, M. Djukanovic a obtenu 174 745 voix, contre 169 257 à son rival.

L'OPPOSITION PRISE DE VITESSE

La décision de Belgrade de procéder très rapidement à un nouveau scrutin permet donc de prendre de vitesse l'opposition démocratique en Serbie, qui avait publiquement apporté son soutien à Milo Djukanovic. Profondément divisée depuis plusieurs mois, après l'éclatement de la coalition Ensemble, qui avait été à l'origine des longues manifestations de protestation contre l'annulation des élections municipales de septembre 1996 qui lui étaient favorables, l'opposition démocratique en Serbie tente en effet, depuis l'invalidation du scrutin du 5 octobre, de mettre sur pied une nouvelle coalition.

L'accélération du calendrier lui rend à l'évidence la tâche plus difficile alors qu'elle était absente du second tour de l'élection présidentielle - qu'elle boycottait - et qu'elle est aujourd'hui contrainte de présenter un front commun, à la fois contre le futur candidat du Parti socialiste au pouvoir de Slobodan Milosevic, et contre l'extrême droite nationaliste de Vojislav Seselj. Aucun candidat ne s'est encore officiellement déclaré, même si la participation de Vojislav Seselj - qui a frisé la victoire lors du dernier scrutin - paraît d'ores et déjà assurée. Dans ce contexte, la campagne électorale, malgré sa courte durée, devrait être particulièrement intense.

Denis Hautin-Gultraut

Pour vous aider à réussir SESSIONS ANNUELLES & STAGES INTENSIFS

ISTH 1998

- CONCOURS SESAME VISA & GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE BAC, DEUG, BTS et LICENCE
- SCIENCES PO PARIS / PROVINCE après BAC ou LICENCE
- GRANDS CONCOURS JURIDIQUES : CRFPA - ENM et ADMINISTRATIFS : ENA - IRA - ENI
- DROIT / SCIENCES ECO. / GESTION Soutien méthodologique universitaire Toutes universités
- ENTRÉE en MISTCP - DESCP - DESCP de l'Expertise Comptable

ISTH LA CONFIANCE

DEPUIS 1954 01 42 24 10 72

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

FAX : 06 - 42 24 10 73

M. Jospin confiant dans les progrès de la Tunisie vers la démocratie

« On n'a pas de détenus politiques », déclare M. Ben Ali

LE PRÉSIDENT tunisien Zine al Abidine Ben Ali a quitté la France, mardi 21 octobre, au terme d'une visite d'Etat de deux jours marquée par la signature de contrats destinés à favoriser la « mise à niveau » de l'économie tunisienne dans la perspective de son rapprochement avec l'Union européenne, mais également par la polémique sur l'attitude des autorités de Tunis à l'égard des droits de l'homme.

Recevant M. Ben Ali à déjeuner, le premier ministre Lionel Jospin a déclaré : « les performances de votre économie, comme la sécurité dont jouit la Tunisie créent les conditions d'un développement durable et confiant que la France continuera à soutenir ». « Je ne sous-estime pas les problèmes que risque de poser la transition d'une économie protégée vers une économie ouverte (...). Il s'agit d'un véritable défi », a ajouté M. Jospin. Comme le président Jacques Chirac la veille, qui avait invité la Tunisie à « approfondir » l'état de droit, le premier ministre a également abordé le chapitre des droits de l'homme. « Cet ancrage économique à l'Europe, vous l'avez voulu, comme nous, fort et fondé sur le respect mutuel », a-t-il déclaré. « En faisant ce choix, vous savez que, sur le plan politique, il vous conduira vers une ouverture toujours plus grande aux valeurs de la démocratie et du pluralisme. Je m'en réjouis ».

Au cours d'un entretien accordé mardi à la chaîne de télévision RFO, le président tunisien a évoqué ce dossier en assurant que les critiques portées contre son régime étaient le fait d'extrémistes islamistes. « N'écoutez pas les intégristes », a-t-il conseillé. « On n'a pas de détenus politiques, en prison nous n'avons jamais d'opinion en prison. C'est moi un cas ! », a ajouté M. Ben Ali. Selon l'organisation Amnesty International, pourtant, la Tunisie compterait 2 000 prisonniers politiques et d'opinion, en majorité des personnes accusées de soutenir la formation islamiste Interdit Ennahda.

Après son passage à Matignon, le président tunisien a été reçu en milieu d'après-midi à l'hôtel de Lassay par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius (PS), avant d'assister à une réception donnée en son honneur dans les salons de la résidence de la présidence de l'Assemblée nationale.

Le président tunisien impute aux « intégristes » les critiques sur les droits de l'homme

Alors que six députés écologistes ainsi que le président du groupe communiste, Alain Bockel, et le président de la Commission des affaires étrangères, Jack Lang (PS), avaient fait savoir à l'avance leur intention de bouter cette réception pour protester contre l'arbitraire en vigueur, selon eux, ou Tunisie, de nombreux parlementaires de droite et de gauche ont renoué avec le président tunisien, qui était escorté par M. Fabius, et notamment Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale.

Après un dîner à l'Elysée, le président Ben Ali a regagné la Tunisie mardi en fin de soirée. Dans une « adresse aux plus hautes autorités de la République française », plusieurs signataires, parmi lesquels Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, Patrick Bando, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, et maître Henri Leclerc, président de la Ligue française des droits de l'homme, se sont inquiétés mardi de « l'emprise (...) d'une personnalité qui incarne un régime dont les actes caricaturent les notions de justice, de liberté et de démocratie ».

Les forces de M. Sassou Nguesso poursuivent la conquête du Congo

LES VILLES de Dolisie et de Louima, dans le sud du Congo, bastions du président déchu Pascal Lissouba, ont été prises, lundi 20 octobre, par les Forces démocratiques et patriotiques (FDP) bras armé du nouveau pouvoir. A Louima, qui abritait le centre de formation des miliciens « Zoulous » de M. Lissouba, les combats ont été plus violents. Aucun bilan n'était disponible mercredi sur ces affrontements.

D'autre part, les troupes angolaises qui se battaient aux côtés des hommes de Denis Sassou Nguesso se préparaient à un retrait de cette région, tandis que les FDP se chargeaient de « nettoyer » la vallée du Niari, en direction de la frontière gabonaise, où sont retranchés les derniers partisans de M. Lissouba. L'armée angolaise a également commencé à retirer ses armes lourdes de Brazzaville. Deux avions cargos angolais ont décollé mardi de l'aéroport de la capitale congolaise.

SOUTIEN DE PARIS
A Brazzaville, des équipes humanitaires sont arrivées mardi, alors que les habitants de la capitale tardent à revenir. Une mission conjointe du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Unicef et de plusieurs ONG doit évaluer les besoins de la population. Mission difficile, car 650 000 Brazzavillois ont quitté leurs foyers. La population de la capitale est passée de 900 000 personnes à moins de 250 000. Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué avoir récupéré deux cents cadavres dans les rues de Brazzaville depuis la fin des combats.

L'arrivée d'une unité sanitaire française, accompagnée de trente-

huit spécialistes des situations de crise et de 30 tonnes de matériel médical, a marqué symboliquement le souhait de Paris d'aider Denis Sassou Nguesso à réinstaller son pouvoir.

Les partisans du nouvel homme fort du Congo ont indiqué, mardi, qu'ils envisageaient un « acte fondamental » pour régir la transition jusqu'aux élections, mais que M. Sassou Nguesso n'a pas encore tranché entre un régime présidentiel ou un partage du pouvoir entre un président et premier ministre. Interrogé samedi à Oyo (nord), M. Sassou Nguesso avait annoncé qu'il allait organiser de « larges consultations » pour déterminer la période de transition préparant une « élection présidentielle libre et transparente ».

A Pointe-Noire, la capitale économique du pays, seize mercenaires présumés ont été arrêtés. Les prisonniers (3 Français, 2 Belges et 11 Russes), qui ont pu être vus par des journalistes, paraissent « relativement » en bonne santé, malgré des traces visibles de mauvais traitements. Les FDP les accusent d'avoir contribué à l'effort de guerre de Pascal Lissouba, notamment en transportant des armes à Brazzaville.

Par ailleurs, cinq anciens ministres de M. Lissouba sont arrivés en Afrique du Sud, où certains d'entre eux possèdent des villas et mènent des activités économiques. Pascal Lissouba s'est réfugié provisoirement au Burkina Faso et son premier ministre, Bernard Kolelas, en République démocratique du Congo (ex-Zaïre). A Kinshasa, on indique que ce premier groupe de dignitaires congolais à se réfugier en Afrique du Sud sera suivi par d'autres. (AFP Reuters)

Le plan de relance des libéraux-démocrates suscite le scepticisme au Japon

Les perspectives de croissance restent médiocres

Le Parti libéral démocrate au pouvoir à Tokyo a rendu public mardi 21 octobre un plan de relance destiné à redynamiser une économie atone. Le

train de mesures n'a toutefois guère convaincu les milieux économiques comme en témoigne le tassement de la Bourse de Tokyo. Le principal dé-

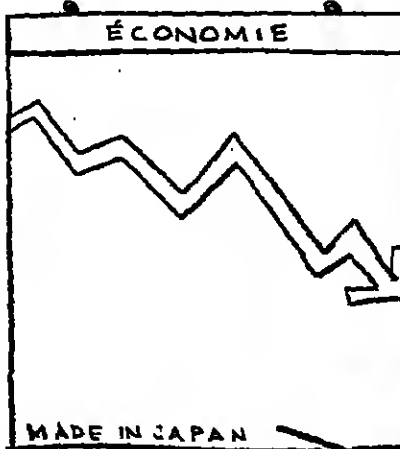
fi qui attend maintenant le gouvernement reste un contentieux commercial toujours aigu avec les Etats-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Le Parti libéral démocrate, principale force de la coalition tripartite au pouvoir, a rendu public, mardi 21 octobre, un plan de soutien de l'activité économique alors que les perspectives de croissance restent médiocres. La reprise que l'on donnait pour acquise en 1996, a brutalement calé, suite à la hausse de la TVA en avril. Alors que le gouvernement tablait sur une progression de 1,9 % du PIB pour l'année fiscale 1997, celle-ci a été revue à la baisse par les principaux instituts de recherche, qui prévoient une croissance moyenne de 0,6 %. Plusieurs d'entre eux vont jusqu'à pronostiquer une contraction de l'indicateur de richesse nationale.

Ce relèvement de la TVA de 3 % à 5 % a succédé à des années de plans de relance de type keynésien à l'effet discuté. Le gouvernement Hashimoto, qui a repris à son compte l'antienne de l'austérité budgétaire, entend faire adopter le mois prochain un projet de loi sur l'assainissement des finances de l'Etat, afin de ramener le déficit budgétaire record de 7 % aujourd'hui à 3 % du PIB en 2003. Champion de la réforme administrative et de la déréglementation, Hashimoto voit cependant aujourd'hui son autorité fragilisée par les contre-performances de l'économie. La sincérité de son engagement est mise en doute par



PANCHO

les luttes d'influence au sein de PLD et risque d'achopper sur un point crucial de la réforme, la réorganisation du ministère des services postaux (courrier, épargne et assurance vie) qui font aujourd'hui l'objet de débats houleux au sein même de la majorité.

Les propositions du PLD pour réamorcer la machine économique reflètent les divergences au sein du parti au pouvoir sur la marche à suivre. Elles ont en tout cas déçu les attentes des observateurs par

leur caractère imprécis et peu adapté à la situation actuelle. Les mesures de déréglementation qu'elles comportent n'ont rien d'innovant et leur impact sur l'économie risque d'être limité. Les analystes étrangers ne se privent pas de souligner leur manque de cohérence. En outre, l'attention particulière accordée aux agriculteurs, sifflée par le PLD, et au secteur du BTP où se recrutent les donateurs les plus fidèles des libéraux-démocrates, fleurit bon le clientélisme. L'indice Nikkei, déjà particulièrement déprimé, a plutôt mal accueilli la nouvelle en perdant 2 % supplémentaire dès l'annonce du plan.

Le plan de relance établi par PLD comporte une réforme de la fiscalité foncière, des mesures de déréglementation dans les télécommunications (dont la privatisation de l'opérateur international KDD) et la télévision satellite, des aides au PME et à l'agriculture, ainsi qu'un allègement de la charge fiscale des entreprises. L'opportunité de l'abaissement de l'impôt sur les bénéfices (à 50 %, l'un des plus élevés du monde), divise le PLD qui, dans l'impossibilité de se prononcer définitivement, prévoit en fait de faire un examen plus approfondi de la question d'ici quelques mois. La levée de la taxe foncière et les mesures destinées à faciliter les transactions immobilières sont destinées à redonner un peu de tonus au marché de l'immobilier et au secteur de la construction.

Les hésitations et les compromis manifestés dans les propositions de relance du PLD annoncent de multiples ovettes avant que la formule adoptée par le gouvernement soit assez consistante pour convaincre l'opposition, les acteurs économiques... et les Etats-Unis. M. Hashimoto, qui doit rencontrer Bill Clinton, le 24 novembre, lors du sommet de l'APC à Vancouver, ne tient pas à arriver les mains vides : la remonte spectaculaire de l'excédent commercial nippon ne peut qu'amorcer les Etats-Unis à demander au Japon qu'il relance ses importations, c'est-à-dire sa demande intérieure.

Brice Pedroletti

L'embarrassant excédent commercial

Aidé par la baisse du yen, l'excédent commercial nippon a bondi de 37,1 % en septembre (en glissement annuel), selon les données rendues publiques lundi 20 octobre. D'avril à septembre 1997, la progression atteint 75,9 %. L'excédent commercial avait décliné de 1993 à 1996. La faiblesse de la consommation intérieure a pénalisé les importations et lucité les entreprises à exporter davantage. Si l'excédent avec les Etats-Unis a crû moins vite que l'excédent global, il reste qu'une augmentation de 55,3 % sur la première moitié de l'année 1997 le porte à 2 420 milliards de yens (environ 120 milliards de francs), soit presque la moitié du total. Les exportations d'automobiles en direction des Etats-Unis ont augmenté à elles-seules de 27,4 % sur la même période. L'excédent avec les pays de l'Union européenne a bondi de 110 % à 1 140 milliards de yens (22 % de l'excédent global). Ce contexte assombrit le climat des relations entre Tokyo et ses partenaires de Washington et de Bruxelles.

Crise en Inde entre le gouvernement et les nationalistes hindous

L'INDE est au bord de la crise politique après la décision, mardi 21 octobre, des autorités fédérales de New Delhi de démettre le gouvernement nationaliste hindou de l'Uttar Pradesh et d'imposer son administration directe dans cet Etat, le plus peuplé de l'Union.

La situation est à ce point délicate que le premier ministre, Inder Kumar Gujral, a dû annuler un déplacement qu'il devait effectuer, mercredi, en France, et jeudi, en Allemagne. M. Gujral a été retenu à New Delhi pour un cabinet de crise afin d'examiner la demande du président de la République, K. R. Narayanan, de reconsidérer la décision du pouvoir central d'imposer sa loi en Uttar Pradesh. Selon l'agence indienne PTI, le chef de l'Etat s'est déclaré hostile à cette administration directe.

Le gouvernement de New Delhi avait pris cette décision sitôt connu le vote de confiance remporté par le Bharatiya Janata Party (BJP) au Parlement de Lucknow, capitale de l'Uttar Pradesh. Lors d'une séance houleuse, plusieurs ministres du gouvernement local et le président de la Chambre avaient été blessés dans des échanges de coups de poings et des jets de chaises et de micro. La police avait dû intervenir pour rétablir le calme, tandis que l'opposition quittait en masse l'hémicycle.

Selon la presse, M. Gujral a décidé de sanctionner le BJP sous une intense pression de certains membres de sa coalition minoritaire de centre-gauche, le Front uni, mais surtout du Parti du Congrès, qui accorde à M. Gujral un soutien parlementaire sans

participation gouvernementale. Ayant cédé à ces pressions, M. Gujral va maintenant devoir en assumer les conséquences.

Outre le désaccord qui l'oppose désormais au chef de l'Etat, c'est le risque d'un durcissement des nationalistes hindous qui est à craindre. Principale force d'opposition au niveau national, le BJP a menacé d'organiser un mouvement de protestation dans l'ensemble du pays si son gouvernement en Uttar Pradesh était destitué.

FRAGILE COALITION

Dans cet Etat, les nationalistes hindous étaient allés à un parti se posant en champion des castes inférieures, le Bahujan Samaj Party (BSP), qui vient de leur retirer son soutien après avoir accusé le BJP de discrimination à l'égard de ces castes défavorisées. En dépit de cette défection, le BJP a néanmoins pu reconstruire une majorité au Parlement grâce au ralliement de dernière minute de transfuges d'autres formations. L'opposition l'a accusé d'avoir utilisé à cette fin des « moyens froids et vifs » - c'est-à-dire des pots-de-vin - ce qui a déclenché les pugilats dans les travées.

Les autorités de New Delhi sont déjà intervenues à trois reprises depuis 1992 en Uttar Pradesh, considéré comme le cœur politique du pays. Les analystes politiques n'excluent pas que ces derniers développements régionaux inettent en danger la fragile coalition de M. Gujral. Le Parti du Congrès pourrait en effet chercher à exploiter cette crise pour tenter d'obtenir la convocation d'élections anticipées. (AFP)

Jean-Louis Levet

Un livre si stimulant
Michel Albert

Merci pour cet appel à l'analyse et à l'action
Alain Touraine

D'une brûlante actualité... à méditer
Patrick Fauconnier, Le Nouvel Observateur

Juste deux mots : bravo... enfin !
Philippe Sassier, France 2

Jean-Louis Levet

Prix Rossi de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris - Tél. : 01 45 78 12 92

HISTOIRE Lionel Jospin a répondu, mardi 21 octobre, lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, à l'article de Philippe Séguin qui, dans *Le Figaro* du jour, reprochait

au gouvernement d'hésiter entre « l'indifférence » et « la connivence » devant le « malaise » provoqué, selon le président du RPR, par le procès de Maurice Papon. Le premier ministre a dé-

claré que ce procès est celui « d'un homme » et non « d'une époque ». ● LES DÉPUTÉS de l'opposition sont partagés sur l'analyse de Vichy, entre la position exprimée par Jacques

Chirac lorsque, en juillet 1995, il avait reconnu une responsabilité à « la France » dans la déportation des juifs, et celle de MM. Séguin et Jospin, qui refusent d'assimiler la France au ré-

gime de Pétain. ● A L'EXTRÊME DROITE, la défense du régime de Vichy prend, dans *National Hebdo*, la forme d'un réquisitoire contre les juifs (Lire aussi l'édition p. 18).

Pour Lionel Jospin, la « France » n'est pas coupable de Vichy

Se saisissant de la polémique lancée par Philippe Séguin, le premier ministre assure que le procès de Maurice Papon est celui d'un homme et non d'une époque. Il prend la défense du gaullisme contre son déniement par l'extrême droite

ACCUSÉ par le président du RPR, Philippe Séguin, de diriger un gouvernement qui observerait, à l'occasion du procès Papon, « une attitude ambiguë » face à la « dégradation inquiétante de l'esprit public », Lionel Jospin se devait de répondre. Manifestement soucieux d'éteindre une polémique susceptible d'embraser l'ensemble du monde politique, le premier ministre a choisi d'intervenir directement, mardi 21 octobre, devant la représentation nationale.

Opportunément interrogé sur le sujet, au terme de la séance de questions au gouvernement, par Michel Crépeau, président du groupe RCV - qui avait initialement prévu d'intervenir sur le problème de la continuité territoriale entre le continent et la Corse -, M. Jospin s'est employé à répondre à ce qu'il a appelé « la philippique de M. Séguin ». Le premier ministre, qui a indiqué d'emblée ne pas avoir « toujours compris à quel point le président du RPR pensait et qu'il visait », n'a pas jugé utile de relever explicitement l'affirmation de M. Séguin, selon lequel « certains à gauche » entretiendraient de façon délibérée une « atmosphère délétère » autour du procès Papon, afin de « gonfler la force électorale du Front national ».

« LA NÉGATION DE LA FRANCE »

Sur ce point, le chef du gouvernement a mis sur le compte de « l'étrange biographie » de Maurice Papon le télescopage « devant l'opinion » de la période de Vichy et de la guerre d'Algérie, et affirmé que le « procès du gaullisme » évoqué par M. Séguin avait été « obstinément intenté » par le président du Front national, mais « nullement formulé » par les responsables de la majorité ni par le gouvernement. M. Jospin a ensuite recollé les premiers applaudissements de l'opposition en souli-

gnant que le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, avait « cloué le bec à M. Le Pen » - qui avait affirmé qu'« il était plus facile de résister à Londres que de résister en France » -, en répondant au président du FN qu'il était « en tout cas plus facile de collaborer à Paris que de résister à Londres ».

Réfutant ainsi toute responsabilité du gouvernement, M. Jospin a adressé, dans le même temps, de nombreux signes d'apaisement en direction de ceux qui, à l'instar du président du RPR, se montraient soucieux de ne pas voir la France en tant que telle figurer au banc des accusés. En premier lieu, le premier ministre a affirmé que « le procès d'un homme » ne devait pas être « celui d'une époque », même s'il convenait, en dehors des pré-

cette période ». M. Jospin s'est ensuite taillé un franc succès, sur tous les bancs de l'Hémicycle, en affirmant qu'« il n'y a pas de culpabilité de la France parce que (...) Vichy était la négation de la France et en tout cas la négation de la République ». Au cours de sa démonstration, le premier ministre a pris soin de se démarquer subtilement des propos tenus par Jacques Chirac le 16 juillet 1995, à l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. Alors que M. Chirac avait affirmé que « la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable », M. Jospin a indiqué : « Je n'ai pas exactement employé les mêmes termes il y a quelques mois [à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire de la rafle] et n'ai pas personnellement utilisé le mot « France » ». Grâce notamment à cette dis-

crète mise au point sémantique, M. Jospin, qui a eu l'habileté de ne pas pointer explicitement les profondes divergences apparues au sein du RPR sur ce sujet, a rallié à lui nombre de suffrages. Dans la soirée, le premier intéressé, Philippe Séguin, a pris « acte de ce que le premier ministre a rappelé que le procès Papon devait être celui d'un homme et non celui d'une époque ; que le gaullisme ne pouvait être mis en cause ; que Vichy n'était ni la France ni la République ». « J'avais souhaité avec force qu'il soit mis fin à une dérive et des amalgames inadmissibles. Je suis très heureux de constater que le premier ministre de s'être employé », a conclu le président du RPR, qui avait tenu, quelques heures plus tôt, à appeler M. Jospin pour lui dire qu'il était « navré » de ne pas avoir été présent dans l'Hémicycle lors de son inter-

vention. M. Séguin a également pu se féliciter, mardi, de voir le groupe socialiste du Sénat renoncer à inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi visant à permettre une incarcération de M. Papon - un texte que le député des Vosges avait par avance qualifié de « loi d'exception ».

« LECTURE JUSTE DE L'HISTOIRE »

« C'est exactement ce que j'ai dit », se félicitait quant à lui le président du groupe RPR, Jean-Louis Debré, en commentant dans les couloirs l'intervention de M. Jospin. Ne retenant des propos tenus par M. Chirac en juillet 1995 que l'expression d'un nécessaire « devoir de compassion, de solidarité envers nos compatriotes, notamment nos compatriotes juifs, victimes des agissements de cette époque », l'ancien ministre de l'In-

térieur avait affirmé, en fin de matinée : « Je crois que Vichy ne fut qu'un état de fait (...) ; pour autant il n'a jamais été dit que cet état de fait était la France ou incarnait la République ».

La rhétorique de M. Jospin a également emporté l'adhésion de ceux qui, au Parti socialiste, sont restés fidèles à l'analyse gaulliste de François Mitterrand sur la période de Vichy. Ainsi, l'ancien ministre de la culture Jack Lang a-t-il estimé, mardi, que M. Jospin avait fait « une lecture juste de l'Histoire » en exprimant « ce que François Mitterrand avait exprimé lui-même voici deux ou trois ans ». « Lionel Jospin a permis de dissoudre de fausses idées, de fausses oppositions, et d'indiquer un chemin qui peut rallier beaucoup de gens », a souligné le maître de Blois.

Pour autant, le premier ministre a tracé quelques limites à ce « chemin » consensuel. Exprimer la crainte que des mises en garde comme celle de M. Séguin « interdisent de mener ensemble (...) l'effort de recherche sur notre passé » qu'il estime nécessaire, le chef du gouvernement s'en est pris - sans le nommer - au président de Force démocrate, François Bayrou, qui avait affirmé, le matin-même, que « lorsqu'un pays s'est déchiré, la première règle à appliquer est la réconciliation ». « Je ne suis pas sûr que les Français aient besoin d'être réconciliés parce qu'ils ne sont pas ennemis les uns des autres », a indiqué M. Jospin, en ajoutant que « les Français, en revanche, ont besoin de se rassembler » : non « au prix de l'oubli », mais « sur des valeurs qui sont celles de la démocratie, de la République ». Ainsi brillamment sorti de ce délicat exercice de style, le premier ministre a reçu une ovation des députés de la majorité.

Jean-Baptiste de Montvalon

« Plus jamais ! Plus jamais ! Plus jamais ! »

RÉPONDANT à Michel Crépeau, président du groupe Radical, Citoyen et Vert, mardi 22 octobre, lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale, le premier ministre, Lionel Jospin, a déclaré :



« Je n'ai pas ici le droit, ou l'autorité, de parler au nom de la France. La France est sur ces bancs. La France s'incarne aussi dans le chef de l'Etat (...) mais je peux donner le sentiment du gouvernement (...) même si je n'ai pas tout compris de ce que j'appellerai (...) la « philippique » de M. Séguin. (...) »

« Le procès Papon est-il une bonne chose ou est-ce un procès prétexte ? Je réponds que c'est une bonne chose. Il aurait dû avoir lieu plus tôt. (...) Ce procès d'un homme doit-il être le procès d'une époque ? Ma réponse est non. Parce que la justice n'établit pas l'histoire, que l'histoire ne se fait pas au prétoire (...) »

« Y a-t-il un procès du gaullisme ? S'il y a un procès du gaullisme, il n'a été nullement formulé »

par des responsables de la majorité (...) ni par le gouvernement. Sans doute un procès contre de Gaulle, le gaullisme et la Résistance a été intenté obstinément (...) de manière langoureuse, par M. Le Pen, le leader de l'extrême droite. (...) Quelle meilleure réponse ai-je entendue ces derniers jours (...) ? N'est-ce pas celle de Jean-Pierre Chevènement : M. Le Pen prétend qu'il était plus facile de résister à Londres que de résister en France, moi je n'ai jamais opposé la Résistance, qu'elle fut à Londres ou qu'elle fut en France. En répondant qu'il était plus facile de collaborer à Paris que de résister à Londres, M. Chevènement a cloué le bec à M. Le Pen. (...) »

« Y a-t-il une culpabilité de la France ? Je ne le crois pas. Oui, des policiers, des administrateurs, des gendarmes, une administration, un Etat français ont péché, ont assumé devant l'histoire des actes terribles, collaborant avec l'ennemi et avec la « solution finale ». (...) C'est, m'a-t-il semblé, en ces termes que le président de la République a abordé la question en juillet 1995, même si je n'ai pas employé les mêmes termes, il y a quelques mois, et n'ai pas personnellement utilisé le mot « France ». (...) »

« Dans les cris qui ont été poussés, y compris les Assez ! Assez ! Assez ! (de M. Séguin dans *Le Figaro*), je crains que l'on ne nous interdise collectivement (...) de mener ensemble (...) l'effort de recherche sur notre passé. Il faut le faire, mais il n'y a pas de culpabilité de la France parce que, pour moi, la France était à Londres ou dans le Vercors, (...) parce que Vichy était la négation de la France, en tout cas la négation de la République. (...) »

« Alors, nous réconcilier, comme l'a demandé un député de l'opposition [François Bayrou] ? Je ne suis pas sûr que les Français aient besoin d'être réconciliés parce qu'ils ne sont pas ennemis les uns des autres. (...) Les Français ont besoin de se rassembler. Ils ne se rassembleront pas au prix de l'oubli, en tirant un signe égal entre les prudents et les justes, entre les collaborateurs et les résistants. Ils se rassembleront seulement sur des valeurs, qui sont celles de la démocratie, de la République. (...) »

« L'un o dit : « Assez ! Assez ! Assez ! », l'autre « Toujours ! Toujours ! Toujours ! ». Moi, je dis que cet exercice est nécessaire si nous savons en fixer les bornes pour que plus jamais, plus jamais, plus jamais ne reviennent ces événements tragiques. (...) »

La droite est partagée sur l'analyse du régime de Vichy

ENTRE Jacques Chirac et Philippe Séguin, entre une « France » qui accomplit « l'irréparable » et une « France » qui « ne peut être tenue pour responsable », l'opposition balance. Alors que les députés de gauche ont applaudi à l'unisson l'intervention de Lionel Jospin lors de la séance de questions au gouvernement, leurs collègues du RPR et de l'UDF ont décliné, mardi 21 octobre, la diversité de leurs analyses sur le régime de Vichy.

Deux ans après la reconnaissance par le président de la République de la responsabilité de l'Etat français pendant l'Occupation, ils sont peu nombreux, à droite, à reprendre à la lettre la formule de M. Chirac. C'est cependant le cas de Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), pour qui « c'est Jacques Chirac qui a raison » contre M. Séguin, accusé de confondre l'Etat et la nation. « La nation, c'est une âme (...) ». L'Etat, c'est une administration. Cette administration, à 99 %, a prêté serment au maréchal Pétain », a-t-il expliqué. Pierre Lellouche (RPR, Paris) estime, lui aussi, que le chef de l'Etat a « eu raison » : « Il n'y a pas de tabou métaphysique dans cette affaire, il y a une réalité historique », dit-il.

En revanche, plusieurs députés

ont, pour la première fois, exprimé leur désaccord avec M. Chirac. C'est le cas de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui « ne pense pas tout à fait comme » M. Chirac, car « la France n'était pas le gouvernement de fait ». « Vichy était une parenthèse », tandis que « la France, la République, ont continué avec le général [de Gaulle] », a-t-il plaidé. Au groupe UDF, aussi, on trouve des adversaires de la déclaration de M. Chirac, comme Pascal Clément, secrétaire général de Démocratie libérale (DL) : « Je suis pour la thèse de De Gaulle, pour le mythe », affirme M. Clément, pour qui « si on commence à revoir tout ce qu'on a fait de mal, il n'y a pas un pays qui puisse être fier ».

Sans mentionner le chef de l'Etat, Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine), compagnon de la Libération, s'est pris à « manigancer l'abaissement de la France, qui tirent prétexte du procès Papon pour jeter un discrédit extrêmement grave sur l'honneur de notre pays, sur le général de Gaulle et sur la Résistance ». « Je ne voudrais pas qu'à côté des compagnons de la Libération, il y ait maintenant les compagnons de la liquidation », a lancé M. Baumel. Selon lui, « il ne faut pas confondre Vichy et la France ».

« Ce n'est pas quelques centaines de policiers français qui permettent de jeter un jugement total sur l'administration française. Est-ce que vous condamnez tous ceux qui, dans l'administration, ont permis à ce pays de continuer à vivre ? », a-t-il interrogé. D'autres députés, plus circonspects, ont préféré donner leur propre interprétation de la position de M. Chirac. C'est le cas de Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, pour qui « Vichy ne fut qu'un Etat de fait ». « Pour autant, il n'y a jamais été dit que cet Etat de fait était la France ou incarnait la Répu-

blique », a-t-il soutenu. Alain Madelin, président de DL, a donné « raison » à M. Chirac « lorsqu'il a dénoncé la folie criminelle (...) secondée par l'Etat français », mais a ajouté que « faire le procès de l'Etat français, ce n'est pas faire le procès de la France ».

Les députés de l'opposition ne sont pas non plus tous d'accord sur la portée qu'il convient de donner au procès de Maurice Papon. La plupart d'entre eux jugent qu'il doit être celui d'un homme, et non d'un régime. A l'inverse, pour M. Madelin, ce procès est « aussi le procès de l'Etat français ». Selon lui, faire le procès du fonctionnaire Papon, « c'est faire le procès de tout un système de pouvoir et de pensée qui fait qu'on a obéi, fonctionné, sans parfois même se poser la question de savoir si les lois que l'on appliquait étaient des lois légitimes ». Or, estime M. Madelin, « au-dessus des lois » de l'Etat, « il y a une loi morale » qui leur est « supérieure ». M. Madelin dénonce un « système de pensée qui fait que les lois sont nécessairement légitimes dès lors qu'elles émanent de l'Etat ». Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de Force démocrate, partage cette analyse.

VIVES RÉACTIONS À GAUCHE

Les députés de l'opposition sont d'abord embarrassés par l'attaque portée par M. Séguin à l'encontre du gouvernement, accusé de se servir du procès pour « gonfler la force électorale du Front national ». « Je ne vois pas en quoi » il y aurait manipulation, estime Pierre Albertini (UDF-PPDF, Seine-Maritime). « Si nous occupons le verdict du procès et celui de l'histoire, je ne vois pas en quoi le FN pourrait prospérer à cause de cette affaire », ajoute-t-il. M. Clément est moins catégorique. Sans vouloir « faire le procès du gouvernement », il indique qu'une éventuelle ouverture des ar-

chives de la préfecture de police le « turpitude beaucoup », dans la mesure où, en « alimentant le grand déboulage », elle risquerait de « tourner à la guerre civile idéologique ». M. Lellouche dénonce également une polémique « maladroite » : « Il y a des gens qui ont intérêt à voir les gaullistes se diviser, à voir le FN récupérer cette affaire », a-t-il assuré. Nicole Catala (RPR, Paris) accuse, elle aussi, les socialistes d'essayer « de faire le procès de la façon dont les gaullistes ont traité l'affaire algérienne dans les années 60 », alors que, selon elle, la phase de la guerre d'Algérie « traitée par le pouvoir socialiste » a été « nettement plus atroce que tout ce qui a suivi ».

La gauche, en revanche, a vivement réagi aux accusations de M. Séguin. Alain Bockquet, président du groupe communiste, a mis en garde contre l'utilisation du procès dans « des polémiques politiques d'aujourd'hui » ; Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, a jugé « outrancier, grossier, dérisoire, malveillant et lamentable » le texte de M. Séguin. Robert Badier, sénateur (PS) des Hauts-de-Seine, s'est également dit, mercredi, sur RTL, « absolument offusqué » par la polémique politique autour du procès de Maurice Papon. « On oublie l'essentiel », à savoir qu'« à Bordeaux, on juge un homme pour complicité de crimes contre l'humanité, la plus grave des incriminations », François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, a également reproché, sur France-Inter, au président du RPR de vouloir faire du procès Papon « un sujet de polémique politique ». « On ne sait pas très bien à qui s'en prend Philippe Séguin ; lui non plus, à mon avis, ne sait pas très bien », a ajouté M. Hollande.

Cécile Chambraud

L'extrême droite s'en prend aux « internationales juives »

CHACQUE SEMAINE, *National Hebdo*, hebdomadaire proche du Front national, distille des informations chargées d'étayer la thèse d'une coalition juive et communiste manipulant le procès Papon. Il y a quinze jours (*National Hebdo* du 9 au 15 octobre), les lecteurs de cette publication ont eu droit à un dossier reprenant les arguments négationnistes pour blanchir le régime de Vichy, minimiser la Shoah et faire porter la responsabilité de la guerre à la communauté juive. Ou plus exactement à une partie de la communauté juive car les auteurs des articles distinguent « les racistes juifs et leurs amis » et « le judaïsme politiquement organisé ».

Ce judaïsme, honni par Martin Peltier, directeur de la rédaction de *National Hebdo*, se composerait « de deux mouvements opposés, un vaste ensemble internationaliste, capitaliste ou soviétique, et un réduit national » qui seraient « réunis dans un même amour d'Israël » et dont le but final serait de créer un monde « unifié et démocratique » avec les Etats-Unis comme « fer de lance ».

Suivent les poncifs du complot, avec comme arguments la présence de représentants de la communauté juive dans les organisations de gauche et d'extrême gauche, le monde financier, la franc-maçonnerie, les organismes internationaux. A l'instar des révisionnistes, M. Peltier répand l'idée d'une exploitation de la Shoah dans le but de masquer les exactions communistes.

L'hebdomadaire parle d'« internationales juives » déclarant la guerre à l'Allemagne « dès le 24 mars 1933 », pour en déduire qu'elles n'ont finalement récolté que ce qu'elles ont semé. Les lois

de Vichy contre les juifs seraient une réponse aux « errements du judaïsme politiquement organisé ». « On reprochait aux juifs d'avoir poussé à une guerre désastreuse. Il ne semblait pas injuste que leur statut restreigne leur pouvoir », explique l'hebdomadaire qui compare l'interdiction et la restriction imposées aux juifs dans certaines professions au « quota des femmes à l'Assemblée nationale ».

« SOUCI D'HUMANITÉ »

Il n'y aurait pas eu de volonté profonde d'extermination de la part du régime nazi. La déportation aurait été organisée « par souci d'efficacité politique et d'humanité » pour éviter les exécutions et si, comme « toute déportation », elle a « occasionné des morts », cela « ne signifie », selon *National Hebdo*, « ni que le but de toute déportation soit l'extermination, ni que les autorités françaises aient su ce que l'Allemagne faisait des juifs ». En fait, Pétain et Laval n'auraient fait que « s'efforcer de maintenir le plus longtemps possible leur autonomie en sacrifiant ce qui pouvait l'être » et l'hebdomadaire de citer la rafle du Vel d'Hiv comme un de ces « sacrifices ».

« Les racistes juifs et leurs amis ont gagné la seconde guerre mondiale grâce aux machines de guerre américaines et aux poitrines soviétiques (...) », grâce à leur internationalisation, à leur puissance politique et financière et à leur science de la propagande. Grâce aussi à la lâcheté des non-juifs, l'Eglise catholique en tête, qui ont abandonné le Maréchal en 1944 », regrette enfin le pamphlétaire François Bri-gneau.

Christiane Chombrani

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
177 rue de Valenciennes 75019 PARIS
01.42.08.71.00 - 71.7

MATELAS & SOMMIERS
MILITAIRES, MÉTIER, ENFANTS, SÉNIORS
DINARD, DOL, BREST, RENNES, ST-NAZ
CANAPES SALONS, CUCULAC
Cours et tissus
Stamps - Coussins - Bâches - S. - Nappes - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
177 rue de Valenciennes 75019 PARIS
01.42.08.71.00 - 71.7

Menace de crise politique en Thaïlande

BANGKOK. Durement secouée par les turbulences monétaires, la Thaïlande est aussi menacée d'une crise politique. Deux jours après la démission du ministre des finances, Thanong Bidaya, les membres du gouvernement ont collectivement présenté, mardi 21 octobre, leur lettre de démission, dans l'attente d'un remaniement ministériel. Le ministre de l'Intérieur, Sanoh Thienthong, a assuré que la liste du nouveau cabinet était prête et qu'elle serait présentée au roi Bhumibol Aduladej dans les prochains jours. Ces grandes manœuvres surviennent alors que la pression monte dans la rue pour exiger la démission du premier ministre, Chavalit Yongchaiyudh, rendu responsable des déboires économiques du pays. Celui-ci a rencontré, mardi soir, les chefs de l'armée et de la police pour discuter du traitement des manifestations de « cols blancs » devant les bureaux du gouvernement. (AFP)

Les Etats-Unis saluent les effets positifs de l'euro

WASHINGTON. Les Etats-Unis estiment que la mise en place de la monnaie unique européenne aura des retombées positives pour l'économie américaine. « Si les Etats-Unis maintiennent une politique crédible et forte, le dollar demeurera une monnaie saine. La destinée du dollar reste largement entre nos mains », a affirmé, mardi 21 octobre, le numéro deux du Trésor américain, Lawrence Summers, lors d'une audience au Sénat devant la commission budgétaire. M. Summers s'est également dit sûr que les marchés financiers américains « demeureront les plus liquides du monde » et que la création de l'euro « n'aura que peu d'impact sur les coûts d'emprunts américains dans un premier temps ». Ces propos contrebalaient les craintes exprimées ici et là par de hauts responsables américains - notamment au Sénat - sur le risque d'une redistribution des investissements futurs au profit de la zone euro et aux dépens du dollar. Le numéro deux du Trésor a souligné : « Plus la monnaie unique aidera l'Europe à développer une économie robuste et saine, ouverte sur le monde, plus le projet sera bienvenu ». (AFP)

EUROPE

■ **ROUMANIE/HONGRIE** : les relations entre la Budapest et Bucarest sont « exemplaires, tant sur le plan économique qu'en matière de protection des minorités », a estimé, mardi 21 octobre, le premier ministre hongrois, Gyula Horn, en visite officielle en Roumanie. M. Horn a en outre déclaré que son pays « soutient » l'intégration de la Roumanie à l'Union européenne et à l'OTAN, a-t-il ajouté. (AFP)

■ **POLOGNE** : l'alliance électorale Solidarité (AWS) a remporté la présidence des deux Chambres du Parlement. Une militante catholique, Alicja Grzeskowiak, a été élue, mardi 21 octobre, à la tête du Sénat. Lundi, un ancien proche de Lech Walesa, Maciej Pizanski, avait été choisi pour présider la Chambre basse. L'AWS a conclu lundi avec son partenaire de coalition, l'Union de la liberté (UW), un accord sur la composition du nouveau gouvernement, qui devrait être annoncée cette semaine. (AFP)

■ **UKRAINE/RUSSIE** : le président ukrainien, Léonid Koutchma, a estimé, mardi 21 octobre, qu'une « guerre commerciale » oppose son pays à la Russie, en raison notamment de la mise en place par Moscou, il y a un an, d'une TVA de 20 % sur la plupart des produits ukrainiens. L'Ukraine est économiquement dépendante de la Russie, où elle a écoulé 40 % de ses exportations en 1996. Les deux Etats ont signé en mai un traité d'amitié. (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL** : Israël a autorisé l'autorité palestinienne à délivrer directement des cartes d'identité aux Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, selon des sources officielles israéliennes. Les noms des postulants doivent être transmis à Israël, qui garde un droit de veto. (AFP)

■ Le président palestinien, Yasser Arafat, et le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai, ne sont parvenus à aucun accord tangible lors de leur rencontre à Beit Hanoun, mardi 21 octobre. Dans la soirée de mardi, le médiateur américain Dennis Ross a quitté Israël après une mission de trois jours qui n'a débouché sur aucun résultat concret, selon des sources officielles. (AFP)

AFRIQUE

■ **LIBYE** : l'Afrique du Sud « est d'avis que les sanctions contre la Libye soient levées », a déclaré le ministre sud-africain des affaires étrangères, à la veille de la visite, mercredi 22 octobre, de Nelson Mandela à Tripoli. Les Etats-Unis ont regretté que M. Mandela donne « le mauvais signal » au colonel Kadhafi, qui refuse toujours de livrer deux Libyens suspects d'avoir participé à l'attentat de Lockerbie. (AFP)

■ **RWANDA** : de nouveaux combats opposent ces jours-ci l'armée rwandaise aux rebelles hutus autour de Ruhengeri (nord), trois mois après que Kigali ait affirmé avoir pacifié cette région. Ces affrontements révèlent un nouveau déplacement de la rébellion, et prouvent sa mobilité. L'armée a récemment menacé les populations civiles, promettant « d'en finir avec les rebelles et leurs collaborateurs ». (AFP)

■ **SIERRA LEONE** : un cessez-le-feu est entré en vigueur, mardi 21 octobre, à Freetown, à la veille de l'ouverture à Conakry (Guinée) de nouvelles négociations régionales sur l'avenir de la Sierra Leone. De violents combats opposaient à Freetown la junte militaire au pouvoir et les soldats nigériens de la Force ouest-africaine de paix. (AFP)

ASIE

■ **PHILIPPINES** : l'Eglise catholique lance une nouvelle campagne contre les préservatifs, à l'occasion du 4^e congrès sur le sida en Asie-Pacifique, qui réunira 4 000 spécialistes à Manille du 25 au 29 octobre. « Hommes et femmes de toutes races utilisent des préservatifs et les avantages du sida n'en demeurent pas moins les mêmes », a déclaré Mgr Oscar Cruz, président de la conférence des évêques philippins, qui a refusé un poste d'observateur à ce congrès et dénoncé l'usage des préservatifs, qui « encourage la promiscuité ». (AFP)

Allemagne : la polémique provoquée par Günter Grass se poursuit

BONN. Une vive polémique continue d'agiter les milieux politiques allemands après les virulentes critiques formulées par l'écrivain Günter Grass à l'égard de la politique turque du gouvernement de Bonn (Le Monde du 21 octobre). L'auteur du Tambour avait dénoncé, dimanche 19 octobre, les expulsions de Kurdes déboutés du droit d'asile et les livraisons d'armes allemandes à la Turquie, provoquant de virulentes réactions de la CDU au pouvoir. Mais plusieurs responsables de la majorité viennent de donner raison à l'écrivain sur certains points de ses propos. Le vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, Helmut Geisler, mais également plusieurs hauts responsables du Parti libéral (FDP) ont notamment déclaré qu'ils partageaient les préoccupations de Günter Grass sur les restrictions du droit d'asile allemand, les violations des droits de l'homme en Turquie, ainsi que la xénophobie ambiante en Allemagne. (AFP)

Boris Eltsine sacrifie le code fiscal en échange du retrait de la motion de censure communiste

Les députés auront droit à leur propre émission de télévision

Les députés communistes ont annulé, mercredi 22 octobre, l'examen d'une motion de censure, après que Boris Eltsine eut accordé, la veille, une

série de concessions. La plus importante d'entre elles est le retrait du projet de code fiscal. Le président russe a également promis aux députés

un accès élargi aux chaînes de télévision publique, et la mise en place d'organes de surveillance de ces médias.

MOSCOU

de notre correspondante
Alors que la « crise » politique s'est achevée en Russie, mercredi 22 octobre, par un nouveau succès largement cédé de Boris Eltsine, avec le retrait d'une motion de censure à la Douma, la Chambre basse du Parlement russe, les « jeunes réformateurs » de son gouvernement subissaient en même temps un coup sévère. Du moins en apparence.

En effet, parmi les concessions offertes par le président aux députés pour éviter la censure de son cabinet, figure le retrait d'un projet de code fiscal, qui sera revu par le gouvernement. Or, ce code a toujours été présenté comme crucial pour l'avenir des réformes que MM. Tchoubaï et Nemtsov ont promis de relancer.

Le projet a été voté cet été en première lecture par des députés déjà menacés de dissolution. Son adoption « de principe » avait permis de présenter un projet de budget 1998 calculé sur la base de ce code. Mais leur sort commun est

désormais remis entre les mains de commissions diverses. Le FMI avait fait savoir au printemps que l'adoption, cette année, d'un nouveau code fiscal était la condition de l'attribution de son aide à la Russie. Mais peu après, le Fonds démentait avoir posé une telle condition.

Au-delà des sceptiques qui affirment que l'aide du FMI est de toute façon garantie à la Russie pour des raisons politiques, on peut voir dans cette reculade d'un coup d'impuissance devant la réalité, c'est-à-dire la monstrueuse difficulté de réformer d'un coup et d'une manière plus ou moins satisfaisante le système fiscal russe. L'actuel est composé, dit-on, de plus de deux cents impôts différents, souvent contradictoires et sujets à une foule d'exemptions, fédérales ou régionales, parfois légales mais le plus souvent cachées.

S'il était possible d'appliquer les règles du système à la lettre, cela supposerait, pour les entreprises, qu'elles ne pourraient faire aucun bénéfice.

Le nouveau projet élaboré par le

gouvernement réduisait le nombre d'impôts à une trentaine et augmentait légèrement le poids que devaient supporter les particuliers, qui ne payaient pratiquement rien jusqu'à présent. Mais ce nouveau code a déjà fait l'objet de... 4 000 projets d'amendements des députés.

NOUVELLES INCOHÉRENCES

Son adversaire le plus résolu est le petit parti d'opposition libérale Iabloko, qui y voit beaucoup de nouvelles incohérences et de dispositions inapplicables, dangereuses et toujours pénalisantes pour les entreprises. Iabloko a d'ailleurs élaboré un code alternatif et réclamait le retrait du projet gouvernemental pour ne pas s'associer à la motion de censure que prétendaient voter les députés communistes.

Mais ces derniers y ont renoncé mercredi, se disant satisfaits par les autres concessions, apparemment formelles, obtenues de la part de Boris Eltsine : la tenue de « tables rondes », dont la première se réunira le 22 novembre, pour débattre

de questions controversées comme celle du statut de la terre ; la création de « conseils de surveillance », avec leur participation mais au rôle incertain, pour les deux chaînes télévisées d'Etat ; la création d'un journal parlementaire et une présence légèrement accrue à la télévision ; le retour en commission, enfin, d'une loi votée deux fois par le Parlement à une très large majorité, mais renvoyée par Boris Eltsine à la Cour constitutionnelle (qui n'a jamais encore fait preuve d'indépendance) : elle donnait en effet aux députés un certain contrôle sur le gouvernement.

En réalité, les « jeunes réformateurs » semblaient eux-mêmes avoir déjà admis que tenter de faire passer en force un nouveau code fiscal douteux pouvait présenter plus de dangers que de profits pour le budget. Et si le coup porté au prestige de MM. Tchoubaï et Nemtsov ne devait être que provisoire, le problème central du déficit budgétaire reste entier.

Sophie Shihab

CET HOMME A RENDEZ-VOUS AVEC LE MONDE

● Cet homme est né pour répondre aux attentes de son époque : il incarne la volonté du groupe Suez Lyonnaise des Eaux de devenir leader mondial des services collectifs de proximité.

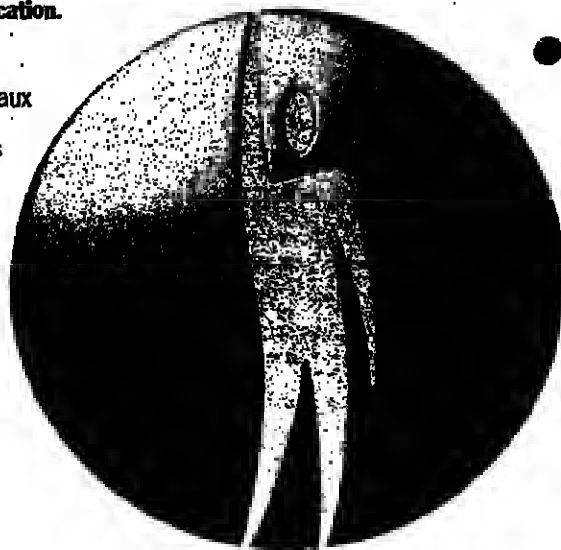
● Cet homme est le symbole d'un groupe industriel aujourd'hui constitué en société à Directoire et Conseil de Surveillance qui a cédé, depuis le début de l'année, pour 10 milliards d'actifs afin de mieux se développer sur ses 4 métiers centraux de services collectifs de proximité : l'énergie, l'eau, la propriété et la communication.

● Parce qu'il sait répondre aux besoins croissants des grandes villes du monde, cet homme a enregistré, en 1997, des succès significatifs dont voici quelques exemples :

● **Energie** : développement dans l'électricité en Thaïlande, transport de gaz naturel au Kazakhstan.
● **Eau** : nouveaux contrats de Manille, Budapest, Casablanca, Djakarta, La Paz...

● **Propreté** : leader au Brésil suite à une acquisition majeure.
● Cet homme a déjà su démontrer sa valeur : Suez Lyonnaise des Eaux a réalisé un premier exercice semestriel en avance sur ses objectifs avec un résultat courant net de 1,980 milliard de F, en progression de 15 %.

● Cet homme rappelle que notre première ressource est humaine : 184 000 femmes et hommes dans plus de 100 pays, au service de nos clients, partenaires et actionnaires.



SUEZ LYONNAISE DES EAUX

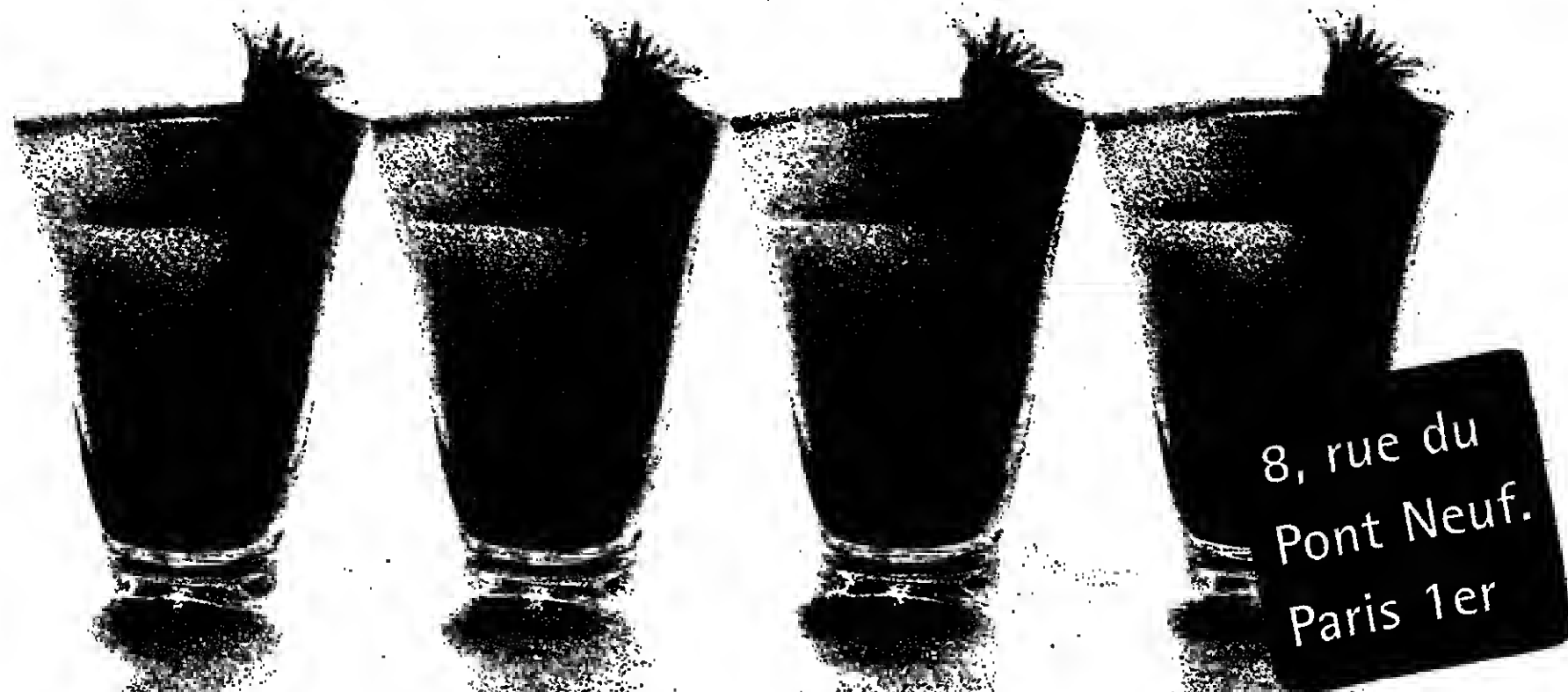
هكذا من لا يحمل

8 / LE MONDE / JEUDI 23 OCTOBRE 1997

(Publicité)

Allec

Un air neuf souffle sur le Pont Neuf.



Et c'est la fête !



Du 22 au 25 octobre,

Habitat fête la naissance

d'Habitat Pont Neuf avec...

neuf offres spécial-ouverture !

Venez, c'est la fête de la vie plus jolie...

et plutôt **neuf** fois qu'une !



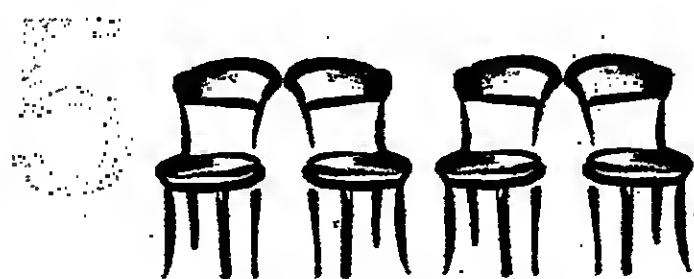
Jolis joujoux-cadeaux !
Habitat offre un jouet
aux enfants !



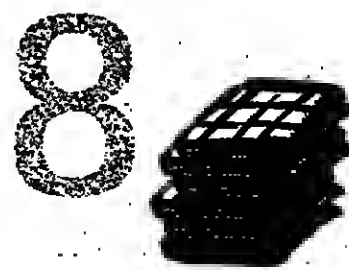
Deux canapés en un,
c'est deux fois plus joli !
Un canapé Ithica bleu acheté
plus une housse jaune
supplémentaire offerte,
ça change tout !



Nos kilims sont plus que jolis,
ils sont beaux !
Et ils ne coûtent que 2000 f !
(Pour un 120 x 180 cm)



440 f joli prix !
Une chaise Nina verte, jaune ou bleue,
c'est plus gai !



Ne pas confondre
les torchons...
et les jolis
torchons d'Habitat !
50 f les 6 torchons !



Jolie lumière !
Et prix doux pour la lampe Sullivan : 195 f !



Lili est une jolie cuisine !
Et si vous êtes dans les
10 premiers acheteurs, on vous
offre la livraison et le montage !



Un petit café ?
On vous l'offre !
A l'espace épicerie,
on vous offre un des huit
cafés qu'on a sélectionnés
pour vous !

habitat

Le Parti socialiste veut « aller vite et loin » dans la limitation du cumul des mandats

Le groupe de travail du PS prône une « rupture » entre mandat parlementaire et fonction exécutive

Le bureau national du PS a débattu, mardi 21 octobre, de la limitation du cumul des mandats à partir d'un rapport de Bernard Roman, membre du sé-

crétariat national. M. Roman a formulé les propositions d'un groupe de travail constitué, fin septembre, avec les groupes socialistes de l'Assemblée nationale et

du Sénat et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. Il prône une « rupture » entre mandat parlementaire et fonction exécutive locale.

CUMULARDS au point d'être devenus parfois des symboles de cette multiplication de mandats, ils sont tous montés au créneau, mardi 21 octobre, au bureau national du Parti socialiste, pour pourfendre lesdits cumulés. Maire de Lille, président de la communauté urbaine de la métropole lilloise, sénateur du Nord, président de la fondation Jean-Jaures, président de l'Internationale socialiste, l'ancien premier ministre Pierre Mauroy a joint sa voix à celles de Georges Frêche, maire de Montpellier, président du district de cette ville, député de l'Hérault, et de Michel Delebarre, maire de Dunkerque, député du Nord, premier vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, président de la communauté urbaine de Dunkerque, président de l'Association des maires des grandes villes de France, pour demander au gouvernement « d'aller vite et loin » dans son projet sur la limitation du cumul des mandats.

Avant que François Hollande, premier secrétaire délégué, ne soit reçu, la semaine prochaine, par

Lionel Jospin, dans le cadre des consultations engagées par le premier ministre, le bureau national du PS a débattu des propositions de Bernard Roman, chargé de l'animation et de l'innovation interne au secrétariat national, premier secrétaire de la fédération du Nord, adjoint au maire de Lille, député du Nord. « Nous pensons que le cumul des mandats n'est pas une fin en soi, mais qu'il est le moyen d'entrer dans une phase de modernisation de la vie politique française », a affirmé M. Roman, qui s'est prononcé en premier lieu pour « une rupture entre le mandat parlementaire national et le mandat exécutif local ».

Dans son rapport, qui n'a pas donné lieu à une adoption formelle, M. Roman n'a pas retenu - conformément aux propositions adoptées par une convention nationale du PS sur la démocratie en juin 1996 - de seuil précis pour l'incompatibilité des fonctions de maire avec un mandat parlementaire national. « Nous ne souhaitons plus qu'il y ait de député maire ou de sénateur maire, et ce quelle

que soit la taille de la commune », a noté M. Roman. L'incompatibilité entre un mandat parlementaire national et une fonction exécutive locale pourrait concerner les présidents, mais aussi les vice-présidents de conseils généraux et de conseils régionaux, voire les adjoints au maire « dans des villes importantes », mais le débat n'a pas été tranché. « Chaque fois qu'un mandat est exercé à plein temps, nous pensons qu'il faut le prendre en compte dans la limitation du cumul des mandats », a précisé M. Roman.

« RÉVOLUTION CULTURELLE »

Contrairement aux orientations de la convention sur la démocratie, M. Roman n'a pas étendu l'incompatibilité à la présidence de structure intercommunale, en considérant qu'il fallait en faire au préalable « une collectivité territoriale de plein droit » et prévoir une élection au suffrage direct avant de la prendre en compte dans la limitation du cumul. Parlant de « véritable révolution culturelle », M. Roman a prôné l'interdiction

du cumul d'un mandat parlementaire national et d'un mandat parlementaire européen ainsi que l'interdiction du cumul entre deux fonctions exécutives locales (de même que du cumul entre la fonction de ministre et une fonction exécutive locale).

« Nous sommes au début d'un processus », a souligné M. Roman en demandant, quinze ans après la loi Defferre, une nouvelle étape de « décentralisation ». La réforme devrait inclure une réflexion sur les modes de scrutin, l'élaboration d'un « statut de l'élu local » et l'incompatibilité d'un mandat parlementaire avec une activité professionnelle rémunérée. Le PS souhaite une loi « le plus tôt possible », ce qui devrait conduire à une première lecture avant les élections régionales et cantonales. Pour Bernard Poignant, maire de Quimper et président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, les élus sont « disponibles et disposés » à jurer le jeu du non-cumul.

Michel Noblecourt

Les députés du PS adoptent un amendement atténuant la réduction de l'AGED

M. Ayraut fustige l'absentéisme des élus de son groupe

AU TERME d'un débat qualifié par des témoins d'« électrique » ou de « dur », les députés socialistes ont adopté, mardi 21 octobre, par une majorité des deux tiers un amendement de Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis), président de la commission des affaires culturelles et sociales, qui assouplit les dispositions concernant l'allocation de garde d'enfants à domicile (AGED), contenues dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Au terme de plusieurs semaines de polémiques, l'AGED (12 800 francs par trimestre) devrait donc bien être diminuée de moitié pour les familles dont les revenus dépassent 300 000 francs par an. Mais au-dessous de ce niveau de revenu, une famille, dont les deux parents travaillent et dont l'enfant a moins de trois ans, ne verra son allocation diminuée que de 25 %.

Claude Evin (PS, Loire-Atlantique) a expliqué, à l'issue de la réunion du groupe socialiste, que le compromis n'avait été accepté par les députés qu'en contrepartie de la perspective d'une remise à plat de la politique familiale en 1998, ce qui permettrait, selon Jean-Marc Ayraut (PS, Loire-Atlantique), président du groupe socialiste, de « sortir de ce processus profondément injuste fait [par la droite] à la gauche » de défavoriser les familles.

Selon Didier Migaud (PS, Isère), le clivage entre élus des grands centres urbains et élus provinciaux s'est manifesté au cours du débat. Les « provinciaux » mettent en avant le fait qu'ils ne connaissent dans leurs circonscriptions aucune famille bénéficiant de l'AGED, ou que les seuls protestataires contre la mesure de réduction sont venues, par exemple, de l'ordre des avocats. Des interventions qualifiées de « populistes » par Jean-Marie Le Guen (PS, Paris), chef de file des élus franciliens défenseurs de l'AGED, qui estime qu'en mettant en avant le très petit nombre de familles bénéficiant de l'AGED, on fait « une fausse présentation statistique de la situation, comme si cela avait un sens de rapporter cette catégorie sociologiquement réduite, à l'ensemble des familles françaises ».

M. Le Guen avait chiqué ses amis en tentant de leur faire admettre qu'avec un revenu de 50 000 francs mensuel, on n'était pas forcément « riche » à Paris. Un argument qui a fait dire à Alfred Recours (PS, Eure) que les

députés socialistes étaient trop influencés par les « milieux privilégiés » qu'ils fréquentaient. M. Recours a troublé ses collègues en affirmant que, au fond, l'AGED, quelles que soient ses modalités, était un système qui permettait aux « riches » de faire garder leurs enfants chez eux alors que les smicards, eux, ne le pouvaient pas. Conclusion d'Henri Emmanuelli sur le vote « raisonné » du groupe PS en faveur d'un assouplissement de l'AGED : « Politiquement, on a compris qu'il valait mieux s'écarter, mais sur le fond, c'est scandaleux ».

« IRRESPONSABILITÉ POLITIQUE »

La réunion du groupe socialiste a également été l'occasion pour M. Ayraut d'adresser une admonestation à ses troupes dont l'absentéisme avait entraîné plusieurs incidents de séance au cours de la discussion budgétaire (Le Monde daté 19-20 octobre).

M. Ayraut a qualifié ce manque d'assiduité de « grave irresponsabilité politique », surtout de la part des députés qui « se sont apremés disputés leur désignation comme membres de la commission des finances ». Le maire de Nantes a estimé « inutile » car ajoutant à l'excitation et au désordre « que des membres de cabinet jouent les mouches du coche, les donneurs de leçon, voire les commentateurs malveillants ». M. Ayraut a reproché à certains députés de traiter « parfois avec grossièreté, comme des importuns » les assistants du groupe chargés de les relancer au téléphone.

Enfin, le président du groupe a répondu aux attaques contre son supposé « monique d'autorité ». « Je ne conçois pas mon rôle comme celui d'un pion ou d'un adjudant-chef monté la fêle », a-t-il dit. Au passage, M. Ayraut, qui est jospiniste, a réprimé à « un membre du cabinet de Laurent Fabius » d'avoir relevé, « dans le Journal Le Monde (daté 19-20 octobre), un problème d'autorité à la direction du groupe socialiste ». « So molodresse montre qu'il n'était pas en service commandé », a commenté M. Ayraut, aussitôt interrompu par le député fabusien Alain Chaeys (Vienne), qui lui a lancé : « Je crois, Jean-Marc, que tu as franchi la ligne jaune ». Indiquant ainsi que les qualités personnelles des uns ou des autres n'étaient pas seules en cause dans ces règlements de comptes.

Fabien Roland-Lévy

Matignon réfléchit sur la législation des sondages électoraux

« PENDANT la semaine qui précède chaque tour de scrutin ainsi que pendant le déroulement de celui-ci, sont interdits, par quelque moyen que ce soit, la publication, la diffusion et le commentaire » des sondages d'opinion qui ont un rapport avec le scrutin en question. Ainsi est rédigé le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 qui, depuis vingt ans, fixe les règles d'utilisation et d'exploitation des enquêtes d'intention de vote en période électorale. Cette loi, surtout connue par son article 11 qui est controversé, fait l'objet d'une réflexion à Matignon. Le premier ministre, Lionel Jospin, a confié à Gérard Le Gall, conseiller chargé des institutions, des études d'opinion et des élections, le soin de préparer le terrain d'une éventuelle réforme de ce texte.

Afin de faire un examen du fonctionnement de cette loi, M. Le Gall a ouvert une série de consultations, le 16 octobre, avec la présidente de la Commission nationale des sondages, Jacqueline Beauchet. Il devrait, dans les prochaines semaines, recevoir les responsables des principaux instituts de sondage, des représentants des groupes parlementaires, des universitaires spécialisés et les partenaires de la presse, comme les syndicats de journalistes et les directeurs de publication. Il devrait remettre une note de synthèse à M. Jospin à la fin de novembre. C'est la première fois depuis 1977 que les socialistes portent un intérêt à ce sujet qui n'avait pas été retenu dans les travaux de la Convention des acteurs de la démocratie organisée en juin 1996 par le PS.

Pourtant, depuis cette date, le thème a retenu l'attention de la droite et du PCF qui n'ont pas déposé moins de six propositions de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale. Toutes vont dans le même sens : celui d'une restriction accrue de la publication des sondages en période électorale. Conduits par Alain Bockuet, l'actuel président de leur groupe, les députés communistes ont ainsi proposé d'étendre l'interdiction de publication, de diffusion et de commentaire « à compter du jour d'ouverture de la campagne électorale jusqu'au jour de l'élection incluse ». Pour les députés RPR, Bernard Carayon a fait la même proposition à compter du « mois qui précède le scrutin », tandis que Daniel Arata s'alignait sur la proposition communiste. Au nom du groupe UDR, François-Michel Gonnat a proposé de fixer la période à « trois semaines », comme le député RPR Jean-Louis Masson.

TEXTE ORSOLÉ

Au milieu de cet unanimisme, où les socialistes ont brillé par leur absence, une seule voix est allée à contre-courant en 1995, celle de Jean-François Manel, président du conseil général de l'Oise, battu aux législatives de juin. « Cette interdiction paraît aujourd'hui totalement injustifiée et inadaptable aux évolutions de notre société et aux techniques modernes de communication », écrivait M. Manel dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi relative à la suppression de l'article 11 du texte 1977. Il a été relayé, depuis le 30 septembre, par le député Pierre Albertini (UDF-PPF, Seine-

Maritime) qui propose l'abrogation de cet article.

M. Le Gall, qui annonce une hostilité ancienne à cet article, se trouve donc sur la même longueur d'onde que les abrogateurs. Non sans un certain goût de la provocation, il affiche une posture « libérale, voire ultra-libérale » car, selon lui, cet article 11 conduit à « une démocratie élitiste » et à « une inégalité devant les sondages ». De fait, les dernières législatives ont mis en évidence le caractère absolue de la loi face à l'évolution des techniques de communication, les résultats des sondages étant publiés pendant la période interdite, soit sur Internet, soit dans la presse étrangère. Pour souligner le caractère absurde de la situation, plusieurs journaux avaient délibérément violé la loi en diffusant nu en commentant des sondages interdits à la publication. La demande de poursuites réclamée au ministère de la Justice par la Commission des sondages n'est pas allée, pour le moment, au-delà de l'audition des contrevenants par la police.

Un assouplissement de la législation ne devrait-il pas s'accompagner d'un renforcement des garanties déontologiques offertes par les instituts ? Un colloque organisé par l'Association Communication publique, jeudi 23 octobre, à l'Assemblée nationale, devait précisément se pencher sur les règles à respecter pour parvenir à davantage de « sérénité » dans la publication des sondages électoraux.

Olivier Biffaud


STOCK

Patrick Jarreau

Chirac, la malédiction

« La défaite est si spectaculaire, si retentissante qu'on n'en finit pas de se froter les yeux... Le Président est-il à sa place, et la Présidence, telle que l'a voulue de Gaulle, est-elle toujours pertinente ? » P.J.

« Il y a dans le Jarreau assez d'interrogations pour nourrir la réflexion de la droite pour cinq ans. » Joseph Macé-Scaron, *Le Point*



PATRICK JARREAU

Chirac, la malédiction

216 pages
98 F

STOCK

LOGEMENT Depuis son arrivée au secrétariat d'Etat au logement, Louis Besson travaille à l'élaboration d'un « statut du bailleur privé ». Ce texte, qui devrait être soumis au

Parlement au printemps 1998, entend favoriser l'accès au logement des ménages modestes en créant un nouveau secteur locatif conventionné entre le parc HLM et le parc privé

libre. ● CE CALENDRIER a failli être bousculé par l'amendement déposé par quatre députés socialistes au cours de la discussion budgétaire. L'amendement, qui proposait de

taxer les gros propriétaires de logements vacants, n'a finalement pas été discuté. M. Besson souhaite voir ses auteurs y renoncer. ● SELON LES DONNÉES disponibles, sur un flux de

deux millions de logements vides, environ 400 000 font l'objet d'une vacance structurelle. ● A PARIS, des appartements réquisitionnés en 1995 et 1996 sont aujourd'hui vides.

Louis Besson veut inciter les bailleurs privés à modérer leurs loyers

Le secrétaire d'Etat au logement doit présenter, au printemps 1998, une loi qui faciliterait l'accès des ménages les plus modestes au parc locatif. Il n'entend pas se laisser bousculer par la proposition de députés socialistes de taxer les gros propriétaires d'habitations vacantes

L'INITIATIVE aurait pu faire grand bruit mais elle a fait long feu. Dans la nuit du 17 au 18 octobre, l'amendement déposé par quatre députés du groupe socialiste et adopté par la commission des finances de l'Assemblée nationale le 15 octobre, qui proposait de taxer les gros propriétaires de logements vacants, n'a finalement pas été discuté. Victime de l'heure tardive et du rythme d'enfer de la discussion budgétaire, il est tombé, faute d'être défendu. Il pourrait, toutefois, être à nouveau proposé par le groupe socialiste, à la fin de l'examen du projet de budget, à la mi-novembre.

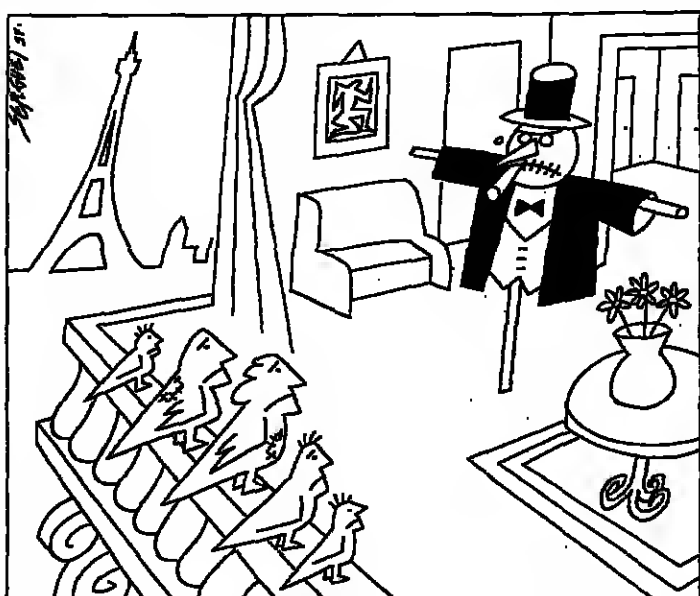
Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, va sans doute profiter de ces deux semaines de répit pour tenter de convaincre ses amis socialistes du caractère intempestif ou à tout le moins prématuré de leur initiative. Celle-ci prend, en effet, à contre-pied les projets de M. Besson. Depuis trois mois, le secrétaire d'Etat travaille à l'élaboration d'un « statut du bailleur privé » qu'il souhaiterait soumettre au Parlement au printemps 1998. M. Besson entend, visiblement, faire de cette grande réforme, qui déboucherait sur la création d'un

nouveau secteur locatif privé, la pièce maîtresse de son deuxième passage au ministère du logement. L'architecture d'ensemble du projet est encore floue. Il s'agit, explique Louis Besson, de « changer de logique » en « concentrant un certain nombre d'aides publiques, financières et fiscales sur les bailleurs qui accepteraient, en contrepartie, de modérer les loyers ». Un nouveau secteur locatif conventionné serait créé entre le parc HLM et le parc privé libre.

SUPPRIMER LA CAUTION

En outre, serait mis en place un système de garantie des loyers, destiné à sécuriser les petits propriétaires, que la perspective des impayés rebute. Louis Besson n'exclut pas, grâce à ce fonds, de supprimer l'actuel système de caution, rédhibitoire pour l'accès au logement des ménages les plus modestes.

Reste à trouver de qui financer un tel dispositif qui n'a encore fait l'objet d'aucun arbitrage. Le secrétaire d'Etat au logement a évidemment dans sa ligne de mire l'amortissement des loyers. Instauré en 1996, celui-ci n'a, sans contrepartie sur les niveaux de



loyers, d'importants avantages fiscaux aux acquéreurs de logements locatifs neufs. Devant les propriétaires de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), réunis en congrès mardi 21 octobre, le secrétaire d'Etat au logement a déclaré qu'il fallait « sortir

contrepartie sociale ». Tel quel, ce système d'amortissement, prévu jusqu'à la fin de 1998, a peu de chances de perdurer. Louis Besson ne cache pas, en effet, son désir de « rechercher un dispositif plus équilibré » qui réorienterait le mécanisme de l'amortissement vers une clientèle de propriétaires plus sociale et qui l'élargirait aux logements anciens avec gros travaux.

La « méthode Besson », très consensuelle, paraît assez incompaible avec l'entrée en matière brutale que le groupe socialiste tente de lui imposer.

TAKE D'INHABITATION

L'amendement propose que les propriétaires de plus de trois logements vides dans la même commune, personnes morales ou physiques, se voient imposer, dès 1998, une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties « dans les communes où existent d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande de logements ».

La taxe foncière serait augmentée de 50 % après un an de vacance, de 75 % après deux ans et de 100 % après trois ans. Les quatre députés auteurs de l'amendement, Jacques Guyard (Es-

saune), Patrick Rimbert (Loire-Atlantique), Alain Cacheux (Nord) et Philippe Decaudin (Vienne), entendent ainsi « décourager la vacance systématique en zone urbaine, dans le parc privé de logements, sans pour autant pénaliser les petits propriétaires ou la possession de maisons secondaires inoccupées une partie de l'année ».

La création d'une « taxe d'habitation » est une idée à haute portée symbolique qui ressurgit régulièrement. « Sur le principe, je peux difficilement être contre, ayant été coauteur de cette proposition en tant que président du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées », nous a déclaré Louis Besson. Chaque année depuis cinq ans, le Haut Comité, que M. Besson a présidé de 1992 à juillet 1997, réclame avec force l'instauration de la fameuse taxe. Evoquée puis écartée sous le gouvernement Juppé, l'idée avait été à peine défendue par les associations lors de la préparation du projet de loi de cohésion sociale. Le Conseil économique et social avait proposé cette mesure dans son avis sur ce projet de loi. Elle figurait enfin en bonne place à la rubrique « logement » du programme socialiste pour les élections législatives de juin 1995, ce que M. Besson n'a pas oublié.

Son souci semble moins d'y échapper que de l'intégrer au dispositif plus ambitieux d'incitation à la remise en location qu'il souhaite mettre sur pied. Devant les propriétaires de l'UNPI, il en a toutefois mimé les effets, répondant indirectement aux auteurs de l'amendement. « L'application de la taxe, a-t-il déclaré, ne résoudra pas à elle seule le problème (de la vacance). Dans mon esprit, il s'agit d'une mesure complémentaire jouant lorsque l'incitation et l'aide à la location n'ont pas convaincu les propriétaires, et qui ne peut concerner que les zones où le marché locatif est tendu. »

Ch. G.

Christine Garin

400 000 habitations pourraient être remises sur le marché

DANS SON EXPOSÉ des motifs, l'amendement socialiste sur la « taxe d'occupation » souligne que sa mise en œuvre obligerait, au moins, à recenser les logements vides. On ne dispose, en effet, que de données très partielles et anciennes sur la vacance, son évolution, ses caractéristiques sociologiques ou géographiques.

Qu'il s'agisse des données issues du dernier recensement ou de l'enquête logement de l'Insee, les chiffres les plus récents datent de 1990. On considère, depuis cette date, que sur un flux permanent de deux millions de logements vides, environ 400 000 font l'objet d'une vacance structurelle et pourraient être remis sur le marché. Mais on ignore si, depuis huit ans, la vacance s'est accrue avec l'effondrement du marché immobilier.

La collecte des données est extrêmement difficile, particulièrement dans la capitale vers laquelle convergent tous les regards. Une enquête réalisée en 1996 auprès des propriétaires parisiens de logements vides a été menée à Paris, où l'on estime à environ 40 000 le flux de logements qui reste vacants pendant au moins trois ans. Les résultats, qui attendent le feu vert du conseil municipal pour être diffusés, ne devraient toutefois pas permettre une meilleure appréciation quantitative du phénomène. Car sur 2 500 propriétaires de logements vides enquêtés, 250 seulement ont accepté de coopérer ou ont livré des réponses exploitables.

Avec une aide moyenne de 216 000 francs par logement, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) permet la remise

sur le marché d'environ 40 000 logements par an depuis 1994 (38 500 en 1996) dont un peu moins de 3 000 dans l'agglomération parisienne et 10 500 dans des villes de plus de 100 000 habitants. Les petits logements et les logements anciens sont sur-représentés dans le parc vacant.

PROPRIÉTAIRES AGÉS

Selon les données du recensement de 1990, les six-pièces et les deux-pièces représentent 41 % du parc, les cinq et six-pièces, seulement 13 %. Dans les communes rurales, 77 % des logements vacants ont été construits avant 1948, dans les communes urbaines, 55 %. Les logements sans confort sont également sur-représentés. Un quart ne disposent pas du confort de base (contre 5 % du parc total de loge-

ments). Les propriétaires sont en majorité des personnes physiques âgées : 63 % ont plus de soixante ans.

Enfin, la durée de la vacance semble plus longue en milieu rural que dans les secteurs urbanisés où les marchés immobiliers sont plus dynamiques.

Une étude de l'Insee portant sur la vacance entre 1982 et 1988 observe que 60 % des logements vacants le restent plus d'un an dans les grandes villes et à Paris alors que cela concerne 80 % du parc vacant en zone rurale. Sur l'ensemble des études offrant des données sur la durée de vacance, soulignait l'ANAH en 1996, les logements vacants depuis plus de deux ans représentent toujours plus de 50 % du stock.

Des appartements réquisitionnés à grand spectacle sont aujourd'hui vides à Paris

ELLES S'ÉTAIENT d'abord montrées réticentes, s'étaient senties bousculées par la rapidité de la décision. Mais elles s'étaient vite laissées convaincre : un plan de réquisition de plusieurs centaines de logements, en plein Paris, ça ne se refuse pas quand on se bagarre depuis tant d'années avec les bailleurs sociaux pour « caser » des familles « difficiles ». Aujourd'hui, la vingtaine d'associations chargées de l'accompagnement social du plan de réquisition conduit durant l'hiver 1996 déchantent. Elles se disent « lâchées au milieu du gué », « livrées à elles-mêmes avec leurs difficultés », « privées d'interlocuteurs administratifs et financiers ».

« Nous nous retrouvons tous dans des difficultés financières telles qu'il ne nous est plus possible d'assurer, avec les financements qui nous sont octroyés, les salaires des travailleurs sociaux embauchés », soulignait au com d'une dizaine d'associations, fin septembre, dans un courrier adressé à la préfecture de Paris, Elisabeth Bastard, directrice de l'association Lafayette-Accueil. Pour l'année 1997, les conventions de financement de l'accompagnement social des familles leur sont parvenues durant l'été, avec huit mois de retard, comme les années précédentes. De 7 000 francs par an et par famille, les subventions sont tombées à 4 000 francs. « En guise d'explication, on nous explique que les ménages n'ont plus besoin d'un suivi onusi lourd après une, voire deux années d'accompagnement », déclare M^{me} Bastard. Or l'expérience montre, au contraire, que c'est souvent au cours de la deuxième année d'installation dans un logement que sur-

viennent des difficultés de séparation du couple, d'impayés ou de surendettement. « Sur les 908 logements réquisitionnés en 1995 et 1996 à Paris, plusieurs dizaines - « quarante ou moins », selon les responsables associatifs - seraient actuellement... vacants. »

La première année, ce dossier avait été géré en direct par le cabinet du ministre du logement du gouvernement d'Alain Juppé, Pierre-André Pélissier. La réquisition de logements était un enjeu politique important puisque c'est Jacques Chirac, qui, le premier, l'avait appliquée, à Paris, en décembre 1994. Au début, l'initiative avait été relayée, à marche forcée, par les administrations concernées, direction départementale de l'action sanitaire et sociale (Ddass) et préfecture. Depuis, tout le monde semble avoir levé le pied.

DÉGRADATION

Sur les vingt-sept logements suivis par l'Arapi-75, trois sont vides depuis neuf mois, deux dans le 3^e arrondissement, un dans le 2^e. La commission d'attribution qui réunit associations, Ddass et préfecture, a attribué un de ces logements à une personne isolée, en mars dernier. Cette dernière attend, pour prendre possession de son logement, un ordre de réquisition de la préfecture, qui n'arrive pas. En attendant, elle est hébergée chez des proches. Sur les 165 logements gérés par l'association la Clairière, 7 sont également vides depuis un à quatre mois. « Aucun budget n'est prévu pour la maintenance de ces logements », souligne, en outre, Roberta Bernard, directrice de la Clairière. Or, les travaux de remise en état ont été réalisés à peu de

fruits, les logements se dégradent très vite. Et personne ne veut payer. « Ces 900 logements avaient été réquisitionnés sur la base de l'ordonnance de 1945, désormais inadaptable, que le gouvernement d'Alain Juppé avait promis de réformer. Mais ce projet a sombré avec celui de la loi de cohésion sociale auquel il était rattaché. Du coup, les logements ont conservé leur statut bâtarde, puisqu'ils sont censés être restitués, au bout de cinq ans, aux institutions, banques et compagnies d'assurances, qui en demeurent propriétaires. »

Louis Besson a prévu de remettre l'ordonnance en chantier dans le futur projet de loi de lutte contre l'exclusion. Notamment pour allonger la durée de réquisition, seule manière d'amortir les coûts, élevés, de remise en état des logements. Mais il n'est pas question, pour lui, de faire de cet outil un instrument privilégié de sa politique du logement pour les plus démunis.

Les associations sont prêtes à applaudir ce recentrage. A condition qu'on n'abandonne pas leur travail en cours. A condition, aussi, qu'on continue à utiliser un parc de logements qui permet, pour le coup, une véritable mixité sociale. « Les logements sont précaires, les financements sont précaires, les familles sont précaires », résume Roberta Bernard. C'est de cette situation dont nous voulons sortir. Car, pour un certain nombre de familles, cette possibilité d'être une vraie chance. Sur les 165 dont la Clairière s'est occupée, vingt-deux ont été rélogés en dix-huit mois. Toutes à Paris, toutes dans le logement définitif. »

Ch. G.

Une mission d'inspection va rendre son rapport sur la plainte d'une lycéenne de Vitrolles

VITROLLES

de notre correspondant régional

La plainte pour « injure à caractère raciste » déposée par Sofia Touzaline contre Lorette Boldin, agent administratif principal du lycée Pierre-Mendès-France de Vitrolles (Le Monde du 21 octobre), a eu un fort retentissement dans la communauté scolaire, d'autant plus que le climat dans l'établissement était déjà détestable. Lors de l'audience de consignation, fixée au 5 novembre au tribunal d'Aix-en-Provence, l'avocat de M^{me} Boldin, commis par le rectorat, devrait affirmer que sa cliente n'a aucun souvenir de l'incident qui l'aurait opposé à la jeune Sofia, ni même de l'avoir jamais reçue dans son bureau.

La jeune fille, interrogée par Le Monde, soutient que la secrétaire du proviseur lui aurait dit, le 4 juin, alors qu'elle venait chercher des papiers d'inscription : « Avec la tête que tu as, tu comptes passer en terminale ? » Une allusion explicite, selon elle, à son origine arabe. Après lui avoir dit de revenir en septembre, alors que les inscriptions étaient closes au 25 juillet, la secrétaire aurait finalement lancé, devant l'insistance de la jeune fille : « C'est ton problème, tu te démerdes. »

Ce 4 juin, les demandes des parents de Sofia se seraient heurtées au même refus du personnel de l'établissement. Soit père aurait tenté, en vain, une ultime démarche téléphonique auprès du chef d'établissement. Une mère d'élève présente sur les lieux de l'incident aurait confirmé devant le tribunal le récit fait par Sofia de l'incident.

Ch. G.

Sur le conseil téléphonique de l'inspection d'académie, la jeune fille, âgée de dix-huit ans, a finalement renoncé à s'inscrire au lycée Pierre-Mendès-France pour rester dans le collège privé de Salon-de-Provence qu'elle fréquentait depuis la troisième, avant le déménagement de sa famille sur Vitrolles.

UNE VISITE DE M^{me} MÉGRET

Cet incident a précipité l'envoi d'une mission d'inspection de trois fonctionnaires du ministère et du rectorat, le 16 octobre. Les inspecteurs devaient rendre leur rapport mercredi 22 octobre. Recevant l'intersyndicale, dont le Syndicat national autonome des lycées et collèges, plutôt classé à droite, l'inspection a tenu à séparer les dossiers des récriminations anciennes de l'affaire de l'inscription de Sofia. Les syndicalistes défendaient la même position. Ils attendent désormais que la justice se prononce mais ils craignent, si les faits sont avérés, que la crise ne se résolve par la seule éviction d'un « fusible », en l'occurrence la secrétaire administrative.

La mission d'inspection avait été diligentée à la suite de plusieurs courriers de professeurs adressés au ministère de l'éducation nationale et alors que les organisations syndicales alternaient sans succès et depuis des mois les autorités recto- rales. Une grande tension règne en effet dans le lycée depuis l'arrivée, en 1994, du proviseur Monique Lehman, précédée par une réputation de femme à poigne : dans un lycée marseillais, la responsable d'établissement s'était déjà opposée à des professeurs, au point

qu'un procès avait eu lieu. Les relations se sont tendues à l'extrême après la visite de Catherine Mégret dans l'établissement.

Le 22 mars, la maire de la ville, accompagnée d'une délégation d'élus de la majorité FN, était venue au lycée pour une « journée portes ouvertes », à l'issue d'une semaine contre le racisme. M^{me} Mégret sur le parvis tandis que des professeurs et des élèves improvisaient un sit-in silencieux face à ce qu'ils considéraient comme une provocation. Prise à partie au cours de diverses réunions, la proviseur, qui appelle volontiers ses détracteurs « les saboteurs-huîtres attardés », a toujours nié avoir invité l'édile.

Les enseignants reprochent en réalité à leur supérieure une façon taxillonne à l'excès et terriblement autoritaire de gouverner. Le café littéraire du lycée en est mort. M^{me} Lehman exigeait qu'une convention soit passée avec la mairie pour toute activité périscolaire. Un professeur raconte encore une cascade d'incidents, tel le refus d'accès de l'établissement à un collègue un mercredi après-midi, et décrit une ambiance lourde de suspicion : dans la salle des profs, explique-t-il, on regarde qui est derrière soi avant de se confier à ses amis.

Au rectorat, où l'on affirme que s'il est établi, le dernier incident sera pris très au sérieux, l'on observe cependant une prudente réserve en attendant le rapport d'inspection et les décisions de justice.

Michel Samson

Quatre députés communistes refusent de voter le volet recettes du projet de budget 1998

M. Bocquet, président du groupe, « regrette » l'abstention de quatre élus du PCF

Les députés ont adopté, mardi 21 octobre, par 306 voix contre 248, la première partie du projet de loi de finances pour 1998, celle consacrée aux

recettes. Les socialistes et les membres du groupe RCV ont voté pour, le RPR et l'UDF ont voté contre, ainsi que trois députés non inscrits.

En revanche, sur les 36 élus communistes, quatre se sont abstenus, les autres membres du groupe votant pour.

« JE NE COMPRENDS PAS, et je regrette. » C'est par ces mots qu'Alain Bocquet, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a commenté, mardi 21 octobre, l'abstention de 4 des 36 députés communistes sur le volet recettes du projet de loi de finances pour 1998.

Ni Georges Hage (Nord), le doyen du groupe, ni Maxime Gremetz (Somme), ni René Duttin (Dordogne), ni Patrick Carvalho, le nouvel élu de l'Oise, qui s'était déjà fait remarquer en faisant sa « rentrée » au Palais-Bourbon en bleu de travail, le 12 juin, n'ont en effet voté pour le budget présenté en première lecture à l'Assemblée, comme le signale, dans un discret appel de notes, et sans leur donner la parole, l'Humanité du 22 octobre.

Ce fut la seule surprise de ce vote. L'Assemblée nationale a en effet adopté le texte, qui, avec un déficit budgétaire de 257,368 milliards de francs (3,05 % du PIB), permettra, selon le gouvernement, de respecter les critères du traité de Maastricht. Les députés RPR et UDF ont tous voté contre, ainsi que les 3 députés non inscrits : Jean-Marie Le Chevallier (Var), Philippe de Villiers et Dominique Caillaud (Mouvement pour la France, Vendée). Les députés PS et RCV (Radical, citoyen et vert) ont tous voté pour. Augustin Bonrepauze (PS, Ariège) a répété trois fois que



le projet de budget « engageait une redistribution significative en faveur des familles modestes et moyennes », tandis que Jean Rigal (PRS, Aveyron) apportait le soutien de son groupe « dans sa diversité ».

Patrick Malavieille (Gard), orateur du groupe communiste, a émis toute une série de réserves. « Ce budget, encadré par les critères de la monnaie unique, ne permet pas de mobiliser pleinement l'outil budgétaire pour une croissance soutenue », a-t-il plaidé, expliquant que

les communistes attendaient de nombreuses « améliorations » avant le vote définitif : plus d'argent pour les budgets sociaux et les collectivités locales, réforme plus rapide de la fiscalité du patrimoine, de l'impôt sur la fortune et des stock-options, etc.

« Après une telle explication, on attendait une conclusion naturelle et légitime : que le groupe s'abstienne », commentait ironiquement Maxime Gremetz, qui décidait donc de le faire en son nom, tandis

que M. Bocquet assurait ne pas avoir été mis au courant : aucun des quatre abstentionnistes n'avait, de fait, évoqué sa décision, le matin, à la réunion du groupe.

Dans une lettre adressée le 20 octobre à Lionel Jospin, M. Carvalho, qui a déjà fait connaître, comme M. Gremetz, son hostilité au basculement de la CSG et au plafonnement des allocations familiales, commente en revanche son abstention. « Je vous le dis solennellement, ce budget n'est pas à la hauteur des attentes des Français, de leur attente au changement et des possibilités d'y répondre », écrit le maire de Thouron (Oise). Dans sa lettre, M. Carvalho prend aussi la défense des journalistes, frappés par la suppression « injuste » de leur abattement fiscal.

« Comment la gauche pourrait-elle prendre de telles mesures quand un rapport du Commissariat au Plan vient de montrer que le chômage et la précarité touchaient 7 millions de personnes en France ? (...) Votre budget (...) ne constitue pas, pour autant, un instrument de relance économique, car, encore une fois, le monde du travail est pénalisé et les vrais privilèges à peine effleurés », conclut le député de l'Oise. « La force de votre gouvernement, écrit-il, repose sur la confiance populaire. Cette confiance, il ne faut pas la décevoir. »

Ariane Chemin

Jean-Pierre Gérard brigue la succession de Jean Gandois

Membre du Conseil de la Banque de France choisi par M. Séguin, il vise la présidence du Conseil national du patronat français

LE PREMIER CANDIDAT à la succession de Jean Gandois, qui a donné sa démission de la présidence du CNPF, s'est fait connaître, mardi 21 octobre. Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, a déclaré dans un communiqué qu'il avait « entamé des consultations » à ce sujet.

Polytechnicien et ancien ingénieur de l'armement, M. Gérard a travaillé dans l'industrie, en particulier chez Thomson et General Biscuit, où il a occupé des postes de directeur ou de PDG. Il dirige le Club des ouïers ou monétaires français à l'export. Au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, où il a été nommé en 1994 par le président de la République sur proposition de Philippe Séguin, il a adopté une attitude critique à l'égard de la politique du franc fort.

« Après avoir pendant dix ans renoncé (...) tous les responsables économiques, politiques et sociaux de notre pays, j'ai acquis la conviction que nous devons nous réformer sur les plans syndical, politique et économique », assure-t-il. Selon lui, le CNPF doit se réformer et « contribuer à unir toutes les forces de production » afin d'œuvrer avec les syndicats d'ouvriers et de cadres « à l'élaboration de la charte sociale du XXI^e siècle ».

Les candidatures à la présidence du CNPF sont reçues par le secrétaire général de l'organisation pa-

tronale. Elles seront examinées dans le courant du mois de novembre par le comité statutaire qui vérifiera que les prétendants jouissent de la qualité de chefs d'entreprise. Le conseil exécutif du CNPF émettra, le 1^{er} décembre, un avis sur les candidats. L'assemblée générale votera pour départager ceux-ci le 16 décembre.

Dans l'attente d'autres candidatures, le nom de Didier Pineau-Vallecieux, PDG de Schneider et vice-président du CNPF chargé des affaires sociales, est souvent cité parmi les « présidenciables ». Il a déclaré, le 20 octobre, sur Europe 1, qu'il souhaite poursuivre, à la tête de Schneider, son mandat qui s'achève en 1998 et qu'après, il projette d'enseigner dans une université américaine. Pressé de dire s'il est candidat, M. Pineau-Vallecieux a répondu : « Dans ma famille, quand il s'agit de mon pays, il fallait toujours dire : "Je suis prêt à le servir". C'est tout ce que je peux dire aujourd'hui. »

Comme candidat, M. Pineau-Vallecieux pourrait être handicapé par ses démêlés avec la justice belge qui l'a inculpé en 1994 pour faux, usage de faux, abus de confiance et escroquerie sur plainte d'actionnaires minoritaires de ses filiales belges Cofibel et Cofimines. Une tentative de transaction a échoué au printemps dernier (Le Monde du 5 avril).

Alain Faujas

Jean-Claude Trichet sur le gril de la commission des finances

DES DÉPUTÉS COMMUNISTES hypnotisés par les agences financières anglo-saxonnes, des cavaliers dans les couloirs, des élus de l'opposition UDF et RPR qui boudent ostensiblement, un président de la commission des finances, Henri Emmanuelli (PS, Landes), s'étonnant de tout ce tintamarre mais secrètement ravi de son « coup » : mardi 21 octobre, la venue du conseil de la politique monétaire (CPM) devant la commission des finances de l'Assemblée nationale a été naturellement fébrile.

Cette agitation n'a fait qu'exaspérer un peu plus le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, plutôt à cran depuis plusieurs jours. M. Trichet s'est employé à cadrer, dans ses moindres détails, la rencontre, appelée de ses vœux par M. Emmanuelli au lendemain du relèvement des taux décidé, le 9 octobre, par la plupart des banques centrales européennes dont la Banque de France. Le président de la commission des finances avait qualifié cette hausse « d'opportune ».

A la veille de la réunion, un communiqué de la Banque de France avait tenu à préciser que le CPM se rendait à « une invitation informelle » de la commission des finances et non « à une audition formelle », que la loi « ne prévoit pas ». Sur ce point, M. Trichet avait pris des assurances en consultant l'ancien président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter. Lors de l'audition, un membre du

conseil, Jean-Pierre Gérard, réputé de sensibilité séguiniste et candidat du jour à la présidence du CNPF, a cité ce mot attribué à François Mitterrand lors de l'installation du CPM : « Surtout, ne vous précipitez pas de l'opinion ! » Pour éviter tout débordement, M. Trichet avait obtenu de M. Emmanuelli la confidentialité la plus stricte ainsi que la constitution d'une vaste zone interdite à la presse aux alentours de la commission des finances.

De fait, les six membres du CPM présents (trois d'entre eux - Michel Albert, Pierre Guilleu et Denise Flouzat - s'étaient fait excuser) sont restés invisibles. Et seuls les commissaires aux finances de la majorité ont assisté à la réunion, les députés UDF et RPR ayant annoncé, le matin même, par une déclaration commune de Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine) et de Philippe Auberger (RPR, Yonne), qu'ils boycottaient cette rencontre. Afin de ne « pas participer, dans le contexte actuel, à l'idée d'un clash contre l'autonomie et l'indépendance de la Banque de France », expliquaient-ils.

M. Auberger avait fait valider, au préalable, cette position par Jean-Louis Debré, le patron du groupe parlementaire RPR. Ce mouvement politique est aujourd'hui présidé par Philippe Séguin qui n'a jamais ménagé ses critiques sur la politique de la Banque de France. Non sans perfidie, M. Emmanuelli indiquait, mardi soir, que la décision de faire venir le CPM n'avait

soulevé aucune objection de l'opposition lorsqu'elle avait été soumise à la commission des finances, le 14 octobre.

« La Banque de France est indépendante », a-t-il souligné, tout en rappelant qu'il avait voté contre ses statuts. « Remettre en cause cela serait émettre des signaux négatifs (...). Moins indépendante ne signifie pas impossibilité d'avoir un débat public sur les questions monétaires », déclarait M. Emmanuelli. Selon Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis), l'un des membres du CPM, Jean-René Bernard, n'a pas dit autre chose, lors de l'audition, en soulignant « qu'indépendance ne signifie pas opacité ».

Cette audition a été l'occasion d'une belle prise de bec entre deux membres du CPM, Paul Marchelli et Hervé Hannouin. Le premier a fait valoir que lorsqu'il présidait la CFE-CCG, il s'était toujours opposé à la politique monétaire menée par Pierre Bérégovoy, estimant que l'obsession du franc fort avait été payée par un nombre accru de chômeurs. « C'est inacceptable », s'est indigné aussitôt M. Hannouin, ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy. Mardi soir, ravis de leur après-midi, certains à l'Assemblée voulaient suggérer à M. Emmanuelli une audition de Wim Duisenberg, pressenti pour diriger la future Banque centrale européenne.

Caroline Monnot

Les députés adoptent les crédits de la justice

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 octobre, le budget de la justice pour 1998 (24,87 milliards de francs, en augmentation de plus de 4 % par rapport au budget 1997). Chacun des orateurs - à commencer par Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur spécial de la commission des finances - ayant salué l'importance de l'effort financier consenti, le débat a porté, pour l'essentiel, sur les réformes qu'il convient de mettre en œuvre.

Refusant de préciser les contours de la réforme de la justice qui sera soumise aux députés « dans les semaines à venir » (Le Monde du 22 octobre), Elisabeth Guigou, ministre de la justice, a annoncé, concernant la réforme des cours d'assises abandonnée du fait de la dissolution, qu'elle réétudierait « un système moins coûteux » que celui imaginé par son prédécesseur, Jacques Toubon.

■ LISTES ÉLECTORALES : les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 21 octobre, le projet de loi sur l'inscription automatique des jeunes de 18 ans sur les listes électorales, lors de l'examen du texte en seconde lecture à l'Assemblée nationale (Le Monde du 10 octobre).

■ ASSEMBLÉE NATIONALE : Jean-Pierre Kucheida, député (PS) du Pas-de-Calais, maire de Liévin, a été nommé, lundi 20 octobre, président du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz de France. M. Kucheida avait obtenu ce poste, pourvu d'un certain nombre d'avantages matériels, avec l'appui de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, contre Michel Delebarre (PS, Nord), soutenu par Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste.

DÉPÊCHES

■ CONJONCTURE : la production industrielle a fortement progressé en juillet-août. Selon l'indice publié mercredi 22 octobre par l'Insee, la hausse a été de 3,8 % par rapport à juin et de 4 % sur un an. La tendance profite à l'automobile (+5,2 % en juillet-août), sous l'effet d'exportations bien orientées, mais aussi aux biens de consommation (+3,4 %) et en particulier aux équipements du foyer (+9,3 %).

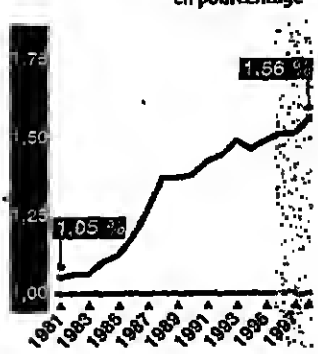
■ MÉDECINS : les honoraires des médecins ont augmenté en moyenne de 2,6 % par tête en 1996 par rapport à l'année précédente, contre une hausse individuelle de 2,9 % en 1995, selon des statistiques publiées mardi 21 octobre par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Les 50 000 spécialistes ont bénéficié d'une progression de 2,9 % de leurs honoraires, alors que ceux des 66 000 généralistes ont augmenté de 2,1 %.

■ SOCIAL : le nombre d'électeurs inscrits pour les élections prud'homales du 10 décembre a atteint 15 544 358 électeurs, soit 767 000 de plus qu'en 1992 (+5 %), selon les données rendues publiques, mercredi 22 octobre, par le ministère de l'emploi. On compte 921 299 inscrits dans le collège employeurs et 14 633 059 dans celui des salariés. Chez ces derniers, la section du commerce (30,7 % des salariés) est désormais plus importante que celle de l'industrie (28,4 %).

■ PARIS : la majorité RPR-UDF au Conseil de Paris a porté, lundi 20 octobre, de 44 à 47 le nombre d'adjoints du maire Jean Tiberi en éliminant à cette fonction le professeur Victor Israël (UDF) et deux élus RPR, Vincent Reina et Pascal Vivien.

■ GUYANE : Jacques Chirac se rendra, du 23 au 25 novembre en Guyane, dans le cadre des voyages du chef de l'État en province, prédisent les services de l'Elysée.

L'augmentation des crédits dans le budget de l'État en pourcentage



La réforme du service national a désormais force de loi

STATUANT de façon définitive, à l'issue d'un examen par le Sénat et après la création d'une commission mixte paritaire entre députés et sénateurs, qui n'est pas parvenue à rédiger un texte commun, l'Assemblée nationale a adopté, lundi 20 octobre, en dernière lecture, le projet de réforme du service national. Voici, pour l'essentiel, les principales dispositions de cette loi, telles qu'elles seront désormais appliquées.

■ Les jeunes salariés, titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI) ou d'un contrat à durée déterminée (CDD), d'une durée d'un mois à six mois et obtenu trois mois au moins avant la date d'expiration de leur report d'incorporation, peuvent demander à bénéficier d'un report d'incorporation d'une durée de deux ans, qui cesse à l'expiration du CDI ou du CDD.

Les reports sont accordés si l'incorporation immédiate du demandeur a pour effet de compromettre son insertion professionnelle ou la réalisation d'une première expérience professionnelle. Les jeunes qui ont la charge d'au moins un enfant et ceux dont l'épouse ne dispose pas de ressources suffisantes sont dispensés des obliga-

tions du service national. Les jeunes chefs d'entreprise peuvent aussi demander à l'être.

■ Le service national universel se décomposera désormais en trois obligations : le recensement ; l'appel de préparation à la défense (APD), et l'appel sous les drapeaux « suspendu », mais qui peut être rétabli à tout moment par la loi dès lors que les conditions de la défense de la nation l'exigent, ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent. Sont concernés les jeunes Français nés à partir du 1^{er} janvier 1979, et les jeunes Français nés à partir du 1^{er} janvier 1983.

■ Le recensement concerne, dès aujourd'hui, tous les jeunes de 16 ans. Les jeunes filles seront également recensées à partir de 1999. Les Français nés entre 16 et 25 ans seront soumis à l'obligation de recensement, mais seulement dès la naturalisation acquise ou notifiée. A cette occasion, il est prévu que les Français déclarent leur état-civil, leur situation familiale et scolaire, universitaire ou professionnelle.

Le recensement se déroule à la mairie ou au consulat du pays étranger dans lequel vit le jeune

Français. L'administration remet une attestation de recensement. Quelconque se présente à un examen ou concours soumis au contrôle de l'autorité publique doit être en règle avec cette obligation de recensement. Néanmoins, tout jeune Français peut procéder, à tout moment, à la régularisation de sa situation et, donc, se faire recenser.

■ L'appel de préparation à la défense (APD) est obligatoire et il est censé durer une journée (un mercredi ou un samedi, selon les dispositions pratiques du centre où il se déroulera). Il permet de conforter l'esprit de défense et de coœuvrer à l'affirmation du sentiment d'appartenance à la communauté nationale, ainsi qu'à la maîtrise du lien entre l'armée et la jeunesse. Il est organisé entre le recensement et le dix-huitième anniversaire.

Jusqu'au 31 décembre 2001, les jeunes hommes nés en 1980, 1981 et en 1982 sont convoqués pour l'APD entre leur recensement et leur dix-neuvième anniversaire. Les jeunes hommes nés en 1979 sont exemptés, mais ils peuvent demander à y participer et se porter alors candidats à une prépa-

tio militaire. Ceux qui n'auront pu participer à l'APD avant leurs 18 ans peuvent demander à régulariser leur situation jusqu'à l'âge de 25 ans.

Des tests évaluant l'apprentissage de la langue française sont organisés, de façon à dépasser l'illettrisme. Un certificat individuel de participation sera délivré à l'issue de l'APD. Avant l'âge de 25 ans, quelconque se présente à un examen ou à un concours, soumis au contrôle de l'État, se doit d'être en règle avec cette obligation, sauf cas de force majeure.

■ La préparation militaire, c'est-à-dire une formation militaire dont la durée est fixée par l'autorité militaire en fonction des besoins de chaque armée et chaque spécialité, est ouverte à des volontaires. Après cette préparation, les Français pourront avoir accès à la réserve.

■ L'enseignement de la défense, obligatoire, est organisé dans les collèges et les lycées à partir de la rentrée 1998. Il porte sur les principes et l'organisation de la défense nationale et de la défense européenne et il a pour but de renforcer le lien entre l'armée et la nation.

LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / JEUDI 23 OCTOBRE 1997

Un proche de De Gaulle explique les ralliements des fonctionnaires de Vichy

En 1943, Claude Bouchinet-Sereulles remplace Jean Moulin puis prépare la mise en place des commissaires de la République. L'homme de l'ombre a raconté comment Maurice Papon lui avait été présenté, en 1944, comme un homme sûr rendant de « grands services »

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
La silhouette, fragile et élancée, s'approche de la barre et dévisage chacune des parties. Le temps a rendu l'ouïe, la démarche et le regard incertains. La voix vient de l'ombre. Elle est celle de la mémoire, d'un homme de quatre-vingt-cinq ans dont l'histoire a retenu avant tout un prénom, en guise de pseudonyme. Claude Bouchinet-Sereulles, alias « Sophie », avait vingt-huit ans en juin 1940, quand la raison le conduisit à Londres, « avec l'intention de faire la guerre aux côtés de ceux qui n'ont pas cessé de se battre ». Attaché au cabinet du général de Gaulle dès la première heure, il est celui qui, en France en 1943, dans la clandestinité, remplaça Jean Moulin, arrêté, puis assassiné. Celui qui, par intérim, eut la tâche de lui trouver un remplaçant. Celui qui, simplement aujourd'hui, rappelle, en les épelant, le nom des camarades qui se sont suicidés pour échapper à la torture ou bien qui ont été déportés et ont disparu dans les camps.

« Je voudrais parler des événe-

ments dont j'ai été le témoin en 1944. » D'une petite voix, ce compagnon de la Libération évoque son tour de France au milieu des Allemands, à bicyclette ou en traction avant, lorsqu'il s'assurait de la bonne mise en place des commissaires de la République choisis par le général de Gaulle, dans une France sur le point d'être libérée. A Bordeaux, il rencontre Gaston Cusin, qui vient d'être nommé. « M. Cusin m'a retenu à déjeuner. Il m'a présenté ceux qu'il appelait ses "relais", autrement dit ceux à qui il déléguait ses responsabilités ou quotidien. Parmi eux, il y avait M. Papon. »

Un souffle marque chaque fin de phrase. Attentive, la cour recueille sa mémoire : « Cusin m'a dit que Papon [nommé chef de cabinet] était avec nous. Il a rendu de grands services à la Résistance. Nous lui avons demandé de rester sur place. Il pouvait rendre de bien plus grands services à la préfecture que s'il était dans la clandestinité. » Il s'arrête. « Voilà mon témoignage. Je le livre sous serment. »

Le président Jean-Louis Castagnède prend acte. Puis le témoin

indique que Maurice Papon figurait sur la première liste des commissaires de la République présentés et que celui-ci en avait été informé « probablement vers décembre 1943 ». Gaston Cusin reconnaît-il le passé de ses « relais » ? Claude Bouchinet-Sereulles lève légèrement les bras : « Dans la clandestinité, les commissaires de la République disposaient de moyens d'investigation nuls. Il n'était pas question de passer aux archives ! Il fallait aller au plus pressé, se fier aux avis qu'on recueillait. »

« AUCUNE PRÉVENTION »

Puis il explique : « Nous n'avions à l'égard des hauts fonctionnaires de Vichy, comme des magistrats, aucune prévention. Que l'on retrouve parmi eux les futurs premiers ministres du général ne me surprend pas. Des hommes à nous, il en est venu tout au long du chemin entre 1940 et 1944. Peu au début, c'est vrai. Et plus fréquemment en 43-44. » Il précise : « Nous n'avons jamais essayé de déboucher les fonctionnaires de Vichy, ni ne leur avons demandé de quitter leur poste, sauf jusqu'au moment où dans leur âme

et conscience cela leur devenait impossible. »

Un assesseur interroge : « Vous n'avez pas été surpris de voir figurer M. Papon aux côtés de M. Cusin ? » « Non, pas du tout, répond Claude Bouchinet. On se disait : un de plus ! Tant mieux ! C'était un choix judicieux. Nous avions eu un homme qui connaissait la préfecture comme sa poche. C'était un des nôtres. Cusin ne pouvait qu'acquiescer. » Sait-il précisément pourquoi ce choix avait été arrêté ? « Je n'ai posé aucune question », dit-il.

Le procureur général, Henri Desclaux, s'ingénie de savoir ce que l'on pouvait entendre par « grands services ». « Demander quatre fois par semaine des bons d'essence, des cartes d'identité fausses... cette somme de petits services finissait par devenir de grands services. » Plus tard, Claude Bouchinet considérera comme « un service évident », une marque de courage, le fait, pour Maurice Papon, d'avoir hébergé, en décembre 1943, Roger-Samuel Bloch, membre du réseau de résistance NAB.

Le président Castagnède demande au témoin s'il lui est arrivé de rencontrer des fonctionnaires qui ont été amenés à démissionner alors qu'ils étaient confrontés à l'accomplissement d'une tâche particulière. « Beaucoup d'officiers, oui. Moins fréquemment des civils. Ils étaient moins exposés. » Claude Bouchinet cite des militaires en Syrie qui ont refusé de tirer sur des Français libérés, mais ne mentionne aucun préfet chargé d'exécuter les déportations.

SILENCE D'APRÈS-GUERRE

« Aviez-vous connaissance du sort des juifs ? », demande le président Castagnède. « Nous n'ignorons rien de ce qui concernait le sort des juifs. Naturellement, nous ne commissions pas la "solution finale". Nous n'avons aucune information sur les chambres à gaz. Si le général en avait eu une connaissance précise, cela aurait été un grand choc. Il aurait pris la parole à la radio. »

Du côté des parties civiles, la réponse du résistant laisse perplexe.

M. Gérard Boulanger s'interroge sur le silence de De Gaulle après-guerre à propos du génocide et des déportations. « Sa plume ne l'a pas guidé vers le sujet », répond le témoin. La réponse n'emporte toujours pas la conviction. « Vous savez que des familles entières étaient déportées ? », s'enquiert M. Alain Jakubowicz.

« Oui. »

« Ou pensiez-vous qu'elles étaient emmenées ? »

« Dans des camps de concentration, en Allemagne (...). On pouvait espérer que beaucoup en sortiraient. »

Du brouhaha émerge, dans le

caïnes, poursuivi avec acharnement les résistants, favoriser la déportation des Français en Allemagne, etc. »

M. Klarsfeld relève la tête : « Ne pensez-vous pas que la question de la déportation des juifs était en fait une question négligeable, que les juifs étaient jugés comme des "etc." ? » « Je pense que ce n'était pas le sujet de cette note », répond Claude Bouchinet. M. Klarsfeld sourit. « Bon, je ne vous embête plus sur cette question... » Mais l'avocat se reprend. « Ah ! Etiez-vous à Londres en décembre 1942 ? Le témoin acquiesce. « Avez-vous eu, en ce cas, connaissance de la déclara-

90 morts algériens aux Archives de Paris

Le registre officiel qui mentionne l'ensemble des informations judiciaires ouvertes par le parquet de Paris en octobre 1961 se présente comme une liste presque ininterrompue de noms maghrébins frappés du tampon « MORT » et du motif « homicide volontaire », suivis de la date d'un non-lieu systématiquement prononcé en 1962 ou 1963. Certains matricules sont suivis de la mention « X FMA », correspondant au cadavre non identifié d'un « Français musulman d'Algérie ». En tout, 90 noms sont concentrés sur la seconde quinzaine d'octobre, précise François Gasmanit, directeur des Archives de Paris. Un fac-similé publié mercredi 22 octobre dans *Libération*, reproduit l'une des pages de ce registre, jusqu'à l'endroit où l'écriture ne communique plus qu'à pu consulter, lundi, David Assouline, historien et cofondateur de l'association Au nom de la mémoire.

dos du témoin, la robe noire de M. Arno Klarsfeld. Cinquante ans séparent les deux hommes. Précis, le jeune avocat tire du dossier la cote D2318 : une note de service du ministère de l'Intérieur du 16 novembre 1944 relative à l'épuration dans l'administration. « Vous devez la connaître, annonce M. Klarsfeld. Vous étiez directeur de cabinet à l'époque. »

Et l'avocat de lire les interrogatoires des restaurateurs de la République : « Citez-nous qu'il soit possible d'écarter des administrations publiques tous les fonctionnaires qui ont collaboré avec le régime de Vichy ? Il faut choisir une autre formule. Nous écartons les fonctionnaires qui se sont faits les protagonistes du régime dictatorial de Vichy, qui ont contribué à la destruction des libertés républi-

tion aux Communes du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Anthony Eden, sur la politique d'extermination des juifs en Europe de l'Est ? » Un journaliste parle volontiers d'extermination quand on parle de mauvais traitements », lâche Claude Bouchinet.

Dans la salle, des réactions fusent. Sèchement, le président Castagnède intervient. Le face-à-face reprend. « Mais ce n'était pas un journaliste qui le disait, c'était le secrétaire d'Etat Anthony Eden ! s'exclame M. Klarsfeld. Sa déclaration a dû être reprise par les journaux "républicains". » À ce fil, aucun souvenir, répond, déstabilisé, le compagnon de la Libération. Je ne les éprouvais pas. Ça n'a pu m'échapper. »

Jean-Michel Duhamy

INSTANTANÉ 50 MINUTES AU NOM DE LA FRANCE

Cinquante minutes pour « dorer le débat ». D'un jet, d'une traite, une simple feuille à la main. Cinquante minutes d'agilité d'esprit, qui synthétise et répond à chacun. Cinquante minutes d'un discours de préfet aux accents éminemment gaulliens : « S'il ne s'agissait que de moi-même, c'est peu de chose. Mais il s'agit de la France, de la République, du gouvernement. » Succédant à son ancien collaborateur Roger Chaix, Maurice Papon veut mettre un terme à la discussion sur la répression de la manifestation pro-FLN du 17 octobre 1961. D'une ultime confrontation avec le chercheur Jean-Luc Elaud (qui estime à 300 le nombre

des victimes de la répression, contre trois morts officiels), il n'est rien ressorti. Roger Chaix a comparé l'événement à une « véritable opération de guerre » menée depuis Tunis par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRF).

« Était-il tolérable que s'installe un Etat dans l'Etat ? », demande l'accusé. Et de défendre, immuable, les policiers, alors soumis aux attentats. Puis Maurice Papon martèle : « Il y avait trop de porteurs de valises et c'est ceux là qui, aujourd'hui, prennent leur revanche sur un homme dont on juge qu'il est suffisamment affaibli pour l'achever. »

Vient l'examen du 17 octobre : « Il est vrai que la police a été surprise. » En l'incise : « Il faut reconnaître ses fautes. » Puis, plus fort : « Nous n'imaginions pas l'ampleur de la manifestation. »

Mais il prévient : « Les policiers étaient en légal, armés du "bidule", avec lequel on ne casse aucun crâne. » Il dit avoir « relu le dossier cent fois ». « Le premier coup de feu a été tiré par un FLN. » 11 000 arrestations, 2 500 « cadres du mouvement » renvoyés en Algérie : « L'opération fut réussie. »

Alors, pour dernière envolée, lunettes à la main : « J'ajouterais que M. Frey [ministre de l'Intérieur] s'est expliqué devant l'Assemblée nationale et a pris la responsabilité des événements. (...) Reste l'ancien préfet de police qui a le malheur et la malchance, malgré ses déboires physiques, à quatre-vingt-sept ans, de vivre et de répondre de la République et de la France. Tant que j'aurai un souffle, je n'y laisserai pas toucher. »

J.-M. Dy

Serge Klarsfeld, avocat et historien

« Maurice Papon est un agent d'exécution, mais il n'en est pas moins responsable »

EN 1981, l'historien Michel Bergès contribue à lancer l'affaire Papon : en découvrant plusieurs documents d'archives. Aujourd'hui, il fait part de ses doutes sur les responsabilités de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde et critique la tenue du procès. « On a fait de M. Papon un mythe politique. (...) Il joue un rôle secondaire », expliquait-il dans ses colonnes (*Le Monde* du 22 octobre). Serge Klarsfeld lui répond.

« Que pensez-vous de l'évolution de Michel Bergès ? »

« Je suis un peu surpris de constater qu'après avoir milité activement au côté de Michel Sliutsky pour établir la culpabilité de Maurice Papon, Michel Bergès en soit arrivé à suivre le chemin inverse. Oui, c'est un peu surprenant de la part de quelqu'un qui, il y a quinze ans, avait autant de connaissance historique. »

« Que pensez-vous de la pyramide des responsabilités de la déportation des juifs de Bordeaux, telle que Michel Bergès la conçoit, et au sommet de laquelle on trouve, non Maurice Papon, mais la police allemande ? »

« Je la partage d'autant plus que j'étais bien seul quand j'ai cherché, depuis 1971, à faire juger les Allemands impunis, responsables de la déportation des juifs de France. En particulier Kurt Lischka et Hagen - Hagen ayant été le chef de la police nazie à Bordeaux jusqu'au mois de juin 1942 - que nous avons fait condamner à Cologne, en 1980. »

« Que répondez-vous à Michel Bergès quand il accuse les parties civiles, ou certains de leurs porte-parole, d'avoir une mémoire sélective des atrocités commises par l'occupant ? »

« J'ai écrit un livre qui s'appelle *Le*

Livre des otages, en 1979, dans lequel j'ai donné la liste de tous les fusillés de Bordeaux, et où je montre comment le choix des otages avait été fait par ledit Hagen. Nous avons effectué des enquêtes sur les responsables de la police allemande de Bordeaux... Cela dit, bien avant l'affaire Papon, notre mission a été de réagir contre l'occultation du rôle de Vichy dans les arrestations. Occultation totale dans tous les manuels scolaires. Les agrégés d'histoire qui les avaient rédigés avaient manipulé leurs textes de façon à ce que les enfants croient que les rafles

étaient menées par la police allemande et par elle seule. »

« Je suis d'accord avec Michel Bergès sur un autre point. Si le procès avait eu lieu en 1987, Papon n'aurait pas été le seul accusé. Il aurait eu à ses côtés Maurice Sabatier, René Bousquet, Jean Leguay, le commissaire Norbert Téchoueyres, lui aussi inculpé à Bordeaux. Papon soutient aujourd'hui qu'il est un bouc émissaire. Mais il ne l'aurait nullement été si le procès s'était ouvert dix ans plus tôt. M. Papon aurait été, alors, le moins gradé de tous les responsables qui se seraient

retrouvés dans le box des accusés. »

« Quel jugement portez-vous sur les pièces nouvelles que Michel Bergès doit avoir trouvées ? »

« Là encore je suis surpris. Pourquoi ne les a-t-il pas transmises à l'instruction ? J'ai consulté les archives de l'UGIF de Bordeaux, dont il parle, il y a fort longtemps. Quant à la police des questions juives (la PQJ), j'en ai consulté les archives dès le 7 mai 1981, au Centre de documentation juive contemporaine, et j'y ai trouvé la confirmation des documents publiés alors par *Le Canard enchaîné*. Il y a des documents

qui concernent Maurice Papon émanant des services allemands. Sous forme de fiches, d'avril et de juillet 1943, on trouve sur lui deux opinions positives. Une autre, fin 1943, le dit « pro-américain ». Mais après tout, Pétain aussi était tenu pour tel ! »

« Dire que Michel Bergès que tout se joue entre le supérieur de Maurice Papon, Maurice Sabatier, et son subordonné, Pierre Garra, c'est que la défense habituelle de tous ceux qui sont dans une situation hiérarchique. Mais cela contredit tous les témoins qui attestent de la forte personnalité de Maurice Papon, de son caractère entier, difficile, de la peur qu'il inspirait à ses employés, etc. Aurait-il fait, du reste, la carrière qui a été la sienne s'il avait été le personnage faloit que Bergès nous décrit ? Ce système de défense ridicule et intenable fut également celui de René Bousquet lors de son procès de 1949. En réalité, ce que le préfet régional de Bordeaux confia à Maurice Papon, pour se défaire, c'est la partie la plus délicate, la plus scabreuse de ses fonctions, la plus embarrassante : les juifs, la gestion des carburants et les relations avec les autorités d'occupation. »

« Que pensez-vous du document cité par Michel Bergès, dans lequel on voit le Commissariat général aux questions juives (CGQJ) réprimander M. Papon pour les radiations qu'il effectue dans le « fichier juif » ? »

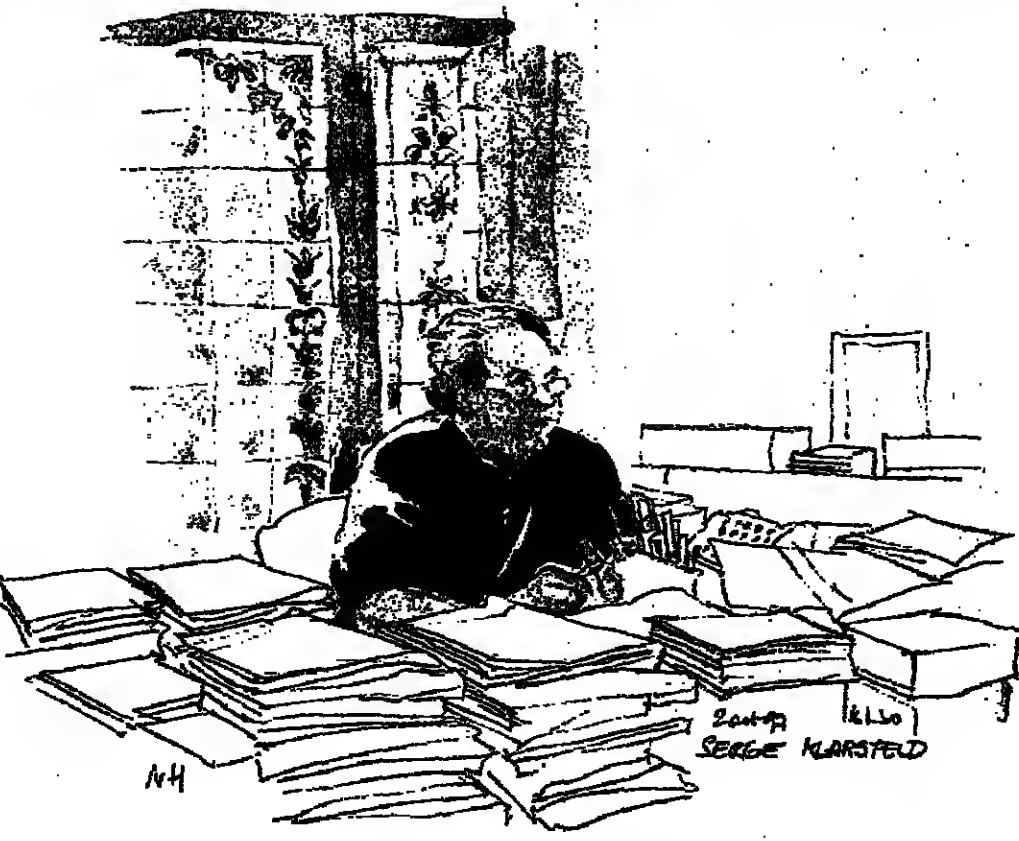
« Sur le plan opérationnel, les Allemands ont écarté la police aux questions juives qui dépendait du CGQJ dès juillet 1942 (la conservation comme simple aiguillon), parce que René Bousquet, secrétaire général à la police de Laval, revendiquait l'exclusivité des opérations. Le CGQJ était toujours en position de mendier par rapport à la préfecture, et leur relation s'en

ressentait. La fervente antifluje était d'ailleurs telle, chez les geos du CGQJ, que cela ne les intéressait pas de déporter des gens qui n'étaient pas des juifs. C'était donc eux qui faisaient les études et proposaient les radiations. L'étude des dossiers moutre, en outre, que les radiations proposées par le CGQJ n'ont pas toujours été immédiatement appliquées par la préfecture. Celle-ci a donc laissé déporter des personnes qui n'étaient pas juives au regard de la PQJ. Le conflit entre la PQJ et Maurice Papon est donc un simple conflit de pouvoir. »

« Que pensez-vous de l'opposition que fait Michel Bergès entre les minutes et les originaux, M. Papon ne signant que les premières, donc a posteriori ? »

« Au cours de l'instruction, Maurice Papon s'est trouvé confronté à ce genre de documents, puisqu'il y en avait un certain nombre du même ordre. Il pouvait parfaitement dire que l'original avait été envoyé à la gendarmerie, et qu'on pouvait aller l'y chercher puisque cela le disciplinerait. Il ne l'a pas demandé. Pourquoi ? Les transferts au camp de Mérignac ou à Drancy concernent des « israélites ». Dès lors qu'il est question d'« israélites », cela relève des questions juives, donc dépend de Papon qui les contrôle et qui signe. Ou bien Papon présente le dossier au préfet pour qu'il signe, ou bien il signe lui-même. Est-ce que les gendarmes ne boogeaient pas s'ils recevaient no ordre seulement signé du secrétaire général ? A Michel Bergès d'en apporter la preuve. Certes le rôle de Maurice Papon est celui d'un agent d'exécution, mais il n'en est pas moins responsable en tant que tel. »

Propos recueillis par
Nicolas Weil
Dessin : Noëlle Herrenschmidt



Un ancien dirigeant du Crédit lyonnais est mis en examen dans l'affaire IBSA

Directeur général entre 1992 et 1994, François Gille aurait participé au maquillage des comptes

François Gille, directeur général du Crédit lyonnais de 1992 à 1994, a été mis en examen par le juge Eva Joly, dans le cadre de l'affaire IBSA. Il

est soupçonné d'avoir participé à la fabrication de faux bilans permettant de dissimuler la situation financière catastrophique de cette filiale de

la banque publique. C'est la première fois qu'un ancien dirigeant du Crédit lyonnais est visé par une procédure judiciaire.

L'ANCIEN directeur général du Crédit lyonnais entre 1992 et 1994, François Gille, devait être entendu, toute la journée du mercredi 22 octobre, par le juge d'instruction parisien Eva Joly dans le cadre de l'affaire IBSA, ancienne filiale de la banque publique. Cette audition intervient une semaine après que M. Gille ait reçu, par courrier, la notification de sa mise en examen.

Si aujourd'hui, de nombreuses filiales ou satellites du Crédit lyonnais et leurs responsables sont mis en cause par la justice, c'est la première fois qu'un ancien dirigeant de la maison-mère est personnellement visé par une procédure judiciaire.

La magistrate suspecte François Gille d'avoir joué un rôle actif auprès de l'ancien président fondateur du groupe bancaire IBI (International Bankers), Jean-Maxime Lévéque, dans la dissimulation de la véritable situation financière de cette banque d'affaires dans laquelle le lyonnais était devenu l'actionnaire de référence en 1990 (*Le Monde* du 2 octobre).

L'implication de cet ancien dirigeant du Crédit lyonnais semble être motivée par les découvertes effectuées lors de perquisitions menées dans l'une des résidences privées de M. Lévéque à Chantilly (Oise). Les policiers de la brigade financière ont retrouvé parmi les archives personnelles de l'ancien président d'IBSA, des pièces rédigées par un ancien responsable de l'établissement bancaire qui démontrent que les faux bilans étaient fabriqués sur ordre de M. Lévéque et des autorités de tutelle, à savoir le Crédit lyonnais, et en particulier M. Gille. Un texte manuscrit détaille, sur quatre pages, les conditions dans lesquelles ont été réalisées des plus-values fictives.

En 1991, une intervention frauduleuse sur le bilan d'IBSA a permis

d'injecter artificiellement une plus-value fictive de 100 millions de francs dans les comptes de l'entreprise. Cette manipulation autorisa M. Lévéque à annoncer aux actionnaires un résultat bénéficiaire et non une perte de plus de 80 millions de francs. Jean-Maxime Lévéque, âgé de soixante-trois ans, proche du RPR, ancien président du Crédit lyonnais (1986-1988), qui a effectué quatre mois de détention provisoire dans cette affaire, a toujours nié être à l'origine de la falsification des comptes d'IBSA. Il a été mis en examen, le 29 mai, pour « complicité d'abus de confiance, recel, complicité de présentation de comptes inexacts et complicité de distribution de dividendes fictifs ».

Il a fondé le groupe bancaire IBI en 1982 et décida, dans un premier temps de le domicilier à Curaçao, dans les Antilles néerlandaises. IBSA était installé au Luxembourg. Ces deux entités ont, par la suite, été rapatriées en France. En 1990, le Crédit lyonnais a généreusement pris 25 % des parts et devint l'actionnaire de référence.

TRANSACTIONS DOUTEUSES

L'instruction du juge Eva Joly porte également sur des transactions douteuses réalisées lors d'opérations immobilières menées par la banque qui agissait alors en tant qu'intermédiaire.

Ainsi lors de la vente du siège social de France-Sol, rue Réaumur à Paris, en 1989, par le groupe Hersant à une société immobilière, une commission de 91 millions de francs, dégagee en contrepartie d'une promesse de vente fictive, a disparu via IBSA vers la Suisse. En 1987, IBSA avait monté un projet identique pour la vente de l'immeuble du journal *L'Humanité*, rue du Faubourg Poissonnière, à Paris. Cette fois-ci la vente était assortie

d'une commission de 27 millions de francs, toujours destinée à rémunérer une fausse promesse de vente.

Cochu pour 95 millions de francs, le montant de cette vente s'éleva à 143 millions de francs, huit mois plus tard, lors de la revente de l'immeuble.

Les investigations ont ainsi permis de découvrir plus d'une dizaine d'opérations immobilières douteuses, dont certaines ont été menées en Andorre et en Belgique.

Dans la plupart des cas, les commissions étaient réparties sur des comptes en Suisse et au Luxembourg. Seul destinataire clairement identifié, les recherches pour trouver les réels bénéficiaires étant encore en cours, Georges Ullmann, à la tête d'une société suisse, a été mis en examen et placé en détention à plusieurs reprises. Ses fils, Gérard Ullmann, poursuivi pour « recel d'abus de biens sociaux » est actuellement toujours incarcéré.

Le président d'IBSA, Michel de Brem, le directeur général, Gérard Mantziet et les deux principaux res-

ponsables des opérations immobilières, Jean de la Porte des Vaux et Pierre-Alain Fadulle ont été également mis en examen par le juge Eva Joly. L'avocat de la banque, M. Christian Fautoumier, a quant à lui, été mis examen pour « dissimulation de preuves ». Il est soupçonné d'avoir lui-même organisé le cambriolage de son appartement quelques heures avant la perquisition des policiers de la brigade financière.

TROIS NOUVELLES PLAINTES

Le dossier IBSA, ouvert au mois de septembre 1994 à la suite d'une plainte des nouveaux dirigeants, semble donc viser, désormais, la direction même du Crédit lyonnais. L'instruction est loin d'être close. Le Consortium de réalisation (CDR), chargé de liquider les actifs douteux du lyonnais, et donc d'IBSA, a déposé trois nouvelles plaintes concernant des transactions immobilières à Paris et dans les Pyrénées-Atlantiques.

Jacques Follorou

Le déficit des JMJ ramené à 8 millions de francs

M. MICHEL DUBOST, président des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), a publié, mardi 21 octobre, les comptes des rassemblements parisiens organisés du 18 au 24 août autour du pape. Les dépenses se sont élevées à 247 millions de francs au total. Les ressources - 239 millions - ont été inférieures aux prévisions, en raison des inscriptions non acquittées.

Les premières estimations laissaient prévoir un manque à gagner de 60 millions de francs (*Le Monde* du 26 août). Ce déficit a été ramené à 8 millions, grâce à une action auprès des fournisseurs et des jeunes pour solder les comptes d'inscription, à une prolongation de la vente de produits dérivés et à un nouvel appel à la solidarité des catholiques, qui a déjà rapporté 11 millions.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : François Baby, ancien maire (RPR) de Montbel (Ariège), et conseiller général de l'Ariège, a été condamné, mardi 21 octobre, par le tribunal correctionnel de Foix à un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis et à une interdiction de ses droits civiques et civils pour cinq ans, pour « détournement de fonds publics » et « abus de confiance ». M. Baby était notamment poursuivi pour l'acquisition de biens personnels grâce à des fonds publics et pour la création d'un poste administratif fictif et rémunéré pour son épouse.

■ Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a été déboulé, mardi 21 octobre, par la cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle), de sa demande en appel concernant un héritage vosgien en sa faveur. La cour a jugé cet appel « irrecevable et mal fondé » et a condamné M. Le Pen et le Front national à payer 5 000 francs pour les frais de procédure. Elle a ainsi confirmé le jugement rendu en novembre 1996 par le tribunal de grande instance d'Épinal (Vosges), qui avait annulé le testament par lequel un Vosgien, Henri Bussière, avait légué l'ensemble de ses biens, estimés à environ 500 000 francs, au leader du FN.

■ Un militant du mouvement d'extrême gauche turque Dev Sol a été condamné à six ans de prison, mardi 21 octobre, par la cour d'assises spéciale de Paris, pour tentative d'extorsion de fonds par la violence en bande organisée et en relation avec une entreprise terroriste. Necati Gunes était accusé d'avoir soumis un artisan turc à l'« impôt révolutionnaire », en 1994 à Paris. Serif Gunaydinoglu, présenté par l'accusation comme un responsable de Dev Sol, a été acquitté.

Les pionniers d'aujourd'hui font l'aller-retour dans la journée sans bivouaquer.



Aujourd'hui, BRIT AIR choisit AIR FRANCE pour vous offrir encore plus de lignes.

Aujourd'hui, les distances ne sont plus un obstacle. En s'alliant avec AIR FRANCE, BRIT AIR vous offre encore plus de lignes, de fréquences et d'avantages commerciaux pour vos déplacements. Aujourd'hui, l'esprit pionnier, c'est aller vite, dans les meilleures conditions.

BRIT AIR
L'esprit pionnier

Un proche de Jean-Yves Haberer, chargé des dossiers épineux

LA MISE EN EXAMEN de François Gille, soixante-deux ans, directeur général du Crédit lyonnais de 1992 à 1994 et administrateur d'IBSA de décembre 1990 à mai

PORTRAIT

Réputé affable, il était devenu le « pompier volant » devant colmater les brèches

1994, marque une étape importante dans les procédures en cours mettant en cause le Crédit lyonnais et plus encore ses filiales. Un des dirigeants les plus importants de la banque publique, proche de Jean-Yves Haberer, son président de juillet 1988 à novembre 1993, est mis en cause personnellement. Pour autant, il ne faudrait pas se tromper sur le rôle et la personnalité de François Gille. Entré dans la banque en 1975, il en est devenu le secrétaire général en 1981, le directeur financier en 1986 et le directeur général en 1992. Il a démissionné en mai 1994.

M. Gille était devenu, à partir de 1991, le « pompier volant » chargé de tenter de colmater les brèches. Il suivait les dossiers les plus épineux : MGM (Metro Goldwyn Mayer), Sasea, le CLBN (Crédit Lyonnais Bank Nederland), IBSA, Altus... A son départ, le 11 mai 1994, Jean Peyrelevade, alors président du Lyonnais depuis six mois, avait tenu à souligner dans un communiqué « les éminents services rendus par François Gille, qui n'a pas hésité à sacrifier son confort et son intérêt personnel pour prendre en charge toute une série de dossiers extrêmement difficiles dont l'origine lui était étrangère ».

En réalité, M. Gille a tenté, sans succès, de combattre la folle ambition, le manque de contrôle et l'accumulation de risques sous la présidence de M. Haberer. Puis il

a accepté, par devoir, de chercher à maquiller les erreurs. Il est ainsi devenu objectivement complice d'un certain nombre de dérives.

Courtois, affable, il est décrit par ses proches comme étant d'une honnêteté et d'une droiture sans faille, mais aussi comme « un homme d'une autre époque », peu préparé aux batailles judiciaires et à la fréquentation d'aventuriers de haut vol comme les italiens Giancarlo Parretti ou Florio Fiorini dans l'affaire MGM-Sasea.

ERREURS DE JUGEMENT

Parce qu'il croyait défendre la banque, M. Gille a en fait multiplié les erreurs de jugement. Il a été broyé par le système, a perdu sa lucidité et a fini par accuser le coup nerveusement.

M. Gille a déjà été mis en examen, tout comme Jean-Yves Haberer, par le juge d'instruction geovois Jean-Louis Crochet en 1993, après la faillite de la Sasea, le plus grand scandale financier helvétique, laissant un passif de 2,5 milliards de francs suisses (plus de 10 milliards de francs français). L'affaire s'est finalement soldée par une transaction entre la banque et la justice suisse de l'ordre de 100 millions de francs suisses. Mais M. Gille avait « croqué » à plusieurs reprises. Il avait notamment traité le juge Crochet de « voyou » et menacé de « baffer » l'avocat de Florio Fiorini, propriétaire de la Sasea.

M. Gille a aussi été profondément meurtri par les dépositions de Jean-Yves Haberer au printemps 1994 devant la commission d'enquête parlementaire sur le Lyonnais. A cette occasion, M. Haberer avait présenté M. Gille comme un « hyper-anxieux » et avait évoqué « le retour de l'agent » pour expliquer son ralliement au diagnostic de M. Peyrelevade sur la situation catastrophique de la banque.

Eric Leser

Theix, un petit village du Morbihan, concentre toutes les nuisances de la ville de Vannes

La population se mobilise contre une décharge et d'autres projets polluants

Les habitants de Theix, petit village du Morbihan, tentent d'empêcher l'implantation d'une plate-forme de compostage d'ordures ménagères au

nord de la commune, qui viendrait s'ajouter aux actuelles installations. Les habitants ne sont pas au bout de leur peine : une zone d'activités

économiques, une ligne à très haute tension et une voie rapide de contournement de Vannes font partie des projets d'avenir de la commune.

RENNES

de notre correspondante régionale

Après le bourg de Theix coquettement rénové, une fois traversée la route à quatre voies, une douce campagne s'étire sur 4 kilomètres. C'est là que la situation se gâte. Le nord de la commune regroupe environ cinq cents habitants dans quelques hameaux et lotissements récents, tout près de Vannes. La préfecture du Morbihan. Le secteur concentre les « servitudes » qui permettent à une ville de fonctionner. Pour les riverains, c'est une véritable collection de nuisances : déchetterie, deux stations d'épuration, poste de distribution de gaz, d'électricité, sans compter une usine à goudron et une déchetterie toute proche... En 1997, ils ont fini par unir leur exaspération au sein d'un Comité de défense du cadre de vie de Theix-Nord.

Les habitants ont commencé par s'opposer, avec succès, à une future usine de traitement des

graisses. L'avenir s'annonce aussi inquiétant avec, en projet, une nouvelle zone d'activités économiques, une ligne à très haute tension et une voie rapide de contournement de Vannes, toujours sur le même périmètre. Leur plus récente hagarre - celle de la décharge d'ordures ménagères de Burguenec - n'a pu que raffermir leur détermination : seize jours de lutte, cela soude un quartier.

UNE CONFORTABLE REDEVANCE

L'été à Theix a été chaud, rendant les odeurs insupportables et la rentrée explosive. Une haute antenne télécom semble indiquer le site, au demeurant facile à repérer grâce aux nuées de goélands qui le survolent. Pendant plus de deux semaines, les habitants de Theix-Nord ont tenu la position, filtrant plus ou moins sévèrement les camions-poubelles, en fonction de l'évolution des négociations. Caravane des opposants contre camionnettes des gendarmes, certains y ont laissé une partie de leurs

congrès annuels. Plusieurs fois, la collecte n'a pu, du coup, être assurée sur le territoire géré par le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de Vannes (Sitom).

En tant que président du Sitom, le conseiller général Joseph Ollivier (RPR) est en ligne de mire : il est aussi maire de Theix. Jusqu'à présent, le centre d'enfouissement de Burguenec était une bonne opération, réglant le problème des déchets de vingt-neuf communes moyennant une confortable redevance pour le budget municipal. La révolte a éclaté pour quelques tonnes de trop. Voilà des années que la fin de la décharge, créée en 1980 et saturée depuis longtemps, était promise aux riverains. La dernière annonce date de cet été. Mais au lieu de fermeture définitive, il était question d'installer une nouvelle plate-forme de compostage d'ordures ménagères, qui recouvrira, un jour, la superficie du site sous une couche de terre végétale.

« Les habitants de Theix-Nord ont perdu toute confiance en leurs élus », admet M. Ollivier. Pour expliquer le retard pris par ce dossier, le maire évoque les directives de 1992 instituant un plan départemental d'élimination des déchets, qui ont gelé toute initiative. Il souhaite voir le conseil général créer un syndicat départemental, parle de réunir une commission consultative... A l'entendre, le Morbihan ne semble guère avancé dans ce domaine sensible.

Mardi 14 octobre, Theix-Nord a voté, à une large majorité, la levée du barrage, contre l'engagement de fermer Burguenec fin 1998 et de stopper le va-et-vient des camions en mai. « Dommage que nous n'ayons pas été écoutés il y a quelques mois, quand nous avons cherché à nuancer le dialogue », déplore Gilbert Stévant, vice-président du comité de défense. Avec tout le bruit suscité par notre action, il va être difficile de trouver un autre site. »

Martine Valo

L'Ile-de-France veut se doter d'un « plan paysager »

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION Ile-de-France, Michel Giraud (RPR), a annoncé, lundi 20 octobre, l'ouverture d'une concertation sur l'élaboration d'un « plan paysager ». M. Giraud, qui s'exprimait avant la première réunion de concertation entre élus et des entreprises de la région, a affirmé qu'un tel plan « serait le couronnement de vingt ans d'actions menées, sans le dire, par la région en faveur du paysage » et a souhaité que « l'ensemble des politiques d'aménagement, les politiques de l'eau, des déchets, du bruit, du boisement, de la dépollution de l'air, qu'elles soient menées par l'Etat, la région, les communes, la SNCF, la RATP, EDF ou tout autre » fasse bientôt l'objet d'une « action concertée ».

Didier Julia (RPR), vice-président du conseil régional chargé de l'environnement, souhaite « qu'à terme cette concertation paysagère soit inscrite dans la loi ».

DÉPÊCHES
■ LA HAGUE : une erreur d'entreposage de combustible à l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague (Manche) a été classée au niveau 1 sur l'échelle des incidents nucléaires qui en compte sept, a annoncé la Cogema (Compagnie générale de matières nucléaires), mardi 21 octobre. Six éléments combustibles, préalablement déchargés et dont l'entreposage n'était autorisé que dans une piscine précise ont été transférés par erreur dans une autre piscine. Selon la Cogema, cet incident n'a eu cependant aucune conséquence pour le personnel, l'environnement et les installations.
■ PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR : la région PACA va continuer à connaître une croissance démographique bien supérieure à celle de l'ensemble de la France et comptera un million d'habitants supplémentaires dans une génération, selon une étude que vient de rendre publique le conseil économique et social régional (CESR). La région devrait « compter en 2020 entre 5,1 et 5,5 millions d'habitants » dans une génération (entre vingt-cinq et trente-cinq ans), contre 4,45 millions au 1^{er} janvier 1996, a estimé le CESR, qui a réalisé cette projection avec les services de l'Insee. Cette progression sera due à l'arrivée de nouveaux habitants : sans eux, la population de la région commencerait à décroître dès 2010, avec une fécondité de 1,8 enfant par femme. Le CESR rappelle que Provence-Alpes-Côte d'Azur est la région française « qui a connu la plus forte augmentation de sa population » au cours des trois dernières décennies.

CARNET

DISPARITIONS

■ MGR RENÉ PICANDET, évêque d'Orléans, est mort à Aubière (Puy-de-Dôme), des suites d'un malaise à un péage de l'autoroute A 71, près de Clermont-Ferrand. Né le 14 décembre 1931 à Durdar-Larequille (Allier), il avait été ordonné prêtre en 1961 pour le diocèse de Moulins, dans lequel il fut successivement directeur au grand séminaire et vicaire épiscopal pour la zone de Montluçon. En 1981, il était nommé et consacré évêque d'Orléans, au siège de Mgr Guy Robé et de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, à qui il avait succédé. Depuis 1991, René Picandet était membre du conseil permanent de l'épiscopat, représentant la région Centre. Il avait été désigné en particulier pour maintenir le dialogue, au nom de la Conférence des évêques, avec Mgr Jacques Gallot, ancien évêque d'Evreux, qui appréciait sa fidélité. Ses obsèques auront lieu à la cathédrale d'Orléans, le vendredi 24 octobre, à 15 h 30.

■ MGR Pierre-Auguste Bousard, ancien évêque de Vannes (Morbihan), est mort, samedi 18 octobre, à Quimper (Finistère), à l'âge de quatre-vingts ans. Né le 28 juin 1917 à Plogonnec, dans le diocèse de Quimper, ordonné prêtre en 1947, il avait été nommé et consacré évêque de Vannes en 1965, et il avait démissionné pour raison d'âge en 1991.

NOMINATION

DIPLOMATIE
Yannick Gérard a été nommé ambassadeur au Pakistan, en remplacement de Pierre Lafrance, qui est parti à la retraite, par décret publié au Journal officiel du 22 octobre. (Né le 14 juillet 1944 à La Chapelle-aux-Boscs (Vosges), Yannick Gérard est licencié en droit et diplômé de l'école nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Islamabad (1969-1972), à Washington (1977-1982), à Tananarive (1988-1990) et à l'administration centrale, avant d'être nommé ambassadeur en Ouganda (1990-1993). Depuis août 1993, Yannick Gérard était directeur adjoint des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 19 octobre sont publiés :
● **Emploi des jeunes** : un décret relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes.
● **Vins** : deux arrêtés relatifs aux appellations d'origine Vin de France de qualité supérieure « Coteaux du Vendômois » et « Coteaux de Saint-Mont ».
Au Journal officiel daté lundi 20-mardi 21 octobre sont publiés :
● **Denrées alimentaires** : un décret relatif aux fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les denrées alimentaires.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Nina et Elio ROSSETTI

souhaitent la bienvenue à leur petit frère

David

né le 11 octobre 1997, à Luxembourg.

Chez Colette et Romina Rossetti, 1A, ANJ ECK, L-7435 Hollenfels.

Paris.

Jean-François Solange et Laure PUECH

ont la joie d'annoncer la naissance d'

Axel.

Vallant bébé, petite plume, au zénith du 20 octobre 1997.

Anniversaires de naissance

3 octobre et 23 octobre 1997

Papilou et Mamillou.

Joyeux anniversaire pour vos soixante ans.

Et surtout, continuez à lire longtemps Le Monde pour mieux nous l'expliquer.

Antoine, Agathe et Constance.

Mariages

Margaret MARUANI

et

Henri REY

sont heureux de faire part de leur mariage à Paris, le 22 octobre 1997.

Noces de diamant

Jean-Christophe, Philippe, Remy et Pierre.

Et toutes leurs familles.

Sont heureux de souhaiter les noces de diamant à leurs parents

Gysèle et Maurice.

24 Les Eyzies-de-Tayac.

Décès

Les enseignants de l'UFR d'italien, université Paris-III-Sorbonne nouvelle ont la tristesse de faire part du décès de

Liana AURIGEMMA,

qui a été une enseignante appréciée dans cette UFR pendant de nombreuses années.

Arlette et Jean Nachbur.

Leurs enfants et petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès.

le 17 octobre 1997, de

M^{me} Lisa BILLAUD.

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le jeudi 20 octobre, à Neuilly (Hauts-de-Seine).

Son fils.

Sa belle-fille.

la princesse Iella

Santa Mongi El Adel Bey.

Ses petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès, survenu à Tunis, le 13 octobre 1997, de la

princesse Iella Hecouy

EL ADIL BEY,

née LADJIMI,

épouse de feu Je

prince sidi Abderrahmane

EL ADIL BEY,

et veuve de

Mohamed-Charef MISSOUM,

officier interprète français

du corps des Affaires indigènes.

Arlette Hakopian, née Douarache,

son épouse.

Sylvette Hakopian,

Martine Hakopian,

Lucie et Anlys Frémaux,

sont filles et petites-filles.

Edward et Virginia Hakopian,

sont frère et belle-sœur.

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel HAKOPIAN,

Claims Section United States

Forces Medial of Freedom,

Vice-président au service juridique

de l'American Express.

survenu à Paris, le 18 octobre 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le

lundi 27 octobre, à 15 heures, en

l'église apostolique arménienne, 15, rue

Jean-Jousselin, à Paris-8^e, suivie de

l'inhumation dans le caveau de famille au

cimetière du Montparnasse.

11, rue Ernest-Cresson,

75015 Paris.

Lucile Lacroix,

son épouse,

Jean-Michel Lacroix,

recteur de l'académie de Besançon,

chancelier de l'Université,

son fils,

Maylis Lacroix, sa belle-fille.

Louis-Henri et Laure, Pierre-Philippe

Lacroix,

sont petits-enfants.

Les familles Lacroix, Dedieu, Boun-

hiol, Graille,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

Henri LACROIX,

directeur général honoraire de la Chambre

de commerce et d'industrie de Bordeaux,

Yves, Michel et Nicolas Magat,

ses enfants.

Hélène, Alice et Noël Magat,

ses petits-enfants.

Alain Bourgeois,

son neveu,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite

LAUTOUT-MAGAT,

survenue le 20 octobre 1997.

Les obsèques auront lieu le jeudi

23 octobre, à 11 heures, au cimetière de

Bjervres (Hauts-de-Seine), où l'on se ré-

unira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Tour de Ménilmontant,

28800 Saint-Maur-sur-Seine.

Ses amis du laboratoire de psycho-

logie sociale de la Sorbonne

ont la tristesse de faire part de la dispari-

tion de

Dany LAUVERGEON,

le 19 octobre 1997.

Il se souviendront de sa gaieté et de sa

générosité.

Tel. 01-44-27-69-28.

Notre « Bonne Maman » nous a quittés !

Lucien Pfeiffer,

El et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Monique PFEIFFER.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 24 octobre 1997, à 15 h 45, en

l'église Saint-Germain de Saint-Germain-

Laye (Yvelines).

Famille Pfeiffer.

4, rue Girard-Toulon,

78100 Saint-Germain-en-Laye.

Patrick Rufener,

Liliane et Patrick Larroyer,

Kathleen et Bernard Decoux,

Maureen Delage,

ses enfants,

Nausiana et Dorothée,

Jean, Sophie et Denis, Nathalie,

Aurélien et Pomme,

Eric, Cécile et Cyril,

Olivia et Alexis,

sont petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès de

Eric RUFENER.

le 19 octobre 1997, dans sa quatre-vingt-

troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le

samedi 25 octobre, à 15 heures, en l'église

de Châtillon-sur-Loire (Loiret).

Une messe sera célébrée le jeudi

6 novembre, à 18 h 45, en l'église Notre-

Dame-de-Lorette, Paris-9^e.

50, rue de Longchamp,

92200 Neuilly-sur-Seine,

41, rue La Fayette,

75009 Paris.

7 bis, Petite-Voie des Vigies,

92290 Châtigny-Malabry.

43, rue de la Ferme,

92200 Neuilly-sur-Seine.

Gaby nous a quittés.

Jean et Marcelle Vendart,

Janine et Tom Vendart-Nollet,

Henriette Augereau,

Eric,

Cécile et Stéphanie,

Clair et Jocelyne,

Sylvaine, Michel et Camille,

Didier, Chryslaine, Laurent et Nicolas,

Sa famille,

Suzy et Marie-Laure,

Aline et Majid,

ont le chagrin de faire part du décès de

Gabrielle VENDART,

née AUGEREAU,

le mercredi 15 octobre 1997.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Marie-Juliette Vergnaud-Bouvier,

son épouse,

Clair Vergnaud,

Anne Vergnaud et Jean-Claude Millien,

Pierre et Thibault,

Laure Vergnaud et Jean-Luc Palevody,

Maudou et Delphine,

ses enfants et petits-enfants.

Madame Henry Bouvier,

Pierre Tissier,

Victor et Jacqueline Vergnaud,

Michelle et Georges Caron,

leurs enfants et petits-enfants,

font part du décès de

Maurice VERGNAUD,

inspecteur général honoraire

de l'Education nationale,

ancien directeur des collèges,

ancien proviseur

du lycée Diderot à Toulouse,

officier de la Légion d'honneur,

chevalier dans l'ordre national du Mérite,

commandeur dans l'ordre

national des Palmes académiques,

combattant volontaire,

Croix de guerre 1939-1945,

survenu le mardi 21 octobre 1997, à Tou-

louse (Haute-Garonne), à l'âge de

soixante-dix-sept ans.

Ses funérailles religieuses auront lieu

à Toulouse, en la basilique Saint-Sernin,

le jeudi 23 octobre, à 10 heures.

Le gouvernement lève les obstacles politiques pour le projet Vulcania

Bien que réticente, la ministre de l'environnement a donné son feu vert au « grand dessin » du président du conseil régional d'Auvergne. Mais le classement de la chaîne des Puys est demandé, et plusieurs recours juridiques restent en suspens

APRÈS avoir pris connaissance du rapport d'expertise du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), dont *Le Monde* avait révélé les conclusions (11 octobre), Dominique Voynet, ministre de l'environnement, a préconisé des précautions supplémentaires pendant la phase d'exploitation du Centre européen du volcanisme (CEV) Vulcania. Cette décision, rendue publique, mardi 21 octobre, donne un « feu vert » implicite à la construction du CEV, dont les travaux préparatoires ont commencé cet été sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, au cœur du Parc naturel des volcans d'Auvergne. Elle constitue une étape marquante – après le déblocage d'une subvention de 27,5 millions de francs par l'Etat – dans la mesure où l'ambitieux projet de parc de loisirs « scientifique et ludique »,

très ardemment défendu par Valéry Giscard d'Estaing, président de la région Auvergne, se heurtait à l'opposition farouche des associations de défense de l'environnement, au sein d'un Comité de liaison, et aux militants Verts du secteur soutenus par M^{me} Voynet (lire ci-dessous). En constatant avec satisfaction que « les mesures de protection prises actuellement et recommandées sont contraignantes », les experts du BRGM observent que ces précautions étaient « justifiées » par le lieu d'implantation du CEV, au-dessus de l'une des principales ressources en eau d'origine sous-basaltique. M^{me} Voynet a tenu compte de cet avis pour recommander au préfet de région de faire en sorte que « le maître d'ouvrage examine les nouvelles études à conduire et les dispositions pratiques qu'il convient d'arrêter pour la phase



d'exploitation » – après l'ouverture au public de Vulcania, prévue pour 2000 et où certains espèrent accueillir jusqu'à 500 000 visiteurs par an – afin de garantir la qualité de la ressource en eau. En considérant que « l'aménagement des infrastructures d'accompagnement ou induites par le CEV dans les communes voisines pourraient multiplier les sites de pollutions éventuelles », les géologues préconisaient la mise en place d'un « dispositif de surveillance à long terme ». La ministre envisage donc la constitution d'un « comité de suivi composé des principaux acteurs intéressés » pour éviter que les frigos alentours du CEV ne soient défigurés par des aménagements

annexes. Si les écologistes siègent à ce comité, les soucis risquent de continuer pour les promoteurs du « Giscardoscope », qui remportent néanmoins une victoire morale – et logique, compte tenu du consensus politique, du PCF au Front national, dont ils bénéficient au conseil régional. Privée d'arguments écologiquement imparables, la ministre de l'environnement, qui a réussi à obtenir l'arrêt de deux dossiers d'envergure nationale, Superphénix et le canal Rhin-Rhône, ne pouvait plus s'opposer à un projet qui lui paraît pourtant contestable par son surdimensionnement (le coût prévisionnel atteint 420 millions de francs) et surtout par sa localisation, même si sa finalité (vulgariser le volcanisme et les sciences de la terre dans un musée futuriste ayant recours aux modes technologiques sophistiqués) n'était pas contestée.

La polémique s'éteint et un chantier s'ouvre. Le feuillet d'essai n'est pas forcément tenu. Alors que sur le terrain de 57 hectares immergé dans une nature quasiment vierge les pelles mécaniques vont s'activer avant les frimas, l'épilogue juridique se jouera cet hiver devant la cour administrative d'appel de Lyon, qui examinera les moyens soulevés par les opposants et par France Nature Environnement pour demander le sursis à exécution du permis de construire. Charbonnier reste maître chez lui : le grand dessin subsidiaire de l'ancien président de la République prend forme. Mais M^{me} Voynet demande au préfet d'accélérer le processus de classement du site de la chaîne des Puys, qui devrait aboutir avant la fin de 1998.

Robert Belleret

Valéry Giscard d'Estaing a gagné son bras de fer contre Dominique Voynet

CLERMONT-FERRAND
correspondance

La décision de Dominique Voynet sur Vulcania n'a pas provoqué de surprise en Auvergne. Encore moins de séisme politique : le père du projet, Valéry Giscard d'Estaing, actuellement en voyage à l'étranger, n'a pas pu commenter l'épilogue de cette longue bataille. Mais il avait déjà programmé la « déroute des opposants à Vulcania », avec la révélation d'un rapport d'expertise du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) plutôt favorable au site (*Le Monde* du 11 octobre). Autre signe précurseur d'un dénouement en faveur de Vulcania : Valéry Giscard d'Estaing avait pris soin d'annoncer lui-même, à la fin de la semaine, que Lionel Jospin allait déblocquer la subvention de 27,5 mil-

lions de francs promise par l'ancien gouvernement. Cette déclaration sonnait comme un bulletin de victoire. Dès lors, plus rien ne semblait résister au « seul grand projet culturel de l'an 2000 », selon la formule fétiche du président du conseil régional d'Auvergne. Pour autant, le Collectif de liaison pour la sauvegarde des volcans, qui rassemble les opposants « historiques » à ce musée « immergé » dans la chaîne des Puys, refuse de baisser la garde et se retranche derrière un ultime espoir : « Le recours continue devant la juridiction administrative. La cour administrative d'appel de Lyon doit se prononcer sur une demande de sursis à exécution du permis de construire. » Pour Danièle Auroul, le chef de file des Verts en Auvergne, « cette décision est dure à avaler, mais Dominique

Voynet a fait tout ce qu'elle a pu. En réalité, c'est le préfet de région qui a tiré le tapis sous les pieds de Dominique, en signant le permis de construire au mois de juillet. Depuis, nous en sommes réduits à limiter les dégâts ». FISSURES AU SEIN DE LA GAUCHE Danièle Auroul, qui avait contraint M. Giscard d'Estaing au ballottage lors des dernières élections législatives, est une adversaire coriace du « Giscardoscope », qu'elle qualifie inlassablement de « mausolée de Giscard ». Elle a décrié le communiqué de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. « Elle ne donne pas le feu vert. Au contraire, elle multiplie les signaux d'alarme : étendre les précautions prises sur le chantier à l'ensemble des aménagements alentours, comme les autoroutes

ou les hôtels, comité de suivi pour mesurer l'impact du centre sur les ressources en eau, sans oublier le classement de la chaîne des Puys avant la fin de l'année 1998. » De son côté, le groupe socialiste du conseil régional a pris acte, sans grande émotion, de la décision : « Ce n'est pas une surprise, et c'est logique. Nous étions entrés dans une phase irréversible. Valéry Giscard d'Estaing a mis les bouchées doubles pour accélérer les travaux. Si le gouvernement annule le permis de construire, le conseil régional pourrait porter l'affaire devant les tribunaux. Mais si nous gagnons les élections régionales de 1998, le 16 mars au matin nous prendrons le temps de réexaminer le dossier. » Même langage chez les Verts, qui paient de « remise à plat aux élections prochaines ».

Mais la convergence n'est qu'apparente. En effet, le Centre européen du volcanisme a provoqué des fissures au sein de la gauche plurielle. Les socialistes auvergnats, hostiles au projet, ont pourtant officiellement demandé au premier ministre de verser la subvention tant attendue par M. Giscard d'Estaing. Le ton est monté d'un cran entre les Verts et le Parti socialiste. Sans constituer un casus belli, l'escarmouche risque de laisser des traces. Pendant ce temps, ostensiblement, Valéry Giscard d'Estaing prend date pour... 2005 : il annonce que les « premières images de l'arrivée de la sonde américano-européenne sur Saturne seront retransmises en direct sur les écrans de Vulcania ».

Brigitte Cante

Bruxelles presse la France de désigner les sites du réseau Natura 2000

IL N'EST PAS SÛR que la France échappe à un procès devant la Cour de justice européenne pour non-transposition en droit interne de la directive Habitat. Adoptée en mai 1992, ce texte implique la création dans chaque Etat membre d'un réseau – Natura 2000 – de sites particulièrement riches pour leur faune et leur flore fragiles. Après transmission de cette liste à la Commission européenne et acceptation du dossier, les sites devaient être classés en zones spéciales de conservation (ZSC) avant 2006. La France, qui n'a transmis aucune donnée, fait figure de lanterne rouge avec le Luxembourg et l'Allemagne. Sept autres pays ont envoyé des données « insuffisantes » selon la Commission, qui a adressé, le 17 octobre, des avis motivés aux dix « mauvais élèves », dernier stade avant la saisine de la Cour de justice.

Cinq pays seulement (Belgique, Italie, Grèce, Portugal et Suède) ont

communiqué des « des informations complètes », constate Olivier Diana, en charge du dossier Natura 2000 à la direction de l'environnement à Bruxelles. La cour de Luxembourg pourrait être saisie si, « dans un délai de deux ou trois mois, l'Etat membre n'envoie aucune réponse satisfaisante », ajoute-t-il. Mille trois cents sites avaient été pré-sélectionnés, environ 15 % du territoire. Mais, devant l'opposition des agriculteurs, chasseurs et forestiers, Alain Juppé, alors premier ministre, gela la procédure en juillet 1996. Quelques mois plus tard, en février, Corinne Lepage, alors ministre de l'environnement, dressait une nouvelle liste ne représentant plus que 2,5 % du territoire, qui n'a jamais été envoyée.

Depuis cet été, Dominique Voynet tente de rattraper le retard. En août, la ministre a envoyé une circulaire aux préfets pour qu'ils relancent la concertation. « La semaine dernière, nous avons envoyé une première liste de 74 sites concernant la région alpine », précise Jean-Pierre Raffin, l'un de ses conseillers. Mais la Commission l'a reçue trop tard : « Lors de la réunion d'évaluation avec les Etats membres concernés par les sites alpins à Salzbourg (Autriche) le 20 octobre, les propositions françaises n'ont pu être analysées, ce qui retarde le processus communautaire », déplore Olivier Diana.

Mercredi 15 octobre, devant la Commission des affaires économiques du Sénat, M^{me} Voynet a annoncé qu'un budget de 5,5 millions de francs pour 1998 était prévu notamment pour l'établissement des listes de sites à transmettre à la Commission européenne. Mardi 21 octobre, le cabinet de la ministre faisait le point avec le comité de concertation et de suivi de Natura 2000. « Une première liste sera envoyée d'ici à la fin de l'année et nous avons bon espoir de boucler le dossier dans le courant de 1998 », ajoute M. Raffin.

Mais le ministère ne précise pas si la liste définitive sera aussi ambitieuse que la première, ou aussi timide que la seconde.

Clarisse Fabre

Un élève « moyen »

La France occupe la 11^e place dans l'Union européenne pour la transposition des directives sur l'environnement, selon un « classement » fait par la Commission européenne. Sur 156 directives « vertes » applicables au 31 décembre 1996, la France a pris 126 mesures nationales de transposition, soit un taux d'exécution de 93 %. En meilleure position que l'Italie (85 %), la Belgique et la Finlande (86 %), et la Grèce (91 %), elle marque cinq points de moins que le Danemark et les Pays-Bas, les deux « meilleurs élèves » avec un score de 98 %. On indique à Bruxelles que Paris génère « pas mal de contentieux » à la direction générale de l'environnement (DG XI). Outre le cas Natura 2000, la France est un des 13 pays contre lesquels la Commission a engagé des procédures d'infraction pour n'avoir pas encore adopté les plans de gestion des déchets conformément à une directive de 1975.

EUROSTAR

PROMOTION PARIS-LONDRES À PARTIR DE 490F

A/R EN 2^e CLASSE

En vente jusqu'au 15.10.97

Prix soumis à conditions

INFO & RÉSA AU 08 36 35 35 39

LES HÔTELS RADISSON EDWARDIAN

VOTRE HAVRE DE PAIX

Radisson Edwardian

LONDRES

c'est démoniaque

LONDON

WONG SINGH JONES DE QUOI SE DÉNICHER UN TOTAL LOOK PSYCHÉDELIQUE AU RYTHME DE LA DANCE MUSIC... BEADS L'ANTRE DE L'EXCENTRICITÉ POUR ENFILER LES PERLES LES PLUS DÉLIÉES DU MONDE... RED OR DEAD DES FRINGUES EN PLASTIQUE TRANSPARENT POUR SE SAPER COMME DANS STAR TREK DE LA TÊTE AUX PIEDS.

En voulant Thomson, nous voulions l'Europe

Suite de la première page

J'ai directement travaillé, personnellement, avec quatorze ministres de la défense française dont il m'est facile de citer par cœur les noms, me souvenant précisément des actions que j'ai menées avec chacun d'eux.

L'industrie de défense a une importance capitale pour la Nation. Elle lui fournit les moyens d'assurer sa sécurité, son indépendance, sa liberté, grâce à une armée sans cesse modernisée. Elle situe le niveau de son pays dans la hiérarchie internationale de ceux qui ont les moyens d'assurer seuls leur destin. En plus, elle permet d'aider les pays amis qui poursuivent le même objectif. Pour être concret : je constate que, dans le monde entier, la France est respectée et admirée pour ses réalisations en matière de défense, ce qui ne nuit pas, loin de là, à son rayonnement intellectuel.

Nous avons atteint, c'est incontestable, le niveau de l'excellence grâce à l'impulsion du général de Gaulle qui a eu des successeurs n'a ralenti. J'ai vécu la naissance de cetteodyssée moderne au début des années 60, l'ardente mobilisation pour rattraper le retard, les objectifs qui paraissaient démesurés. Le ministre Pierre Messmer m'avait lui-même fixé entre tâche : la petite société Matra était chargée de toute l'électronique de la fusée Diamant et du projet satellite Astérix lancé du Sahara en 1965. La France n'aurait pas aussi tôt après les Russes et les Américains elle devenait sans aide extérieure, avec ses propres moyens et sa jeune industrie, la troisième puissance spatiale de la planète.

Les Français, aujourd'hui, démontrent qu'ils n'ont pas la mémoire courte, en se passionnant – sous diverses formes – pour le procès de Vichy. Qu'ils veuillent bien se rappeler, aussi, qu'un chemin prodigieux a été accompli pour restaurer la position de la France au niveau qui était le sien au début du siècle.

Cependant, l'accélération de l'histoire, de la science et de la technologie fait qu'aucune position n'est durablement acquise. Il a fallu des siècles pour ruiner l'empire romain, quelques jours pour abattre l'empire soviétique. En très peu de temps, nous serons « largués » par les grands pays, puis dépassés par ceux qui émergent si nous ne continuons pas nos efforts dans le domaine technologique, toujours « tiré » par la défense.

Pour donner une illustration de l'évolution récente, je voudrais citer un exemple. Il n'y a pas si longtemps, pour frapper un objectif précis, on envoyait des dizaines d'avions qui « arnaquaient » une zone entière, avec d'énormes dégâts sur les populations civiles. Aujourd'hui, c'est – ou ce sera – un missile d'une précision diabolique qui, à plusieurs centaines de kilomètres, atteindra la fenêtre du troisième étage gauche de l'état-major adverse ! Mais pour cela, il faut un satellite qui aura identifié la cible, un système d'information et de communication complexe

qui dans un temps très court permettra de décider d'agir et comment on va pouvoir agir. Je me dois ici de préciser que Matra est en passe de maîtriser la chaîne complète : voir avec le satellite Hélios, décider avec les systèmes de commandement, agir avec le missile Scalp. La guerre du Golfe, en 1990, n'a été que le début d'une ère nouvelle.

Où, mais voilà : au moment où ces armements sophistiqués deviennent de plus en plus onéreux, les budgets de la défense sont justement réduits (ce qui n'est pas critiquable). Par voie de conséquence, la France n'est plus en mesure d'assurer, seule, sa position de leader technologique. La réponse est évidente : l'Europe, elle, le peut. L'Europe peut et doit devenir une puissance mondiale, égale à celle des États-Unis d'Amérique, dans une saine émulation.

Une défense européenne, donc une industrie de défense européenne : c'est pour moi une priorité aussi importante et urgente que celle de la monnaie unique.

Venons-en au dossier Thomson qui me paraît exemplaire dans au moins trois domaines : la restructuration de l'électronique de défense, l'europanisation, la présence de l'État dans les entreprises. L'importance du sujet n'avait pas échappé à Alain Juppé puisqu'il avait déclaré qu'il s'agissait là du problème le plus important de son passage à Matignon. Finalement, il n'a pu le résoudre. Lionel Jospin ne semble pas y avoir accédé la même importance. Peut-être ai-je tort et je m'en excuse volontiers. Mais je pense, sans doute avec beaucoup de prétention, qu'il aurait pu m'entendre sur ce sujet. Je dois cependant dire que le ministre de la défense, personnellement, et son directeur de cabinet, se sont complètement immergés dans ce dossier ; leur disponibilité en même temps que leur désir de tout comprendre pour aboutir à la meilleure solution ont été remarquables.

Comment pouvais-je accepter délibérément de perdre le contrôle des activités les plus fondamentales de notre groupe ?

turation de l'électronique de défense, l'europanisation, la présence de l'État dans les entreprises. L'importance du sujet n'avait pas échappé à Alain Juppé puisqu'il avait déclaré qu'il s'agissait là du problème le plus important de son passage à Matignon. Finalement, il n'a pu le résoudre. Lionel Jospin ne semble pas y avoir accédé la même importance. Peut-être ai-je tort et je m'en excuse volontiers. Mais je pense, sans doute avec beaucoup de prétention, qu'il aurait pu m'entendre sur ce sujet. Je dois cependant dire que le ministre de la défense, personnellement, et son directeur de cabinet, se sont complètement immergés dans ce dossier ; leur disponibilité en même temps que leur désir de tout comprendre pour aboutir à la meilleure solution ont été remarquables.

Thomson-CSF (n'oublions pas CSF qui a apporté au groupe une base de très haute technologie, accumulée pendant les vingt années d'après la guerre, dans le domaine des radars les plus sophistiqués) est une société remarquable, présente dans presque tous les domaines de l'électronique de défense. C'est le leader incontesté en France (radars de sol et aéroportés, avionique, sonars, télécommunications militaires...) et les autres acteurs du secteur sont très faibles en comparaison. Il faut dire qu'un Valtà politique, dédié au moment

des nationalisations, en 1981, avait exclu Alcatel (CGE alors) des affaires militaires, mais avait confié à Thomson ses satellites, transférés à Alcatel. Depuis la nationalisation – si l'on passe sous silence les aventures des activités médicales et de la télévision grand public – Thomson-CSF s'est remarquablement recentré. Il est parvenu au plus haut niveau mondial de son secteur, incontestable. Mais les dirigeants ont vite compris que, pour y rester, il était nécessaire de forger des alliances et même de créer une grande société européenne avec GEC. Ils n'y sont pas parvenus. Problèmes de personnes ? Intervention négative de l'État patron ? Il est clair, en tout cas, que les grands industriels européens du secteur témoignent, en privé et publiquement, une grande réticence à l'égard des sociétés contrôlées par un État, quel qu'il soit.

Dans ces conditions, le président de la République a pris la décision qui s'imposait, en février 1996, ordonnant la privatisation totale de Thomson, dégageant l'État actionnaire et inscivant cet événement dans le cadre de la restructuration de l'électronique de défense européenne. Vingt mois après, le nouveau gouvernement a fait son choix, qui s'impose, bien sûr. La solution choisie est-elle la bonne ?

Dans le schéma qu'il vient de retenir, le gouvernement a décidé de rester « l'actionnaire principal, déterminant », nommant le président. Il a sélectionné un « partenaire stratégique » (Alcatel) sur lequel Thomson va « s'adosser » et il semble inviter d'autres industriels du métier à venir s'asseoir autour de la table, en échange de l'apport-abandon de leurs activités.

Une marche militaire bien française accompagne le défilé sur l'air de « La France d'abord ! » Je ne pense pas que cette solution soit bonne. D'abord, la société Thomson ne me paraît pas disposer, dans ce schéma, des meilleurs atouts pour forger son avenir. Elle n'a nullement besoin d'être « adossée » à un groupe extérieur pour renforcer

ses finances suffisamment solides. Quant à la panacée des « technologies duales », j'observe depuis des années qu'elle fonctionne essentiellement dans un sens : la défense profitant au civil. Par exemple, les retombées de la « guerre des étoiles » du président Reagan, avec ses nombreux satellites communiquant entre eux, permet de développer les « autoroutes mondiales de l'information » du vice-président Al Gore, de Microsoft et de Motorola.

De plus, la définition de la stratégie et surtout le management, jour après jour, du nouveau Thomson seront délicats. Le personnel, le management feront-ils corps avec un conseil d'administration où les intérêts ne seront pas convergents ? Il sera difficile de trouver une vraie unité autour de la table du conseil ! Que deviendra l'affectio societatis, la culture d'entreprise, qui ont permis à Thomson de survivre à la dure période d'incertitude ? Les décisions pourront-elles être prises rapidement, comme c'est nécessaire dans ce métier très particulier où tout va si vite ? Les hommes de l'entreprise, ceux de la politique et de l'administration n'ont pas la même notion du temps qui passe. Enfin, c'est peut-être le point le plus important – l'intégrité absolue de Thomson pourrait-elle aussi être atteinte ? Que dire en effet de l'abandon définitif des activités spatiales dont Alcatel bénéficie en même temps que de celles d'Aérospatiale ? Est-il stupide d'imaginer que cette dernière récupérera les missiles de Thomson ? Est-il exclu que Dassault, qui se sépare de son électronique – à très bon prix, c'est vrai –, maintienne sa haute main sur une activité qu'il juge indispensable à ses avions ?

Les réactions des milieux européens m'inquiètent encore davantage. Je ne parle ici que de celles des grands industriels : mes partenaires, mes amis avec lesquels je me suis récemment entretenu du problème. Qu'on soit certain que je n'attirerai pas le feu : cela serait dommageable à tout le monde et nous serions bien forcés de vivre ensemble ! Mais il ne faut pas provoquer – en insistant sur le franco-allemand – les regroupements germano-allemands, anglo-anglais, avec, en prime, le regroupement des deux.

Y avait-il une meilleure solution ? Je suis convaincu que oui : c'était la création de « Thomson Matra ». Eût-elle encore été possible aujourd'hui ? Oui ! Mais compte tenu des impératifs imposés par le nouveau gouvernement, hélas, non !

« Thomson Matra », c'était déjà, en soi, très significatif. Dans le milieu mondial, le rapprochement des deux noms créait un symbole très fort, une puissance emblématique. Matériellement, on ne peut pas comparer nos apports (la totalité de Matra Haute Technologie) avec ceux partiels ou dérisoires des autres groupes. Cette société était d'emblée une des plus solides de tout le secteur mondial : capitalisation de 30 milliards de francs, fonds propres de 20 milliards, trésorerie nette de 10 milliards. C'est

à dire la deuxième au monde, malgré les regroupements intervenus aux États-Unis. Qui dit mieux ?

Thomson n'était pas « adossée » mais « renforcée » dans son cœur, par ce qui lui manquait le plus : les deux fers de lance des systèmes de défense moderne : les satellites et les missiles. Demain c'est bors de son contrôle qu'il trouvera ces appuis indispensables. Enfin, Thomson, contrôlant Matra Baie et Matra Marconi Dasa, rentrait immédiatement au centre de l'Europe puisqu'il devenait partenaire – à part entière – des trois plus grands acteurs européens, avec le premier rôle.

Cette solution n'a pas été possible. Pourtant, la volonté du gouvernement de rester actionnaire à 35 % du nouvel ensemble n'était pas, pour nous, incompatible en soi avec un vrai partenariat. Mon expérience dans ce domaine peut être mise en avant : de 1981 à 1988, Matra était nationalisée puisque l'État détenait 51 %. Mais j'ai continué à gérer normalement la société, comme une entreprise privée – disposant au conseil d'adminis-

ti a compris qu'un groupe indépendant, totalement responsable de ses actes, qui prend ses risques sans son soutien, est préférable à d'autres dont les liens consanguins sont tels qu'il est difficile d'établir les responsabilités en cas de coup dur.

Comme je l'écrivais au début, je ne souhaite pas que les mésaventures que nous avons connues l'an dernier se reproduisent. Donc, pour nous, le « dossier Thomson » est aujourd'hui fermé. Certes, un espoir s'est envolé. Mais ce n'était qu'un espoir. Le fonctionnement de notre groupe, ses prévisions clairement affichées, n'en seront pas affectés. A l'extérieur, les déceptions s'effacent alors que les ambitions se reportent ailleurs : nous sommes déterminés à créer un groupe de défense européen uni, encore plus fort, avec des partenaires fidèles qui, comme nous, affichent la volonté d'être un acteur majeur dans le monde. Que pouvons-nous craindre ? Franchement, je n'imagine pas une seconde que les institutions de notre pays nous classent un jour dans la

Il ne faut pas provoquer – en insistant sur le franco-français – les regroupements germano-allemands, anglo-anglais, avec, en prime, le regroupement des deux

tration de la moitié des sièges. Même si je considère que ça n'était pas l'idéal, la loyauté réciproque et les objectifs communs ont permis à la société de continuer son développement.

Aujourd'hui, en 1997 le gouvernement a refusé ce qui avait été accepté en 1981. Dans ces conditions, comment pouvais-je accepter délibérément (sans y être contraint par une nationalisation), de perdre le contrôle des activités les plus fondamentales de notre groupe ? Nous aurions transformé instantanément en « vide-holding » de participations notre groupe qui a justement le statut de groupe industriel majeur diversifié, gérant lui-même ses activités.

Je n'évoque que pour les écarter les rumeurs selon lesquelles mon groupe et moi-même serions un partenaire peu recherché par l'administration. Je suis sûr que celle-

catégorie nouvelle des apatrides européens ! Nous portons bien haut le drapeau français à la tête des premières sociétés de défense européennes existantes. Nous en sommes fiers et c'est pour moi une motivation forte. Je réponds à l'avance à des détracteurs mal intentionnés : quoi qu'il arrive, mon groupe sera toujours, comme moi, « pur français ». Installé en France, à tout jamais, je lui ai donné les moyens et les structures pour l'être et le rester. Cela dit, notre indépendance, est pour nous une philosophie : une religion et sans pis si elle dérange.

Notre groupe reste lui-même, debout, fort et ambitieux, plus que jamais convaincu que, de la sorte, il sert les intérêts de son personnel, de ses actionnaires, de la France et de l'Europe.

Jean-Luc Lagardère

AU COURRIER DU « MONDE »

PROTÉGER LA FAUNE ET SES MILIEUX

Léon Mazzella, rédacteur en chef du mensuel *La Chasse*, fait grief à l'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas) d'avoir utilisé les termes de « crime », « meurtre », dans l'affaire de l'ours tué par un chasseur dans les Pyrénées. Mais c'est qu'en effet le procureur de la République a fait pratiquer sur l'ours Melba « une autopsie comme pour un crime » et cette décision honore la justice française (...).

L'Aspas tient à rappeler qu'elle a pour buts de protéger la faune et ses milieux et qu'elle ne faisait que remplir son rôle de défense de l'intérêt général. Pour l'association, une nurse (espèce strictement protégée par la directive « Faune, flore, habitats » et par la convention de Berne) a été tuée par un chasseur, et il lui appartient de dénoncer cet « accident » qui aurait pu être évité et qui a coûté aux associations de protection de la nature des années d'efforts et aux contribuables plus de 7 millions de francs (...).

Il appartenait bien à l'Aspas d'ouvrir son discours à la sensibilité du public, c'est son droit et son rôle, sachant que chaque Français a un cœur qui bat pour les hommes mais aussi pour l'ours, symbole et dernier rempart contre le sacage des Pyrénées.

Alain Clément
président national de l'Aspas

DES TEMPS DIFFICILES

M. Papon fait erreur lorsqu'il déclare : « Je change d'air comme le personnage d'Edouard Bourdet dans *Les Temps difficiles* ». Il s'agit d'une autre pièce d'Edouard Bourdet, *Le Sexe faible* (1929). Antoine, les des intrigues du palace où il est majordome, veut faire un tour à pied et, comme on lui demande pourquoi il sort, répond à la personne qui l'interroge : « Pour changer un peu d'air,

madame. » C'est la dernière réplique de l'acte II. Le glissement de la mémoire est compréhensible quand on songe aux « temps » que vit aujourd'hui M. Papon.

Jacques Joubert
Le Vésinet (Yvelines)

AU GUICHET DE LA REPENTANCE

Après Chirac « pour la France », après les évêques « pour l'Église catholique », après les gardiens en tenue « pour des policiers de Paris », tous, ou presque, se précipitent au guichet de la repentance, afin de demander pardon aux juifs survivants de l'euthanasie nazie de ce qu'ils ont fait ou laissé faire contre leurs coreligionnaires de 1940 à 1944. Il manque encore des « repentants » à l'appel : conducteurs de bus qui ont amené au Vel d'Hiv les juifs arrêtés en juillet 1942, cheminots qui ont conduit les trains de wagons à bestiaux contenant les futurs gazés, travailleurs volontaires en Allemagne où ils faisaient tourner la machine de guerre hitlérienne, typographes qui imprimaient *Au pilori*, magistrats qui condamnaient les résistants, etc. Bien sûr, ils connaissent tous le massacre des juifs rafés par les Allemands ! En bref, tous coupables, les Français doivent aller à Canossa. Eh bien, je dis non ! Car si je suis responsable de mes actions, je ne le suis pas de celles de la collectivité où je me trouve. D'autant plus que n'ayant jamais milité dans un parti, pratiqué aucune religion, ou souscrit aucun engagement envers une association quelconque, je ne suis pas comptable des actes du gouvernement de Vichy, des évêques ou des policiers, et des catégoies socio-professionnelles qui vont s'intégrer dans le troupeau des « repentants ». Je refuse tout amalgame, parce que je vis en paix avec ma conscience : je n'ai que sobriété douce aux... et je sais que le temps d'autres épreuves peut venir.

Pierre Bourget
Crécy-la-Chapelle
(Seine-et-Marne)

Non, Vichy n'était pas la France

par Pierre Juillet

VOICI venu le temps des démolisseurs, et chacun d'eux, dans une dardante émulation, arrache une pierre à l'édifice de la République si patiemment et si péniblement restaurée.

Il ne suffisait sans doute pas, au mépris de tant de sacrifices, que notre nation soit dépouillée de sa souveraineté, il fallait qu'on la déshonore. Non, Vichy n'était pas la France. Dès le jour de la défaite de nos armées, elle avait trouvé refuge dans l'intransigeance du général de Gaulle, le cœur des Français libres et l'espérance des résistants. Vouloir aujourd'hui défigurer cette épopée salvatrice en légitimant un régime asservi à l'occupant allemand est une erreur historique ou une malhonnêteté.

Quant à faire, cinquante ans après, le procès des fonctionnaires ayant servi Vichy, courbés sous les ordres des autorités d'occupation, c'est faire le procès des faiblesses humaines... Qui peut prétendre

que, dans les affres de cette terrible épreuve, son âme aurait été mieux trempée ?

De cette époque tragique reste à peu près intact Charles de Gaulle.

De cette époque tragique, reste à peu près intact Charles de Gaulle. On l'encense encore, mais le dénigrement est déjà à l'œuvre

On l'encense encore par intérêt politique ou commercial, mais le dénigrement est déjà à l'œuvre, par petites touches, enrobées de vertu et de bons sentiments.

On nous rapporte des propos étonnants, des jugements lapidaires, des confessions auriculaires faites sans témoin par le grand homme à quelques rares confidents. Le but avoué de ces révélations est, paraît-il, de nous le rendre plus proche, plus humain, plus commun en quelque sorte.

Rien n'est si gênant, en effet, que sa rigueur hautaine pour la foule des médiocres et des envieux !

Doit-on rappeler au lecteur que ces publications tombent sous le

coup de l'adage romain « *Testis unus, testis nullus* » et que de Gaulle lui-même, prévoyant le zèle – suspect – de ces auteurs apocryphes, a prévenu qu'il ne fallait tenir pour véritables que ses écrits et ses déclarations publiques. Il n'empêche que toutes ces gouttes d'eau sur la statue du Commandeur finiront par user l'exceptionnel du personnage et affaiblir les traits de son caractère.

Plus insidieuses encore les affirmations selon lesquelles nous avons, pendant un demi-siècle, vécu sur des mythes inspirés par le général. Je ne crois pas que des hommes aient accepté de faire le sacrifice de leur vie pour autre chose que le devoir sacré envers leur patrie.

Il serait injuste envers ceux qui ont cru en la France, qui sont morts pour elle, qui ont combattu en son nom que cette période de notre Histoire se réduise aux crimes commis par Vichy sous la pression des occupants de notre sol.

Certes, ce fut un miracle que notre pays, précipité si bas, retrouve la plénitude de sa condition souveraine. Mais, comme tous les miracles, celui-là reposait sur la foi, sur le courage, et fut inlassablement voulu et soutenu par la lucidité volontaire d'un grand homme.

Pour les générations futures, le devoir de mémoire est là.

Pierre Juillet a été conseiller de Georges Pompidou, puis de Jacques Chirac.

ENQUÊTE

QUAI de la Joliette, à Marseille, le ferry-boat *Liberté* arrive d'Alger. Une femme attend sur une plateforme, le vent souffle, une an-

Un autre jour, une amie, professeur, est accostée à l'entrée de l'école par un commando. Les hommes lui ordonnent de déposer une bombe à l'intérieur. La jeune femme refuse. Elle est ruée de coups, puis on lui mitraille les jambes, près desquelles on place la bombe. Un collègue enseignant se

Du Liban, amarré à Marseille, se desceend, un couple. Ils ont treute ans, lui, déjà des cheveux blancs. Eux aussi, ils ont quitté Bida dans la précipitation. Le vendredi 3 octobre, de 17 heures à 20 heures, de commandos présumés du GIA (Groupe islamique armé) ont bloqué bardé la ville à l'aide de roquettes artisanales, faites de clous et de verre pilé. « Quatre de mes amis sont morts, ils circulaient en voiture, dit Ali. L'armée n'a riposté qu'à 20 h 30 à l'aide d'hélicoptères, quand tout était fini. Bida est une ville de garnison, elle compte une dizaine de casernes. On voyait les roquettes sortir de la montagne, les lieux de tir étaient facilement identifiés. C'est le paradoxe de Bida : là où il y a le plus de militaires, il y a le plus de terroristes. » Personne n'active à expliquer la logique des massacres. « En pleine nuit, des civils se font des coups par un hélicoptère. On nous répond que l'hélicoptère a été volé par les terroristes, soutient Ali. Dans un village près de Médéa, trente personnes se font tuer alors qu'il y avait armée, gendarmerie, gardes communaux. Parmi les patriotes [des civils

Témoins des massacres, des Algériens débarquent à Marseille tenaillés par le doute sur les auteurs de ces tueries. Le pouvoir militaire fait en effet bon ménage avec les milieux d'affaires et n'est pas disposé à accepter l'alternance

Parfois, des militaires attachent un cadavre à l'avant de leur Jeep et klaxonnent dans la ville, racontent

La nuit à Blida, de faux appels à la prière résonnent du haut des minarets : « Ce sont des codes, des ordres d'assaut, présume-t-on. »

Un massacre est entré dans les mémoires. Il a duré plusieurs heures. Les victimes n'avaient pas été attachées. Les hommes, les femmes, les enfants ont couru, se sont débattus, ont crié. Trois cents personnes ont péri. A 500 mètres,

moynens est en train de disparaître. En ce moment, les gens diplômés ne représentent plus une valeur. Il vaut mieux être douanier ou commerçant. Mais les futurs capitalistes algériens auront toujours besoin de compétences techniques. Ils sauront les faire revenir. »

« Un universitaire « zéro culture », qui vit entre Marseille et Alger, lui, assure à voix basse qu'il y a des motifs d'espérer, « une transition s'opère, une citoyenneté est en train d'émerger dans la douleur, mais elle se bête ». Des mots insupportables à cette ancienne habitante d'un quartier populaire d'Alger : « Comment oser encrer par de terrorisme résiduel, comment avoir confiance ? Un peuple se fait massacrer devant tout le monde et il est abandonné à son propre sort, à son destin. La liberté d'expression, voilà le seul médium pour l'Algérie. Chaque semaine, elle aussi, elle nait sur le quai de la Joliette à Marseille regarder le Libéré reparti pour Alger. Elle dit que son cœur, sa conscience, suivraient le bateau blanc. Un jour, elle s'est dit qu'il fallait arrêter.

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Thierry Dalby

هذه الامن لاجل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Le faux procès de M. Séguin

FALLAIT-IL laisser se faire ce procès de Bordeaux où Maurice Papon, ancien préfet de police et ministre sous la V^e République, répond de la plus grave des accusations - complicité de crimes contre l'humanité - pour des faits remontant au début de sa carrière administrative ? Président du RPR, le parti politique qui se réclame du chef de la France libre, Philippe Séguin répond tout simplement « non ». Certes, il ne écrit pas noir sur blanc, mais le long réquisitoire qu'il a confié au *Figaro* du 21 octobre amène le lecteur à tirer de lui-même la conclusion qu'il s'impose : « Le procès de Maurice Papon n'est qu'un prétexte », affirme M. Séguin ; « dans cette affaire, les jurés, la justice elle-même ne sont que des otages » ; « atmosphère délétère », « manipulation des esprits », « dégradation inéquitable de l'esprit public », etc.

Bref, ce procès serait un mauvais coup contre la France et contre le gaullisme. Et M. Séguin d'appeler le gouvernement de M. Jospin, qu'il soupçonne d'être en embuscade afin de « gonfler le Front national », au « ressuscité nécessaire » et notre démocratie à se rappeler qu'elle « doit toujours raison garder ». On serait tenté de retourner le conseil au président du RPR qui, en l'espèce, a pris quelques arrangements avec la réalité.

Le procès qu'il intente au gouvernement, et, au-delà, à l'opinion ne résiste pas à l'examen des faits. Lionel Jospin, qui fut l'un des rares dirigeants socialistes à prendre ses distances avec François Mitterrand à propos des liens d'amitié que ce dernier entretenait avec René Bousquet, véritable patron de la police française sous Vichy, n'est évidemment pour rien dans la date tardive

de ce procès. Mais, surtout, le débat public suscité par les audiences de Bordeaux ne doit rien à une quelconque « machination », selon le mot de M. Séguin.

Il se trouve que, dans la sérénité de ses travaux, la cour d'assises a mis au jour deux vérités historiques dérangeantes : d'abord (ce fut le témoignage d'Olivier Guichard, figure gailliste s'il en est) qu'un fonctionnaire ayant loyalement servi le pouvoir de la collaboration pouvait ensuite, sans remords aucun, servir tout aussi loyalement - et au premier rang - la République, y compris celle fondée par le général de Gaulle ; ensuite (ce fut l'évocation de la répression contre les Algériens en 1961) qu'en ses débuts, sous la présidence de ce dernier, cette République fut aussi un Etat secret et répressif, où la police pouvait se livrer à des violences, voire à des assassinats, sans aucunement être sanctionnée, en étant même « couverte » par le pouvoir en place.

La France s'honore de regarder, enfin, ces réalités en face. Les oublier ou les taire, c'est, au contraire de ce qu'affirme M. Séguin, faire le jeu du Front national, dont la mémoire historique se construit sur une double banalisation : celle de Vichy et celle des guerres coloniales. A Bordeaux, un homme répond de ses actes, dans un procès équitable qu'a illustré sa mise en liberté. A cette occasion, un pays tout entier découvre une histoire plus complexe que celle que voudrait transmettre la mythologie gailliste.

Plutôt que de remettre maladroitement l'extrême droite au cœur du débat, M. Séguin devrait laisser le procès se poursuivre sereinement, et le pays regarder son passé avec lucidité.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Auby ; Directeur général : Michel Jean Bergman ; Directeur général adjoint : Alain Fommet

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Besset, Pierre Georges
Laurent Gaudier, Erik Israelowicz, Michel Kalman, Benjamin Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fommet

Médecin : Thomas Fommet
Directeur éditorial : Eric Paillasson ; Directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernez

Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1964), Jacques Fauvet (1964-1982), André Laurens (1982-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lesourne (1994-1996)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 960 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs de *Le Monde* », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs de *Le Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Paradiplomatie.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La démesure de Jean-Paul Sartre

JEAN-PAUL Sartre et son équipe ne pouvaient souhaiter de plus éclatants débuts à la radio. Par centaines, les auditeurs ont protesté l'autre soir contre la diatribe antigauilliste de l'émission des « Temps modernes ». Jean-Paul Sartre a rédigé une réponse dont la diffusion a été remise à ce soir. *Combat* en donne dès ce matin la substance avec les déclarations de l'auteur.

La réponse apparaît faible et embarrassée. Jean-Paul Sartre se défend d'avoir comparé le général de Gaulle à Hitler : tout au plus aurait-il rapproché certaines attitudes du RPF de celles de la propagande nazie. Mais le texte est là, que *France-Treize* a reproduit complaisamment. Un des complices risque un parallèle entre l'orateur de Vincennes et « l'aboyeur allemand ».

Il y a pire, sans doute : le procès de malhonnêteté intellectuelle

qui consiste à faire parler l'avocat du diable. On se donnait le triomphe trop facile en mettant dans la bouche d'un imbécile un plaidoyer caricatural pour le RPF : même s'il égrène des citations, d'ailleurs plus ou moins trahies suivant les règles de la parodie.

En vérité, ce singulier « canular », où il y a sans doute une part d'inconscience, mérite-t-il que l'on mobilise à son secours les grands principes ? Jean-Paul Sartre s'y essaie, avec l'appui de certains confrères prêts à faire contre le vainqueur électoral d'hier flèche des bois les plus divers.

Le propos de Jean-Paul Sartre s'annonçait plus noble : faire entendre au-dessus de la mêlée partisane la voix d'un homme libre. Mais la liberté a ses conditions, qui sont d'abord la probité et la mesure.

(23 octobre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

Les Albanais oubliés de l'ex-Yougoslavie

LES COMMUNAUTÉS albanaises de deux Etats de l'ex-Yougoslavie, la Serbie et la Macédoine, s'engagent dans un inquiétant processus de radicalisation. La recrudescence des violences et des tensions dans les deux pays où ces communautés sont largement représentées (90 % d'Albanais dans la province serbe du Kosovo ; près de 30 % de la population en Macédoine) fait craindre que l'adage selon lequel « la guerre dans l'ex-Yougoslavie a commencé et finira au Kosovo » ne finisse par être confirmé dans les faits.

Plusieurs raisons expliquent la radicalisation des « Kosovars » et des « Chitiquars ». La première est très simple : c'est le refus de Belgrade et de Skopje (dans une moindre mesure) d'accorder un minimum d'autonomie à leurs communautés albanaises et la volonté de les tenir sous étroite tutelle policière. La seconde découle de l'histoire même de l'ex-Yougoslavie. Tho avait habilement accordé aux Albanais du Kosovo une large autonomie de fonctionnement dans le cadre de la Yougoslavie socialiste. L'université de Pristina, capitale du Kosovo, était devenue le passage obligé de toute l'intelligentsia albanaise, dont la langue était par ailleurs reconnue dans tous les échanges entre la province autonome et ses voisins.

La suppression de cette autonomie par le président serbe Slobodan Milosevic, en 1991, avait provoqué une très vive tension dans la province et encouragé la montée d'un extrémisme serbe qui fut à l'origine de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

Quatre ans plus tard, l'accord de paix de Dayton est cependant essentiellement consacré à la Bosnie-Herzégovine et étouffe la question du Kosovo.

Le combat des Albanais pour l'indépendance et la déclaration unilatérale en 1992 d'une « République du Kosovo » présidée par Ibrahim Rugova, a cependant masqué une constante volonté de dialogue et de négociations des « autorités de Pristina » avec le gouvernement de Belgrade. Malgré la multiplication des manœuvres dilatoires du gouvernement de M. Milosevic, les dirigeants du Kosovo ont toujours maintenu le contact et le dialogue avec Belgrade, en évitant surtout de mettre de l'huile sur le feu. Ils n'ont guère été payés en retour.

RADICALISATION

En Macédoine, la transformation de la province en un Etat indépendant en 1991 a lié le sort des deux communautés (macédonienne et albanaise), malgré l'absence historique d'un réel mélange, due aux différences linguistiques et religieuses. La participation d'Albanais au gouvernement a, dans un premier temps, laissé entrevoir un possible *modus vivendi* agrémenté de concessions réciproques concernant principalement l'enseignement.

Cette relative modération des Albanais de Macédoine et du Kosovo est en train de voler en éclats. De chaque côté, des mouvements plus radicaux - qu'il s'agisse du parti d'Adem Demaku à

Pristina ou de celui d'Arben Džaferi à Skopje - dénoncent la politique de leurs rivaux modérés et soulignent le risque d'émergence de groupes terroristes dans ces régions. Ils prônent en conséquence une ligne plus dure, avec le soutien grandissant de leurs communautés. Depuis le début de l'année, une vingtaine d'Albanais ont été tués au Kosovo. Plusieurs d'entre eux étaient connus pour leurs liens avec le régime du président serbe Slobodan Milosevic. Certains de ces meurtres ont été revendiqués par l'Armée de libération du Kosovo (ALK, clandestine), une organisation qui a menacé de s'en prendre systématiquement aux « collaborateurs de l'occupant » serbe. Et vingt Albanais, membres présumés de l'ALK, ont été condamnés à des peines de deux à dix ans de prison pour « activités terroristes » par le parquet de Pristina.

En Macédoine, même si de telles actions n'ont pas encore été perpétrées, les « provocations » se multiplient. Ainsi dans les municipalités du nord-ouest du pays - où la population albanaise est largement majoritaire, et où les partis radicaux ont remporté un large succès aux élections locales - le drapeau albanaise flotte sur les édifices publics, à côté de l'emblème macédonien. Et la reconnaissance de l'université de Tetovo - fondée en 1994 par des enseignants albanais souvent originaires du Kosovo - est devenue une priorité pour la minorité.

FRONTIÈRES INTANGIBLES

Les revendications visent, au minimum, à une large autonomie des communautés albanaises, et, au plus, à une indépendance pure et simple ; elles s'inscrivent même, pour certains Albanais, dans le rêve de l'unification d'une « grande Albanie ». Les autorités de Belgrade et de Skopje - comme la communauté internationale - ont toujours fixé les limites : il est hors de question d'envisager une redéfinition des frontières existantes, pas plus que d'imaginer - dans le cas de la Macédoine - un fédéralisme qui provoquerait la désintégration d'un petit Etat déjà en butte à l'appétit de ses voisins, qu'il s'agisse de la Bulgarie, de la Grèce, de la Serbie ou de l'Albanie.

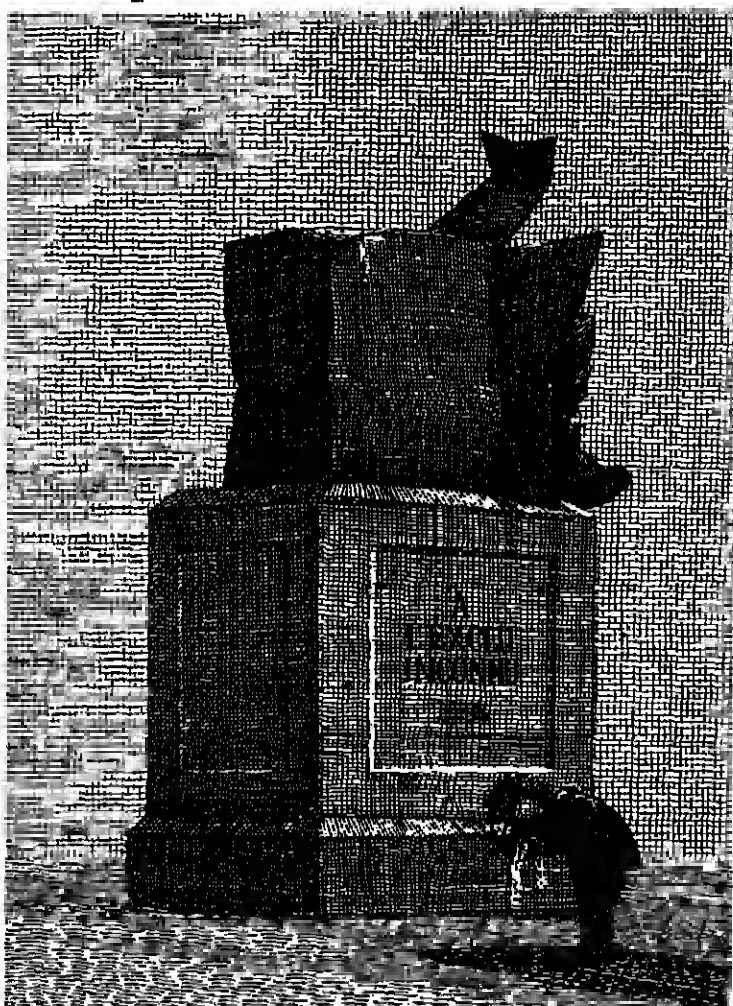
Mais l'énoncé de ce principe par les capitales occidentales, les manœuvres dilatoires de Belgrade et l'embarras de Skopje plongent la communauté albanaise dans une impasse. Faute d'obtenir aucune concession significative, les plus modérés des Albanais sont eux aussi condamnés à adopter des mots d'ordre de plus en plus durs, sans pour autant disparaître de la scène politique en étant accusés de « trahir la cause ».

La situation des Albanais au Kosovo et en Macédoine n'est pas tout à fait la même : les régimes en place à Belgrade et à Skopje ne sont, à l'évidence, pas comparables. Mais la multiplication des échanges entre les deux communautés géographiquement voisines et la montée parallèle du radicalisme ont un seul et même résultat, au Kosovo comme en Macédoine : la montée des périls dans cette région des Balkans qui reste une poitrine.

Conscients de ces tensions persistantes, les Etats-Unis et l'Union européenne ont multiplié ces dernières semaines les mises en garde à Belgrade sur le Kosovo. Washington a ouvert un bureau de représentation à Pristina, et l'Union européenne devrait faire de même dans les semaines qui viennent. La situation politique dans la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) où le président Slobodan Milosevic a essuyé plusieurs échecs électoraux ces dernières semaines, accentue l'instabilité ; elle souligne l'urgence d'une prise en compte des risques que fait peser sur le processus de paix de Dayton l'accroissement du mécontentement des minorités albanaises.

Denis Hautin-Guiraut

Souvenir par Leiter



Vichy : Lionel Jospin en juge de paix

VOILA DEUX FOIS que la polémique fait irruption dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, sous la forme d'interpellations adressées au gouvernement. Les objets des ces questions n'ont, à première vue, aucun rapport. A première vue seulement.

Le 7 octobre, Lionel Jospin était amené à répondre à une question du président du groupe UDF, François Bayrou, portant sur la mise en cause de François Léotard et de Jean-Claude Gaudin dans un livre leur imputant la responsabilité de l'assassinat de Yann Piat, député du Var, en 1994. Quinze jours plus tard, mardi 21 octobre, le même Lionel Jospin a répondu à une question posée opportunément par le président du groupe Radical, Citoyen, Vert, Michel Crépeau, au sujet du procès de Maurice Papon.

La question de M. Bayrou à M. Jospin s'adressait certes au gouvernement, prié d'indiquer quelle serait son attitude devant les accusations propagées contre deux élus de l'opposition, mais elle avait surtout pour fonction de donner le maximum d'éclat et de solennité à la protestation formulée le même jour par M. Léotard dans *Le Monde* et dont la cible n'était pas la gauche.

En revanche, l'article de M. Séguin dans *Le Figaro* de mardi attaquait le gouvernement et la gauche, sans que l'ancien président de l'Assemblée ait prévu de prolonger son écrit lors de la séance des questions. Dans un cas, M. Jospin avait été saisi

formellement d'une affaire qui ne le concernait que très marginalement ; dans l'autre, il s'est saisi lui-même d'un sujet qui le mettait en cause.

Dans la démarche de M. Séguin comme dans celle de M. Léotard, s'exprime, en fait, la crise de la droite. Président de l'UDF, le député du Var, sur le point de prendre la tête de la campagne de l'opposition pour les élections régionales en Provence, se voit la cible de rumeurs hissees par deux journalistes au rang de pseudo-informateurs. Il ne trouve pas d'autre issue au piège dans lequel il se voit pris que de crier très fort et d'alerter l'opinion sur la dégradation des mœurs publiques.

Président du RPR, M. Séguin alerte lui aussi l'opinion - à la télévision le 19 octobre, dans la presse le surlendemain - sur l'injustice faite au courant politique dont il est l'héritier, au travers de la comparation d'un de ses anciens membres devant une cour d'assises pour complicité de crimes contre l'humanité.

SOUS L'OEIL DU FRONT NATIONAL

Dans les deux cas, la droite républicaine parle et agit sous l'œil de l'extrême droite : à l'affût en Provence, dont M. Le Pen croit pouvoir briguer la présidence du conseil régional en mars ; et dans l'ombre du procès Papon, dont le même se sert pour dénoncer à la fois la mise en accusation de l'attitude des Français sous l'Occupation et les duplicités prétendues du gaullisme.

Dans les deux cas, enfin, le gaul-

lisme ou, plutôt, les gaullistes sont mis en question. C'est bien le parti gailliste que vise M. Léotard lorsque, dans *Le Monde*, il évoque des « officines » à l'œuvre selon lui depuis trente ans et qui seraient à l'origine de la machination montée contre lui dans le Var. Et c'est aussi le parti gailliste, aux destinées duquel préside aujourd'hui M. Séguin, qu'entache l'itinéraire de M. Papon, fonctionnaire « récupéré » par le gouvernement provisoire de De Gaulle et son représentant à Bordeaux en septembre 1944, préfet de police des premières années de la V^e République, puis député de la circonscription de 1968 et, enfin, de 1976 à 1981, secrétaire d'Etat RPR d'un gouvernement contre lequel le RPR menait, sous la direction de Jacques Chirac, une incessante guérilla parlementaire.

Dans les deux cas, le président de la République, ancien président du RPR, est touché. M. Léotard interpellait ouvertement, au terme d'une liste de responsables de l'Etat, en lui demandant ce qu'il comptait faire face aux accusations lancées contre deux anciens ministres et s'appuyant sur des enquêtes attribuées à des militaires. Quant à M. Séguin, sans le dire explicitement, il se sépare de la position adoptée par M. Chirac lorsqu'il avait le premier, en juillet 1995, engagé la France sur la voie de la « repentance » pour la contribution d'une partie des siens au génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Patrick Jarreau

Quand son épargne est en danger, la France est en péril.

UNE série de décisions, qui viennent d'être prises, vont handicaper le développement de l'assurance-vie moderne qui est actuellement le seul système contractuel de constitution de retraites individuelles complémentaires.

L'assurance-vie concerne plus de 10 millions de foyers et constitue une source majeure des investissements.

Autant sont compréhensibles certaines contraintes budgétaires immédiates, notamment dans le domaine social, autant il est déraisonnable de prendre des mesures purement doctrinaires dont la rentrée fiscale ne commencera à opérer, de manière significative, que dans de nombreuses années.

Dans ces conditions :

- 1- **Pourquoi** taxer l'assurance-vie d'épargne alors que depuis des décennies les différents gouvernements l'avaient constamment encouragée ?
- 2- **Pourquoi** imposer à l'âge de la retraite des ressources constituées à partir de revenus résiduels qui avaient déjà payé l'impôt ?
- 3- **Pourquoi** introduire, dans un système simple et clair, de futures obligations de déclaration et une nouvelle paperasserie ?
- 4- **Pourquoi**, au moment où les fonds de pension et autres investisseurs étrangers achètent systématiquement les grandes entreprises françaises, interdire pratiquement par une sanction fiscale aux 2500 milliards de Francs déjà accumulés par les assureurs-vie de s'investir progressivement en actions ?

5- **Pourquoi**, à la veille de l'arrivée de l'Euro, favoriser fiscalement, de fait, les Sociétés d'assurance-vie étrangères qui présenteront leurs contrats dans notre pays en libre prestation de service (LPS) ?

6- **Pourquoi** risquer de détruire des milliers d'emplois, que l'expansion de l'assurance-vie moderne, désormais aléatoire, avait générés ?

Malgré quelques assouplissements élémentaires et urgents votés en première lecture par l'Assemblée Nationale, le sort de l'épargne retraite est toujours préoccupant.

Les épargnants ne peuvent plus vivre avec chaque année "l'épée de Damoclès" de la Loi de Finances suspendue au-dessus de leurs économies. L'Afer, au travers des réunions organisées avec ses adhérents, des 1 500 appels reçus tous les jours depuis l'annonce de ces dispositions fiscales, mesure bien l'inquiétude des épargnants, leur désarroi, la nécessité pour eux d'y voir plus clair dans un cadre enfin stabilisé.

Les Pouvoirs publics doivent se concerter avec les responsables, représentant les épargnants assurés et les gestionnaires, pour revenir au bon sens de l'intérêt général et essayer d'établir enfin un "code moral" de stabilité de ce secteur.

L'Afer aujourd'hui :

530 000 adhérents

**122 milliards de francs
d'épargne gérée**

afer 
Association Française d'Epargne et de Retraite

François Pinault renonce à son OPA hostile sur Worms et Cie

La contre-offre menée par la famille Agnelli et les AGF a pris une nouvelle dimension depuis le raid lancé par l'italien Generali sur l'assureur français

François Pinault abandonne son ambition de créer un pôle européen de services financiers. Le patron de PPR (Pinault-Printemps-Redoute) ne participera pas à la bataille boursière qui s'engage pour acquérir une part du marché

LE RÊVE de François Pinault de compléter son groupe de distribution par un pôle européen de services financiers est remis à plus tard. L'homme d'affaires a annoncé, jeudi 22 octobre dans la matinée, qu'il retirait son OPA (offre publique d'achat) initiée le 19 septembre sur Worms et Cie. Dans le groupe dirigé par Nicholas Clive-Worms, dont les activités vont de l'agroalimentaire (Géofrère Sucrerie) au papier (AWA) en passant par les transports maritimes (Compagnie de navigation nationale), la cible de M. Pinault était clairement la compagnie d'assurances Athéna. Pour l'atténuer, il n'hésitait pas à mettre 28 milliards de francs sur la table, soit 410 francs par action. M. Pinault ne faisait pas mystère de vouloir céder, en cas de succès, les actifs in-

dustriels de Worms et Cie. Il pouvait espérer réaliser une plus-value potentielle sur ces cessions entre 4 et 5 milliards de francs. La contre-offre lancée le 6 octobre par la famille Agnelli (Soméa) et les AGF - pour partie sous forme d'échange avec des titres de l'assureur français - ne l'aurait cependant pas à elle seule convaincu de renoncer.

Mais depuis le 13 octobre, l'affaire a changé de dimension. L'OPA surprise de l'italien Generali sur les AGF a presque mécaniquement mis M. Pinault hors jeu. À 300 francs l'action, l'offre de l'assureur italien a propulsé le titre AGF à la hausse. À la reprise de sa cotation lundi 20 octobre, la valeur avait gagné près de 36 % par rapport à son dernier cours. Mardi, le titre a poursuivi sur

sa lancée en gagnant à nouveau 2 % à 324,70 francs, soit un cours supérieur de 8,2 % par rapport au prix offert par Generali.

M. Pinault, qui avait légalement jusqu'à jeudi pour faire connaître sa position, a sans doute attendu de voir l'évolution du titre AGF avant de se décider. Il pouvait légalement le faire jusqu'au jeudi 22 octobre. Dans son communiqué, il indique que « l'offre faite par Soméa-AGF aux actionnaires de Worms et Cie est rémunérée pour partie en actions AGF. Les AGF faisant l'objet d'une OPA, la contrepartie financière est potentiellement offerte aux actionnaires qui vendraient à l'offre de Soméa-AGF en cas de succès. Claude Bébéar, le patron d'AXA, a dès le début informé le président de la Société générale de son penchant pour

Generali pensait emporter le paquet AGF/Athéna pour 55 milliards de francs. Dans les conditions actuelles du marché, il faut mettre désormais au minimum 60 milliards de francs sur la table pour prendre pied sur le marché français de l'assurance. Un ticket coïteux.

Le coup de sang d'Antoine Bernheim, le patron des Generali, qui voyait Athéna qu'il convoitait lui échapper puisque la contre-offre Soméa-AGF faisait tomber directement cette compagnie dans l'escarcelle des AGF, va donc lui coûter très cher. Il a semble-t-il pour allié le groupe AXA-IAR à qui il pourrait céder une partie des activités des AGF en cas de succès. Claude Bébéar, le patron d'AXA, a dès le début informé le président de la Société générale de son penchant pour

l'offre de Generali. Selon certaines sources, Antoine Bernheim aurait même proposé la présidence des AGF à Denis Kessler, actuellement chez AXA.

L'envoie de ses cours ne facilite pas non plus la tâche d'Antoine Jeancourt-Gallignat. Le président des AGF, mandaté par son conseil d'administration, recherche activement un ou des chevaliers blancs. Il a au moins un mois pour préparer sa contre-offensive. Compte tenu des sommes en jeu, elle ne peut venir que de l'étranger. A moins qu'une solution de place, c'est-à-dire la « coalition » de plusieurs groupes français, ne surgisse, aidant ainsi à créer un grand pôle français de services financiers.

Babette Stern

Les entreprises du textile devront rembourser les aides perçues

CHRISTIAN PIERRET, secrétaire d'Etat à l'Industrie, a confirmé mardi 21 octobre au *Monde* que la Commission européenne s'apprête à exiger des entreprises françaises du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, qu'elles remboursent les aides qu'elles ont perçues depuis 1996 dans le cadre du « plan Borotra » et que Bruxelles a toujours jugées illégales. Les entreprises belges, qui avaient bénéficié d'une baisse des charges dans le cadre du plan « Maribel », ont déjà reçu la missive.

Sur les 5 500 entreprises ayant signé des conventions dans le cadre du plan Borotra, 500 en réalité - en gros, les entreprises employant plus de 100 salariés - seraient obligées de rembourser, selon les critères de Bruxelles, estimant en avril Frank Borotra, alors ministre de l'Industrie. Pour certaines entreprises, ce serait une véritable catastrophe : en moyenne, l'aide perçue représente 9 000 francs par salarié et par an. C'est pourquoi M. Pierret et son homologue belge, M. Di Rupo, entendent négocier les modalités du remboursement avec la commission à la concurrence, Karel Van Miert. Le ministre français suggère que les entreprises bénéficiaires d'un moratoire de deux ans et que les remboursements soient étalés sur dix ou quinze ans. Par ailleurs, le gouvernement français va mettre en place trois dispositifs de soutien. Si les entreprises réduisent la durée du travail, elles bénéficieront d'une subvention d'au moins 9 000 francs par salarié, soit un montant équivalent à ce qu'elles avaient dans le cadre du plan Borotra. D'autre part, le ministre de l'Emploi prendra en charge une partie des frais de la formation professionnelle dans le cadre d'un engagement d'investissement de la formation. Enfin, le ministre de l'Industrie développera les aides à la recherche et à l'innovation dans ce secteur.

Brigitte Breuille

Frédéric Lemaître

Moscou finit par trouver un accord avec la De Beers sur la commercialisation des diamants

MOSCOU

L'épreuve de force entre les deux géants du diamant a finalement débouché sur un armistice. Après plus de deux ans de négociations, De Beers et le producteur russe de diamants Almaz Ross-Sakha (ARS) ont signé, mardi 21 octobre à Moscou, un accord sur la commercialisation des diamants russes.

Comme dans le précédent accord, qui avait pris fin en décembre 1995, ARS s'engage à vendre à la Central Selling Organization (CSO), la branche commerciale de la De Beers, pour au moins 550 millions de dollars (3,3 milliards de francs) par an de diamants. De plus, ses exportations restent plafonnées au quart des ventes totales de la CSO (soit 1,2 milliard de dollars).

Ce nouvel accord, qui ne s'appliquera que jusqu'à fin 1998, constitue, selon les deux parties, un pas important pour la stabilisation du marché. La De Beers reste l'interlocuteur obligé d'ARS pour ses exportations, la Russie ayant renoncé à rompre avec les Sud-Africains.

Si la Russie lie ainsi une nouvelle fois son sort à la De Beers, c'est parce que le volume

de ses exportations est en diminution. Comme l'a indiqué Viatcheslav Chytrov, le président d'ARS, « avant, nous vendions 40 % de nos diamants en Russie et le reste sur les marchés internationaux. Maintenant, c'est l'inverse ». Comme par le passé, la Russie pourra vendre librement 5 % de sa production destinée à l'exportation pour contrôler la justesse des prix pratiqués par la De Beers. Mais, fait nouveau, elle pourra aussi vendre 20 % des réserves du Gosfond et des petits diamants qui ne peuvent être taillés en Russie.

CONCESSIONS SUD-AFRICAINES

Autre innovation importante, les intérêts de l'industrie russe de la taille sont pris en compte. Tout comme les diamantaires du monde entier, les entreprises russes pourront acheter des diamants dans le saint des saints de la CSO, les « sites ». Des ventes seront organisées à Moscou et non plus à Londres exclusivement. Ce ne sont pas là les seules concessions faites par le groupe sud-africain. Fait sans précédent, celui-ci a dévolu à la Russie le droit de participer à la régulation du marché : un « comité de surveil-

lance » comprenant cinq représentants de chacune des deux parties sera chargé de cette mission.

« Cet accord a été fait sur une base égalitaire dans l'intérêt des deux parties », a reconnu Nick Oppenheimer, le vice-président de la De Beers. Le groupe sud-africain a lui aussi obtenu des garanties importantes.

Alors que les marchés ont été inondés ces dernières années par des diamants russes vendus en contrebande, généralement par des sociétés mixtes, la Russie devrait limiter ces pratiques en fournissant à son partenaire plus d'informations sur le montant et la qualité des diamants qu'elle prévoit de vendre.

La question épineuse de l'assortiment des diamants entrant dans le quota des exportations a été réglée. La De Beers, qui soupçonnait ARS de garder les pièces de meilleure qualité, a reçu l'assurance qu'elle recevrait désormais un échantillonnage représentatif de tous les diamants extraits.

Le règlement de tous ces points litigieux a pris beaucoup de temps. Les aïeux de la situation intérieure en Russie n'y ont pas été étrangers. Les relations ont été très orageuses entre le gouvernement et ARS, l'en-

treprise basée en Yakoutie qui produit la quasi-totalité des diamants russes. L'Etat a beau détenir 32 % du capital d'ARS, il a dû taper du poing sur la table pour obtenir une plus grande transparence financière de l'entreprise. Au bout du compte, ARS a perdu un sérieux privilège. Si le quota de diamants alloué par Boris Eltsine à la république yakoute reste fixé à 25 %, celle-ci ne pourra plus l'acheter au prix coûtant, mais au prix défini par le gouvernement.

ARS est cependant satisfait de l'accord conclu. Viatcheslav Chytrov a indiqué que les projets financiers de la société étaient désormais en bonne voie. Des euro-obligations seront émises en décembre et un prêt de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) débouqué par la banque NatWest.

Quant à Nick Oppenheimer, il a exprimé l'espoir que « cet accord soit à l'avenir pour servir ». Côté russe, le même vœu était formulé. Mais les deux parties ont bien souligné qu'elles attendaient un strict respect des engagements pris, faute de quoi l'accord ne pourrait être prolongé.

Brigitte Breuille

Frédéric Lemaître

L'ORÉAL

CROISSANCE AUX NEUF MOIS ET RÉSULTATS DÉFINITIFS DU 1^{ER} SEMESTRE

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe L'ORÉAL, pour les neuf premiers mois de 1997 s'est élevé à 51,16 milliards de francs. Sa croissance par rapport à la même période de 1996 est de 14,6 % à données publiées et de 8,5 % à données comparables, c'est-à-dire hors effets structurels et monétaires.

L'écart entre les données publiées et comparables provient pour l'essentiel des écarts de change. Néanmoins, le périmètre est légèrement supérieur, compte tenu de la consolidation sur la totalité des 9 mois 1997 de MAYBELLINE, GIULIANI SA et HENNING BERLIN GmbH.

En ce qui concerne les comptes du premier semestre 1997, il est rappelé que le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 13 % à données publiées et de 8,1 % à données comparables.

Le résultat d'exploitation du groupe s'élève au 30 juin 1997 à 3,888 milliards de francs en progression de 15,9 %.

Après prise en charge des frais financiers résultant des acquisitions réalisées par le groupe, ainsi que des fluctuations de change, le résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins values brutes s'élève au 30 juin 1997 à 3,564 milliards de francs en progression de 15,5 %.

Le groupe espère réaliser pour l'année 1997 une progression de son chiffre d'affaires et de son résultat avant impôt, participation et plus ou moins values brutes au moins égale à celle enregistrée au titre du premier semestre 1997, à condition qu'il n'y ait pas de détérioration significative des cours de change des principales devises par rapport au franc français.

Sous la même réserve, la progression du résultat net opérationnel, part du groupe, de l'année 1997 devrait être supérieure à celle de 1996 malgré une augmentation importante de l'impôt sur les bénéfices.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les banques, les sociétés de bourse ou les établissements financiers, ainsi que vos journaux habituels ou par minitel, les bases de données, « 3615 COB » (2.23 F/min) ou « 3615 CLUF » (1.29 F/min) et, sur Internet, <http://www.bourse-de-paris.fr> et E-mail : lorealfinance@lway.fr.

L'ORÉAL - 41, rue Martre - 92117 CLICHY - Tél. : 01 47 56 70 00 - Fax : 01 47 56 80 02

Les défis du nouveau PDG d'AT&T

L'ARRIVÉE de Michael Armstrong chez AT&T (Le Monde du 21 octobre) constitue une étape-clé dans l'histoire de l'exploitant téléphonique. Avec ce PDG recruté

ANALYSE
Il doit repositionner le groupe sur le marché américain du téléphone

- c'est une première - hors des rangs du groupe, le numéro un américain du téléphone tourne la page Robert Allen. Aux commandes d'AT&T depuis avril 1988, M. Allen

était contesté depuis plusieurs mois par la communauté financière d'outre-Atlantique, qui lui reproche, pêle-mêle, le parcours peu brillant de l'action du groupe, les pertes de parts de marché, un manque de vision stratégique, des investissements hasardeux.

Les défis ne manquent pas pour M. Armstrong. Sa priorité : repositionner AT&T sur un marché américain où les barrières, qui existaient depuis douze ans, entre le téléphone longue distance (les communications nationales et internationales) et le téléphone local, ont été abaissées début 1996. AT&T, confiné sur le premier marché, où il devait affronter la concurrence de groupes comme MCI, Sprint, ou WorldCom, peut désormais offrir du téléphone local. Inversement, les compagnies régionales (les Baby Bell), qui disposaient du monopole sur le téléphone local, peuvent fournir du téléphone longue distance. AT&T doit donc protéger ses positions sur ce marché (70 milliards de dollars), dont il est le premier acteur, tout en prenant rapidement des positions dans le téléphone local, un marché de 100 milliards de dollars.

Dans les communications longue distance, AT&T continue de céder du terrain. Fin juin, sa part de marché était de 51 %, contre 54 % un an plus tôt et environ 80 % en 1988. Au

troisième trimestre 1997, son chiffre d'affaires dans le téléphone longue distance a baissé de 1 %, à 11,7 milliards de dollars (70 milliards de francs). C'est la baisse de 2,4 % des ventes au grand public, cœur de cette activité, qui est responsable de ce repli. AT&T peut faire valoir une embellie du trafic convoyé sur ses réseaux longue distance : le total des minutes de communication a progressé de 10,1 %. Mais ce score tient pour une bonne part à une offre de minutes de communication gratuites et, surtout, il reste inférieur à celui affiché par Sprint, par exemple (+14 %).

BAISSE DES BÉNÉFICES

Les résultats du troisième trimestre d'AT&T font aussi apparaître une nouvelle baisse des bénéfices. A 1,15 milliard de dollars (7 milliards de francs), ils sont en recul de 15 % par rapport à la même période de 1996. Au trimestre précédent, ils s'élevaient déjà à 1,37 milliard de dollars. Ce nouveau recul s'explique par une croissance des dépenses d'exploitation (+4,8 %), le groupe investissant dans de nouvelles activités, qui ne devraient pas générer de bénéfices avant plusieurs années. C'est le cas de la téléphonie locale, autre domaine sur lequel M. Armstrong est attendu.

A ce jour, AT&T n'a pas fait ses preuves. Le groupe, dont l'objectif est de prendre 30 % de ce marché d'ici quatre ans, offre du téléphone local dans seulement six Etats américains. Il veut porter ce chiffre à quinze d'ici à fin 1998. A travers leurs actions en justice, les « Baby Bell » ont pas facilité l'ouverture de ces marchés locaux. Mais la stratégie d'AT&T s'est surtout révélée assez fluctuante. Le groupe a émis plusieurs idées différentes : déployer ses propres réseaux locaux - ce qui est coûteux -, louer des capacités de transmission à des compagnies locales ou lancer un programme de franchises avec des opérateurs locaux qui utiliseraient sa marque. AT&T a même cherché, avant l'été, à prendre le contrôle d'une compa-

gnie régionale, SBC Communications. Mais, devant le tollé des autorités réglementaires et antitrust, le groupe a renoncé.

M. Armstrong devra faire des choix d'autant plus vite que le paysage américain du téléphone risque d'être bouleversé dans les prochains mois. MCI, dauphin d'AT&T dans le téléphone longue distance, qui devait être racheté par le britannique BT, fait l'objet de deux contre-OPA de la part des opérateurs américains WorldCom et GTE. Que MCI soit rachetée par l'une ou l'autre de ces sociétés, et c'est un acteur de poids qui émergera. Le nouvel ensemble sera capable d'offrir à la fois du téléphone longue distance et local, des services de téléphonie mobile et l'accès à Internet.

Si cette opération obtient le feu vert des autorités antitrust, elle pourrait inciter AT&T à procéder, lui aussi, à des acquisitions. Certains analystes estiment que le groupe se tournerait alors naturellement vers une Baby Bell. D'autres suggèrent qu'il serait plus inspiré de racheter un acteur d'Internet, domaine où il est peu présent.

Mais M. Armstrong ne pourra pas détourner son attention de l'international : les principaux acteurs du secteur sont engagés dans une course à la globalisation. La fusion programmée de BT et MCI s'inscrit dans cette perspective : offrir à la clientèle des entreprises des services de télécommunications « sans couture » à l'échelle de la planète.

AT&T n'est pas resté à l'écart de cette bataille. Il s'est allié, dans une structure baptisée WorldPartners, au japonais KDD, à Singapore Telecom et au consortium européen Unisource, créé par les opérateurs suédois, néerlandais et suisses.

Mais la présence du groupe à l'international demeure limitée, notamment en Europe, un marché de 160 milliards de dollars, sur lequel AT&T avait affirmé sa volonté de prendre pied directement.

Philippe Le Cour

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 23 OCTOBRE 1997

FINANCE Le conseil de l'Association française des banques (AFB) se préparait, mercredi 22 octobre, à dénoncer la convention collective de la branche. Celle-ci conduit à définir l'es-

sentiel de la politique salariale au niveau de la branche et non au niveau de l'entreprise. ● LA CONVENTION empêche les banques, selon le patronat, d'engager, dans des conditions

techniques acceptables, la négociation sur les 35 heures. ● LE MÉCANISME du point bancaire et de l'ancienneté automatique est contesté depuis plusieurs années au sein de la profession,

les dirigeants de banques demandant plus de souplesse pour tenir compte de la situation économique de chaque établissement. Mais les discussions avec les syndicats n'ont jamais abouti.

● LA CONVENTION collective concerne 216 000 salariés sur les 374 000 du secteur bancaire. Elle date de 1947 et n'a été révisée qu'en 1952 et en 1993, sur le chapitre des retraites.

Le patronat bancaire prêt à dénoncer la convention collective

Les banques estiment qu'elles ne peuvent pas négocier le passage aux 35 heures dans le cadre des textes qui encadrent la politique salariale de la branche. Les syndicats appellent le gouvernement à s'opposer à ce chantage

« LE PASSAGE éventuel à 35 heures pose des problèmes pratiques complexes que nous étudions d'urgence. Notre bureau puis notre Conseil seront saisis des conclusions dans un délai de une à deux semaines », déclarait, jeudi 16 octobre, Michel Freyche, le président de l'Association française des banques (AFB), dans la foulée de la Conférence nationale sur l'emploi et de la démission du président du Conseil national du patronat français (CNPF), Jean Gandois. Les conséquences ne se sont pas fait attendre.

Dès mardi 21 octobre, un bureau extraordinaire de l'Association était convoqué pour se prononcer sur une conclusion explosive : la dénonciation de la convention collective des banques, qui concerne 216 000 salariés sur les 374 000 du secteur bancaire. La question devait être soumise au conseil de l'AFB mercredi 22 octobre. Si certains patrons de banques doutaient, mardi soir, de l'opportunité du calen-

drier, tous étaient d'accord sur le fond : les banques ne peuvent pas passer aux 35 heures sans disposer de la maîtrise de leur masse salariale, puisque la réduction du temps de travail sera souvent compensée par un gel ou une très faible augmentation des rémunérations.

CONSEQUENCES LOURDES

Or la convention collective des banques est particulièrement contraignante sur les salaires. Ils sont calculés dans toutes les banques à partir du « point bancaire » et d'une prime d'ancienneté automatique. Ce « point bancaire » est défini chaque année au niveau de la branche. Les entreprises n'ont donc pas la maîtrise de leur politique salariale, quelle que soit leur situation économique. « Dans la quasi totalité des conventions collectives de l'industrie, on raisonne en minima mais plus en points », explique un directeur des ressources humaines.

Les conséquences de ces règles

salariales sont lourdes dans le débat sur la réduction du temps de travail, y compris pour les établissements, comme le Crédit lyonnais, qui approuvent le plus favorablement la réduction du temps de travail. « Prenez un exemple simple, explique Olivier Robert de Massy, directeur des affaires sociales à l'AFB, si une grande banque française veut faire comme sa consœur néerlandaise ABN-AMRO, qui a négocié un gel des salaires sur quatre ans en échange du passage aux 36 heures, cela lui est impossible. Son accord d'entreprise n'aurait aucune valeur juridique puisque la progression du point bancaire et les automatismes de la convention collective s'imposent à tous ».

Déjà confrontées au passage à l'euro, qui va entraîner une concurrence accrue et une refonte de la tarification des services, au développement de nouvelles technologies et de nouveaux canaux de distribution, les banques s'estiment incapables de compenser une hausse du coût du travail par des gains de productivité.

La décision de l'AFB de dénoncer la convention collective est également tactique. Compte tenu de la mauvaise qualité du dialogue social dans la banque, l'AFB craignait que la méthode choisie par le gouvernement lors de la conférence sur l'emploi pour le passage aux 35 heures - c'est à dire une négociation encadrée par une loi avec une date butoir au 1^{er} janvier 2000 - ne lui laisse aucune marge de négociation. « Comment peut-on engager des négociations véritables et équilibrées avec des partenaires qui auraient obtenu par la loi, inconditionnellement, satisfaction à une date prédéterminée ? » s'interrogeait M. Freyche.

Il y a, en outre, des années que le patronat bancaire tente de se débarrasser de cet accord jugé archaïque. Il date de 1947, a été révisé en 1952 et n'a été modifié récemment que par l'accord de septembre 1993 sur les retraites. Jusqu'à présent, l'AFB n'avait jamais osé dénoncer purement et simplement cette convention. Les syndicats y sont attachés comme ils l'étaient au décret de

banques AFB, qui s'y était opposé. Le banquier avait agi en accord avec Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie et des finances, disaient à l'époque ses confrères qui lui en veulent encore.

« 800 JOURS POUR RÉUSSIR »

En juin, quelques semaines après avoir obtenu la refonte du décret de 1937 qui bloquait la

sur un plan purement technique et invite d'ores et déjà les syndicats à une première réunion le 5 novembre. « Nous avons 800 jours pour réussir », commente un directeur des ressources humaines, qui souligne qu'en dénonçant maintenant la convention, cela laisse vingt-six mois de négociations avant le 1^{er} janvier 2000, date du passage à l'euro et aux 35 heures.

Le patronat bancaire aura du mal à éviter une interprétation politique de son intention. Le CNPF risque de voir d'un mauvais œil une de ses fédérations afficher sa volonté de marcher vers les 35 heures. De son côté, le ministère de l'économie ne cachait pas mardi sa surprise.

Enfin pour les syndicats, c'est une déclaration de guerre. « Le patronat va porter la lourde responsabilité d'un conflit majeur dans la profession », indiquait la fédération CGT du secteur financier, « alertant les pouvoirs publics pour qu'ils s'opposent ou chantage de l'AFB ».

Pour Pierre Gendreau, secrétaire général de FO Banques, les 35 heures ne sont qu'un « prétexte ». « Certaines banques comme la Société générale ou la BNP ne veulent plus rien négocier ou négocier de la branche. C'est le principe même de ce niveau de négociation qui est en cause ». Une irritation qui ne semble pas inquiéter outre mesure les patrons de banque.

Sophie Fay et Frédéric Lemaître

Le groupe américain Citicorp supprime 7 500 emplois

Deuxième banque américaine par l'importance de ses actifs, Citicorp a annoncé, mardi 21 octobre, la suppression de 9 000 emplois dans les dix-huit prochains mois. Mais le groupe ayant prévu de créer 500 postes nouveaux, ses effectifs (environ 90 000 salariés actuellement) diminueront de 7 500 personnes au total. Cette restructuration a pour but d'améliorer la productivité de la banque. Les économies ainsi réalisées devraient être réinvesties dans le lancement de nouveaux produits.

Cette mesure se traduit par une provision pour restructuration de 889 millions de dollars (5,3 milliards de francs), dont 496 millions au titre des suppressions d'emplois, et 393 pour dépréciation d'actifs. Elle entraîne une chute de 45 % du bénéfice net de Citicorp pour le troisième trimestre 1997 (à 511 millions de dollars). Le bénéfice d'exploitation de la banque, pour la même période, a augmenté de 14 % à 1 milliard de dollars, grâce notamment à ses opérations de capital-risque et d'activités de change.

Saint-Etienne ne veut pas de « Casimodès »

SAINT-ETIENNE

de notre envoyé spécial
La banderole déployée sur la passerelle qui relie l'ancien et le nouveau siège du groupe Casino,

REPORTAGE

Les salariés de Casino ont manifesté dans les rues contre l'OPA lancée par Promodès

au-dessus de la rue de la Montat, montre un gros cœur rouge vif, entre les inscriptions « Casino » et « Saint-Etienne ». Au-dessous, le cortège, qui s'est mis en branle à 14 heures et qui s'étirera sur 1,5 kilomètre jusqu'à la place de l'Hôtel de ville, est hâlé de pancartes brochant Promodès et son patron Paul-Louis Halley : « Comme lo comète, Halley, tu ne fais que passer », « Promodès, c'est la déche », « Casino, pour l'emploi et les salaires ». Un responsable cégétiste martèle dans un micro : « 30 milliards (le montant de l'OPA de Promodès), c'est 40 000 emplois perdus dix ans chez Casino ». Façon de rappeler « les conditions précaires des salariés de la distribution ». Un manifestant rigole : « ne vous en faites pas, quand Noouri aura gagné, on se rappellera à son bon souvenir... ».

Dire que direction et salariés ont défilé au coude-à-coude est exagéré. Le défilé respectait les hiérarchies : en tête, juste derrière les représentants de l'intersyndicale, venaient les dirigeants du groupe, autour du président du directoire Christian Couvreur, puis les cadres, sous la bannière de la CFE/CGC, enfin les syndicats ouvriers FO, CGT, CFTD.

CGC, la CFTD, la CFTC et les Antonomes. Ils étaient 8 000 selon la police, plus de 10 000 selon les organisateurs, à avoir répondu à l'appel de l'intersyndicale. Le choix d'un mardi n'a pas été fait au hasard : c'est le jour le plus creux pour les ventes des magasins Casino, qui sont restés ouverts. Une centaine de cars avaient acheminé des salariés de toute la France.

La CGT, absente de l'intersyndicale, s'était finalement jointe au défilé, prenant cependant soin de se démarquer par ses slogans. Elle renvoie dos à dos « les financiers », Promodès et Jean-Charles Naouri (l'actionnaire principal de Casino), préférant « se battre pour l'emploi et les salaires ». Un responsable cégétiste martèle dans un micro : « 30 milliards (le montant de l'OPA de Promodès), c'est 40 000 emplois perdus dix ans chez Casino ». Façon de rappeler « les conditions précaires des salariés de la distribution ». Un manifestant rigole : « ne vous en faites pas, quand Noouri aura gagné, on se rappellera à son bon souvenir... ».

Un absent de marque : Antoine Guichard, l'ancien président et l'un des plus gros actionnaires de Casino. Le chef de la famille héritière était ce 21 octobre ses soixante-et-onze ans, mais il avait préféré rester à Paris. « Il n'a sûrement pas voulu mélanger les genres. C'était le jour des salariés, pas celui des actionnaires », l'ex-cuse un cadre. Mercredi 22 octobre, M. Guichard a expliqué dans un entretien aux Echos que « la défaite de Promodès est mathéma-

tiquement assurée. Pour moi, l'offensive est entendue ». Le 25 octobre, Rallye, la société de M. Naouri portera son emprise sur Casino à plus de 42 % grâce à l'obtention automatique de droits de vote doubles. D'ici là, M. Naouri devra avoir dit aux autorités boursières s'il compte exercer ses bons de souscription d'actions, ce qui lui permettrait de s'assurer de la majorité absolue des voix avec les 2,2 % de droits de vote des salariés, qui lui sont acquis.

Autre absence remarquée : celle des Stéphanois. Ils se sont contentés de regarder passer le cortège, à l'exception de quelques commerçants et de salariés de sociétés liées à Casino à l'ASSE (le club de football fondé dans les années 30 par Pierre, le fils de Geoffroy Guichard), l'équipe cycliste Casino, ou la Comédie de Saint-Etienne, dont le distributeur est le mécène et le principal pourvoyeur de spectateurs. Le souvenir de Maffre, le président de la ville, est resté dans toutes les têtes, même des plus jeunes. « Des mines, il ne reste qu'un musée. Maffre est devenu un poète des congrès, alors, si le siège de Casino ferme, "Saint-E" va devenir une ville-musée », commentait un employé de l'office du tourisme. Les Stéphanois avaient en quelque sorte « délégué » leur maire, l'UDF Michel Thiollère, qui a accueilli la manifestation à 15 heures sur le perron de la mairie, entouré de plusieurs de ses homologues des communes voisines. Cet ancien professeur d'anglais, élu en 1994, s'est rangé dès les premiers jours au côté de Casino contre Promodès. Non sans arrière-pensées : il se présente aux prochaines élections régionales. Il a reçu M. Naouri le 14 octobre, mais affirme que « Paul-Louis Halley n'a jamais demandé à (le) voir ». Une erreur tactique désormais irréparable, estime-t-on à Saint-Etienne.

Pascal Galinier

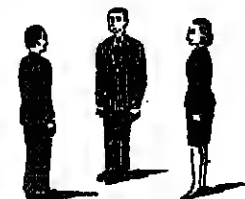
CE N'EST PAS
SANS PRENDRE DES RISQUES
QUE LES PME ONT
CRÉÉ 1 MILLION D'EMPLOIS
EN 15 ANS.

Décisif.

Les petites et moyennes entreprises sont un atout majeur de l'économie française. Elles ont démontré, depuis 15 ans, leur capacité à créer des emplois. Elles sont aussi le terreau des emplois de demain. Leur développement est un enjeu déterminant. Le rôle de la Banque du Développement des PME est de :

- Faciliter le financement des projets des PME en partage de risques avec leurs partenaires financiers grâce à l'appui des pouvoirs publics.
- Favoriser le développement, donc la pérennité des PME, en les accompagnant dans chacune des étapes de leur vie.
- Rapprocher les intérêts des PME et les impératifs des banques dans un partenariat efficace.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux financer le premier employeur de France, les PME.



BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME
SOFARIS

UN NOUVEAU PARTENARIAT
POUR MIEUX FINANCER L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

27/31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons Alfort Cedex - Tél. : 01 41 79 94 94

Le statut de l'Agence France-Presse devrait être modifié

Le gouvernement s'intéresse à une modification du statut de l'AFP qui devrait l'aider à se développer et à mieux résister à ses rivaux. L'entreprise pourrait racheter l'agence sportive SID et investir davantage dans la télévision

L'AGENCE France-Presse (AFP) va-t-elle connaître sa révolution de palais ? Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a récemment indiqué dans une réponse au sénateur du Rhône Serge Mathieu (RI) qu'il est « légitime de s'interroger sur une éventuelle modification du statut de l'AFP, dans la perspective d'affirmer l'agence une meilleure capacité à faire face aux défis du troisième millénaire ».

La ministre a ainsi repris une ancienne idée de Jean Miot, PDG de l'AFP depuis février 1996, qui milite farouchement pour un amendement du statut de l'entreprise voté en 1957 par le Parlement. « Je ne préconise pas un nouveau statut, il faut préserver l'âme de ce statut, qui est la garantie de l'indépendance de l'agence », explique-t-elle, en affirmant qu'« il n'existe aucune idée préconçue pour mener à bien, en un an, cette réflexion ».

Structurellement, l'AFP est financée pour près de la moitié (49,3 % en 1996) par des abonnements de l'Etat au « fil général » de l'agence, destinés à être reçus dans les préfectures, les ministères, les ambassades et les administrations. Ni publique ni privée, l'agence a pour vocation « non pas de faire du profit mais d'être à l'équilibre ». Indique son président, bloqué par les limites des décisions budgétaires de l'Etat, Jean Miot souhaiterait, comme l'y encourage le premier ministre, faire des propositions auprès de la commission parlementaire pour

« instiller dans le statut actuel quelques critères de développement commercial ».

Chez Catherine Trautmann, on fait remarquer que « le problème de l'AFP est de lui donner les moyens d'investir. N'ayant quasiment pas de capital, l'agence a du mal à se développer sans emprunter, ce qui génère d'importants frais financiers. C'est d'ailleurs ce qui a handicapé l'informatisation de l'AFP dans les années 70. De plus, le fait que la presse - qui ne représente que 12,8 % du chiffre d'affaires de l'AFP - puisse peser, via sa position au conseil d'administration de l'AFP (huit représentants sur quinze), ne dynamise pas obligatoirement la stratégie de l'agence. Sur tout quand on la compare à Reuters, qui a développé historiquement sa clientèle vers le monde des entreprises ».

MÉCANISME PERVERS

La question de l'adaptation du statut de l'AFP n'est pas nouvelle. En 1990, Jacques Saint-Cricq, alors président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), rappelait déjà que le mandat présidentiel de trois ans était trop court et considérait à la fois le statut de l'agence comme « responsable des crises qui secouent périodiquement l'agence », et comme un « mécanisme pervers » la structure actuelle de décision.

« La règle c'est que les forces économiques qui tiennent les rênes d'une société soient également en position dominante au sein de son

conseil, disait-il. Or c'est l'Etat qui depuis des années tient les rênes de l'AFP par ses dotations ou ses prêts (...). Il ne me semble pas normal que la presse soit majoritaire au conseil d'administration alors qu'elle n'a pas effectivement la majorité de gestion ».

Le conseil d'administration devait entériner mercredi 22 octobre les résultats semestriels 1997 de l'agence, qui se traduisent par un déficit net de 6,1 millions de

francs. Mais « l'agence sera à l'équilibre fin 1997 », assure Jean Miot. Le gouvernement a prévu dans son projet de loi de finances 1998 d'attribuer 588,7 millions de francs (soit +1,7 % par rapport à 1997) à l'AFP sous forme d'abonnements auxuels s'ajoutent 14,2 millions de francs d'autres services.

Coup d'accélérateur dans le multimédia

Si l'AFP n'a pas su se positionner comme Reuters sur le marché des entreprises, au tournant des années 70, l'agence française s'est en revanche fait un nom dans le secteur de la photographie et met tout en œuvre aujourd'hui pour ne pas être absente du multimédia. Avec l'objectif affiché de faire connaître l'AFP sur Internet à un large public, le groupe a multiplié les partenariats, ce qui se voit avec Microsoft, Netscape, ou bientôt avec le moteur de recherche Yahoo. L. Canal AFP propose ainsi une courte synthèse en textes et en photos des derniers événements de l'actualité, remise à jour toutes les heures. En outre, en association avec la charge d'agent de change Roussin et Skyworld (qui possède le moteur de recherche Eole), l'agence a lancé Mine and Yours afin de proposer, sur le Web, le cours des changes en temps réel et l'accès à différents outils monétaires.

Sortie de rouge depuis 1994, l'AFP doit faire face à la fois à un fort niveau d'investissement (près de 10 % de son chiffre d'affaires, qui s'établissait à 1,2 milliard en 1996), et une masse salariale très importante qui augmente de 3 % par an et réduit mathématiquement la marge de l'agence. Cela a poussé Jean Miot à demander un moratoire renouvelable pour

l'autre moitié du chiffre d'affaires. Au total, plus de soixante journalistes sont partis, selon le délégué du Syndicat national des journalistes (SNJ), autonome, alors que la direction en prévoyait quarante à cinquante. Résultat : la question du jour est celle des effectifs, qui devraient être de 180 personnes pour réaliser les 32 pages quotidiennes de grand format.

SOIXANTE DÉPARTS

La restriction du nombre de quotidiens, dont le journal communiste *La Marseillaise* ne semble pas profiter malgré ses efforts d'ouverture, incite beaucoup de journalistes à penser qu'une petite fenêtre est ouverte pour inventer une presse moins institutionnelle : la ville bruisse de rumeurs indiquant que tel homme politique ou tel financier serait prêt à aider des départs d'un des anciens journaux, ou de jeunes loups. Pour l'heure, seule une petite équipe a décidé de se lancer.

un prêt participatif de 90 millions de francs.

Au conseil d'administration, Jean Miot devait proposer l'acquisition de 51 % de l'agence sportive mondiale en langue allemande Sport Informations Dienst (SID), que souhaite vendre pour moins de 10 millions de francs le groupe d'imprimeries Busche, le fils du fondateur de SID conservant 49 %. Cet investissement, au moment où l'information sportive est en pleine expansion, permettrait à l'AFP de marquer des points face à ses rivaux, l'anglaise Reuters et l'américaine Associated Press (AP), en les empêchant d'avoir accès, en Allemagne, aux informations sportives.

Hormis dans le secteur du multimédia où l'agence se déploie assez massivement, l'AFP compte prendre davantage ses marques dans la télévision en s'agissant au Brésil le coauteur cocou avec Bloomberg, tout en persévérant dans trois projets en cours : la future chaîne parlementaire ; la chaîne FTTV réalisée avec le *Financial Times*, en retard par rapport au calendrier initial. Sans compter des négociations toujours en cours avec Canal Plus, dans la perspective d'une collaboration à la chaîne tout-Info.

Nicole Vulser

* AFP, Une histoire de l'Agence France-Presse 1944-1990, de Jean Huteau et Bernard Ullmann, Ed. Robert Laffont, 1992, 572 p., 160 F.

« La Provence » a retrouvé le lectorat du « Provençal » et du « Méridional »

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Le lapsus est courant chez journalistes et lecteurs : beaucoup disent encore *Le Provençal*, alors qu'il a été remplacé depuis le 4 juin par *La Provence*, fruit de la fusion avec l'autre journal local du groupe Hachette, *Le Méridional* (Le Monde du 5 juin). Selon Jean-Pierre Millet, PDG de *La Provence*, qui expliquait récemment devant un parterre d'entrepreneurs qu'il avait attendu « les vrais chiffres de l'ORD » avant de communiquer, « un plus un égale deux et même un peu mieux, ce qui n'est pas courant dans [ce] métier ». Autrement dit, le pari de ne pas perdre de lecteurs au moment où ils risquaient d'être désorientés a été gagné : *La Provence* vend autant que *Le Méridional* et *Le Provençal* réunis, soit 192 618 exemplaires en juin et 184 514 en juillet, ce qui, en tenant compte des numéros distri-

bues gratuitement, représente une diffusion totale de 200 000 exemplaires.

En dehors de Marseille, les ventes ont même augmenté de 2 % dans la métropole, « le léger resser » de l'ordre de 3 %. C'est là que les divergences politiques restaient les plus vives entre les titres, mais aussi parce qu'il y avait 4 % d'achats dupliqués, nombre d'entreprises et de cafés achetant quotidiennement les deux journaux pour disposer d'une information plus complète.

Selon la direction, les enquêtes menées après le lancement de *La Provence* font foi d'indices de satisfaction importants chez l'essentiel des lecteurs qui avaient montré leur attachement à la presse locale en répondant à plus de 70 000 au référendum sur le choix du titre.

Mais les satisfécit de la hiérarchie sur la réussite de la fusion des équipes masquent une réalité plus

ouancée au sein de la rédaction, dirigée par l'ancien patron de celle du *Méridional*, Laurent Glardino. Certains services et individus ont rapidement gommé des années d'hostilité. C'est vrai pour ceux qui avaient déjà collaboré, par exemple, sur le supplément économique hebdomadaire *Sud Affaires*. Mais d'autres ont beaucoup moins bien accepté la fusion et estiment que l'absence de débats est préjudiciable à l'invention d'une nouvelle culture commune.

C'est autour du nombre et de la nature des départs que se cristallisent les discussions se sont cristallisées. Favorisés par un « guichet-départ » offrant le versement de plus d'un mois d'indemnités par année de présence, ils ont été plus nombreux qu'annoncé : les journalistes en fin de carrière se sont vu proposer des sommes d'autant plus importantes que beaucoup avaient commencé

très jeunes. Mais de jeunes hommes et femmes du *Provençal*, souvent très ancrés vis-à-vis de leur ancienne hiérarchie, ont aussi renoncé à rester dans un journal qu'il ne reconnaissent plus, plutôt sur le plan du fonctionnement quotidien ou de la culture d'entreprise que sur les prises de position politiques : l'alternance et la compétition entre les éditorialistes des deux anciens titres les fait plus sourire qu'elle ne les choque.

SOIXANTE DÉPARTS

La restriction du nombre de quotidiens, dont le journal communiste *La Marseillaise* ne semble pas profiter malgré ses efforts d'ouverture, incite beaucoup de journalistes à penser qu'une petite fenêtre est ouverte pour inventer une presse moins institutionnelle : la ville bruisse de rumeurs indiquant que tel homme politique ou tel financier serait prêt à aider des départs d'un des anciens journaux, ou de jeunes loups. Pour l'heure, seule une petite équipe a décidé de se lancer.

Disparu en juin, *L'Eveil* se transforme en *Parv* de Marseille, tabloïd de 16 pages vendu 10 francs, et doit se trouver chaque jeudi où kiosque à partir du 6 novembre. Cinq journalistes, plutôt à gauche, confectionneront ce journal qui veut être « critique pour tout le monde » et qui sera financé, pour partie, par un travail avec des collectivités locales dans les Bouches-du-Rhône et dans le Bas-Rhin. Vingt mille numéros gratuits d'un numéro « zéro » seront diffusés cette semaine.

Michel Samson

Patronat et syndicats dénoncent la suppression de l'abattement fiscal des journalistes

LA SUPPRESSION de l'abattement fiscal de 30 % pour les journalistes continue de faire des vagues. Le patronat et les syndicats de presse dénoncent la mesure votée par les députés. L'intersyndicale des journalistes (SNJ-CFDT-CGT-CFRC-CGC-FO) a demandé, mardi 21 octobre, « à rencontrer d'urgence le premier ministre », Lionel Jospin, après la suppression de l'abattement de 30 % et « appelé les journalistes à se mobiliser et à agir comme ils ont su le faire l'an dernier ». L'intersyndicale exige, dans un communiqué, « le maintien de l'abattement » pour frais professionnels.

L'Assemblée nationale a voté vendredi 17 octobre à l'unanimité la suppression progressive en quatre ans des abattements fiscaux professionnels dont bénéficient 72 professions, dont les journalistes. Le secrétaire d'Etat au budget, Christian

Sautter, a assuré qu'un fonds spécifique de 100 millions de francs en 1998 serait accordé aux journalistes (*Le Monde* daté 19 et 20 octobre).

Tout en réaffirmant son « opposition formelle à toute abrogation de l'abattement », qui correspondait à une aide indirecte à la presse, la Fédération nationale de la presse française (FNPF) souligne qu'il « appartient à l'administration fiscale, qui dispose seule des informations individuelles nécessaires, de mettre en œuvre » ces mécanismes de compensation permettant « d'effacer au bénéfice de chaque personne concernée les pertes de pouvoir d'achat susceptibles d'en résulter ». La FNPF estime que les mécanismes de compensation « ne sauraient impliquer les entreprises de presse ».

La rédaction française des agences de presse (FFAP) « exprime sa vive inquiétude à la suite de la sup-

pression de l'abattement fiscal des journalistes » et « demande au gouvernement de revenir sur cette décision, contraire aux engagements pris ». La mesure concerne également les ouvriers d'imprimerie travaillant la nuit, qui bénéficient d'un abattement de 5 %. Le Syndicat du Livre et la FIPAC-CGT estiment que cette décision « est mauvaise et doit être corrigée lors de la prochaine lecture ».

LE GOUVERNEMENT PRIS DE COURT

Les syndicats de journalistes affirment qu'au moment « où de fortes situations de rente pour les hauts revenus sont protégées par le gouvernement », la profession des journalistes « verrait ses impôts augmenter d'un mois un mois de salaire ». « Les journalistes les plus précaires et les pigistes seraient les plus frappés par cette suppression », ajoute l'intersyndicale. Les syndicats estiment que, en votant avec l'opposition la suppression de cet abattement « appliqué depuis plus de quarante ans aux journalistes et devenu partie intégrante de leur statut, les députés de la majorité, le gouvernement et le premier ministre se déjugent ».

L'an dernier, rappelle l'intersyndicale, « ils soutenaient l'action des journalistes pour défendre leur statut » face au projet de suppression de cet abattement présenté par le précédent gouvernement dans le cadre d'une réduction globale de l'impôt sur le revenu. M. Jospin, in-

dique le communiqué, écrivait que « toute modification du statut du journaliste, sans une large concertation avec l'ensemble des professionnels, serait inadmissible et dangereuse ».

Enfin, les syndicats soulignent que le Fonds de compensation des journalistes, également rétabli par les députés, « avait déjà été rejeté l'an dernier par l'intersyndicale des journalistes et par les employeurs parce qu'ingérable, discriminatoire et non pérenne ».

L'an dernier, le gouvernement d'Alain Juppé avait décidé de supprimer les déductions fiscales pour l'ensemble de ces professions. Cette décision avait suscité un tollé chez les journalistes, qui s'étaient manifestés par plusieurs jours de grève dans de nombreux journaux. Dans beaucoup de cas les journalistes avaient reçu l'appui des directeurs de journaux, qui dénonçaient l'absence de concertation et le flou dans lequel se mettait en place le fonds de compensation.

Un médiateur avait été nommé sans que sa mission aboutisse à trouver une solution satisfaisant l'ensemble des acteurs. Le gouvernement de Lionel Jospin avait décidé de ne pas revenir sur cette abrogation. Il a été pris de court par la décision des députés de rétablir la mesure de suppression des abattements.

Alain Salles

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Irrésistible mondialisation

Que recouvre réellement le concept de mondialisation ?

Au sommaire : la déréglementation, l'explosion des flux financiers, le village global, commerce et transports, les multinationales, le libre-échange en question et le nouveau visage du monde.

La bataille de l'eau

L'eau douce se raréfie et de plus en plus l'offre ne répond plus à la demande. Longtemps considérée comme une ressource inépuisable, elle est devenue un bien rare, donc chère et source de conflit.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SPECTACLES
RÉSERVEZ
VOS PLACES
SUR MINTEL
3615 LEMONDE

CINÉMA
Tous
les films
au bout du fil
08-36-68-03-78

Les fonds anglo-saxons fuient la Bourse de Hongkong qui a abandonné plus de 15 % en trois jours

La devise de l'ancienne colonie est victime d'attaques spéculatives

La chute de la Bourse de Hongkong s'est brutalement accélérée. Les investisseurs étrangers redoutent une dévaluation du dollar de Hongkong.

à la suite de la décision prise vendredi 17 octobre par la banque centrale de Taïwan de ne plus défendre sa monnaie après des semaines d'intervention.

Les milieux d'affaires commencent aussi à réclamer une dévaluation qui restaurerait la compétitivité de l'ancienne colonie.

PÉKIN ET HONGKONG
de nos correspondants
Lundi 20 octobre, le Hang Seng Index, l'indice de référence de la Bourse de Hong Kong, perdait 4,6 %. Mardi, la chute atteignait encore 4,3 %. Et à l'ouverture mercredi 22 octobre, la Bourse dégringolait de 4,2 % en quinze minutes, tombant à quelque 11 880 points, soit son plus bas niveau depuis septembre 1996. En fin de séance mercredi, le Hang Seng amplifiait sa perte à 6,2 %, en trois jours, la chute a atteint plus de 15 %, et plus de 30 % depuis le début août ! L'économie la plus saine de la région, dotée de plus de 85 milliards de dollars (510 milliards de francs) de réserves de change, de plus de

an du dollar de Hongkong contre le dollar américain montrait des signes de faiblesse, la Hong Kong Monetary Authority a immédiatement relevé les taux interbancaires à trois mois de 8 % à 10 %. C'est précisément ce mouvement qui a provoqué des ventes massives d'actions, notamment des valeurs immobilières particulièrement sensibles au coût de l'argent, les investisseurs anticipant que cette hausse des taux, qui a de fortes chances de durer, finira par affecter les résultats des sociétés cotées. Au début du mois de juillet, ces taux ne dépassaient pas 6 %. Comme à Kuala Lumpur et à Jakarta, la Bourse de Hongkong paie aujourd'hui pour la défense de sa monnaie.

Le dollar de Hongkong qui, depuis 1983, est lié au dollar américain par une parité fixe de quelque 7,80 dollars de Hong Kong pour un billet vert, appelée le « peg », va-t-il à son tour décrocher ? Les observateurs les plus optimistes soulignent que ce n'est pas la première fois que le « peg » est attaqué.

Au lendemain du krach boursier d'octobre 1987, après l'écrasement de la révolte étudiante de Tiananmen en juin 1989, en janvier 1995 après la crise mexicaine, ou encore récemment à la fin août, la devise de Hongkong avait déjà été victime d'une certaine défiance des investisseurs. A chaque fois, la HKMA était parvenue à contrer ces attaques par une hausse brutale des taux d'intérêt. Forte aujourd'hui de réserves de change considérables, elle ne manque pas de moyens pour défendre sa monnaie.

La situation serait donc parfaitement sous contrôle, si un lobbying inédit ne venait aujourd'hui troubler les certitudes affichées : pour la première fois depuis quatorze ans, des voix s'élèvent à l'intérieur même du milieu très conservateur des affaires pour demander haut et fort un réajustement du « peg ». James Tien Pei-chun, le très influent patron des patrons locaux, et député à la chambre provisoire choisie par Pékin, a publiquement réclamé hier que soit réaménagé ce lien fixe avec le dollar américain, lorsque l'ensemble des monnaies asiatiques seront stabilisées. « Nos clients passent maintenant leurs commandes dans les pays



Indice Hang Seng de la Bourse de Hongkong en milliers. La chute de la Bourse de Hongkong s'est brutalement accélérée.

asiatiques qui ont dévalué leur monnaie, et sont beaucoup moins chers que Hongkong », a-t-il expliqué. « Le lien fixe avec le dollar nous a fort bien servi depuis 14 ans », a répondu mardi le chef exécutif du territoire Tung Chee-hwa, en visite à Londres. « Il n'y a aucune raison de le modifier puisque 83 % de notre activité économique est liée aux services ». Le chef exécutif reprenait

banque d'affaires américaine. Si, sur le territoire, chacun reconnaît la force des arguments, personne n'ose croire que Hongkong prendra le risque de céder aux sirènes dévaluationnistes. « Les conséquences pour l'économie seraient dramatiques », estime Russell Napier, stratège au Crédit Lyonnais Securities Asia.

Car l'immobilier et la Bourse s'affaiblissent, provoquant une crise bancaire sans précédent. Environ 47 % des crédits des banques locales sont gagés sur l'immobilier. « Seule une brutale perte de confiance de la population dans la monnaie locale, qui l'inciterait à convertir massivement ses dépôts en dollars américains, pourrait faire décrocher le dollar de Hongkong. Mais malgré toutes les crises qui ont secoué le territoire, la population n'a jamais perdu confiance dans sa monnaie », ajoute M. Napier. Pour Tim Condon, économiste chez Morgan Stanley à Hongkong, « si le dollar de Hongkong, ce dernier bastion de sécurité de la région, venait à tomber, les investisseurs abandonneraient l'Asie ».

Un risque dont Pékin semble prendre conscience. La Chine populaire aurait souhaité maintenir en l'état aussi longtemps que possible, dans un premier temps, le symbole de confiance que repré-

Le baht thaïlandais poursuit sa chute

Victime de la crise politique en Thaïlande, le baht a fait, mercredi 22 octobre, un nouveau plongeon sur les marchés asiatiques, entraînant dans sa chute les autres devises des pays de la région. La monnaie thaïe est tombée jusqu'à un plus bas niveau historique de 39,53 pour 1 dollar, alors qu'elle était cotée mardi 38,70. Dans son sillage, le dollar de Singapour est descendu à son plus bas depuis 43 mois, à 1,58 par rapport au billet vert, tandis que le ringgit malaisien s'échangeait à 3,38 pour 1 dollar contre 3,34 la veille. « Les difficultés rencontrées lors des tractations au sein des différents partis politiques thaïlandais ne rassurent pas les marchés », souligne un analyste.

Les autorités thaïlandaises ont réagi mardi soir à la fin des manifestations antigouvernementales à Bangkok, alors que la pression montait dans la rue pour obtenir la démission du premier ministre Chavalit Yongchaiyudh. La coalition gouvernementale s'est engagée à procéder à un important remaniement ministériel. Les membres du cabinet ont présenté mardi leurs lettres de démission, mais les marchandages continuent au sein de la coalition au pouvoir.

ainsi les arguments de Pékin qui, à plusieurs reprises, a exprimé son attachement au maintien d'un dollar de Hongkong fort.

Pourtant, le débat est loin d'être clos : « la valeur du dollar de Hongkong n'est plus justifiée économiquement, car Hongkong est devenu beaucoup trop cher », reconnaît à mi-voix le directeur d'une banque locale. De fait, les prix des services eux-mêmes sont devenus prohibitifs, et détournent de plus en plus touristes et hommes d'affaires. « Le maintien du « peg » ne peut se justifier que si Hongkong parvient à faire d'importants gains de productivité, ce qui dans le meilleur des cas prendra du temps », estime également l'économiste d'une grande

sente l'alignement de la devise de Hongkong sur le dollar à un taux fixe. La crise intervient un peu tôt à son goût. Ses réserves s'ajoutent à celles de Hongkong peuvent lui permettre de venir au secours de la monnaie « décolonisée ».

Mais Pékin peut également considérer que le coût élevé de la vie et des services à Hongkong représente un obstacle à la compétitivité qui justifie l'abandon du symbole de l'alignement. Surtout si la communauté d'affaires locale, qui représente l'assise politique de Pékin, réclame cette mesure de façon insistante.

Francis Deron et Valérie Brunschwig

Le dollar remonte à 6 francs

Le billet vert a profité du rebond de Wall Street et de l'annonce d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire en Allemagne

LE DOLLAR s'inscrivait en forte hausse, mercredi matin 22 octobre. Il cotait 1,7915 mark et 6 francs, ses cours les plus élevés depuis un mois. Le billet vert était soutenu par le rebond, la veille, de Wall Street. L'indice Dow Jones avait gagné 1,75 % : la bonne tenue de la Bourse de New York favorise l'entrée de capitaux aux Etats-Unis, et donc la hausse du dollar. L'annonce d'une aggravation du déficit commercial américain en septembre (+3,4 %, à 10,36 milliards de dollars) n'avait, en revanche, pas affecté le billet vert. Le déficit des comptes extérieurs des Etats-Unis est pourtant généralement avancé par les experts comme l'une des principales menaces pour le dollar.

La monnaie américaine avait également bénéficié de l'annonce, en Allemagne, mardi, d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire, qui constitue l'un des principaux indicateurs suivis par la

Bundesbank pour définir sa politique monétaire. Mesurée par l'agrégat M3, elle s'est inscrite à +5,2 % en septembre après +5,8 % en août. Cette décélération a diminué la probabilité d'une nouvelle hausse du taux des prises en pension de la Bundesbank. Le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, tout en se réjouissant du ralentissement de la croissance monétaire, a affirmé que la Bundesbank fera « tout son possible » pour éviter un regain potentiel d'inflation avant l'union monétaire. Il a aussi mis en garde contre des décisions d'inspiration politique et déterminées par des intérêts nationaux pour le choix des pays du premier bloc de l'euro et pour celui des gouvernements de la Banque centrale européenne, décisions qui auraient pour effet, selon lui, de créer de nombreux problèmes pour la monnaie unique.

La réglementation sur les appels locaux favorise France Télécom

A PARTIR de janvier 1998, la concurrence dans le téléphone en France s'exercera surtout sur les appels longue distance. Les appels locaux devraient rester l'apanage de France Télécom en raison de l'importance des investissements à réaliser. Mais quelle sera la frontière ? L'Autorité de régulation des télécommunications (ART) a tranché, mardi 21 octobre, en retenant le département comme paramètre : un abonné téléphonique dans son département passera par l'opérateur local (France Télécom dans 99 % des cas) pour un appel hors de son département, il pourra choisir entre France Télécom et ses concurrents. Ces derniers ont dénoncé le fait que France Télécom pourra maintenir ses zones tarifaires locales « élargies » qui permettent à un abonné de téléphoner dans un rayon de 30 à 52 kilomètres au tarif local, même si l'interlocuteur se situe dans un département adjacent, ce qui théoriquement constitue un appel longue distance, plus coûteux. Sur ces communications entre départements adjacents, les nouveaux acteurs devront donc aligner leurs tarifs. Cegetel (groupe Générale des eaux), qui estime que sa marge brute sera de ce fait réduite d'un tiers à la moitié, demande des mesures correctrices.

DÉPÊCHES

- **ABB** : le groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB) a annoncé, mardi 21 octobre, la suppression de 10 000 emplois en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Une provision de 850 millions de dollars (5,1 milliards de francs) financera cette restructuration.
- **GENERAL MOTORS** : le constructeur américain va, à partir de l'an 2000, commercialiser en Europe et en Russie des voitures de petite cylindrée montées par son partenaire japonais Suzuki sous la marque Opel, affirme, mercredi 23 octobre, le *Nihon Keizai Shimbun*. GM a pour objectif de vendre 30 000 de ces voitures par an dans un premier temps.
- **KIA** : la Korea Development Bank, contrôlée par l'Etat, va transformer en actions ses créances sur Kia Motors Corp, le troisième constructeur d'automobiles sud-coréen, en cessation de paiements. L'Etat deviendra ainsi le premier actionnaire de la société, avec 30 % du capital, selon un communiqué du ministère de l'économie en date du mardi 21 octobre.
- **BOEING** : la compagnie américaine Delta Airlines a annoncé, mardi 21 octobre, avoir commandé à Boeing 106 appareils d'ici à 2006, avec 124 options, et 414 options renouvelables. Cette commande s'inscrit dans le cadre de l'accord d'exclusivité signé par les deux sociétés au mois de mars. Boeing avait déclaré renoncer à ce type d'accord à la suite de réserves émises par l'Union européenne.
- **ITT** : Hilton Hotel Corp, a annoncé, mardi 21 octobre, qu'il ne lancerait pas de contre-OPA sur ITT Corp., à la suite de l'accord conclu lundi par la direction de cette dernière avec Starwood Lodging (Le Monde du 2 octobre). Le groupe visait la chaîne Sheraton, propriété d'ITT.

LA PAPETERIE FINANCIERE
UNE GAMME TRES COMPLETE
D'IMPRIMERIES PARFAITEMENT ADAPTEES
Tous les registres et imprimés classiques pour la gestion des sociétés
Modernité et compétence à votre service
Travaux complétés sur stock et fabrication
Blocs de révision et fascicules pour commissaires aux comptes
Imprimés adaptés à l'évolution de l'informatique
Imprimés personnalisés sans frais
Imprimerie PAPETERIE FINANCIERE
41, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. : 01 42 36 94 70 - Fax : 01 40 13 90 06

Schlumberger

Troisième trimestre 1997, poursuite de la progression du bénéfice net : + 56 %

Au troisième trimestre 1997, le chiffre d'affaires d'exploitation de Schlumberger s'élève à 2,74 milliards de dollars, en hausse de 21 % par rapport à la même période de l'année dernière. Son bénéfice net de 357 millions de dollars et son bénéfice par action de 0,72 dollar ont progressé respectivement de 56 % et de 53 % par rapport au troisième trimestre 1996.

Le chiffre d'affaires des Services pétroliers a progressé de 25 %, pour un nombre d'appareils de forage en activité dans le monde en augmentation de 17 %. Toutes les activités - Sedco Forex, Logging et essais des puits, et Dowell en tête - ont contribué à l'accroissement de 49 % du bénéfice d'exploitation.

Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes a augmenté de 11 % et le bénéfice d'exploitation a progressé de 53 % par rapport à la même période de 1996. L'accroissement du chiffre d'affaires d'Équipements de test automatique et de Transactions électroniques a plus que compensé des variations défavorables de taux de change.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « Une fois de plus, les excellents résultats trimestriels des Services pétroliers confirment la vitalité du secteur et la position que nous y occupons. Nos perspectives pour 1998 sont très prometteuses et elles se trouvent renforcées par les signes de redressement constatés chez Mesure et Systèmes ».

	1997	1996
Chiffre d'affaires d'exploitation (en milliers de dollars)	2 736 150	2 261 839
Bénéfice net (en milliers de dollars)	356 569	228 835
Bénéfice net par action* (en dollars)	0,72	0,47
Nombre moyen d'actions en circulation*	495 836 887	491 461 008

* chiffres tenant compte de la distribution d'actions gratuites.

هكذا من الإهمال

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 22 OCTOBRE
Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30

CAC 40
+0,05 %
CAC 40
2991,34

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	991	996	+0,50	30/09/97
C.L. Lyonnais (T.P.)	995,65	995	-0,07	30/09/97
Renault (T.P.)	1855	1851	-0,21	24/09/97
Rhone-Poulenc (T.P.)	2210	2210	0,00	01/10/97
Saint-Gobain (T.P.)	1300	1300	0,00	01/10/97
Thomson S.A. (T.P.)	990	997	+0,70	30/09/97
Accor	1094	1116	+2,01	01/10/97
ACF-As. Gen. France	324,70	319	-1,57	02/09/97
Air Liquide	956	959	+0,31	01/10/97
Alcatel Alsthom	804	811	+0,87	27/09/97
Alcatel (Aut. Ind. CA)	668	679	+1,64	01/10/97
Axa	409,50	409,50	0,00	01/10/97
Bail Invest.	775	775	0,00	01/10/97
Banque Paribas	764	764	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	565	565	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	393,20	393,20	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	410,50	410,50	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	490,30	490,30	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	516,00	516,00	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	804	804	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	2252	2252	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	602	597	-0,83	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	302,50	302,50	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	71,40	71,40	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	104	105	+1,92	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	459,60	459,60	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	1675	1655	-1,19	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	3463	3463	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	3463	3463	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	271,40	268	-1,07	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	537	540	+0,56	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	366,40	364	-0,55	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	641	645	+0,62	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	35	34,50	-1,43	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	654	659	+0,76	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	1875	1828	-2,51	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	400	402	+0,50	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	715	725	+1,40	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	722	729	+0,97	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	242,20	242,20	0,00	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	180	187,80	+4,33	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	503	504	+0,19	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	450	447	-0,66	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	693	687	-0,87	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	1125	895	-20,35	01/10/97
Banque Paribas (Cie)	2330	2380	+2,15	01/10/97

466	-1,68	10/09/97	Legrand ADP	735	738	-0,76	10/09/97	US	214,70
64,30	+0,07	10/09/97	Legris Industrie	225,59	226,01	-0,17	10/09/97	Unibail pacific	574,75
290	-0,34	10/09/97	Leclercq	712	712	0,00	10/09/97	Union Assurance F&I	117
369	-0,55	10/09/97	LCR&I	2259	2252	-0,30	10/09/97	Union Assurance	116
382	-0,30	10/09/97	LVNH Meet Hen	1115	1108	-0,62	10/09/97	Valneo	386
291	-0,34	10/09/97	Marine Vedette	677	680	+0,44	10/09/97	Valneuro	183,10
524	+0,95	10/09/97	Martini	715	715	0,00	10/09/97	Via Energie	1307
132	-2,56	10/09/97	Micro-Ind. Inter	14,90	15	+0,67	10/09/97	Worms & Cie CA	570
61	-1,60	11/09/97	Michelin	331	335,38	+1,36	11/09/97	Zoetec exn divd	1317
199,50	+0,99	10/09/97	Moulinex	120	159,59	+3,23	10/09/97	ZF Carbon	1196
30	+0,29	10/09/97	Nord-Est	126,30	126	-0,39	10/09/97		
50	-0,14	10/09/97	Nordnet (Nyl)	470	470	0,00	10/09/97		
9	-0,11	10/09/97	NRJ	871	871	0,00	10/09/97		
48,75	-0,30	10/09/97	Olipar	71,40	70,8	-1,12	10/09/97		
99	+0,33	10/09/97	Paribas	466	462,28	-0,79	10/09/97		
115	-2,47	10/09/97	Paribas	1110	1110	0,00	10/09/97		
161	-7,51	10/09/97	Pechelney	228	208,38	-8,57	10/09/97		
788	+0,14	10/09/97	Permet-Ricard	294	296,65	+0,90	10/09/97		
228,00	+0,07	10/09/97	Pigeon	774	788	+2,51	10/09/97		
726	-0,92	10/09/97	Pinault-Printemps	2799	2801	+0,07	10/09/97		
20,70	-0,84	10/09/97	Pinault Printemps	627	634	+0,77	10/09/97		
872	-1,24	11/09/97	Primagaz	452	452,90	+0,19	10/09/97		
1540	-0,06	10/09/97	Prodomes	2640	2680	+0,98	10/09/97		
154	-0,04	10/09/97	Publicis	113,10	113	-0,08	10/09/97		
50	-0,27	10/09/97	Remy Cochin	113,10	113	-0,08	10/09/97		
265	-0,20	10/09/97	Renault	122	149,38	+2,18	10/09/97		
95	-0,42	10/09/97	Renault	1823	1822	-0,05	10/09/97		
108	-0,11	10/09/97	Renault Production A	36,40	36,30	-0,27	10/09/97		
5,85	-1,20	10/09/97	Rochetete (L)	20,30	20,60	+0,14	10/09/97	ABN Amro Hol A	1,20
324	-0,91	10/09/97	Roi Imperial (Ly)	5690	5690	0,00	10/09/97	Adcoo SA	2145
10818	-0,46	10/09/97	Sade (Py)	148	140	-5,40	10/09/97	Adidas Grp A	890
48	-0,04	10/09/97	Sade (Py)	2881	2881	0,00	10/09/97	Adidas Grp A	329
21	-0,95	10/09/97	Saint-Gobain	892	893	+0,11	10/09/97	Anglo American	31
4095	-2,27	10/09/97	Salomon (Ly)	511	509	-0,39	10/09/97	Anglo	1825
140	-2,17	10/09/97	Savigny (Py)	468,90	467,90	-0,21	10/09/97	Anglo	227
150	-1,34	10/09/97	Schneider	528	528	0,00	10/09/97	Anglo	187,30
52	-1,60	10/09/97	Sel	1538	1538	0,00	10/09/97	Anglo	134,10
415	-0,17	10/09/97	Sempinquet (Nt)	158	166	+0,54	10/09/97	Anglo	210
3676	+0,24	10/09/97	Schneider SA	578	569,68	-1,50	10/09/97	Anglo	227
538	-0,10	10/09/97	SCE	335	335	0,00	10/09/97	Anglo	12,70
574	-0,52	10/09/97	Sefring CA	713	731	+2,52	10/09/97	Anglo	279,80
36	-0,80	10/09/97	SSTA	367	364,40	-0,78	10/09/97	Anglo	250
144	-0,10	10/09/97	Societe Banque	77,30	77,30	0,00	10/09/97	Anglo	178,40
834	-1,53	10/09/97	SOC	1083	1075	-0,73	10/09/97	Anglo	417,80
2019	-0,24	10/09/97	SPM	145,90	146,36	+0,31	10/09/97	Anglo	277,28
136	-1,96	10/09/97	Stalco	367	367,60	+0,16	10/09/97	Anglo	277,28
891,60	-0,10	10/09/97	Stalco	633	633	0,00	10/09/97	Anglo	277,28
738	+1,65	10/09/97	Stmco	449,40	449	-0,09	10/09/97	Anglo	364,50
365	+0,11	10/09/97	S.T.A.	1100	1091	-0,81	10/09/97	Anglo	1,53
10,10	-1,51	10/09/97	Stalco	118	117	-0,84	10/09/97	Anglo	28,65
525	-0,26	10/09/97	Stalco	626	626	0,00	10/09/97	Anglo	63,10
134,10	+1,77	10/09/97	Sotolaco Alliance	2945	2951	+0,20	10/09/97	Anglo	288,20
17	+0,42	10/09/97	Sommer-Albert	207,30	204,60	-1,39	10/09/97	Anglo	55,40
149	+1,29	10/09/97	Sophia	224,60	220,80	-1,73	10/09/97	Anglo	35,40
322,30	-0,93	10/09/97	Sotolaco Alliance	24,10	24,10	0,00	10/09/97	Anglo	11,16
105	+1,25	10/09/97	Suez Lyones Eau	400	399	-0,44	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	Symbiose	637	625	-1,91	10/09/97	Anglo	35,40
1781	-1,12	10/09/97	S						

سكز لمن لا يمل

En Coupe de l'UEFA, Lyon surprend l'Inter et Strasbourg corrige Liverpool

Les matches retour auront lieu les 4, 5 et 6 novembre

L'ITALIE réussit bien à Ludovic Giuly. Le petit Corse de l'Olympique lyonnais, déjà artisan de la victoire des siens sur le terrain de la Lazio de Rome en 1995, a récidivé, mardi 21 octobre, sur la pelouse de San Siro, à Milan, lors du match aller du deuxième tour de la Coupe de l'UEFA : auteur d'un but en première mi-temps et à l'origine d'un penalty réussi par Alain Caveglia en seconde période, le nouveau lutin lyonnais a été l'artisan de l'exploit de l'OL, vainqueur (2-1) à Milan, de l'Internazionale de Ronaldo et Youri Djorkaeff.

Invincible en onze rencontres officielles depuis le début de la saison 1997-1998, l'Inter avait abordé ce 16^e de finale de la Coupe de l'UEFA dans la décontraction. La direction du club et les joueurs milanais affectaient un air indifférent avant la venue de l'OL, modeste dixième du championnat de France. La seule compétition importante, laissaient entendre les coéquipiers de Ronaldo, c'est le Calcio, et les deux billets qu'il délivre pour la Ligue des champions. En revanche, pour les Lyonnais, qui avaient attaché de haute lutte, cet été, en Coupe Intertoto, leur ticket pour l'aventure européenne, l'étape chez les fortunés voisins milanais avait tous les atouts du match de l'année.

Pour contenir la pléiade de stars de l'équipe italienne, l'entraîneur lyonnais, Bernard Lacombe, avait renoncé à aligner toutes les jeunes pousses du centre de formation de l'OL. Joseph-Désiré Job et Frédéric Kanoute, qui brillent avec leur équipe sur tous les terrains – sauf à Gerland... – depuis le début de la saison, avaient été laissés sur le banc des remplaçants, au profit des rares joueurs expérimentés de l'effectif lyonnais, tel Florent Laville, affecté au marquage de Ronaldo. En re-

vanche, c'est à un presque inconnu, Christian Bassila, à peine dix matches chez les professionnels, qu'est revenue la charge de museler Youri Djorkaeff. Ces duels, apparemment déséquilibrés, ont souvent tourné à l'avantage des Lyonnais, sans aucun complexe du début à la fin de cette rencontre disputée sur un terrain très gras.

Loin de se laisser abattre par l'égalisation de Maurizio Ganz en milieu de seconde mi-temps, les joueurs de Bernard Lacombe sont repartis vers le but de Gianluca Pagliuca avec tant d'ardeur que celui-ci a été contraint de céder un Ludovic Giuly virevoltant. Passé la joie de la victoire, les Lyonnais pourront méditer sur deux statistiques inquiétantes : l'Inter de Milan n'a jamais été éliminé par une équipe française en Coupe d'Europe (avec sa défaite en demi-finales de la Coupe de l'UEFA l'année dernière, l'AS Monaco est la dernière victime française des Italiens) ; l'OL a démarré le championnat de France par une malencontreuse série de défaites – cinq en six rencontres – sur sa pelouse.

Le Racing-Club de Strasbourg s'accommode fort bien des confrontations avec le football britannique, si souvent synonymes de défaites pour les clubs français. Après avoir éliminé les Glasgow Rangers au premier tour de la Coupe de l'UEFA, les Strasbourgeois ont largement dominé Liverpool (3-0). Décevants en championnat de France, les joueurs de Jacky Duguépéroux ont offert à leurs supporters une rencontre pleine de réalisme. L'avant-centre David Zitelli, en délicatesse avec ses dirigeants, a fasciné les deux premiers buts, avant que le Danols Demil Comteh ne corse l'addition finale.

Eric Collier

LES RÉSULTATS

Coupe de l'UEFA (16^e de finale aller) : Inter Milan (Ita.)-Lyon (Fra.) 1-2 ; Strasbourg (Fra.)-Liverpool (Ang.) 3-0 ; Auxerre (Fra.)-OFI Crète (Grè.) 3-1 ; Metz (Fra.)-Kardushe (All.) 0-2 ; Steaua Bucarest (Rou.)-Bastia (Fra.) 1-0 ; Ajax Amsterdam (P-B.)-Udinese (Ita.) 1-0 ; Braga (Por.)-Dinamo Tbilissi (Géo.) 4-0 ; MTK Budapest (Hon.)-Croatia Zagreb (Cro.) 1-0 ; Spartak Moscou

(Rus.)-Real Valladolid (Esp.) 2-0 ; Schalke 04 (All.)-Anderlecht (Bel.) 1-0 ; Aarhus (Dan.)-Twente Enschede (P-B.) 1-1 ; Rotor Volgograd (Rus.)-Lazio Rome (Ita.) 0-0 ; FC Bruges (Bel.)-Bochum (All.) 1-0 ; Athletic Bilbao (Esp.)-Aston Villa (Ang.) 0-0 ; Atlético Madrid (Esp.)-PAOK Salonique (Grè.) 5-2 ; Rapid Vienne (Aut.)-Münich 860 (All.) devait avoir lieu mercredi 22 octobre. Matches retour les 4, 5 et 6 novembre.

Avec Eva Serrano, la GRS française prend une dimension mondiale

La gymnaste nîmoise rêve d'une médaille individuelle aux championnats de Berlin

Sièxe aux Jeux olympiques d'Atlanta en 1996 puis deux fois médaillée d'argent (corde et ruban) aux championnats d'Europe 1997 disputés

à Patras, Eva Serrano peut amener ses coéquipières Amélie Villeneuve, Caroline Stépanoff et Stéphanie Delayat dans le groupe des huit meil-

leures équipes mondiales lors des championnats disputés du 23 au 26 octobre à Berlin. Elle rêve aussi d'une médaille individuelle.

PORTRAIT
Cette jeune Nîmoise, ne rêve pas d'applaudissements, mais de médailles.



La gymnastique rythmique et sportive, ici Eva Serrano au ruban.

culière pour le cirque, mais son sens du spectacle et sa façon de dompter ballons, cerceaux et rubans auraient certainement fait les beaux jours d'une troupe d'artistes de la piste. Saltimbanque de la gymnastique, cette jeune Nîmoise de dix-neuf ans, à la silhouette gracieuse, ne rêve pourtant pas d'applaudissements émerveillés mais de médailles. Aux championnats du monde de GRS, qui débutent jeudi 23 octobre, à Berlin (Allemagne), elle tentera donc de gagner la médaille qui constituerait l'aboutissement de sa carrière.

« Cela fait maintenant trois mois que je me prépare de manière très intensive à ce grand rendez-vous », souligne Eva Serrano. Collectivement, l'objectif est de faire partie des huit meilleures équipes pour participer à la finale. Mais, en individuel, l'aimerais vraiment rapporter une ou deux médailles en France. Il faudra pour cela que je sois régulière sur les quatre engins (ruban, massues, cerceau et corde) et que j'arrive à maîtriser la pression qui m'entoure. » Avec cinq titres consécutifs de championne de France et une sixième place au concours général des Jeux olympiques d'Atlanta (1996), Eva Serrano s'était hissée dans le groupe de tête de la GRS mondiale. Il lui restait à monter sur un podium international, ce qu'elle a fait en mai dernier lors des championnats d'Europe disputés à Patras (Grèce) : elle y décrocha deux médailles d'argent (corde et ruban).

Celle qui n'était que l'héritière de Stéphanie Cottel (championne de France en 1987, 1988 et 1990) et de Christelle Sahuc (championne de France en 1991 et 1992) – les deux gymnastes ont fait découvrir aux Français ce sport jusqu'à alors considéré – a définitivement supplanté ses aînées. Eva Serrano, première gymnaste française à avoir dans le plexus des invincibles Bélorusses, a su affiner ses ambitions, peu à peu, grâce à la volonté d'acier qui la

caractérise. Pensionnaire depuis septembre 1996 du Centre national d'Orléans (Loiret), elle y est entraînée par les deux Bulgares Dina Atanassova et Snéjana Mladénova.

PATIENCE ET RÉGULARITÉ

Intronisée assez tard – à l'âge de onze ans – dans l'univers hermétique de la GRS, l'actuelle championne de France a gravi les échelons de la renommée avec une patience et une régularité étonnantes. Il lui faudra huit longues années de travaux forcés pour approcher son corps et maîtriser les cinq engins de sa discipline : le ruban, le cerceau, la corde, le ballon et les massues. « C'est une jeune fille qui a besoin de temps pour s'épanouir », explique Dina

Atanassova, l'un des deux entraîneurs bulgares de l'équipe de France qui l'a détachée puis suivie tout au long de sa carrière. Elle a toujours travaillé lentement, mais c'est aujourd'hui le gage de sa résistance et de sa réussite. D'ailleurs, sans elle, la GRS française n'aurait jamais pu accéder à la finale collective d'un championnat du monde alors qu'aujourd'hui cet objectif semble réalisable. Elle est à la fois notre ambassadrice et notre porte-drapeau. Tout le monde compte beaucoup sur elle à Berlin. »

Consciente des responsabilités qui pèsent sur les épaules de sa protégée, Dina Atanassova n'est pas inquiète. « En compétition, Eva possède un avantage sur les autres gymnastes :

Des Mondiaux privés de ballon

Comme les récents championnats du monde de gymnastique artistique à Lausanne (Suisse), les Mondiaux de GRS à Berlin (Allemagne) marquent une période de transition d'une discipline notamment marquée par l'entrée en service d'un nouveau code de pointage. Pour l'équipe tricolore, emmenée par Eva Serrano, ces championnats du monde constituent également une occasion historique de participer à la finale par équipes qui aura lieu vendredi 24 octobre. Pour y accéder, il faudra que le quatuor de gymnastes françaises termine dans les huit premières places lors des qualifications du jeudi 23 octobre. Les qualifications individuelles débuteront, quant à elles, samedi 25 octobre pour déterminer les gymnastes des quatre finales de dimanche 26 octobre (corde, ruban, cerceau, massues). Lors de chaque compétition, l'un des cinq engins n'est pas au programme. A Berlin, il s'agit du ballon.

Paul Miquel

Mettez votre oreille contre cette page, vous allez entendre la mer.

Paris
Montpellier
en TGV
180F
avec Découverte 130

Avec Découverte 130, vous prenez votre billet 30 jours à l'avance pour bénéficier d'une réduction d'au moins 30%. Autrement dit, vous allez directement du centre de Paris au centre de Montpellier pour 180F*. Vous ne trouvez pas que les distances paraissent beaucoup plus courtes tout à coup ?

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

La Fédération française d'athlétisme se lance à la poursuite des coureurs sur route

POUR PRATIQUER la course sur route, un short, un tee-shirt et une paire de tennis suffisent. C'est en tout cas ce que pensent 95 % des 12 000 concurrents qui s'élanceront dimanche 26 octobre, pour la 19^e édition de Marseille-Cassis (203 km). Selon ses organisateurs, seuls 5 % des participants de la « grande classique des calanques » sont adhérents d'un club affilié à la Fédération française d'athlétisme (FFA). Mais ils pourront bientôt profiter des avantages de la « licence performance » que la FFA envisage, dès le 1^{er} novembre, à tous ses licenciés.

Pour la somme de 100 francs par an, les « adeptes des courses hors stade qui refusent d'être embrigadés » (dit le président de la FFA, M. Philippe Lambilliotte), bénéficieront, sans obligation de s'attacher à un club, des mêmes services que le licencié de base. Ce dernier paiera toujours 200 francs pour bénéficier de plans d'entraînement agréés, d'une assurance spéciale permettant de récupérer le montant de l'inscription à une course en cas de blessure ou de maladie, de réduction sur les places pour les meetings internationaux d'athlétisme organisés en France, d'abonnements à tarif préférentiel aux revues d'athlétisme ou aux publications pour enfants du groupe Bayard Presse, et sur les locations de voiture chez Budget et les lignes d'Air Liberté-TAT, et d'un mois d'accès gratuit dans les clubs de fitness Gymnasium.

La « licence performance » permettra en outre de recevoir régulièrement un classement des coureurs hors stade récapitulant les perfor-

mances nationales sur 10 km, 20 km et marathon. Elle présente pour seul inconvénient l'impossibilité de participer aux compétitions fédérales.

« LICENCE PERFORMANCE »

Dans l'espoir de quelques rédemptions, la FFA a toutefois prévu une « passerelle » vers la licence-athlète. Mais aussi tentant que soit la formule « performance », ce genre de manœuvre risque d'être rare. Les as de la route ont tâté du cross ou de la piste avant de se recycler et appartiennent déjà tous à un club. Les autres profiteront vraisemblablement des nouveautés sans changer leurs vieilles habitudes : règlement de leur droit d'inscription aux organisateurs de courses et déclaration sur

l'honneur assurant qu'un certificat médical les autorise à la pratique de la course à pied.

L'idée de la FFA a déjà fait ses preuves dans d'autres fédérations. Grâce aux avantages similaires de sa « carte neige », la Fédération française de ski (FFS), s'est découverte plusieurs milliers de « licenciés » supplémentaires dont la majorité réside en région parisienne et ne pratiquent pas la compétition. Mais elle gonfle avantageusement les effectifs au moment des négociations de subventions avec le ministère. La FFA se contente pour l'instant de « proposer » sa « licence performance » aux coureurs sur route en espérant qu'ils n'adhéreront pas simplement pour louer des voitures moins cher. »

Triple record du monde chinois sur 5 000 m

La Chinoise Dong Yannel a amélioré, mardi 21 octobre, le record du monde du 5 000 m en 14 min 31 sec 27, lors des Jeux nationaux chinois à Shanghai. Dong Yannel, qui est entraînée par Ma Juren, devenu célèbre après les championnats du monde de Stuttgart (Allemagne), en 1993, où ses athlètes s'étaient illustrés sur 1 500 m (victoire), 3 000 m (triple) et 10 000 m (double), a amélioré de plus de cinq secondes l'ancien record de la Portugaise Fernanda Ribeiro (14 min 36 sec 45), établi le 22 juillet 1993, à Hechtel (Belgique). Dong Yannel n'a pas été la seule à battre ce record puisque sa coéquipière Jiang Bo (deuxième en 14 min 31 sec 30) et Lin Shidang (troisième en 14 min 32 sec 33), qui n'appartient pas au groupe Ma Juren, ont également couru en moins de 14 min 33 sec.

Cette finale record a soulevé les doutes de M. Michele Boname, président de la Fédération internationale des chronométristes. Il a mis en cause la régularité du chronométrage, mettant l'accent sur la possibilité d'erreurs dans l'enregistrement des temps. Il n'a toutefois pas parlé de tricherie. La performance des trois athlètes chinoises a, par ailleurs, ramené les rumeurs de dopage, rumeurs évidemment réfutées par Ma Juren.

Depuis une vingtaine d'années, par leur succès et des organisations de plus en plus éprouvées, les épreuves sur route de toutes distances rappellent douloureusement à la FFA que la pratique de la course à pied ne passe pas nécessairement par son extrémisme. D'ailleurs d'une délégation de pouvoir du ministère de la jeunesse et des sports en matière d'athlétisme, la FFA s'est toujours efforcée de suivre « toute la France qui court ». En créant, par exemple, les « labels », système d'homologation fédérale par intervention de mesureurs officiels en échange du reversement d'un franc par coureur engagé pour les courses pouvant justifier d'au moins 500 concurrents classés, elle a tenté de contrôler et de hiérarchiser les épreuves sur route.

N'obtenant même pas en échange de leur écot la garantie d'un calendrier fixe, les organisateurs se sont lassés. La fronde a même menacé. Ardent défenseur du consensus, M. Lambilliotte a compris que la FFA ne pourrait s'associer à la réussite de la course sur route qu'en l'accompagnant. A son initiative, plusieurs groupes de réflexion se sont constitués. Leurs conclusions ont permis à la FFA d'imaginer un moyen de rallier les faveurs des coureurs sur route sans avoir l'air de s'imposer. Les millions de concurrents engagés dans les 4 500 épreuves hors stade disputées en France chaque année se laisseront-ils convaincre qu'il leur faut une fédération pour s'adonner à leur sport favori ?

Patricia Jolly

Entente cordiale sur la côte normande

La ville comme le château d'Eu, résidence du roi Louis-Philippe, savent aussi mettre en avant leurs liens avec les pays nordiques et celtes

L'AUTOMNE à Eu. C'était un rêve de Louis-Philippe, qui, l'été, prenait ses quartiers dans l'ancienne propriété des Guise et de la Grande Mademoiselle, site abrité de l'arrière-pays du Treport, hérité de sa mère. Mais les affaires de l'Etat ramenaient obligatoirement le roi-bourgeois à Paris avant la saison rousse, entassé avec femme, enfants et petits-enfants dans une tapissière, grosse voiture de douze places, tirée par six chevaux entiers, renouvelés souvent durant le trajet.

Aujourd'hui, la distance Eu-Paris (170 km) se franchit en 2 h 30 ; avec, si l'on veut, agréable étape architecturale à Abbeville, dans l'extravagante gare second Empire, monument historique fraîchement réhabilité.

On imagine Eu vivant vieillissement comme Versailles, dans la nostalgie de ses heures royales, dans le souvenir des deux visites grandioses (1843 et 1845) de la toute jeune reine Victoria, qui, l'air de rien, inventa ici, avec le vœu Louis-Philippe, le concept et le terme d'« Entente cordiale », après mille ans de guerres. Et, puis, non, ce n'est pas ça, pas que ça, en tout cas, et on trouve un gros bourg, une petite ville, si vous préférez, de 8 600 âmes, tout écologique dans sa conquête de forêts, remanée, industrielle propre avec les fabriques des environs produisant « 80 % des flacons de parfum

utilisés dans le monde », toute bruisante de langues et d'arômes étrangers, cosmopolite du coup.

Si vous ne tombez pas sur une délégation irlandaise venue hisser en prière le pavillon de l'Eire devant la collégiale (1186) qui porte le nom de saint Laurent O'Boole, archevêque de Dublin, mort à Eu (1180), vous verrez passer en fanfare une mission norvégienne, célébrant *in situ* le millénaire du premier comte d'Eu, petit-fils de Rollon, brutal envahisseur viking, assagi en fondateur de la paisible Normandie. Quant aux Britanniques, outre le parfum amoureux d'Albert et Victoria, ils recherchent à Eu les traces d'un autre couple mythique, qui s'y maria et y prépara l'invasion de l'Angleterre : Guillaume le Bâtard, plus tard le Conquérant, et Mathilde des Flandres, plus tard la Brodeuse, à cause de la fameuse tapissière de Bayeux, à laquelle, d'ailleurs, elle n'a même pas travaillé.

UNE TOUCHE DE BRÉSIL

Toute cette imagerie princière, mélange d'histoire de France et de Point de vue, mixture de vieux terroir français et d'exotisme ultramarin, s'est prolongée jusqu'à nous grâce à Isabelle du Brésil, plus connue sous son nom de dame de comtesse de Paris. Cette descendante des empereurs brésiliens et des monarches fran-

çais naquit en 1911, au château d'Eu, qui, par rachat, est devenu bien municipal en 1964. Mais elle continue de résider fréquemment ici, au fond des bois, dans son pavillon Montpensier, quand elle n'est pas embringuée dans quelque cérémonie commémorative endoive. Sa succession locale est prête, dynastie oblige, puisque l'un de ses quarante petits-enfants a été titré comte d'Eu.

Le château, cœur de ce dispositif touristique-historique, n'était vers 1830 qu'une « baraque avec des corridors ondulés comme des vagues, tremblant en cas de tempête », a raconté Joinville, l'un des cinq fils de Louis-Philippe. Le souverain fit redresser couloirs et tourelles, installer baignoires et galeries de peinture, afin d'y recevoir dignement sa collègue d'outre-Manche et sa propre nombreuse famille, surnommée la « ménagerie ambulante » par Joinville.

Le roi-citoyen s'attachait à tel point à sa résidence des confins normando-picards qu'il lançait parfois à ses ministres : « Si on me fait tort de misère, je me retirerais à Eu avec ma bonne reine. » Les émeutiers parisiens de février 1848 ne lui laisseront pas ce loisir. Il alla mourir en Angleterre, chez son ex-serviteur, la reine Victoria.

Néanmoins le manoir incommode est à présent le siège d'un musée Louis-Philippe, à la fois riche et de bric et de broc, un peu comme les salles Napoléon III à Compiègne : œuvres d'art et étoffes jammies. Le public apprécie ce côté désordre, familier, non intimidant, mais qui désole les adeptes d'une muséologie plus rigoureuse, susceptible, il est vrai, d'empêcher vols de chandeliers ou d'espagnoletoises. Ce qui est sûr, c'est que, après les restaurations contre les dégâts des eaux en 1993-1996, Eu reste gravement menacé par la mer, le textile, le pigeon dévoreur de boiseries, qu'elles soient en chêne, ébène, chêne, palissandre ou acajou. A Eu, on ne le dirait pas, mais même les parquets sont cosmopolites.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

- Manifestations et événements :
 - tous renseignements sur « L'automne d'Eu », la semaine de Toussaint (visites du patrimoine, y compris industriel et naturel), à l'Office de tourisme de la ville (tél. : 02-35-86-04-66) et sur la Hantagade du Treport (à 2 km d'Eu), le dimanche 9 novembre, au 02-35-86-05-69.
 - Musée Louis-Philippe, à Eu, fermé du 3 novembre au 15 mars.
 - Escapes :
 - Hôtel-restaurant de la Gare,

spécialité de poissons, 20, place de la Gare, 76260 Eu, tél. : 02-35-86-16-64.

- Pavillon de Joinville, ancienne ferme-moûle royale, route du Treport, tél. : 02-35-50-52-52.
- Restaurant Le Bragance, dans les anciennes glaceries du château, tél. : 02-35-86-90-51.
- Lectures :
 - Prince de Joinville, *Vieux souvenirs 1818-1848*, Mercure de France ;
 - Georges Bordaoune, *Louis-Philippe, l'égérie de Joinville* ;
 - *Mélanges sur Eu*, dédiés à la comtesse de Paris, Ed. des Amis du Musée Louis-Philippe, 76260 Eu.

Le tour du monde avec un seul billet

Boucler un tour de planète en dix jours au moins, un an au plus. Suivre un itinéraire fixe avant le départ, mais prolonger les étapes à sa guise. Tels sont les impératifs d'une circulaire à tarif réduit. L'offre de tickets planétaires vient de s'enrichir de forfaits issus du partenariat entre transporteurs. Mais ces nouveaux billets circulaires vendus en kit se révèlent deux fois plus coûteux que les précédents prix du conseil main des spécialistes expérimentés. Devenir en date, le Star Alliance round the world fare autorise trois à quinze escales. Au choix, cinquante pays, dont ceux de l'Amérique latine sillonnée par la

Vario, qui s'est jointe, depuis le 26 octobre à l'Association Star Alliance, qui regroupait déjà SAS, Air Canada, Lufthansa, Thai et United Airlines. Trois tarifs sont proposés selon la distance parcourue (25 000 miles à 38 000 miles), sachant que le trajet le plus court, qui survole l'Équateur, serait de 40 053 kilomètres, soit 22 252 miles. Les prix vont de 13 400 F à 16 400 F en cabine économique, de 22 700 F à 28 400 F en classe affaires, et de 33 800 F à 42 300 F en première. Le World Navigator, valable sur neuf compagnies (KLM, Air UK, Northwest, SAA, Kenya Airways, Emirates, Air New Zealand, Ansett et Air Calédonie), ouvre l'accès à 90 pays et 400 destinations. Ce forfait donne droit à six escales gratuites (75 dollars américains par stop supplémentaire), à des allers-retours dans le même hémisphère pour un

périple global de 28 500 miles. Il coûte de 12 670 F en classe économique à 38 000 F en première. « Il y a, dans ces nouveaux forfaits, des variantes d'itinéraires que je ne pourrais pas proposer à tarifs préférentiels », reconnaît Anne Chanet, responsable des Tours du monde chez Nouvelles Frontières. Notamment via l'Afrique et l'Amérique latine, deux zones mal reliées aux grands axes. » En jonglant avec les capitales, les continents et les correspondances, elle a une longue expérience de ces itinéraires (Nouvelles Frontières en vend à la carte environ mille par an) et privilégie, pour simplifier et faire baisser le prix, les deux entre compagnies aériennes. Exemples, Malaysia et United pour un Paris, Kuala Lumpur, Séoul, Tokyo, Los Angeles, New York, Paris à 6 750 F, en

proposant de nombreuses variantes en Asie. Ou British Airways et Qantas, de Paris à Sydney, via Johannesburg, Pékin-Shanghai, ou Bombay-Singapour-Denpasar, avec retour par Papéete et Los Angeles (8 000-9 000 F, NE, tél. : 08-03-33-33-33). Un périple plus compliqué, par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Fidji, les Tonga, Tahiti, l'île de Pâques et le Chili, revient à moins de 13 000 F. On trouve une vingtaine d'itinéraires suggérés et de précieux conseils sur Internet en interrogeant le site de la Compagnie des voyages (<http://www.lcv.com>, ou tél. : 01-45-08-44-88), qui réserve « on line » les billets d'avion. « Service à bord, fréquences des vols, escales, stops payants ou gratuits, il existe de grandes différences d'une compagnie à l'autre », indique le spécialiste. « Les

formules les plus économiques... commençant par l'Amérique du Nord, Hawaii et Tokyo : de 6 000 à 9 000 F selon les compagnies », lit-on sur l'écran. Un passage par le Pacifique sud augmentera de 50 % la mise initiale. Chez Nouveau Monde (tél. : 01-53-73-78-80), les tours du monde sont Express, via la Polynésie, ou Sacs à dos, avec des parcours terrestres dans les deux hémisphères (moins de 10 000 F). On part « Sur la route du gallin », avec escales au Mexique et aux Philippines, ou en quête « des épices et des parfums » dans l'océan Indien et en Orient. Un tour du globe se prépare avec une mappemonde. Il s'agit d'aller de l'avant en progressant vers l'Orient. Ou vice versa. De choisir les étapes essentielles. D'imaginer des variantes.

Florence Evrin

PARTIR

Vol libre sur les pentes de la Réunion

LA PRÉ-COUPÉ DU MONDE de parapente, préface à la finale de 1998, aura lieu à l'île de la Réunion, paradis du vol libre, du 27 octobre au 2 novembre. Epreuve internationale ouverte à tout possesseur d'une licence de compétition, elle accueillera 80 concurrents maximum et se déroulera sur des sites prestigieux tels que le Dimitile, les Makes, le Maïdo et le Dos-d'Ane. Inscription : 600 F. Renseignements au 02-62-34-60-61. A cette occasion, Agora Voyages propose un forfait au départ de Paris avec le vol (Air Liberté), le logement et une voiture de location, de 8 900 F à 12 500 F par personne, en fonction de l'hébergement (hôtels, VVF ou chambre d'hôtes) et de la formule retenue (demi-pension ou petit-déjeuner).

* Agora Voyages, tél. : 01-44-21-80-16. Renseignements pour la compétition, tél. : 02-64-34-60-01.

Tennis haut de gamme à Sainte-Lucie

QUEL TENNISMAN amateur n'a rêvé de se retrouver, un jour, face-à-face avec un des grands noms du circuit professionnel ? Une hypothèse que le voyageur Directours a décidé de rendre possible, en proposant de participer à un tournoi organisé du 10 au 14 décembre dans une île des Caraïbes, Sainte-Lucie. Seront présents plusieurs champions, dont Nastase, Leconte, Tanner et Kriek. Le forfait proposé (6 200 F par personne pour 9 jours/7 nuits) comprend le vol de Paris ou de province (+ 480 F dans ce cas), l'hébergement en pension complète dans un club trois étoiles, et l'accès gratuit à tous les sports nautiques. Les enfants de moins de douze ans logés avec leurs parents bénéficient du séjour gratuit, seul le vol (2 125 F) étant facturé. Le séjour peut commencer à partir du 28 novembre.

* Renseignements au 01-45-62-62-62 (Paris), 04-72-40-90-40 (Lyon), 08-01-63-75-43 (Nice, n° Azur) ou par Minitel 3615 Directours.

L'Amérique en triptyque

« PRESTIGE », « Classic », « Basic ». Trois régimes pour découvrir l'Amérique, selon le temps et le budget dont on dispose. Ainsi, New York : le forfait « Basic » commence à 3 495 F (4 jours, vols, 3 nuits en chambre double, visite guidée de Manhattan en français), le « Prestige » à 22 230 F (vols en classe affaires, transferts en limousine et, dans un hôtel de charme ou de luxe, journaux quotidiens, mini-bar à discrétion, cocktail, collation). D'autres destinations font l'objet d'offres similaires : forfaits « Classic » de 8 jours à 5 150 F en Floride, à 7 325 F en Louisiane, San Francisco « Prestige » (20 685 F) et Las Vegas « Basic » (4 815 F), Arizona, Canada ou Mexique et même une croisière aux Caraïbes (9 jours à partir de 8 990 F). Liste non exhaustive et prix valables jusqu'au 31 mars 1998.

* Catalogue Promo-Stoux Niver 1997-1998, de Vacances fabuleuses, dans les agences de voyages et au 01-53-67-60-00.

En Ethiopie, chez des chrétiens d'Afrique

UN PLATEAU s'étend à quelque 2 400 mètres d'altitude, coupé de vallées profondes. Forteresse naturelle contrôlant les régions avoisinantes, noires et animées, avec, ici et là, quelques poches musulmanes. Ethnie principale, les Amharas, des chrétiens qui parlent une langue sémitique - l'Amharique - leur dernier empereur, descendrait du roi Salomon. Les célèbres églises, rares monuments en dur à avoir traversé deux millénaires pour les plus anciennes, se trouvent sur ce plateau. Eglises entrecroisées à Lalibela, plus récentes sur le lac Tana - l'une des deux sources du Nil -, stèles monolithes à Axoum, palais XVII^e à Gondar. Terre où l'Européen retrouve des racines bibliques. Les contacts avec les gens sont, dit le voyageur, très faciles, le costume et l'habitat variés. Deux départs pour ce périple de 15 jours (17 900 F, tout compris sauf les repas à Addis-Abeba) : du 21 décembre 1997 au 4 janvier 1998 et du 15 février au 1^{er} mars 1998.

* Peuples du monde, 10, rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : 01-42-72-50-36.

Le Monde
l'histoire au jour le jour
Israël, Palestine
un destin partagé
UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EVASION

Directours
ANTIGUA 9j: 8 790 F
Vol Air France + séjour "all inclusive" en hôtel 4* plage sublime. Tous repas, toutes boissons, tous sports à volonté. Base chambre double. Prix valable jusqu'au 13/12. Départ: 100 F. Possibilité de 2* à 6 250 F.
Vous ne trouverez pas moins cher, à qualité égale!
Brochures gratuites sur demande. Nos vols sont et nos promotions sur le Web: www.directours.fr
60 avenue des Champs-Élysées, PARIS 8e
Tél. : 01 45 62 62 82
à Lyon : 04 72 40 80 40

Réservez les plus belles chambres d'Angleterre (hôtels, B&B, demeures...) au prix le plus attractif
3615
Donnez Bien
2,25 F le min
LIC 075 960 210
Forfaits spéciaux avec le train EUROSTAR

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Parc Régional, 5 km de St-VÉLAN
Neige - Soleil - Tous Skis
Raquettes - Chiens de Traîneaux
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis de France
1/2 pension 280 F à 300 F
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

SPECIAL ROME
Du 07 au 11/11/1997 **2 810 F**
Du 05 au 08/12/1997 **1 860 F**
Le transport par vol spécial Paris/Rome/Paris
Les transferts de l'aéroport hôtel et vice-versa
Le logement en chambre double, petit-déjeuner
L'assurance assistance rapatriement
cit
Minitel 3615 Directours
Tél. 01 44 52 39 27

SKI DE FOND
Haut-Jura, 3h Paris TGV
Vivez et l'avez vous accueillant dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII^e. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits mls, et répis, chambre avec salle de bains + WC. Tarifs selon période : sem./pers. 2 700 F à 3 200 F tout compris (pension complète + vol + rapatriement + matériel de ski...)
Tél. : 03.81.38.12.51
LE CRÉ L'AGNEAU
25650 LA LONGEVILLE

3615 TRAVELTOUR
01 23 61 00 00 - Tél. 03 36 69 66 99
PROMOS DE LA SEMAINE
TUNISIE (26 oct./02 nov.) 2 750 F
8/7e Vol + transferts + hôtel 3* demi-pension
REPUBLIQUE DOMINICAINE 3 990 F
8/9e Vol + transferts + hôtel 2* Pens. Compl.
PRAGUE (08/11 nov.) 2 230 F
4/3e Vol + transferts + hôtel 3* en petit-déj.
St PETERSBOURG (08/11 nov.) 4 050 F
4/3e Vol + transferts + hôtel 3* P.C. + visum
Sous réserve de disponibilité LIC 075 960 210

PROFESSIONNELS DU TOURISME Invitez-nous à découvrir aux voyages : RUBRIQUE "EVASION"
01 42 17 69 40 - Fax : 01 42 17 69 26

Soleil au nord

L'ANTICYCLONE situé au nord des Britanniques dirige sur le nord du pays un flux d'est, avec de l'air froid et sec. Jeudi, un front froid traverse la Méditerranée, apportant de la pluie et des orages sur l'extrême sud du pays.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Les nuages seront nombreux le matin, mais le soleil reviendra par le nord l'après-midi. Le vent d'est soufflera modérément en Manche. Les températures maximales avoisineront 14 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps sera frais et bien ensoleillé toute la journée. Le vent de nord-est restera faible à modéré. Le thermomètre marquera 11 à 13 degrés au meilleur moment de la journée.

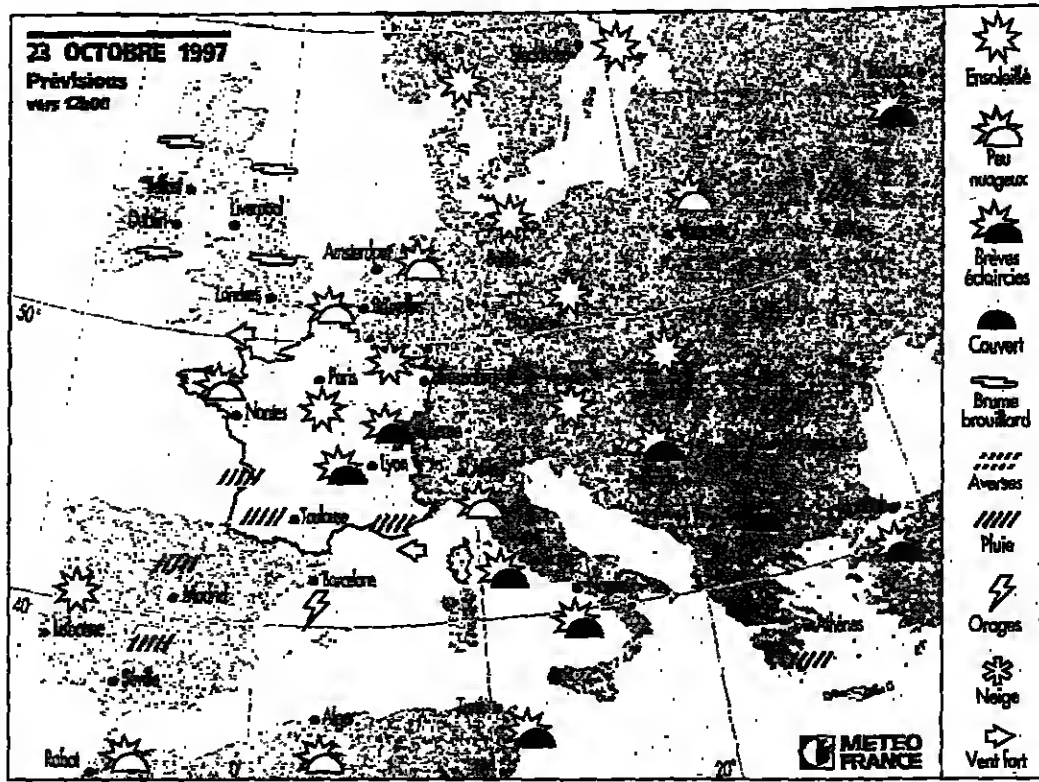
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après dissipation de quelques brumes ou brouillards locaux, la journée s'annonce bien ensoleillée et fraîche. Au lever du jour la tem-

pérature sera proche de 0 degré, et l'après-midi elle ne dépassera pas 10 à 13 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Midi-Pyrénées, le temps restera maussade, avec de la pluie et parfois des orages près des côtes. Ailleurs, les nuages resteront nombreux avec un peu de pluie, se limitant au sud de l'Aquitaine l'après-midi. Il fera 18 à 21 degrés l'après-midi.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel restera très nuageux une bonne partie de la journée. Les éclaircies deviendront plus belles sur le nord des régions l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 16 à 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps restera couvert toute la journée, avec de la pluie et des orages. Le vent d'est soufflera à 50 km/h en rafales près du littoral varois. Les températures maximales avoisineront 20 à 22 degrés.

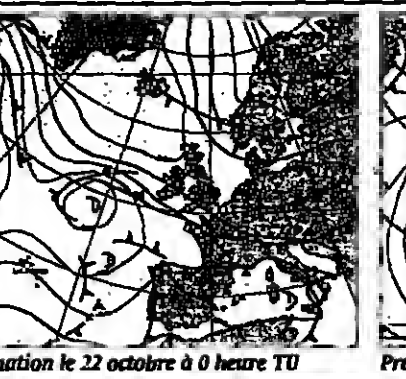


PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

France métropolitaine	NANCY	4/11 S
AJACCIO	11/21 P	NANTES
BIARRITZ	14/20 P	NICE
BORDEAUX	14/20 P	PARIS
BOURGES	9/16 S	PAU
BREST	11/14 S	PERPIGNAN
CAEN	8/13 S	RENNES
CHERBOURG	7/13 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	10/17 P	STRASBOURG
DIJON	6/14 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/18 P	TOURS
LILLE	3/12 S	FRANCE Océan
LIMOGES	12/18 N	CAYENNE
LYON	1/16 N	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	14/18 P	NOUMEA

25/29 S	KIEV	-2/4 P	VENISE	8/16 S	LE CAIRE	19/26 S
25/31 S	LISBONNE	17/20 S	VIENNE	2/10 S	MARRAKECH	16/27 S
20/24 S	LIVERPOOL	5/11 C	AMSTERDAM	18/27 P	NAIROBI	14/23 N
7/11 S	LUXEMBOURG	7/12 C	BRASLIA	15/23 P	PRETORIA	16/28 S
17/23 P	MADRID	14/20 P	BUENOS AIR.	15/23 N	RAJAH	17/24 N
18/23 P	MILAN	10/19 N	CARACAS	26/32 S	TUNIS	20/25 N
5/9 C	MOSCOW	-2/2 N	CHICAGO	0/9 C	ASIE-OCEANIE	
5/13 N	MUNICH	17 C	LOS ANGELES	20/23 S	BANGKOK	27/34 N
3/9 S	NAPLES	15/21 N	LIUNA	15/21 S	BOMBAY	24/33 S
4/11 N	OSLO	-4/4 S	MEXICO	10/22 N	DIJAKART	26/31 C
4/11 S	PALMA DE M.	18/24 S	MONTREAL	-4/4 N	HAOUI	27/32 F
4/11 S	PARIS	17/21 S	NEW YORK	3/9 S	HONGKONG	25/28 S
4/11 P	PRAGUE	12/19 S	SAN FRANCISCO	8/24 S	IBRAHEIM	16/24 S
2/11 S	ROME	15/21 N	SANTO DOMINGO	1/18 C	NEW DEHLY	17/28 C
3/8 P	SEVILLE	3/15 C	TOURONTO	0/11 S	PEKIN	7/15 S
5/9 C	SOFIA	1/5 C	WASHINGTON	0/11 S	SEOUL	14/24 S
3/9 C	ST-PETERSBURG	-3/2 S	ALGER	19/26 S	SINGAPOUR	26/32 N
8/14 C	STOCKHOLM	-3/2 S	DAKAR	26/31 S	SYDNEY	19/22 N
-4/2 S	TENERIFE	16/21 N	KINSHASA	23/30 C		
12/18 N	VARSOVIE	-3/7 N				



LE CARNET DU VOYAGEUR

MEXIQUE. La ville d'Acapulco, comme les autres villes du Pacifique touchées par l'ouragan Pauline, revient à la normale et l'aéroport a complètement repris son trafic.

ALLEMAGNE. British Midland inaugure, le 27 octobre, une nouvelle liaison quotidienne Londres-Dresde, via l'aéroport de Cologne-Bonn. Cette nouvelle fréquence s'ajoute au vol quotidien Londres-Dresde, via Munich, opéré par Lufthansa.

FRANCE. Les jeunes qui achèteront une carte SNCF 12-25 ans d'ici le 30 novembre bénéficieront de deux mois de validité supplémentaire gratuits.

CHINE. Un hôtel Holiday Inn vient d'ouvrir à Tianjin, la plus importante ville portuaire du nord de la Chine. En 1998 deux autres établissements doivent ouvrir à Jinan et à Hangzhou.

JARDINAGE

Se débarrasser des taupes, mais pas à n'importe quel prix

QUELLES défigurent les pré-cieux gazon bourgeois de cratères disgracieux, ou qu'elles fassent monter le taux d'acide butyrique dans le lait des vaches, tout propriétaire d'un carré d'herbe, grand ou petit, en veut aux taupes. Mais, les dessins animés de Tex Avery en font fol, la taupe se rit de tous les pièges.

Si l'oo tteot à se débarrasser de ces petits animaux, c'est la chimie qui donne les meilleurs résultats. On utilise actuellement des pastilles de phosphore de magnésium, de calcium ou d'aluminium. Au contact de l'humidité, elles libèrent un gaz, le phosphore d'hydrogène (PH₃), qui se répand dans la galerie et asphyxie les taupes. Il a l'avantage de ne pas laisser de résidu toxique dangereux pour les animaux qui s'empareraient de la dépouille.

Ce gaz peut être mortel dans un lieu fermé, surtout s'il est stocké dans un endroit humide et insuffisamment ventilé. Sa mise en œuvre est donc réservée aux seuls taupiers ayant obtenu un certificat de qualification (loi n° 92-533 du 17 juin 1992), ou travaillant dans une entreprise titulaire d'un « agrément gaz taupes » délivré

par le service de la protection des végétaux, de la direction régionale de l'Agriculture et de la forêt (DRAF).

Pour traiter sa propriété (1 hectare), Philippe B. a donc fait appel à un taupier. Celui-ci, qui résidait à 300 kilomètres, a réclamé 3 800 francs, plus 2,20 francs par kilomètre, pour le déplacement. « Exorbitant pour trois heures de travail, d'autant que le taupier avait officié chez neuf autres clients, présents par mon paysagiste, et que les taupes ont rapidement réapparu », estime Philippe B.

Tous les taupiers ne pratiquent

pas des tarifs aussi élevés. Pour un terrain d'un hectare, des professionnels moins gourmands demandent 1 900 francs, plus 2 francs le kilomètre pour le déplacement, qui peuvent être ramenés à un forfait de 600 francs s'ils viennent traiter plusieurs domaines dans le secteur.

PRODUIT IMPORTÉ
Il s'agit là des prix pour les particuliers; pour les agriculteurs, il est de 800 francs l'hectare. Les tarifs sont libres, et on peut faire jouer la concurrence, car le nombre de taupiers a beaucoup augmenté: ils

étaient 35 en 1995, ils sont 51 aujourd'hui.

La plupart avancent le même argument pour justifier le prix: le produit utilisé, importé d'Allemagne, coûterait très cher. C'est inexact. Renseignements pris auprès d'un fabricant, Degesch Mag-taube, le prix du kilo (soit 1 660 pastilles) est de... 300 francs, et il n'en faut guère plus pour traiter un hectare!

Certes, les taupiers supportent des frais. Pour obtenir le certificat de qualification, ils doivent suivre un stage organisé par le service de la protection des végétaux du mi-

nistère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, coordonné par la DRAF de Caen: 3 500 francs pour trois jours et demi. Le taupier doit également acheter le matériel: une canne pour distribuer les pastilles dans les galeries (2 500 francs), un masque (1 000 francs), une sonde (150 francs), une bouteille de produit et divers accessoires destinés au nettoyage et au rangement du matériel. Il lui faut également souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle pour le maintien de produits toxiques.

L'apporteur doit connaître la biologie et les mœurs de l'animal. La taupe creuse une galerie principale, et des galeries périphériques qui servent à la chasse. Elle se nourrit de vers de terre et de larves d'insectes. Il faut donc déposer les pastilles qui dégagent du phosphore d'hydrogène dans la galerie principale, celle où la taupe effectuera six passages à heures fixes pour regagner son nid: entre 7 et 8 heures, 11 h 30 et midi, 16 heures et 20 heures. Car la taupe mène une vie régulière qui comporte une alternance de moments de « travail » (chasse et forage de galeries)

et de repos. « La galerie principale se trouve souvent à l'aplomb d'un grillage ou d'un talus, tous lieux où l'homme ne passe pas », explique Jacky Leroy, taupier à Melaine-sur-Anbauc (Maine-et-Loire).

L'efficacité du traitement dépend à la fois de la nature du terrain et de son environnement. Une propriété jouxtant un bois humide ou des pâturages non traités sera inévitablement réoccupée par des taupes qui s'empresseront de squatter les galeries laissées vides. La taupe creuse sans cesse de nouvelles galeries à la fois pour agrandir son terrain de chasse et parce qu'elle est obligée de combler une partie de ses anciennes galeries pour se débarrasser des gravats qu'elle ne peut pas tous remonter à la surface.

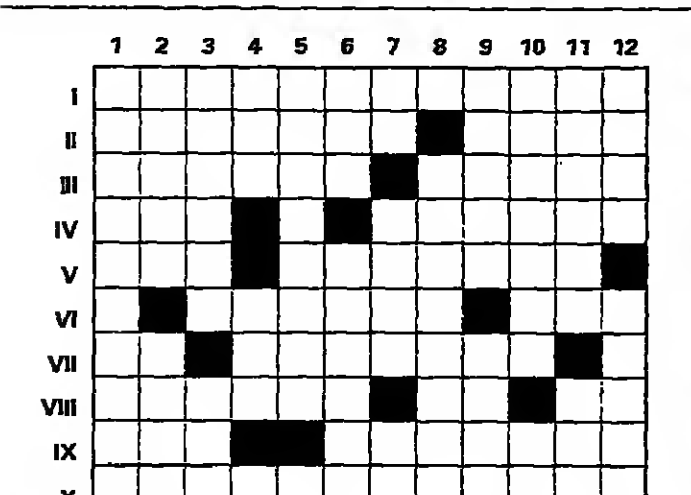
C'est pourquoi il est si difficile de se débarrasser des taupes, surtout si les voisins n'effectuent aucun traitement. Philippe B., qui est justement dans ce cas, a deux solutions: conclure avec son taupier un contrat d'entretien prévoyant plusieurs passages, ou apprendre à vivre avec les taupes, voisines discrètes et pacifiques.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97233

505 Jeux de mots: 3615 LEMONCE, type: SOS (2,23 min).



HORIZONTALEMENT
1. Retour à la vie active après un régime sec. - II. Se nourrit sur le dos des ouvrières. Forme de devoir. - III. Son temps de pose dépend du photographe. Combat le racisme sous toutes ses formes. - IV. Ville des Pays-Bas. Un

empire pour les Chinois. - V. Bien venue. Sorti du lot. - VI. Mis en place. Toujours vers l'Orient. - VII. Marque de qualité. Mettais le poids. - VIII. Fit le ménage à la maison en rentrant d'un grand voyage. Ouvra la marche. Appréciation convenable. - IX. Au

début du siècle. Remettre sur son siège. - X. Traissions à fond le sujet.

VERTICALEMENT
1. Pour elle, c'est impossible de travailler sans filet. - 2. Toujours lyrique dans ses envolées. Accessoire de bain. - 3. Remerciées vivement. En Vendée et en mer. - 4. Labellé à fleurs jaunes. Personnel. - 5. Font le plein des sens. - 6. Collère d'acier. Agira par surprise. - 7. Sur les roses. Ouverture vers la sortie. Vient d'être. - 8. Blanches et pures. - 9. A quitté Rome pour administrer nos communes. Lui n'importe comment. - 10. Qui peuvent corrompre. Zeiss en tomba vachement amoureux. - 11. Bien astiquées. Acide ribonucléique. - 12. Tient bon. Supports d'essais ou supports de succès.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97232
HORIZONTALEMENT
1. Hagiographie. - II. Accolure. - III. Ut. Triplette. - IV. Têtes. Pêta. - V. Suez. Rossini. - VI. Freezer. Rap. - VII. Os. Sortilège. - VIII. Eln. - IX. Dépora. Orgue. - X. Servomoteurs.

VERTICALEMENT
1. Hauts-fonds. - 2. Accours. Ee. - 3. GL. Tee. RPR. - 4. Jokers. UV. - 5. Ours. Zorro. - 6. GL. RER. Azn. - 7. Rapporte. - 8. Altes. Bot. - 9. Prés. Lure. - 10. Hélaire. Gu. - 11. Nageur. - 12. Eres-pèdes.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1759

MESURE D'URGENCE
Cette donne a été jouée en partie fixe, à Marbella, il y a de nombreuses années. En Est-Ouest, Le Dentu et D'Alella étaient associés et allaient faire chuter ce contrat de quatre Cœurs.

Réponse
Pour savoir si Est doit laisser passer ou prendre de l'As de Carreau, il faut chercher à quoi correspond l'entame à Pique. C'est la plus petite des cartes visibles, et on doit supposer que c'est un singleton ou la plus petite de trois ou quatre cartes sans l'As. Conclusion: le 6 de Pique est un singleton ou un tripleton avec D 8 6 (puisqu'il y a R V au mort et que Sud a forcément l'As). Mais, si Ouest n'a pas la coupe à Pique, on ne peut faire chuter le contrat. D'Alella s'est donc précipité sur l'As de Carreau pour rejouer le 2 de Pique.

Ouest a coupé et, pour redonner la main à Est, il a contre-attaqué Trèfle. Mais quelle carte? Attention! Il faut se méfier de la routine qui consiste à jouer la Dame que le déclarant ne couvrira pas avec le Roi. Devant ce danger, Ouest n'a pas joué la Dame, mais le Valet de Trèfle. Est a mis l'As, et un second retour à Pique a fait chuter le contrat.

L'EQUIPE DES AMÉRICAINES
Deux des joueuses de l'équipe américaine qui devait jouer aux Olympiades de Salsomaggiore ont réussi ce chelem qui a contribué à leur qualification lors de la sélection.

Réponse
Pour savoir si Est doit laisser passer ou prendre de l'As de Carreau, il faut chercher à quoi correspond l'entame à Pique. C'est la plus petite des cartes visibles, et on doit supposer que c'est un singleton ou la plus petite de trois ou quatre cartes sans l'As. Conclusion: le 6 de Pique est un singleton ou un tripleton avec D 8 6 (puisqu'il y a R V au mort et que Sud a forcément l'As). Mais, si Ouest n'a pas la coupe à Pique, on ne peut faire chuter le contrat. D'Alella s'est donc précipité sur l'As de Carreau pour rejouer le 2 de Pique.

Ouest a coupé et, pour redonner la main à Est, il a contre-attaqué Trèfle. Mais quelle carte? Attention! Il faut se méfier de la routine qui consiste à jouer la Dame que le déclarant ne couvrira pas avec le Roi. Devant ce danger, Ouest n'a pas joué la Dame, mais le Valet de Trèfle. Est a mis l'As, et un second retour à Pique a fait chuter le contrat.

Réponse
Pour savoir si Est doit laisser passer ou prendre de l'As de Carreau, il faut chercher à quoi correspond l'entame à Pique. C'est la plus petite des cartes visibles, et on doit supposer que c'est un singleton ou la plus petite de trois ou quatre cartes sans l'As. Conclusion: le 6 de Pique est un singleton ou un tripleton avec D 8 6 (puisqu'il y a R V au mort et que Sud a forcément l'As). Mais, si Ouest n'a pas la coupe à Pique, on ne peut faire chuter le contrat. D'Alella s'est donc précipité sur l'As de Carreau pour rejouer le 2 de Pique.

Ouest a coupé et, pour redonner la main à Est, il a contre-attaqué Trèfle. Mais quelle carte? Attention! Il faut se méfier de la routine qui consiste à jouer la Dame que le déclarant ne couvrira pas avec le Roi. Devant ce danger, Ouest n'a pas joué la Dame, mais le Valet de Trèfle. Est a mis l'As, et un second retour à Pique a fait chuter le contrat.

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 23 OCTOBRE 1997

CINÉMA Décapant, réjouissant et subtil, *The Full Monty* narre la conversion de chômeurs de Sheffield dans le strip-tease masculin. Emmenée par l'excellent Robert Car-

lyle, la comédie de Peter Cattaneo dresse un inventaire hilarant des complexes des hommes face à leur corps. *The Full Monty* a battu les records d'entrée dans le Royaume et

réalisé aux Etats-Unis la meilleure performance de l'année dans la catégorie indépendants. ● STEVEN SPIELBERG lâche à nouveau ses dinosaures avec *Le Monde perdu*

(page 30), remake plus que suite de *Jurassic Park*. Jutausa entreprise de produits dérivés, ce film ennuyeux (un comble) est un échec artistique. ● MICHEL PICCOLI, pour son pre-

mier passage derrière la caméra, réussit, à l'âge de soixante-douze ans, un coup de maître. Alors voilà, (page 31), ne sert qu'un héros : le cinéma.

La bonne combine de six chômeurs anglais

The Full Monty. Lorsqu'une demi-douzaine de gars de Sheffield sans travail se transforment en strip-teasers, le résultat est forcément inattendu. Ce film hilarant sonde l'étendue des complexes des hommes face à leur propre corps et face au désir féminin. Le résultat est sans appel

Film anglais de Peter Cattaneo. Avec Robert Carlyle, Tom Wilkinson, Mark Addy, Lesley Sharp. (1 h 32)

Un film où un homme a besoin d'un nain de jardin pour dissimuler ses parties intimes sort forcément de l'ordinaire. Non que cette nudité soit vraiment remarquable, mais cette utilisation détournée du nain de jardin fera date. Parmi les mille et une merveilles de *The Full Monty*, il y a cette façon très audacieuse qu'a son réalisateur Peter Cattaneo de tout détourner, de prendre les objets qui l'entourent et de leur attribuer un usage inédit. Le petit monde de *The Full Monty* marche sur la tête, il instaure le chaos géométrique, le tohu-bohu en règle d'équerre : les uniformes de vigiles de supermarchés sont transformés en frous-frous de strip-teasers, les bureaux de l'ANPE en salle de jeux et de paris clandestins, et les nains de jardin en cache-sexe.

Seule la première séquence du film offre une véritable impression de sérénité. Un film en super-8, tout à fait authentique, tourné au début des années 70 que Robert Cattaneo s'est simplement contenté de remonter, nous présente la ville anglaise de Sheffield comme un havre de paix, une Silicon Valley en puissance. Le premier jour, Dieu a créé l'acier, le second, les hauts fourneaux, et le septième la prospérité



« The Full Monty » : l'histoire de chômeurs anglais qui tentent de s'en sortir en enlevant le bas.

économique, synonyme de joie et de richesse. Autant de cadeaux du ciel qui doivent, à en croire son narrateur enthousiaste, amener touristes et investisseurs.

TRAITEMENT DE CHOC

Vingt-cinq ans plus tard, le paradis ressemble à un vaste terrain truffé d'usines désaffectées, alors que les ouvriers de la sidérurgie ont appris les joies du chômage à temps complet. Le ciel semble être tombé sur la tête de Sheffield, mais même pas, les dieux ne tombent pas pour si peu, et Sheffield est toujours là : noire, sale, bétonnée, et pourtant très fréquentable. C'est là que Gaz (le désormais inoubliable Robert Carlyle, dont le talent déjà patent dans *Trainspotting* et *Corio's Song*

éclate au grand jour), un chômeur d'une trentaine d'années, compte les jours et les pounds dans son portefeuille afin de payer sa pension alimentaire et continuer de voir son gamin. Il y a plusieurs moyens de s'acquitter de cette dette : collecter les subides de plus en plus rares du gouvernement britannique, voler un bloc de béton de plusieurs dizaines de kilos et le revendre mais, à ce voir le résultat sur l'écran, la tâche est vouée à l'échec. Reste un traitement de choc : vendre son corps et se transformer en Chippendale - ces strip-teasers au torse glabre, gavé d'hormones et de stéroïdes, dansant leur derrière et leur croupe devant un parterre de femmes déchaînées. Cette solution est bien évidemment la plus

absurde, encore qu'elle ait déjà été testée maintes fois depuis la sortie de *The Full Monty* en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

C'est par hasard, en déambulant un soir dans les rues, que Gaz a la révélation, observant à travers un trou dans le mur, en intrus, comme James Stewart avec ses jumelles dans *Fenêtre sur cour*, le spectacle de femmes, fuyant la médiocrité du domicile conjugal, livrés devant des bideboudes dansants. Pour Gaz, il y a bien un secret derrière la porte, et le percer c'est se sortir de la fange, passer du statut encombrant de chômeur permanent à celui plus lucratif de danseur intermittent. Pour cela il faut aller plus loin, créer un spectacle où les hommes

ne se contentent pas de postures lascives, mais enlèveront aussi le bas.

The Full Monty n'est bien sûr pas un documentaire sur les Chippendales, mais une enquête sur la manière dont les hommes imaginent le désir féminin. Peter Cattaneo n'interroge pas nos fantasmes, mais cherche à sonder l'étendue de nos complexes. Et ils sont légion. Dans cette réunion d'inadaptés recrutés par Gaz parmi les chômeurs du coin, on compte un obèse, un professeur de tango qui n'ose pas avouer à sa femme qu'il a perdu son boulot, un Noir chauve et cinquantenaire qui danse comme un dieu, un roux raide et filiforme, un playboy de Prismic dont le seul atout réside dans le sexe hors norme dont la nature l'a doté. Il y a

forcément un détail, une partie du corps, qui agit sur le spectateur comme un miroir tendu où se reflète notre imperfection, notre incapacité et notre faiblesse.

Dans une très belle scène, un des chômeurs-danseurs teinte, pour impressionner Gaz, d'imiter Fred Astaire et de danser lui aussi sur les murs, avant de se faire lamentablement rattraper par les lois de la gravité. Fred Astaire pouvait effectivement faire alliance avec un plafond ou un porte-manteau. Etre défilé de la pesanteur restait la seule façon de rester éveillé dans son rêve. Peter Cattaneo nous montre l'inverse dès sa première séquence documentaire, modèle parfait de détournement des images : il n'y a plus de rêve, les apprentis danseurs ont les pieds collés dans le béton. C'est cette absence de sublimation qui est hilarante. Armés de leur glorieuse incapacité à mettre un pied devant l'autre, les personnages de *The Full Monty* apprennent qu'un régime de danseur consiste à se compresser le ventre avec des rubans de cellophane en mangeant des harres chocolatées, et à rester le nez collé dans le gazon, ou qu'un mouvement chorégraphique n'est rien d'autre que la transposition scénique du hors-jeu footballistique. A défaut de créer des vocations, une telle méthode devrait au moins susciter l'enthousiasme du spectateur devant un film aussi intelligent, fin, responsable, et drôle.

S. Bd

Peter Cattaneo, réalisateur « J'ai déconseillé à mes acteurs d'aller voir les Chippendales »

« Comment avez-vous financé votre film ?

Le script a été financé par Channel Four, ce qui, o'a rien d'étonnant vu que la plupart des films en Grande-Bretagne se font sous l'égide de cette chaîne ou de la BBC. Mais Channel Four n'avait pas les moyens d'aller plus loin. Fox Searchlights, l'antenne art et essai de la Fox, est arrivé et s'est occupé de racheter tous les droits.

« Avez-vous fréquenté des boîtes de Chippendales ?

Surtout pas et j'ai déconseillé à mes acteurs de le faire. *The Full Monty* est basé sur l'idée que l'on peut se faire des Chippendales. Plus celle-ci sera fautive, plus je serai content. On ne voit de toute façon aucun Chippendale dans le film.

« Comment expliquez-vous que le film soit devenu un tel succès aux Etats-Unis ?

Il devrait amasser 30 millions de dollars (180 millions de francs) de recettes là-bas, ce qui est énorme pour un film anglais. Mais je crois que l'histoire est très universelle et développe un ressort de comédie classique : vous n'avez plus rien, tout vous échappe, vous vous raccrochez à l'idée la plus absurde pour marcher. La structure est donc très simple, et à partir de là je pouvais rajouter des idées loufoques. La question du corps semble beaucoup préoccuper les Américains, et le fait que l'on voit ces hommes nus, sans fioritures, le ventre à l'air, avec pour, certains, beaucoup de graisse, a frappé toutes les associations du type « Overeater anonymous » (obèses anonymes) qui se battent pour que la graisse ne soit plus considérée comme un handicap ou une forme de laid.

« Avez-vous pu bénéficier de toute la liberté dont vous aviez besoin durant le tournage ?

Tout à fait. On nous a bien fait comprendre que tout se ferait dans la liberté la plus complète. Je n'ai jamais entendu la moindre remarque durant la production. Nous avons eu quelques discussions au moment du casting et du montage, mais sans plus. Nous avions un budget très modeste de 2 millions de dollars, les enjeux n'étaient pas énormes. Le rêve d'une compagnie indépendante est un film de 2 à 3 millions de dollars avec le retentissement de *Quatre mariages* et un enterrement. C'est ce qu'ils appellent le « crossover potential », un film qui peut avoir un public de plusieurs nationalités appartenant à des classes sociales différentes.

« C'est devenu le film que les jeunes mariés vont voir pour enterrer leur vie de garçon ou de jeune fille »

Le succès du film en Grande-Bretagne est-il aussi important qu'aux Etats-Unis ?

Il est en train d'égaliser les records de *Quatre mariages* et un enterrement. C'est devenu le film que les jeunes mariés vont voir à la séance de minuit pour enterrer leur vie de garçon ou de jeune fille. Le plus étrange est que je lis maintenant des articles sur des chômeurs dans le Yorkshire qui sont véritablement devenus strippers. Nous avons fait la première du film à Sheffield dans un multiplexe. Les spectateurs étaient très méfiants, ce que je comprends : la télévision locale en avait parlé toute la journée, nous avions beaucoup de gens qui se demandaient pourquoi on avait besoin de mettre des chômeurs à poil. Le premier quart d'heure a été épouvantable, la salle ne bronchait pas, et puis elle s'est petit à petit dété-

due. A la fin, tout le monde était debout.

« Comment expliquez-vous que ce soit une compagnie américaine et non britannique qui ait produit *The Full Monty* ?

J'ai commencé à chercher un producteur durant l'été 1995. La BBC n'a pas accroché, ils n'avaient pas beaucoup d'argent, et, à partir de là, où pouvais-je me diriger si ce n'est vers les Etats-Unis ? La situation a considérablement évolué en Grande-Bretagne depuis cette date, la loterie nationale reverse une partie de ses gains dans la production cinématographique, le nouveau gouvernement travailliste s'est aussi engagé à soutenir le cinéma.

« Malgré le succès colossal du film, mon producteur, mon scénariste et moi ne voyons qu'une partie infime des revenus du film. De quoi payer mon loyer pour une bonne année sans me faire de soucis, mais certainement pas de quoi mener la grande vie. Entre les parts distributeurs et producteurs, les investissements marketing, nous ne voyons pratiquement rien en retour. Comment aurai-je pu être auteur ? Le simple fait de trouver un producteur était énorme, nous étions prêts à faire le film à leurs conditions.

« Après *The Full Monty*, allez-vous travailler à Hollywood ?

Sans doute. Je suis frappé de voir la différence de comportement entre un producteur anglais et un producteur américain. Si ce dernier s'intéresse à votre cas, il ne vous lâche pas d'une semelle, et vous appelle dix fois par jour si c'est nécessaire jusqu'à ce que vous disiez oui. Il vous propose trois scénarios, deux livres à adapter, un voyage en première classe à Los Angeles juste pour voir, et des rendez-vous avec les stars de votre choix. Et derrière se profile un chèque énorme. Je suis pourtant convaincu que l'on peut faire aussi bien avec une toute petite partie de ce rêve.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Un film culte en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant
Jamais sans doute un film britannique n'aura autant pris le public et les critiques d'Albion par surprise que *The Full Monty*. Sorti le 29 août, il a déjà dépassé le plus grand succès outre-Manche, *Quatre mariages* et un enterrement, de Mike Newell, et se rapproche des trois films records du box-office, *Jurassic Park*, de Steven Spielberg, *Independence Day*, de Roland Emmerich, et *Men in black*, de Barry Sonnenfeld.

Plus qu'un spectacle passif, *The Full Monty* - une expression locale remise au goût du jour et que l'on peut traduire par « la totale » ou « le grand jeu » - est un film qui fait vibrer les spectateurs britanniques. En particulier dans l'ancienne région industrielle du sud du Yorkshire et de Sheffield, où il a été réalisé.

IDENTIFICATION DU PUBLIC

Les deux complexes multisalles de Sheffield - Meadow Hall et UCI - passent le film à guichets fermés dans plusieurs salles à la fois. Le public s'identifie parfois à la dernière scène, celle d'un strip-tease masculin, participant au spectacle comme les femmes surexcitées du film. *The Full Monty* est désormais sur toutes les lèvres, nous dit Andrew, un jeune du coin : « Il y a quelques jours à Sheffield on a surnommé le championnat du monde de boxe avec Prince Naseem : "La

nuît du jugement, *The Full Monty* ». Selon le producteur Umberto Pasolini, certains spectateurs ont déjà vu le film deux ou trois fois, et il n'est pas rare que des femmes aillent en bande voir le film lors de « *Men's Nights* » (littéralement des nuits de cocottes).

Un député travailliste de la région y retourne « un éloge de la créativité de mes électeurs dans cette région dominée par le charbon et l'acier qui a été détruite par M^{rs} Thatcher. On y voit l'idée de révolte à travers la culture - en l'occurrence le strip - comme la façon de danser dans un autre film tourné par ici, *Les Virtuoses* [de Mark Herman]. *The Full Monty* montre que la société civile est si profondément ancrée ici que Maggie n'a pas réussi à détruire sa résistance et son sens de l'humour. Il décrit aussi le débrouille, le soutien mutuel et indique que la page de la récession est tournée, que les gens sont prêts à tout faire pour avoir un boulot. Même en acceptant, au sens propre, de baisser leur pantalon, ce qu'ils s'étaient toujours refusés à faire au sens figuré.

Ancien critique, producteur et lui-même originaire du Yorkshire, David Roper explique le triomphe d'un film devenu l'objet d'un culte au bout seulement de quelques semaines parce qu'il « symbolise l'optimisme et que les gens se sentent mieux depuis l'élection de Tony Blair le 1^{er} mai. Il fournit une sorte d'espoir, d'amusement, même

s'il est superficiel, une image que tout le monde souhaite, la démonstration que l'on peut réaliser ses souhaits. Par contre, *Les Virtuoses*, c'était trop triste, ça faisait trop fish and chips ».

« Il existe un sens de l'humour spécifique dans le Nord » (de l'Angleterre), explique David Lechnicker, critique de cinéma du Journal de la ville voisine de Rotherham, l'Advertiser : « Il est plus cultivé ; ici, les gens ont le sens de l'ironie et rient plus facilement qu'à Londres. » Le fait qu'ils aient participé au tournage leur a donné l'impression d'appartenir au film. Beaucoup ont fait de la figuration, connaissant quelqu'un qui en a fait, ou qui connaît quelqu'un qui a tourné un petit bout de rôle ; ils rient de coups féroces qu'ils ont parfois vécus, se moquent d'eux-mêmes avec un humour qui ne manque pas de verve. Cela témoigne aussi, ajoute-t-il, d'un boom de l'industrie du cinéma au Yorkshire, où l'industrie actuellement *Among Glorias*, un film racontant l'histoire d'alpinistes recrutés pour peindre des poteaux télégraphiques...

PERSONNAGES TENDRES

Producteur heureux, Umberto Pasolini est lui aussi très surpris de son succès. Certes il voulait tourner dans les riches industrielles de Sheffield avec des chômeurs dans des rôles principaux, mais il reconnaît qu'il a eu de la chance : « On peut faire un bon film, un film sympa, jouer avec le public. Mais on ne peut pas savoir à l'avance si cela va être un hit. » « J'ai voulu sortir des caractères violents, choisir des personnages tendres en dessous de la surface », ajoute-t-il, reconnaissant à l'occasion l'influence du cinéma italien, de Monicelli à Olmi.

Mais ce qui lui plaît le plus, c'est d'avoir pu démontrer, à Sheffield comme dans le reste de l'Angleterre, qu'il existait un public pour les films anglais et pas uniquement pour le cinéma américain. N'empêche, *The Full Monty* fait autant un tabac outre-Atlantique que chez les chômeurs du Yorkshire.

Patrice De Beer

A la conquête de l'Amérique

Vingt-deux millions de dollars au box-office américain, dix semaines après sa sortie (le record de l'année dans la catégorie indépendants). *The Full Monty* a une belle chance d'être nommé aux prochains Oscars. David Dinerstein, vice-président du marketing de Fox Searchlight, a organisé des projections gratuites destinées à stimuler le bouche-à-oreille dans une dizaine de villes américaines. Le film débute dans un nombre restreint de salles et, à la mi-août, l'implantation grimpe jusqu'à 800 cinémas en huit semaines, un chiffre absolument record pour un film indépendant (dont la présence moyenne plateforme généralement à 150 salles).

Le public initial était composé de 60 % de femmes et de 40 % d'hommes, « parce qu'au début les hommes croyaient que c'était juste une histoire de chômeurs qui se déshabillent », commente Dinerstein, mais la répartition s'est rééquilibrée, et le film attire tous sexes, races et âges confondus. « Ces gars-là ressemblent plus à mon petit ami que Brad Pitt ou Richard Gere », admet une fan du film. Et les femmes américaines commentent avec plaisir l'inversion d'une situation où des hommes comprennent ce qu'il en coûte de se dénuder.

L'exploitation du dinosaure

La rentabilité des grosses bêtes de Steven Spielberg n'a pas de limites

LOS ANGELES
correspondance

A Hollywood, on ne parle plus d'une bonne « idée » de scénario, mais d'une « franchise », c'est-à-dire d'un concept aux retombées financières multiples et illimitées. En ce sens, les dinosaures de Michael Crichton et de Steven Spielberg ont produit le modèle même du cinéma lucratif. Depuis sa sortie en 1993, *Jurassic Park* a rapporté la somme colossale de trois milliards de dollars (1 dollar = 5,95 francs), dont un tiers provient de la vente des produits dérivés.

Avec *Le Monde perdu*, le studio Universal (qui partage à 50 % les droits de copyright avec Amblin Entertainment, la société de Spielberg) entend battre ses propres records. La centaine de licences de fabrication, octroyées aux plus grands dirigeants des différents secteurs de consommation, déclinent les dinosaures sous toutes leurs formes, dans toutes les matières, et pour tous les usages. Jusqu'à l'écoeurément. « Nous avons poussé le concept des produits dérivés à son extrême. Il y a tout ce que vous pouvez imaginer ! », confirme Tim Rothwell, vice-président du département des produits de consommation d'Universal, à propos de la myriade de gadgets lancés à l'assaut du marché intérieur puis international, en synchronisation avec la distribution du film. Ce merchandising suit la courbe du box-office hollywoodien, qui tire aujourd'hui plus de la moitié de ses ressources des territoires étrangers.

Bien sûr, il y a les classiques : T-shirts, casquettes et visières, lunettes, stylos, papeterie, calendriers, gobelets, savons, brosses à dents, montres, porte-clés, bad-

ges, sacs de voyage, étiquettes de valise, lampes de poche, parapluies, cartes de téléphone (en collaboration avec MCI). Alors qu'aujourd'hui 50 % de l'industrie du jouet américain est liée à des thèmes cinématographiques, *Le Monde perdu* se place en tête des ventes, avec ses personnages et dinosaures animés, ses voitures et cerfs-volants télécommandés, les armes, les jeux de construction, les puzzles, les dinos qui mordent (un peu), un Velociraptor électronique, bref une armée de jouets qui devraient se retrouver sous les sapins de Noël, lesquels pourront même être décorés avec des boules jurassiques.

VALEUR AJOUTÉE

C'est dans le domaine du vêtement et des objets de décoration, que *Le Monde perdu* a intensifié ses efforts. Les dinosaures ont imprimé leur marque sur les maillots de bain, boxer-shorts, petites culottes, socquettes, pyjamas, tenues et chaussures de sport, cravates, draps, duvets et couvertures, services de table, tapis, coussins, serviettes de toilette et accessoires de bain, gants (en forme d'oeufs de dinosaures)... jusqu'aux pansements ! Dreamworks Interactive (une des branches du nouveau studio cofondé par Spielberg) y est allé de ses jeux informatiques. Sega a mis sur le marché des jeux vidéo et interactifs, même un flipper où les joueurs de football ont été remplacés par les monstres préhistoriques. L'édition offre le « *making off* » du film, des planches de coloriage, des bandes dessinées...

« Les partenariats ajoutent une valeur considérable à notre franchise, environ 250 millions de dol-

lars de soutien promotionnel », poursuit Tim Rothwell. Chez Burger King, vous achetez un hamburger et pour 2 dollars de plus, vous recevez une montre à l'effigie de *The Lost World*. Les dinosaures sont toujours sur les barres de chocolat (Hershey), les cinquante variétés de céréales de General Mills, sans oublier Kodak, Tropicana, et Mercedes-Benz. Grâce au fabricant automobile, *Le Monde perdu* a réitéré, cette fois avec le lancement d'une voiture de sport tout terrain, le joli coup de *Jurassic Park*, un des premiers films à avoir présenté, en démonstration à l'écran, les produits divers associés à son thème (le centre d'accueil montrait aux investisseurs potentiels quelques-uns des gadgets promoteurs de justes retombées commerciales).

Après l'ouverture de l'attraction *Jurassic Park* aux studios Universal de Los Angeles, la fréquentation du parc a augmenté de 35 %. La même attraction ouvrira en Floride en 1999. Les dinosaures ont rempli les poches de Steven Spielberg, dont les gains pour les années 1996 et 1997 sont estimés à 313 millions de dollars par le magazine *Forbes*, ce qui le place en tête des revenus des personnalités du show-business (avec Michael Crichton en quatrième place). Oui, le dino est un créneau vraiment porteur. Un fossile de T-Rex vieux de 65 millions d'années vient d'être enlevé aux enchères de Sotheby's pour la somme de 8,4 millions de dollars. C'est bien le seul dinosaure de la création sur lequel le réalisateur de *Jurassic Park* ne touchera pas de royalties.

Claudine Mulard



Le premier des mondes perdus

Tout le monde aura reconnu dans cette image les deux vieilles bêtes de scène remises au goût du jour par Steven Spielberg : le sanguinaire tyrannosaure plantant ses crocs dans la gorge du ruminant brontosaure. Mais ce photogramme présente surtout l'intérêt de dévoiler la scène primitive des monstres de l'écran. Il est tiré de *The Lost World*, de Harry Hoyt (1925), premier long métrage de l'histoire du cinéma qui leur consacre la vedette. Adapté du roman du même nom publié treize ans plus tôt par Sir Arthur Conan Doyle, ce film, projeté au Festival du cinéma muet de Pordenone dans sa version intégrale récemment restaurée par la cinémathèque de Rochester, présente un double intérêt. D'abord, celui de fouiller total du réalisateur au profit du créateur des marionnettes, William O'Brien, futur papa de *King-Kong* (1933). Ensuite, et a contrario, le fait qu'on se passionne mille fois plus, en le redécouvrant, pour l'aventure humoristique-amoureuse de ses personnages que pour les barissements de ses bestioles de carton-pâte. De sorte qu'on se demande de quel cell seront vues celles de Spielberg en 2050.

Les meilleures entrées en France

FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES	BOÎTE	BOÎTE	BOÎTE
1. Le Part	1	625 282	478	825 282	
2. Le Mariage de mon meilleur ami	3	240 464	418	304 077	-45 %
3. Rien ne va plus	1	130 267	234	130 267	
4. George de la jungle	1	116 280	248	116 280	
5. Air Force One	3	108 966	428	788 880	-53 %
6. L.A. Confidential	2	81 972	208	274 113	-39 %
7. Breakdown	2	73 880	188	236 210	-46 %
8. Le Destin	1	68 030	111	68 030	
9. Volte Face	6	64 356	248	1 409 822	-46 %
10. Men in Black	11	48 678	227	5 557 976	-48 %

* période du mercredi 19/10 au dimanche 19/10 inclus

Trois bonnes nouvelles se dessinent. D'abord le « carton » du Part, parti pour marquer sur les traces des Trois frères, énorme succès de 1996. Indicateur très prometteur, le film des inconnus obtient un taux de remplissage de ses salles exceptionnelles (727) : trois fois celui du Mariage de mon meilleur ami. Ensuite, le fait que figurent parmi le Top 10 quatre nouveautés, et plus généralement que la relève des champions de la rentrée paraisse assurée, sans que ceux-ci aient tout à fait disparu. Men in Black, toujours vaillant, vient ainsi de passer la barre symbolique du million d'entrées à Paris. Et Volte Face fait preuve d'une belle résistance, grâce à un accueil inespéré en province.

Enfin, le bon accueil du public, parmi ces nouveautés, à Rien ne va plus et au Destin, qui bénéficient tous deux d'un bon rapport Paris-et régions (respectivement 3,1 et 2,9) : augure d'une exploitation en profondeur. L'ensemble de ces phénomènes permet, avec 1 905 900 entrées durant ces cinq premiers jours, une remontée de 5 % de la fréquentation par rapport à la période correspondante de 1996, ce qui permet de continuer de viser des objectifs optimistes pour la fréquentation de l'année. Les places s'épuisent, par ailleurs occupées par quelques-uns des meilleurs titres du moment. De beaux lendemains en douzième position précédant Nettoyage à sec, Western et L'Anguille.

La ballade noire des deux amis

Kini et Adams. Idrissa Ouedraogo invente une épopée africaine sur grand écran

Film franco-burkinabé d'Idrissa Ouedraogo. Avec Vusi Kuneene, David Mohloki, Nthathi Moshesh, Netsayi Chigwendere, John Kani. (1 h 33.)

Kini et Adams est une fable, une chanson, une ballade. Une ballade entre réalisme et mythologie, jeu de rôle et questions de principe. C'est l'histoire en apparence modeste de l'amitié de deux types, mise à l'épreuve par l'arrivée d'un chandelier qui aurait dû leur permettre de réaliser leurs rêves.

Et c'est une tentative herculéenne de son auteur, Idrissa Ouedraogo, d'inventer un nouveau souffle pour le cinéma en Afrique, de poursuivre avec davantage d'ambition ce qu'il tentait déjà il y a cinq ans dans *Samba Traoré* : un récit épique africain avec les moyens du cinéma, quelque chose d'équivalent pour son continent à ce que représentait le western pour l'Amérique. Bizarrement (mais est-ce si bizarre ?), personne, même les défenseurs du cinéma africain et du « tiers-monde », n'a l'air très décidé à suivre sur cette voie Ouedraogo, dont le film a été fiévreusement accueilli à Cannes.

Méfiante envers une Afrique qui voudrait s'inventer ses épopées pour le temps présent (épopée où pas un Blanc n'apparaît) plutôt que de se plaindre sans fin de sa détresse ? Peut-être. Méfiante envers un genre lyrique, un rapport au monde « enchanté » - quoique nullement complaisant - méfiante envers les symboles, méfiante envers les images alors que partout triomphe leur contraire asservi, l'imagerie. Il est logique (pas seulement pour des raisons pratiques) que Ouedraogo soit allé tourner son récit, qui pourrait être situé n'importe où, en Afrique du Sud : là où, peut-être, le continent noir se creuse un tunnel d'évasion vers

l'avenir. L'énergie de Kini et Adams tient au mélange des genres, à la manière dont les trames de la comédie de mœurs s'écroquent aux chaînes de la fable tragique. Pour cela, il faut une interprétation qui échappe à la caricature, délivrant les personnages de leur type-page utilitaire - autre bonne raison d'être allé tourner en Afrique du Sud, et donc en anglais, ce film qui aurait eu du mal à trouver en Afrique francophone des acteurs répondant à ses exigences.

PLAN PAR PLAN

Parmi eux - parmi les comédiens, parmi les personnages - les femmes obtiennent dans ce jeu de récits croisés une part que la construction dramatique, centrée sur deux hommes, ne leur promettrait pas, mais que la dynamique de la réalisation, la générosité du regard du cinéaste et le tonus des actrices leur conquièrent plan par plan.

Ce débordement du scénario par le cours du film est un sûr indice de la manière dont fonctionne Kini et Adams : avec un élan de raillerie et de filer capable de bifurquer du bricolage rigolard d'une vieille bagnole à l'irruption d'un bordel de brousse - où se trouve, évidemment, la fatale beauté qui viendra séparer les mâles -, d'une explosion de folie du pouvoir à un dynamitage violent et d'une étrange tristesse. Avec une souplesse qui laisse place dans le champ à des personnages « secondaires » (du chef de chantier au simplet du village devenu chanteur à succès en passant par le colporteur et son camion-trait d'union) qui pourraient devenir les héros de plusieurs autres récits - caractéristique des personnages d'un récit véritablement légendaire.

J.-M. F.

Studio des Ursulines - Tél. 01.43.26.19.09
AMSTERDAM GLOBAL VILLAGE
«un film monde» (Serge Toubiana)

LES NOUVEAUX FILMS

LE MONDE PERDU

Comment l'homme qui est devenu le symbole de l'entertainment hollywoodien dans la plus noire acception du terme a-t-il pu réaliser un film aussi étonnant ? *Le Monde perdu* est plus qu'un film raté, c'est une œuvre dont Steven Spielberg s'est désintéressé dès le départ, la mettant en scène comme un générerait ses troupes au front pour les regarder combattre avec des jumelles. Ahurissants, les vingt premières minutes de *Monde perdu* sont entièrement figées, entièrement dévouées à exposer la culpabilité d'un réalisateur face à son entreprise : le savant, interprété par Richard Attenborough dans *Jurassic Park*, nous explique pourquoi ce film n'est pas une suite, mais un remake à l'identique du précédent. A côté de *Jurassic Park* existerait une autre le, semblable, où vivraient de nombreux dinosaures ressuscités selon un procédé génétique déjà expliqué dans le film précédent. Il y a des dinosaures plus nombreux et plus méchants, et encore plus d'hommes blancs pervers, désireux de tirer profit des monstres préhistoriques pour construire un parc d'attractions. Armé de présumés minanthropes (l'homme, foncièrement mauvais, étouffe les autres espèces autour de lui) et cyniques (*Jurassic Park* avait été cocoo comme une future attraction à Universal Tours), Spielberg déroule des figures obligées du film de monstres, copiées sur King

Kong (pour la partie sur l'île), *Dra-cu-lin* (le passage sur le bateau transportant les bestioles) et *God-zill* (un tyrannosaure lâché en ville). S. B. Film américain de Steven Spielberg. Avec Jeff Goldblum, Julianne Moore, Pete Postlethwaite, Arliss Howard. (2 h 14.)

CHAGRIN D'AMOUR

Réalisé en 1941, ce film, dont c'est la première sortie commerciale française, était la troisième adaptation d'une pièce de Jane Cowl et Jane Murn (Smilin' Through avait été signé par Sidney Franklin en 1922, puis 1932). Si l'on considère l'histoire du remake hollywoodien comme une série d'adaptations de films à succès aux avancées techniques d'une époque donnée, ce *Chagrin d'amour*, muet comme les grandes douleurs à l'origine, aura donc trouvé avec l'apparition du parlant des mots pour le dire, puis avec celle du Technicolor des couleurs pour le peindre. Celles-ci, déclinées dans une gamme de vert et de brun qui inscrit le film sous les auspices du déterminisme de la nature, ne sont pas loin d'en constituer le principal intérêt, tant ce mélodrame trahit son âge, à l'image de la quadragénaire Jeanette MacDonald qui incarne en chansons le rôle de Kathleen, jeune orpheline à marier, qu'une sombre malediction familiale empêche d'épouser son Kenneth : élevée par son oncle John, elle ignore que l'oncle John, son tu-

teur, a jadis perdu sa jeune épouse par le fait du père de Kenneth, qui l'a tuée le jour du mariage. Malgré la baine et la tristesse du vieil homme, qui passe son temps à s'alloquer avec le fantôme de son aïnée, les connaissances de Borzage feront confiance à cette constante de son œuvre : l'amour est plus fort que la mort, et la mort résine la vie. Jacques Mandelbaum. Film américain de Frank Borzage. Avec Jeanette MacDonald, Brian Aherne, Gene Raymond, Jan Hunter. (1 h 40.)

PETITE SŒUR

A Amsterdam, un homme retrouve sa sœur après une absence prolongée. Quel secret les a séparés dans leur jeunesse ? Quel passé informulé a pu justifier leur éloignement ? Le récit de *Petite sœur* s'organise autour de ces interrogations auxquelles la fin du film apportera une réponse, mais le spectateur le plus obtus devine vite que l'inceste est le souvenir traumatique refoulé. A-t-il été réel, fantasmé ou simulé ? Le film de Robert Jan Westdijk repose sur un parti pris contraignant : tout est vu à travers la caméra vidéo du frère, décidé à filmer le moindre instant de ses retrouvailles avec sa sœur. Faussement distanciateur, ce procédé usant permet de représenter, à travers l'omnipotence du point de vue unique, une lutte psychologique pour la domination et la manipulation de l'autre. Si l'ultime vérité se révèle n'être qu'un secret de Polichinelle, le principe adopté - et l'interprétation de Kim Van Kesteren - accroissent pourtant la présence

DÉPÊCHES

■ **Unifrance**, l'organisme de promotion du cinéma français hors du pays a tenu le 15 octobre son comité directeur, qui a confirmé son objectif stratégique de doubler les résultats des films français en salles à l'étranger en faisant de l'Europe sa cible prioritaire et en développant des initiatives économiques et plus seulement de prestige. L'organisme présidé par Daniel Toscani Plantier a aussi annoncé que, à la demande des autorités mexicaines, le deuxième Festival du film français à Acapulco était maintenu, du 19 au 23 novembre, malgré le cyclone qui a frappé la ville.

■ **La vie du commandant Cousteau** va être portée à l'écran, selon Hank Palmieri, directeur de la société National Geographic Feature Films. Dans un communiqué publié à Los Angeles, il annonce l'acquisition, auprès de la Cousteau Society, des droits d'adaptation cinématographique de la vie de l'océanologue français et se dit être en contact avec plusieurs metteurs en scène pour diriger ce projet. Francine Cousteau, veuve du commandant Cousteau et présidente de la Cousteau Society, a pour sa part déclaré que « le National Geographic, ou tout début de la carrière de Jacques, n'a soutenu son travail et, par l'intermédiaire du magazine et de la télévision, n'a apporté son histoire aux masses. (...) Que le National Geographic porte au grand écran l'histoire officielle de sa vie est exactement ce qu'il aurait voulu ».

■ **Le prix « Arte Cezair »**, destiné à soutenir le travail d'un étudiant de la Femis, a été attribué, le 18 octobre, à Shiri Tsur, étudiante américaine-israélienne pour son film de fin d'études *Sans doute, sans lui*. Une mention spéciale a été attribuée à l'Indio Partho Sen Gupta pour *Travail déconstruit*. L'objectif du prix créé par Nino Cezair est d'alerter un diplômé d'une grande école de cinéma à produire son premier film grâce à une dotation de 100 000 francs.



Déjouer les poncifs du film de vedette

Alors voilà. Pour son premier long métrage, Michel Piccoli signe une splendide fable de famille

Film français de Michel Piccoli. Avec Maurice Garrel, Dominique Blanc, Arno, Roland Amstutz, Bernard Bloch, Pascal Michèle Gleizer, Nathalie Eno, Roger Jendry, Elizabeth Margot, Jean-Michel Portal, Agatha Rouland, Audrey Guillaume, Dyna Ganzy, Mickaël Bessière, Lauris Concaud, Chantal Newirth, Gérard Maury. (1 h 33.)

C'est ça qu'on voit tout d'abord à l'écran : la multiplicité des présences, des figures, des intensités qui correspondent à cette longue liste de noms (voir juste ou-dessus). Alors voilà, n'est pas un film de foule, ni même un film de groupe, mais un film très habité. Dès la séquence d'ouverture, un repas de famille (nombreux) sous la haute autorité du patriarche (Maurice Garrel, un bonheur) dans un endroit difficile à identifier (un bistrot ? un appartement ?) ; un échec de liens reliant chacun à chacun se tisse selon les générations, les filiations, les désirs, les affinités. Le film, c'est ça.

Non qu'il manque d'histoires. Il y en a même pléthore, à la mesure

du nombre de personnages : histoires de bandits, histoires d'amour, histoires de jeu, de cadeaux, de rêves assourdis ou déçus, contes pour enfants et vau-deville entre adultes. Ces histoires font une histoire de famille(s) : trois clans, celui du fils camionneur, celui du fils comptable, celui du fils plombier, comme dans un jeu, et la fille-joker, Dominique Blanc, dont le vieux s'émerville (il n'est pas le seul).

Mais l'important n'est pas le fil qui relie (plus ou moins, plutôt moins que plus) ces morceaux de récits. L'important est dans la circulation entre tous et tous, dans ce jeu d'harmoniques infinies qu'éveille la caméra déambulatoire. Dans la pénombre presque constante, elle semble suivre des signes cachés menant d'un groupe à l'autre, d'une tonalité ironique à une ambiance dramatique, puis burlesque, puis fantastique. Un beau mystère.

Ainsi le suggère le titre. Dans *Alors voilà*, le principal tient à la virgule. Elle dit que l'expression, discrète, presque désinvolte, est un préambule, un « il était une

fois » sans insister avant de se mettre à raconter. Raconter à mi-voix, en digressions et chutes de rythme, une affaire de tendresse, d'imaginaire et de loi, une légende actuelle et quotidienne.

Et c'est lui, le cinéma - vieux chef de bande, jolie femme et gamin - le héros du film. Le cinéma, c'est-à-dire la mise en scène

Cela fait un film qui se tient très bien tout seul et n'aurait besoin d'aucun autre éloge, s'il n'était, de plus, le premier long métrage de Michel Piccoli. Et ne prenait aussi hardiment, aussi élégamment à contre-pied tout ce qu'on peut attendre (et redouter) de la première réalisation d'une ve-

dette. D'abord qu'elle se serve elle-même. Ici, pas de danger, Piccoli ne joue pas. Ou du moins qu'elle recoure à des numéros mettant - prétendument - en valeur les comédiens. Rien de tel dans la sobriété attentive de cette troupe admirablement composée, où on garde, parmi beaucoup de visages peu ou pas connus, la trace de celui du très regretté Roland Amstutz. Ou alors un « message », peut-être ? La star avait quelque chose d'urgent à dire aux foules ? Dieu merci non. Sinon ceci, qui court comme un secret tout au long d'*Alors voilà* : ce cinéma qu'il a si bien servi, Michel Piccoli l'a vraiment aimé. Mieux, il l'a compris.

Et c'est lui, le cinéma - vieux chef de bande, jolie femme et gamin -, le héros du film. Le cinéma, c'est-à-dire la mise en scène. Contre tant de pseudo-metteurs en scène qui se cachent derrière leur petit doigt, leur scénario, les effets spéciaux ou les problèmes d'argent, il est plus que réjouissant que ce soit un débutant âgé de soixante-douze ans qui vienne le rappeler.

Jean-Michel Frodon

Dominique Reymond, miroir de Tanizaki

ÉLOGE DE L'OMBRE, de Junichiro Tanizaki. Adapté et mis en scène par Jacques Reboulet. Avec Dominique Reymond, Ivan Stoch, Karin Wachner. NANTERRE-AMANDIERS, 7, avenue Pablo Picasso. Tél. : 01-46-14-70-00. Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche, à 16 h 30. Durée : 1 h 20. De 80 F à 140 F, jusqu'au 24 octobre, et de 4 au 16 novembre.

Nous sommes en 1933, une époque où le romancier Junichiro Tanizaki, après avoir été tenté par les techniques de narration occidentales, fait retour vers la tradition japonaise et chante une culture dont il croit percevoir la fin, non sans reconnaître la nécessité d'un compromis entre l'ancien et le nouveau. L'*Éloge de l'ombre* défend une esthétique du clair-obscur opposée à l'hygiène de lumière occidentale : de la patine contre le récurage ; du bois contre l'acier ; de la pause contre l'éclair (de voix), etc. Nourri d'éléments bio-

graphiques, l'essai tient de la conférence (sans doute est-ce là qu'il faut chercher l'origine de la curieuse idée de le mettre en scène), et se conclut en art poétique : « Pour moi, l'aimerais tenter de faire revivre, dans le domaine de la littérature au moins, cet univers d'ombre que nous sommes en train de dissiper. »

Jacques Reboulet a taillé avec respect, veillant à ne rien altérer du sens, des balancements, de l'ironie souple de Tanizaki. Mais l'auteur du Chant très obscur de la longue, authentique virtuose des mots et des sons, est nettement moins à l'aise avec les images. Il n'a pas su résister à l'appel de la scène. A l'idée de l'occuper, de l'animer, d'amuser le tapis avec ces « ornements superflus » que récusait Tanizaki. Le contraste est trop grand entre un texte qui contient ses propres illustrations, met en branle la mémoire et les sensations autant que l'imagination, et un dispositif scénique clinquant. Rapidement, les images retenues, qui soulignent le bon ton silhouette blesée traversant le plateau ; un

peintre obscurcissant approximativement une paroi translucide, vont à l'encontre de l'*Éloge de l'ombre*, devenant de véritables parasites, visuels et sonores.

Par la voix de Dominique Reymond, l'auteur du *Goût des orbes* offre cependant une belle résistance. Juchée sur une chaise de bar, côté jardin (les spectateurs devraient demander à prendre place de ce côté), la comédienne, en robe du soir, paraît lire un texte en train de s'écrire, comme si l'écriture était guidée par elle, comme si elle se lisait. Elle est une résistante somnambulique, dont le corps, peu à peu, entre en scène. Elle ne s'adresse pas à la salle, mais bien au-delà, dans un Orient moins révolu qu'il n'y paraît. Elle est à Tanizaki lui-même. C'est à lui qu'elle offre le miroir fermé, précis, de sa voix. Elle est la lumière par laquelle l'ombre prend forme, donne du volume aux objets, et plus encore aux idées.

Jean-Louis Perrier

La Philharmonie de Saint-Petersbourg célèbre le culte de l'acier

VILLE INDUSTRIELLE. Alexander Mosolov : ZAVOD. Serge Prokofiev : LE PAS D'ACIER. D'après Chostakovitch : L'ÉCROU. Arthur Honegger : PACIFIC 231. Serge Prokofiev : 5^e SYMPHONIE. Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg, Alexander Dmitriev (direction). Octobre en Normandie : dépôt SNCF, Sotteville-lès-Rouen. Jusqu'au 31 octobre. Tél. : 02-35-70-04-07.

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN de notre envoyé spécial

Des quatre programmes symphoniques consacrés cette année au thème de la ville par le festival Octobre en Normandie, celui attaché à la dimension « industrielle » (après les volets « sonore », « utopique » et « en fête ») justifie le mieux l'implantation inédite des concerts au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen. Tant par la présence dans la fosse du pont transbordeur de la fumante Pacific 231 qui inspira à Arthur Honegger une partition du même nom que par la correspondance entre l'implacable architecture métallique du lieu et la thématique des œuvres russes choisies pour la circonstance.

Généralement connue sous le nom de *Fonderie d'acier*, Zavod (L'Usine) d'Alexander Mosolov permet à la Philharmonie de Saint-Petersbourg d'aborder avec éclat l'esthétique de la machine inscrite à l'ordre du jour. Avec ses violons sollicités à contre-emploi (plus pour le cri que pour la corde), ses cuivres rugissants (quatre cornistes debout) et ses percussions tonitruantes, Zavod donna aussi le ton d'une soirée placée sous le signe d'un motorisme pesant.

Tirée d'un ballet de même nature que celui de Mosolov dont est extrait Zavod, la suite *Le Pas*

d'acier de Serge Prokofiev en constitue une péenne illustration lors d'épisodes multipliant les clichés de l'activité mécanique (pulsation répétée, astinatos audialants, brutale alternance des pupiers). Servie - ou dénoncée, là est toujours la question - avec un zèle savamment outrancier par Prokofiev à la manière de certaines BD (un pense à Bill), l'idéologie prolétarienne est célébrée dans *L'Écrou* (suite d'orchestre également d'origine chorégraphique) de Dimitri Chostakovitch par une succession d'images d'Épinal montées à la façon des dessins animés les plus puzés.

Considérant sans doute que dans cette inflation de séquences binaires, la battue allait de soi, Alexander Dmitriev (qui remplaçait Yuri Temirkanov, souffrant) s'abandonne à une gestique désarticulée dont ne profitèrent ni le style pompier de Chostakovitch ni l'exécution excentrique de l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg.

« Amoureux des locomotives, comme d'autres, des femmes ou des chevaux », Arthur Honegger déclara sa flamme à la Pacific 231 par le biais d'une page qui produit souvent sur le public un effet comparable à celui de *L'Apprenti sorcier* de Paul Dukas. Dmitriev et ses cheminots d'un jour en oublièrent toute la poésie sensuelle pour aller au charbon d'un supposé modernisme de timbres. Ils ennoblièrent néanmoins leurs bleus de chauffé au contact de la 5^e Symphonie de Prokofiev, hymne dédié en 1944 à « l'homme libre et heureux » et ne plus ultra, dans son finale, d'un stakhanovisme de l'action musicale déjà engagé sur... une voie de garage.

Pierre Gervasoni

“Drôle, décoiffant, irrésistible. Une bombe !”

Studio magazine

“La comédie anti-déprime à l'anglaise.”

Télérama

the Full Monty
LE GRAND JEU



Aujourd'hui

GRAND PRIX DU JURY & PRIX DU PUBLIC
FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE MARI

SORTIR

PARIS

« Les Onze Floretti de François d'Assise », de Roberto Rossellini. Onze saynètes d'une beauté simple et chaleureuse, qui semblent inventer à chaque plan la traduction cinématographique du message de saint François : religieux, certes, mais surtout d'éthique quotidienne. Une construction modeste, inspirée d'un rapport au monde, où la beauté, la gaieté, l'intelligence intime des choses et des êtres se produisent sans cesse. Une mise en scène qui serait pour les plus pieux, comme pour les plus mécréants, la preuve éclatante du génie du néoréalisme. Interprété par des moines franciscains. Film italien, 1950, noir et blanc (1 h 15). Action Ecoles, 23, rue des Ecoles. Paris-5. M^e Maubert-Mutualité. Tél. : 01-43-25-72-07. Joe Lovano Quartet. Dans le cadre du JVC Jazz Festival, l'un des saxophonistes préférés des solistes européens. Puissance, timbre, phrasé, le jazz. New-Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Château-d'Eau. 21 heures, le 22. Tél. : 01-42-31-31-31. De 110 F à 130 F. Half Japanese. Formation culte de la scène rock

bruitiste japonaise, le groupe américain a souvent été entendu auprès de certains expérimentateurs des musiques improvisées. Les mélodies commencent à gagner l'univers du groupe sans pour autant jouer sur de fausses séductions. La Boule noire (salle Valencia-La Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. 19 heures, le 22. Tél. : 01-49-25-89-93. 99 F.

ALBI

Festival du film français d'Albi. Dernier-jour des festivals, celui d'Albi sera sur les fonts baptismaux, mercredi 22 octobre avec *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguain. Ce Festival du film français donne carte blanche à Bernadette Lafont, rend hommage à John Berry, le plus français des cinéastes américains, et à deux scénaristes Jean Gruault et Suzanne Schiffman. Il tire son chapeau à la jeune comédienne Nathalie Richard et présente en avant-première *Cour interdite* de Djamel Ouahab, *Vialette*, la reine de la moto, de Guy Jacques, et *Vive la République*, d'Eric Rochant. Solle Arcé, *L'Athlète*, Scène nationale de l'Albigeois, place de l'amitié entre les peuples, 81 Albi. Du 22 au 28 octobre. Tél. : 05-63-54-11-11.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Alors voilà, de Michel Piccoli (France, 1 h 33), avec Dominique Blanc, Maurice Garrel, Roland Amstutz, Arno, Bernard Bloch, Pascal Elso. Chagrin d'amour de Frank Borzage (Etats-Unis, 1 h 40), avec Jeanne MacDonald, Brian Aherne, Gene Raymond, Ian Hunter, Frances Robinson. Kiri et Adams d'Irissa Ouedraogo (France, 1 h 33), avec Vusi Kumené, David Mohloki, Nthladi Moshel, Ntseki Chigwendere, John Kari. La Mente perdue de Steven Spielberg (Etats-Unis, 2 h 14), avec Jeff Goldblum, Julianne Moore, Pete Postlethwaite, Arliss Howard, Richard Attenborough. Petite sœur de Robert Jan Westdijk (Pays-Bas, 1 h 31), avec Kim Van Kooten, Hugo Metters, Roeland Fernhout, Ganna Veenhuysen. The Full Monty de Peter Cattaneo (Grande-Bretagne, 1 h 32), avec Robert Carlyle, Tom Wilkinson, Mark Addy, Lesley Sharp, Emily Woo, Steve Huison.

REPRISES

Le Limier de Joseph L. Mankiewicz, avec Laurence Olivier, Michael Caine, Alec Cawthorne, Margo Channing, John Matthews, Teddy Martin. Britannique, 1972 (2 h 10). Le Nuit des morts-vivants de George Romero, avec Judith O'Dea, Duane Jones, Russel Streiner, Karl Hardin, Ken Kesey. Américain, 1968, noir et blanc (1 h 30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

L'Ecommeur d'après Jules Renard, mise en scène de Marion Bierry, avec Raphaëlle Goupilleau, Noémie Kapler, Matthieu Rozé, Gérard Maro. Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. M^e Montparnasse-Blanchette. 21 heures, le 22. Tél. : 01-45-48-92-27. 110 F à 190 F.

Dans la compagnie des hommes d'Edward Bond, mise en scène d'Alain François, avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnefille, Carlo Brandt, Jean-Paul Rouillon. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. A 20 h 30, le 22. Tél. : 01-44-62-52-52. 110 F à 160 F.

Terence Stamp : Mi-ange, mi-démon. Le Cinéma L'Entrepôt présente un hommage à l'acteur anglais né en 1939 : *The Collector* (1964) de William Wyler, *Théorème* (1968) de Pier Paolo Pasolini, *Par de l'après-midi pour Joy* (1968) de Ken Loach, *The Hit* (1964) de Stephen Frears, *Priscilla, folle du désert* (1994) de Stephen Elliot. L'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14^e. M^e Pernety. Du 22 octobre au 4 novembre. Tél. : 08-36-68-05-87.

RÉSERVATIONS

Messure for measure de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig (Festival d'Aix-en-Provence). Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du 4 au 16 novembre. Tél. : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F. Eclipse par le théâtre équestre Zingaro, conception et mise en scène de Bartabas. Fort d'Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaures, 93 Aubervilliers. A partir du 4 novembre. Tél. : 01-49-87-59-59. 130 F et 220 F. Robert Charlebois. Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. Du 1^{er} au 8 novembre. Tél. : 01-47-00-55-22. Location Virgin, 195 F. Thomas Fersen. Théâtre Le Trépan, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle. Tél. : 01-44-52-78-03. Du 4 au 8 novembre. Location Virgin, 110 F. Brigitte Fontaine. Auditorium des Halles, Forum des Halles, Niveau-2, Porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. Du 11 au 22 novembre. Tél. : 01-44-68-44-08. Odis. Palais Omnisports Paris Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 12^e. M^e Bercy. Le 4 novembre. Tél. : 01-44-68-44-68. 188 F. Portishead. Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. Le 5 novembre. Tél. : 01-44-92-45-45.

DERNIERS JOURS

24 octobre : La Dispute ; Contention de Marivaux et Oudin-Georges Gabilly, mise en scène de Stanislas Nordey. Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F. 25 octobre : La Maladie de la mort de Marguerite Yourcenar, mise en scène de Robert Wilson, avec Lucinda Childs et Michel Piccoli. Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. 60 F à 140 F. 26 octobre : César. Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^e Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi, 30 F. 31 octobre : Nam Goldin. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^e Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre. 2 novembre : Amours. Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^e Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi, mardi et jours fériés. 30 F. 2 novembre : Tadashi Kawamata. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e. M^e Gare-d'Austerlitz. Tél. : 01-42-17-60-60. De 8 h 30 à 15 h 30 et de 16 h 30 à 18 h 30. Entrée libre. 3 novembre : Allamagne, années 80. Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et jours fériés. 30 F.

EN VUE

■ Le capitaine en second du cargo danois *Karen Clipper* a été condamné, mardi 21 octobre, à dix mois de prison ferme par le tribunal d'Esbjerg pour avoir fait jeter par dessus bord, en 1994, un passager clandestin qui s'était embarqué à Abidjan. La clémence des juges se comprend : le marin ne pouvait être accusé de meurtre, puisque l'Ivoirien, coulé « corps et biens », n'a jamais été retrouvé.

■ Pour combler un déficit de huit millions de francs, les organisateurs des Journées mondiales de la jeunesse, mettront en vente les chasubles multicolores du couturier Jean-Charles de Castelbajac qui, en août à Paris, égayaient les prêtres officiants de la grande messe catholique. (A partir du 15 novembre, chez Housard, à Paris, au prix unitaire de 988 francs).

■ L'association des vétérinaires allemands reproche à Stephan Schnbert, un infirmier de Dusseldorf qui organise des cours de secourisme canin, enseignant aux maîtres de chiens la prise du pouls au garrot ou la réduction des pattes cassées, d'avoir imprudemment ajouté à son programme le massage cardiaque et le bouche-à-bouche. Des médecins réunis à Chicago par l'American Heart Association concluaient récemment, à propos des seuls humains : « Lorsque le bouche-à-bouche se combine avec le massage cardiaque, la technique devient une tâche complexe sur le plan psychomoteur qui peut être difficile à apprendre, à enseigner, à mémoriser et à réaliser. »

■ Le tribunal correctionnel d'Avignon a ordonné, mardi 21 octobre, la fermeture d'Aphrodisia, une sex-shop jouxtant la Librairie religieuse Clément VI et la chambre syndicale des notaires, située dans l'immeuble d'un cabinet d'orthodontie appartenant aux fillettes et les garçonnets. Des riverains, qui sans doute s'étaient forcés d'inspecter les lieux, avaient lancé une pétition pour alerter sur les effets pervers de ce commerce : « Compte tenu des clients qui utilisent le cabinet de vidéo, dont il est impossible de négocier les effets sur la sexualité masculine. »

■ Déboutée en première instance, Françoise Bidochon, domiciliée dans le Loiret, veuve de Raymond, belle-sœur de Robert, poursuit en appel Christian Binet, l'inventeur des Bidochon, en raison du préjudice moral que la bande dessinée lui fait subir. Selon le Robert des noms propres « Les Bidochon [Raymond et Robert], sont un couple de Français moyens, dont la bêtise et la triste condition sociale sont tournées en dérision d'un coup de crayon simple et efficace. »

Christian Colombani

La presse polonaise salue le changement

La personnalité du nouveau premier ministre et l'attitude raisonnable des chefs de la coalition au pouvoir apparaissent comme une heureuse surprise

LENTEMENT, à travers de longues et dures négociations, la nouvelle coalition gouvernementale polonaise prend forme, saluée par une presse polonaise agréablement surprise que les choses se présentent finalement mieux que prévu : L'AWS - coalition de droite dont le pilier est le syndicat *Solidarité* - et l'Union de la liberté, qui entretenaient avant les élections des relations détestables, ont signé lundi 20 octobre un pacte politique et se sont mis d'accord sur la répartition des postes.

Cet accord de principe (les noms ne sont pas encore tous connus) fait la part belle aux libéraux de l'Union de la liberté : ayant dû renoncer à la présidence de la Diète, qu'ils voulaient donner à l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki, les négociateurs de l'Union de la liberté ont obtenu en échange plusieurs ministères supplémentaires. Au total, ils en auront sept, y compris ceux auxquels ils tenaient essentiellement : les finances, les affaires étrangères, la défense, la justice, la culture. Pour un parti qui n'a que 60 députés, contre 201 à son partenaire, c'est un joli butin.

« ENFIN UN ÊTRE HUMAIN »

Pas étonnant que la « base » de l'AWS, notamment les représentants de la droite chrétienne, ait émis des plaintes et des grognements dont les journaux varsoviens se font amplement l'écho. Mais le chef de l'AWS, Marian Krzaklewski, pourtant personnellement très proche de cette sensibilité, a su convaincre ses troupes et obtenir leur assentiment :

du coup, lui dont la presse libérale polonaise faisait ces derniers mois un portrait bien peu flatteur, prend figure d'homme d'État.

Le vrai héros des gazettes reste cependant le nouveau premier ministre, Jerzy Buzek, seul visage connu à coup sûr du nouveau gouvernement. Ce visage occupe bien entendu la couverture des principaux hebdomadaires du pays, *Polityka* et *Wprost*, avec, dans toute la presse, des portraits des plus flatteurs. « Enfin, après plusieurs années, nous avons de nouveau un premier ministre qui est un être humain, s'enthousiasme *Wprost*. L'immense sympathie dont bénéficie le nouveau premier ministre vient de ce qu'il s'agit d'un homme vrai, qui a connu pendant plus de cinquante années une existence pleine de soucis et de problèmes et qui ne joue pas au dignitaire, mais semble être l'un de nous. » Également positif, mais plus sobre,



Polityka voit dans l'ancien militant clandestin de *Solidarité* « un homme d'une grande mesure, qui respecte les réalités économiques, et est prêt à collaborer loyalement aussi bien avec Marcin Krzaklewski qu'avec Leszek

Balczerowicz (le chef de l'Union de la liberté). Plus généralement, l'hebdomadaire estime que les dirigeants de la nouvelle coalition se sont entendus pour confier l'exécutif à des hommes modérés et compétents, laissant de côté les figures colorées et beaucoup plus radicales dont l'AWS ne manque pourtant pas. La seule concession au « courant national-catholique » est le choix, pour présider le nouveau Sénat, de M^{me} Alicja Grzeskowiak, ajoute *Polityka* : « Mais il n'y aura ni radicalismes ni allées au gouvernement. »

DÉPOUILLES AUX PERDANTS

Si le ton de la presse est généralement positif, c'est aussi, sans doute, parce que l'équipe sortante, celle de la coalition dominée par les post-communistes, a raté sa sortie. Elle a procédé, juste avant de céder la place, à une série de nominations hautement politiques à des postes

de l'administration à peu près inamovibles, et signé, dans des conditions douteuses, de gros contrats d'armement avec une firme israélienne, sans parler d'une rafale de privatisations de dernière minute qui ont fait beaucoup murmurer. Les années où l'on mettrait « les intérêts du Parti ou-dessus de ceux du pays » sont terminées, annonce avec satisfaction *Wprost*. *Gazeta Wyborcza* trouve, elle, un autre motif de satisfaction : loin de rejeter dans les ténèbres extérieures les perdants, les gagnants d'aujourd'hui ont accepté de leur laisser quelques dépoilles - un poste de vice-maréchal de la Diète, et sans doute la présidence de quelques commissions parlementaires. C'est le signe, écrit *Gazeta*, que se perpétue, au moins au Parlement, une certaine forme de « bonnes manières politiques ».

Jan Krauze

DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Colla
■ Fallait-il que Philippe Séguin aille jusqu'à prêter aux socialistes un obscur complot : celui de réchauffer dans les miasmes de la collaboration les ardeurs antiques de Jean-Marie Le Pen... Car, enfin, si le Front national voit augmenter le nombre de ses élus, ce n'est pas à cause du procès Papon. C'est bien plus sûrement parce que le chômage et son corollaire inévitable, la précarité, touchent aujourd'hui 7 millions de Français. C'est parce que des régions entières

tolèrent depuis trop longtemps des comportements mafieux. C'est parce que la justice est inégale. Et que, tout simplement, les Français doutent de la France. C'est tout cela qu'il faut changer. (..)

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ La France est-elle complice des crimes de Vichy ? (...) Exotiser « la France » de toute responsabilité, c'est oublier l'incroyable abandon de tous les corps constitués, la collaboration de l'Église, du barreau, de la médecine (...) de tout ce que le pays comptait d'élites. C'est oublier la popularité de

Pétain, la faiblesse numérique de la Résistance, l'isolement de De Gaulle pendant au moins deux ans. Mais dire, sans plus de précision, « la France est complice », c'est passer à la trappe le Général et la Résistance, c'est oublier les « justes » qui ont sauvé des juifs et l'honneur, c'est dénigrer l'impopulaire des persécutions antisémites, c'est enfin légitimer Pétain. En un mot, la France qu'on aime peut demander le pardon. Mais pour les fautes de la France qu'on n'aime pas.

BFM

Christine Ockrent

■ Même si on ne fait pas partie de la

faune haute couture, avec ses chignons, ses cerbères, ses folles et ses mascottes du grand monde, il arrive qu'un détour d'une image captée par hasard, une humeur, une émotion s'en dégagent. Quand Galliano réinvente pour Dior les froissements de soie orientale assortie de dentelle libertine, quand Yamamoto bruisse de toutes ses couleurs, quand tant de talents nouveaux rendent à Paris son rôle cosmopolite, on se dit qu'il y a là une énergie, une invention qui donnent envie et qui retiennent à leur tour sur tout un secteur de notre économie.

SUR LA TOILE

INTERNET AU SÉNAT

■ Une « Journée Internet portes ouvertes » aura lieu le samedi 25 octobre au Sénat, palais du Luxembourg, à Paris, de 10 h à 17 h 30. La manifestation est organisée en collaboration avec diverses associations impliquées dans le développement d'Internet en France.

PROMOTION ET AUTOREGULATION

■ Neuf services en ligne et prestataires Internet opérant en France ont annoncé la création de l'Association des fournisseurs d'accès à des services en ligne et à Internet (AFA). L'association souhaite promouvoir le développement des accès, améliorer la formation et favoriser la coopération internationale. Par ailleurs, l'AFA s'est prononcée en faveur d'une autorégulation d'Internet. Dans ce cadre, elle propose la création d'un comité consultatif rassemblant l'ensemble du secteur. - (AFB)

RACHAT

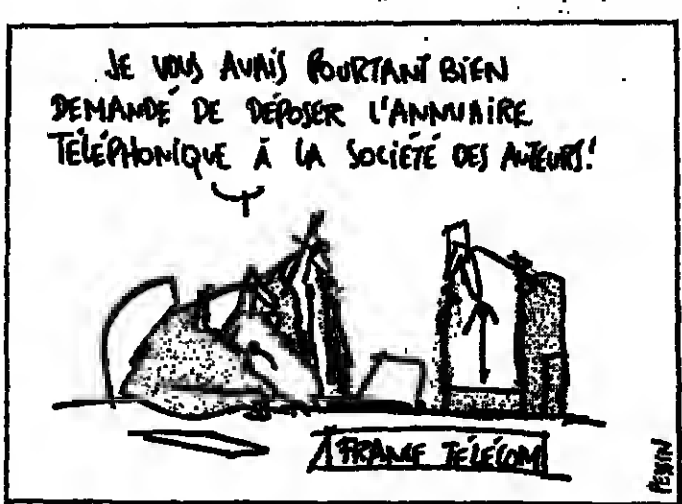
■ Internet Way, l'un des principaux fournisseurs d'accès français, a été racheté par la société américaine UUNET Technologies, filiale de WorldCom.

<www.epita.fr/11/>

L'annuaire est consultable sur le Web grâce à une école d'ingénieurs - et malgré France Télécom

DEPUIS plus de deux ans, l'annuaire téléphonique français est accessible sur Internet. A première vue, rien d'exceptionnel, puisqu'une quarantaine de pays offrent gratuitement ce service aux internautes du monde entier. Pourtant, le cas de la France est original, car l'initiative ne revient pas à France Télécom, mais à l'Ecole pour l'Informatique et les techniques avancées (Epita) du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Il s'agit d'une opération bénévole, mise en place par un groupe d'enseignants et d'élèves ingénieurs. Le directeur informatique de l'Epita, Nicolas Sadirac, raconte qu'« au départ, c'était un défi lancé sur un forum de discussion. Nous avons parlé que nous saurions mettre en place le système en une journée, et nous avons gagné ».

Le serveur de l'Epita est connecté à une batterie de Minitel. Dès qu'une demande arrive, il la répercuté vers le 3611, qui renvoie la réponse comme s'il s'agissait d'un usager ordinaire. Le serveur n'a plus qu'à reformuler pour le Web et à l'afficher. Pour éviter de payer la



communication, il raccroche automatiquement au bout des trois minutes fatidiques.

C'est là le seul moyen de consulter le 3611 quand on se trouve à l'étranger : « Nous enregistrons 9 000 connexions par jour. Les demandes arrivent de partout : États-

Unis, Canada, Japon, Taïwan... Beaucoup d'hommes d'affaires, et des Français expatriés. Notre service est aussi apprécié des Suisses et des Belges, qui n'ont pas accès au Minitel. »

Depuis plusieurs mois, France Télécom annonce la création d'un ser-

vice équivalent. Or, à ce jour, sur son site <www.pagesyou.com>, seules les « Pages Jaunes » sont disponibles. Pour l'annuaire général, on ne voit rien venir. Motif officiel : « Ce service (...) sera accessible dès que les autorisations nécessaires auront été accordées. » On n'en saura pas plus.

En revanche, France Télécom s'est intéressé au site de l'Epita : « Notre existence semble les agacer », s'étonne Nicolas Sadirac. Ils nous ont d'abord envoyé une mise en demeure pour nous faire changer notre page d'accueil, qui ressemblait trop au Minitel. Ensuite, il ont porté plainte pour utilisation abusive de données, mais la police a constaté que nous étions dans la légalité, car le contenu de l'annuaire est dans le domaine public. Plus tard, ils ont exigé que nous cessions de transmettre la publicité des pages Minitel. Peu importe, nous sommes toujours là. Même les employés de France Télécom basés en Angleterre utilisent notre service. Ils nous ont envoyé un message de félicitations. »

Yves Budes

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
450F
d'économie
soit
10 semaines
de lecture
GRATUITE

PROFITEZ DES
ANCIENS TARIFS
D'ABONNEMENT AVANT
LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

* Prix de vente au numéro - (S'entend en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MC 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2088F	2960F
6 mois	1128F	1560F
3 mois	572F	790F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonnez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc
93046 Chantilly Cedex

Un voyage extraordinaire par Alain Rollat

J'ÉTAIS sur ARTE, je le jure. Je participais à une expérience de télé-anthropologie. Je regardais par dessus l'épaule de Mariana Otero. Cette diabolique promenait sa caméra au milieu d'une tribu qui n'avait jusque-là autorisé personne à la filmer de l'intérieur. Pour l'avoir déjà suivie, à l'époque où elle explorait le collège Garcia-Lorca de Saint-Denis, je m'attendais qu'elle me fasse découvrir des gens extraordinaires. Et je n'étais pas déçu. Pour la première fois, j'observais en liberté les plus beaux spécimens de télétrippes.

Ils étaient exactement comme je les imaginais : sans scrupules, obsédés par les taux d'audience et les recettes publicitaires, prêts à tout, surtout au pire, pour conquérir la moindre part de marché. Sans scrupules et contents de l'être. Ils se vantaient d'avoir bâti un empire commercial et réalisaient de fonder une dynastie politique :

« Une chaîne de télévision qui fait 50 % d'audience peut tout vendre. Même un président de la République ! » J'étais dans les entrailles de SIC, la première chaîne privée du Portugal, propriété d'un ancien premier ministre.

Je prenais donc bonne note de quelques recettes. Le contenu d'un journal télévisé n'a aucune importance. Peu importe sa qualité pourvu qu'il dure autant que le journal adverse. De même, ce qui fait la valeur d'un programme, c'est la possibilité d'en changer à tout moment en fonction de la concurrence. Si la télé publique programme un match de foot, toute télé-élite digne de ce nom se doit de capter l'attention des femmes en programmant à la même heure « un bloc super long » de feuilletons à l'eau de rose. Voilà pourquoi il ne faut jamais être à court de télénovelas brésiliennes. Car il est toujours catastrophique, en cas de rupture

de stock, de raccourcir les feuilletons : trois minutes de télénovela en moins coûtent dix points d'audience.

C'est quand j'ai zappé pour regarder le foot sur Canal Plus qu'est apparue à l'écran une grand-mère charmante qui semblait sortie d'une télénovela hollywoodienne. Elle portait un grand chapeau, un collier de six rangées de perles et quelques autres babioles en diamants. C'était M^{me} la comtesse D. Elle faisait ses courses chez son bijoutier et s'appretait à succomber à la tentation d'« un petit quelque chose », une parure de 33 millions de francs. Heureusement, j'ai reconnu le chroniqueur mondain qui expliquait en plateau que cette dame était « très généreuse » : « Chaque fois qu'elle s'achète un bijou, disant, elle donne autant aux œuvres caritatives... » Si non, je n'aurais pas compris que j'étais retourné par erreur à la civilisation de TF 1.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.00 Tous en jeu.
19.50 et 20.25 Météo.
20.00 Journal.
20.35 Football.
20.45 Ligue des champions :
Bayern Munich - PSG.
22.35 Le Résultat des courses.
22.40 Football. Les temps forts
des autres rencontres.
0.20 Mixxit sport.
0.50 TF1 nuit, Météo.
et émissions naturelles.

● 0.35 Art
La Luzern

23.20 Le New Morning :
Ray Barretto. France Supervision
0.00 Zouk Machine. France Supervision
0.05 Branford Marsalis : Steep 96.
Mozzelli

TELEFILMS

20.05 Mercenaire par amour.
De Larry Elikau. TSR

20.30 Le Tiers de l'ombre.
De Peter Edwards. Festival

20.30 et 22.05 Felipe à la veuve bleue.
De Gianfranco Albano [1/2 et 2/2]. RTL 9

20.45 et 22.35 Abus d'influence.
O De Bruce Pittman [1 et 2/2]. M 6

SÉRIES

vers les b
dith du 1

22.55 Le New Morning :
Mike Stern. France Supervision
23.15 Cardiff Singer of the World 1997
n° 5. Muz

23 OCTOBRE **NOTRE CHOIX**

20.30	La Prisonnière des ténèbres ■ De Nunzio Malasomma (Italie, 1934) N.v., 70 min.	
20.30	La Main gauche du Soudan ■ De Raymond Dirmayac (Etats-Unis, 1991) 90 min.	
20.30	Superman ■ De Richard Donner (C-B, 1978, 125 min.)	RT
20.35	L'Ombre d'Emma ■ De Sören Kragh-Jacobsen (Danemark, 1991) 100 min.	
20.40	Celles qui n'ont pas eues ■ De Pascal Thomas (France, 1980) 100 min.	
20.45	Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes ■ De Jean-Jacques Zillberman (France, 1990) 100 min.	
20.50	Blanche et Marie ■ De Jacques Renard (France, 1984, 95 min.)	FR
20.55	Cabaret ■ De B. Fosse (EU, 1972, 125 min.)	
21.00	La Mère ■ De Vsevolod Poudovkine (URSS, 1926) 70 min.	His
21.00	L'Esquive au bras d'or ■ De Otto Preminger (Etats-Unis, 1955) N.v., 125 min.	
21.10	Un homme parut les loupes ■ De Doris Dillard (Etats-Unis, 1990) 100 min.	Disney Chan
21.40	Fiabola ■ D'Alessandro Siletti [172] (Italie, 50 min.)	Cin C

23 OCTOBRE **NOTRE CHOIX**

	23.00	Les Dossiers de l'Histoire. La chute de la maison Pontal.	Hic
	23.10	Le Club. Invité : François Guéry.	Clad
	23.35	Saga-Cinéma. Le Vagabond de l'air.	Fr
	0.00	91-Remontée et société. Des ours à l'hôpital. Mémoire, enfance du futur.	Fr
TSR 1	0.20	Angela Corde du cinéma. Angela Corde du cinéma. Laffont ; Gila Amargot ; Patrick B. Jean-Claude Mouton ; Philippe H. Jean-Loup Robert.	Fr
Autisme			
Autisme			
France 3			
Autisme			
Canal+			
Histoire			
TSR			
	18.00	La Chute des Romanov.	H
	19.00	L'Art du chant : La Légende des grandes voix filmées. [2012, le temps des planètes.	
	21.15	Vers le sud.	
	20.35	Conférence d'une création. Les jeunes venent.	
	20.45	Le Labyrinthe Sibirien. [2012]. révolution et le Goulag.	
	21.20	La Guerre perdue.	
	21.50	Le Bioblog.	
	22.10	Musique à Prades.	France Sup
	22.15	Gay à tout prix.	
	22.35	Alter simple.	
	23.05	Les Malices du regard. L'art Paris P.	
	0.00	Le Musée d'Orsay. [16]. Vers le XIX siècle.	

NOTRE CHOIX

☒ Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans

TÉLÉVISION

TÉLÉVISION

TF1

13.50 Les Foux de Pamour.
14.45 Ambespie.
15.40 Côte Ouest.
16.35 TF1 Jeunesse.
17.05 21, Jump Street.
17.55 Pour être libre.
18.25 Mokshé Patanù.
19.00 Tous en jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.05 Journal, Résultat des courses.
20.45 Julie Lescaut. Mort d'un petit so
22.25 Made in America.
0.10 Les Rendez-vous de l'entrepre
0.40 TF1 nuit, Météo.
0.50 Très chaste.

En treize minutes, le spe-
devient voyeur et entre dans

matrice prise de l'auteur. Cette
mière série était parfaitement
adaptée aux photojournalistes
photographes documentar-
— Klein, Cartier-Bresson, Do-
don — qui hésitent, touchent au
du sujet, le cernent pour ab-
la « home » image, qu'il ab-
tissent de rouge au marque-
sur laquelle la caméra va s'ar-
Arte relance aujourd'hui la
lection « Contacts » avec Ed-
Boulth, Thomas Ruff, Eugen-
chards, Mario Giacomelli, Ma-
Moore, Duane Michals, Ma-
McClullin, Sophie Calle. Bre-
explique « Je crée *cadeaux* (en
images) que ses errances
offrent. Eugene Richards ne
pas de photographier, mais
plus d'artistes qu'il rencontre.
Cullin accompagne ses
touteuses images de guerres
les Ruff, Calle, Sarah Moon,
comelli ou Michals traduisent
évolution de la collection
échappent à cette tradition
mentaire et fabriquent plis
images qu'ils ne les enregistrés
planché devient pour eux
chose, un matériau selon
voire inexistants. Cette série
gogique et poétique à la fois
un excellent moyen d'ex-
une démarche, le statut d'
àux photographes.

13.50 Les Feux de l'Amour

14.45 Arabesque.
15.00 Côte Ouest.
16.35 TF1 Jeunesse.
17.05 21, Jump Street.
17.55 Pour être libre.
18.25 Mokshâh Palamô.
19.00 Tous en jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Résultats des courses, Traffic info.
20.45 Julie Lescaut. Mort d'un petit so.
22.25 Météo France.
22.55 Les rendez-vous de l'entrepre.
0.40 TF1 mété, Météo.
0.50 Trés chasse.

FRANCE 2

13.50 Derrick.
14.50 Dans la chaleur de la nuit.
15.40 Titré.
15.55 La Chance aux chansons.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.05 Un livre, des livres.
17.10 Sauvés par le gong.
17.40 Qui est-ce ?
17.55 Friends.
18.45 C'est l'histoire.
19.20 100 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.45 C'est toujours l'heure.
19.55 Au nom du mété.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.45 Point rouge.
20.55 L'Europe spéciale.
Charlotte aux Philippines.
Grandir sans camisole. L'ambas.
des ours. P.S. Le mythe l'entra.
23.00 Expression théâtrale.
23.10 Nikita.
23.55 En fin de compte.
0.00 Journal, Météo.
0.20 Le Cercle du cinéma.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert !
13.40 Aléas.
14.58 Questions au gouvernement
16.05 Bravon.
16.40 Minikrems.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion
18.50 Un livre, un jour
19.15 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.25 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Blanche et Marie III
Film de Jacques Renard.
22.35 T.J.S.
23.00 Quel est qu'elle dit, Zazie
23.35 Sapa-CitéS.
25.02 Espace francophone.
0.50 New York District.

CANAL +

13.35 **Chevaliers d'acier** ■
Film de Peter Jackson.

► **En clair jusqu'à 16.00**

13.15 **Le Vrai Journal.**

16.00 **Casper** ■
Film de Brad Silberling.

17.35 **Cascadens du feu.**

► **En clair jusqu'à 20.15**

18.20 **Cyberflash.**

18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**

20.15 **Football.**
20.30 **Nice - Slavia Prague.**

22.30 **Flash infos.**

22.35 **Broken Arrow** ■■

ARTE

19.00 The Monkees.
19.25 Le Guide vert.
19.30 7 1/2. L'attise face aux tremblements de terre. Le foie des pilules.
20.00 Animaux en péril.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ▶ Les Mercrdis de l'Histoire. Lointaine Sibirie. [1/3] La conquête.
21.45 Musica.
Solomé, opéra de R. Strauss, diffusé en simultané sur France-Musique.
23.40 Profil.
Un doux rebelle : Julien Green [2/4].
0.25 L. Lucarne.

M16

19.00 FX, effets spéciaux : La Série.
19.50 Voile.
19.54 6 minutes, Météo.
20.00 Notre belle famille.
20.35 Décrochages Info, Élément Terre.
20.45 Abus d'influence.
Téléfilm O de Bruce Pittman [1 et 2/2].
0.10 Secrets de femme.
0.45 Sexy Zap.
1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et la Raison de...
Dominique Fourcade [35].

20.30 Paroles sans frontières.
Tire à langue. 21.32 Correspondance
22.00 Communauté des radios
publiques de langue française.

22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
02 Les Clés du métro-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Festival du Périgord noir.
Œuvres de Debussy, Mozart, Schubert.

21.40 Opéra.
21.45 Salomé, de R. Strauss,
diffusé en simultané sur Arte.

23.40 Les Greniers de la mémoire.
Régis de R. Strauss.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées.
Brème : La salle Die Glocke.
Œuvres de Schubert, Webern.

22.00 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Keiser, Telemann, Haer

0.20 Ruby in Paradise ■

Film de Victor Niznet (U.S.S.R.)

LA CINÉMAWE/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi.
14.00 Les Yeux de la découverte.
14.30 Les surréalistes.
15.25 Acre : l'Amazonie oubliée.
16.25 Le Cinéma des effets spéciaux.
16.40 Cellulo.
17.20 Allô la terre.
17.30 Histoire personnelle
du futurisme.
17.45 Le Journal du temps.
17.55 Métropole.
18.00 Le Monde des animaux.
19.00 The Monkeys.
19.25 Le Guide vert.
19.50 7/2.
20.00 Contacts.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ► Soirée thématique.
La Sibérie (1/2).
21.00 L'initiative (2/2).
21.15 Le Sibériolain.
22.35 After simple.
23.20 Vernak, un Cosaque
à la conquête de la Sibérie
de Vladimir Krouzovitch
et Valeri Uskov (U.S.S.R.)

11

15.15 Wolff, police criminelle.
16.10 et 1.10 Boulevard des clips.
17.25 M 6 Kid.
18.05 Sliders, les mondes parallèles.
19.00 FX, effets spéciaux : La Séduction.
19.50 Voile.
19.54 6 minutes, Météo.
20.00 Les Piégeois.
20.35 Dérochages info, Passé si présent.
20.45 Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes.
Film de Jean-Jacques Zillberg.
22.50 SOS mutants.
Téléfilm de Tommy Lee Wallace.
0.15 La Maison.

1

FRANCE-CULTURE

19.02 Agora.

19.32 Perspectives scientifiques.

20.00 Le Rythme et la Raison.

20.30 Lieux de mémoire.
La Croupe de Montparnasse.

21.32 Fiction.
Correspondance avec Olga,
d'Anton Tchekhov.

22.40 Nuits magiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte.
19.30 Prélude.
20.00 Concert.
L'Orchestre de Richard Strauss
Œuvres de R. Strauss, Brahms
22.30 Musique plurriel.
Œuvres de Nemescu, Schoenberg
23.07 En musique dans le texte

RADIO-CLASSIQUE

22.40 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Claude Debussy

Fausse bombe, vraie base

par Pierre Georges

LES TEMPS politiques peuvent avoir changé. Les méfiances restent. Et les services secrets veillent. Jusqu'à prendre parfois leurs craintes, ou leurs envies, pour des réalités. Ainsi cette exemplaire histoire de faux essai nucléaire révélée par la presse américaine.

Le 18 août dernier, la CIA diffuse, à l'intention des plus hautes autorités américaines, une alerte classée « haute priorité ». Ses sources - en fait les grandes oreilles sismiques du Nuclear Test Intelligence Committee, organisme chargé d'ausculter les entrailles de la terre pour voir si, des fois, un pays ou un autre n'en aurait pas fait « péter » une en douce - sont formelles: le 16 août, la Russie avait effectué un essai nucléaire dans une île près du cercle arctique.

Tout se passe alors comme chacun a pu le voir, un jour ou l'autre, dans une fiction hollywoodienne. Réunion immédiate à Washington du Conseil national de sécurité. Convocation non moins immédiate au département d'Etat de l'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis. Et démarches parallèles, à Moscou, d'un diplomate américain auprès du ministère des affaires étrangères.

Le rapport de la CIA est, bien sûr, maintenu secret. Mais, au cas où, le Conseil national de sécurité prépare un communiqué: « Selon nos informations, un événement sismique d'un caractère explosif s'est produit dans le voisinage de la zone d'essais nucléaires russes sur l'île de Novaya Zemlya. » Et ce communiqué sera publié le 27 août.

Autant affirmer noir sur blanc que la Russie a violé sa propre signature au bas du traité d'interdiction des essais nucléaires. L'affaire devient publique. Très vite, d'autres services de renseignement, des scientifiques, des pays comme la Grande-Bretagne, la France ou la Norvège, eux aussi l'oreille collée au sol, font connaître leurs conclusions: pour eux, pas de doute, la CIA s'est « plantée ». Il n'y a pas eu d'explosion nucléaire, le 16 août, sous l'île de Novaya Zemlya, mais une secousse sismique, ailleurs, à 80 kilomètres des côtes russes, provoquée par un petit tremblement de terre.

Après deux mois d'enquête, le temps de dénigrier ses sources diverses, officielles et secrètes, la CIA vient d'admettre son erreur. Effectivement, il n'y a eu aucun signe de radioactivité suspecte. Aucun enregistrement sismique signifiant une explosion dans les fonds marins. Et aucune activité de forage importante des techniciens russes sur l'île.

La CIA s'était bel et bien trompée. Avec pour seule excuse cette ordinaire conviction chez tout maître contre-espion que, si le pays visé ne l'avait pas fait, il aurait très bien pu le faire. La preuve, cette base secrète, B2 Namous, utilisée par la France en Algérie jusqu'en 1978, pour tester ses armes chimiques. Vingt ans après sa fermeture, l'existence de cette base secrète, elle-même négociée sur une annexe secrète, rajoutée aux accords d'Evian, est révélée par *Le Nouvel Observateur*. Et confirmée à l'hebdomadaire par Pierre Messmer.

Incroyable donc et pourtant vrai. Tant que l'Algérie était française, on testa au Sahara la bombe atomique et quelques autres armes d'ailleurs. Et lorsqu'elle devint algérienne, pendant seize ans, on y procéda, à l'air libre, à des essais d'armes chimiques. Voilà une information qui va singulièrement améliorer la réputation de notre pays en Algérie.

Bill Clinton va proposer des mesures pour réduire les gaz à effet de serre

En France, des économistes appellent à la prévention du risque climatique

LE PRÉSIDENT Bill Clinton doit exposer, mercredi 23 octobre, les mesures que les Etats-Unis entendent prendre pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre qui menacent la planète d'un réchauffement climatique global, dont les conséquences - aggravation des sécheresses et des inondations - inquiètent les autorités internationales. Jusqu'à présent, Washington s'était refusé à s'engager sur des objectifs de réduction, contrairement aux engagements pris au sommet de la Terre de Rio en 1992. Cette intransigence avait d'ailleurs été une des principales raisons de l'échec du deuxième sommet de la Terre, à New York, au mois de juin (*Le Monde* des 24 et 25 juin).

L'administration américaine estime que des mesures visant principalement à réduire la consommation d'énergie fossile (pétrole et charbon), responsable des émissions du principal gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone (CO₂), sont contraires aux intérêts économiques du pays.

En préalable à tout accord, elle exige que les mesures de réduction ne s'appliquent pas seulement aux pays industrialisés mais aussi aux pays en développement, en particulier la Chine et l'Inde qui, en raison de leur croissance et de leur population, sont appelés à devenir de gros émetteurs de gaz. Les Etats-Unis restent cependant, et de loin, le premier émetteur avec le quart environ du CO₂ rejeté dans l'atmosphère.

Bill Clinton a-t-il changé d'avis? Rien n'est moins sûr. Il a d'ailleurs avoué qu'il s'attendait à être « critiqué de toutes parts ». Selon des sources concordantes en provenance des milieux industriels et des associations écologistes, que le président a abondamment consultés ces derniers mois, il se contenterait d'annoncer un objectif de stabilisation, en 2010, des émissions de gaz à leur niveau de 1990. Pour revenir en 2050 au niveau de 1990, il déciderait en particulier d'une taxe nouvelle sur l'essence, de 25 à 50 cents par gallon (3,8 litres).

Ces mesures, dont on connaît le détail mercredi, seront celles que la délégation américaine défendra à Kyoto (Japon), pendant la conférence qui doit, du 1^{er} au 10 décembre, fixer un système de réduction des émissions de gaz à l'échelle de la planète. Les positions des uns et des autres restent très éloignées: l'Europe, qui se présente remarquablement unie sur ce sujet, propose une réduction de 15 % en 2010; les pays menacés par un relèvement du niveau de la mer (en particulier les îles-Etats du Pacifique) souhaiteraient une réduction de 20 % dans les cinq ans à venir; en revanche, la Chine et tous les pays en voie d'industrialisation ne veulent entendre parler d'aucune contrainte susceptible d'entraver leur développement économique.

LA « FORCE DU NOIR »

Par ailleurs, alors que vient de s'ouvrir à Bonn une séance technique de négociation avant la conférence de Kyoto, qui va examiner les propositions de Bill Clinton,

l'opinion se mobilise. Aux Etats-Unis, une association, la Global Climate Association, appuyée par la plupart des grands groupes pétroliers et charbonniers internationaux, a engagé une campagne de publicité dans les journaux et à la télévision pour contraindre la signature de tout protocole à Kyoto. 13 millions de dollars ont été mobilisés pour cette opération à laquelle CNN a refusé de participer et que les écologistes qualifient de « force du noir ». De leur côté, six Prix Nobel américains d'économie estiment au contraire que leur pays devrait prendre la tête du mouvement de réduction.

En France, une quinzaine d'économistes de sensibilités diverses ont décidé de rendre public un appel invitant les milieux économiques à prendre conscience du risque climatique et justifiant « le lancement d'actions de prévention significatives ». Après plusieurs mois de débats entre eux, ils recommandent une démarche de réduction des émissions reposant sur une politique volontariste d'incitations fiscales et économiques.

Parmi les signataires, on note la présence de Gérard Debreu, professeur à Berkeley et prix Nobel d'économie, Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France, Michel Aglietta, professeur à Paris-X, Jean-Jacques Laffont, professeur à Toulouse-I, Jacques Lesourne, professeur au CNAM, Roger Guesnerie et Olivier Godard, directeurs de recherche au CNRS, Claude Henry, professeur à l'école Polytechnique, Jean-Charles Hourcade, membre du Comité national de la recherche et coordinateur du rapport de synthèse du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et Ignacy Sachs, directeur d'études à l'IEHES.

Jean-Paul Besset

Prévenir économiquement le risque climatique

Voici un des principaux extraits de l'appel qu'une quinzaine d'économistes français proposent à la signature de leurs collègues et vont transmettre au gouvernement français avant la conférence de Kyoto.

« Economistes, nous mesurons les bouleversements qu'un changement climatique comporterait à terme pour l'économie, les sociétés et l'équilibre de la planète, de même que nous mesurons les contraintes qu'imposent aujourd'hui le chômage, la compétition économique et les disparités de développement. Nous savons que les arbitrages sont délicats. Le bien-être des générations futures peut être affecté si les alertes des scientifiques sont négligées, mais des sacrifices excessifs ne sauraient être imposés aux générations actuelles au nom de risques dont l'ampleur est encore controversée. »

« Toutefois, ni l'argument du réalisme économique ni la complexité du problème ne sauraient justifier l'inaction. D'une part, l'inertie des systèmes économiques et techniques et des systèmes naturels est telle que tout retard dans les décisions peut entraîner des coûts très importants à l'avenir, qu'il s'agisse de coûts d'adaptation ou de ceux qu'engendrerait une accélération dans l'urgence de la baisse des émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, il y a consensus pour considérer que des politiques bien conçues de réduction des émissions ne devraient pas porter atteinte aux niveaux de vie actuels (...).

« Le recours à des instruments économiques incitatifs créera des synergies entre la politique environnementale et la politique économique générale. Les revenus d'écotaxes ou de permis d'émissions négociables peuvent en effet être utilisés pour réduire les prélèvements obligatoires les plus pénalisants pour l'activité économique et l'emploi (...).

L'UNEF-ID dénonce le manque de « volontarisme » de Claude Allègre

« IL RÉGNE une ambiance bizarre à l'université. La rentrée est apparemment calme mais la plupart des réformes sont en suspens. Nous constatons une absence de volontarisme du ministre de l'éducation sur les dossiers en cours. » Lors d'une conférence de presse, mardi 21 octobre, Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, n'a pas caché ses impatiences à l'égard de la politique universitaire de Claude Allègre.

Engagée dans un processus de réforme négocié avec François Bayrou, la première organisation représentative chez les étudiants s'inquiète du manque d'évolution sur trois dossiers « prioritaires »: la réforme pédagogique des études, le statut social de l'étudiant et la charte des stages en entreprise. « On peut comprendre la volonté du ministre de tout reprendre à zéro. Mais il ne faudrait pas que cela se traduise par le report aux calendes », a indiqué M. Amirshahi.

Alors que la réforme des études devait être appliquée à la rentrée, l'UNEF-ID déplore des « rétrocessions ». Sur les modalités du contrôle des connaissances, le maintien de la session de rattrapage en septembre et les passages conditionnels entre le DEUG et la licence, le syndicat maintient son intransigence. Consciente en revanche des difficultés de la nouvelle organisation, ses responsables seraient prêts à accepter des compromis, voire un éventuel report, de certaines dispositions.

A propos du statut social et de la réforme des aides sociales, l'UNEF-ID milite toujours en faveur d'une allocation reconnaissant le principe « d'autonomie ». Une idée que ses responsables entendent défendre devant les députés avant la discussion prévue au printemps devant le Parlement.

« DU FLAN »

A propos, enfin, de la charte des stages et des unités d'expérience professionnelle (UEP) en entreprise intégrées dans les études de deuxième cycle, Pouria Amirshahi dénonce « le manque de volonté à la parole donnée du patronat. Les amiances du CNPF sur l'emploi des jeunes, c'est du flan. La démonstration est faite qu'il s'agit bien d'obtenir une main d'œuvre à bon marché ». Toutefois, l'UNEF-ID attend toujours du ministère l'ouverture d'une discussion sur une charte des stages.

Alors que des élections sont prévues au printemps pour le renouvellement des instances des centres régionaux des études (Crous) et du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), l'UNEF-ID repart en campagne. Elle a décidé de lancer un questionnaire, distribué à 400 000 exemplaires. Ses responsables en attendent « un sondage grandeur nature de l'état d'esprit des étudiants. »

Michel Delberghe

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 22 octobre, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17587,51 +3,77 -8,64

Hong Kong Hang Seng 11637,27 -6,17 -13,48

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

17587,51 (17587,51)

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 10 h 15 (Paris)

Paris CAC 40 3014,87 +1,83 +10,78

Amsterdam CIB 937,13 +1,58 +26,37

Bruxelles 1615,53 -0,81 -52,86

Frankfurt Dax 30 - - -

Madrid ISEQ 1870,83 - - -

Londres FT 100 5248,20 +0,43 +27,23

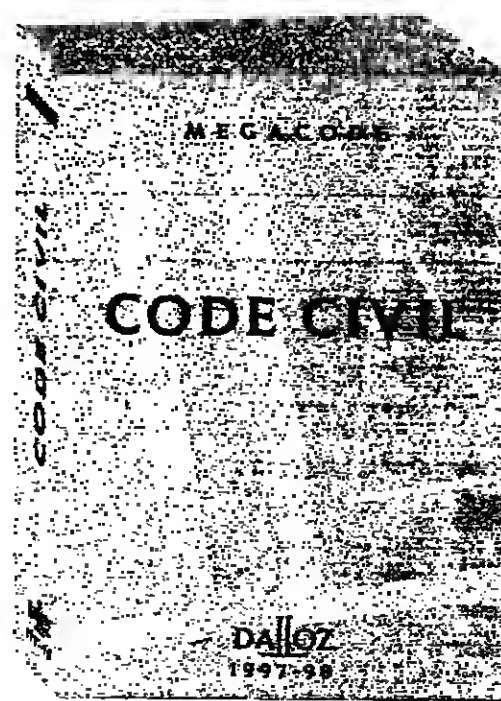
Madrid Iboex 35 - - -

Milan MIB 30 2411,5 -0,86 -55,63

Zurich SMI 5917,30 +0,95 +50,10

Tirage du Monde daté mercredi 22 octobre: 512 404 exemplaires

La vie en grand



Le Megacode Civil Dalloz reprend intégralement le texte du code Civil Dalloz et intègre l'essentiel des décisions rendues en matière civile par les cours d'appel et la Cour de cassation. Le Megacode offre une image très proche de la réalité quotidienne du droit civil et propose en outre, un recueil de vingt conventions internationales.

DALLOZ

L'offre de produits d'investissement continue à se diversifier

La Bourse, pour ses performances, et l'assurance-vie, qui continue à disposer d'avantages fiscaux réels, malgré les dispositions de la loi de finances 1998, conservent la faveur des spécialistes

A en croire bon nombre de spécialistes, l'économie française souffre depuis plusieurs années d'un manque de consommation. Il suffirait de rétablir un peu de confiance dans une population inquiète et vieillissante pour inciter les ménages à détourner une partie des sommes placées dans les bas de laine vers la satisfaction de besoins immédiats. Plusieurs gouvernements successifs ont donc tenté depuis le début de la décennie de convaincre les Français de modifier leurs comportements. En vain.

La collecte de l'épargne financière des ménages a encore augmenté de 9,4 % en 1996, pour atteindre 458,9 milliards de francs. L'assurance-vie est restée plus que jamais le placement préféré des Français, avec un total de 358 milliards de francs de primes nouvelles.

Le gouvernement dirigé par Lionel Jospin, qui a ouvertement fait sienne l'analyse sur le déficit de consommation, a décidé d'utiliser une autre arme que la méthode Coué, celle de la fiscalité. Elle permet de faire d'une pierre deux coups en augmentant les recettes budgétaires et en rendant la rémunération de l'épargne moins attrayante. Les gains réalisés subiront désormais une ponction supplémentaire. L'assurance-vie est particulièrement visée.

Seuls vont échapper encore à toute taxation, quelques placements dont le montant des dépôts est plafonné (Livrets A et Bleu, Codevi), ou dont l'accès est soumis à conditions (Livrets Jeune et Livret d'épargne populaire).

Reste à savoir si une telle méthode peut être efficace. La répartition entre l'épargne et la consommation n'est pas perçue de la même façon par les économistes d'un côté et les ménages de l'autre. Ces derniers ne raisonnent pas en fonction d'arbitrage entre épargne et consommation, mais en affectant leurs revenus selon la perception de leur intérêt.

Si la réactivité des Français au contexte économique et réglementaire s'est considérablement accrue au cours des dernières années, elle se traduit avant tout par des transferts d'un produit d'épargne à un autre, pas par une décision subite de consommer plus. La baisse d'un point (de 4,5 % à 3,5 %), en mars 1996, de la rémunération des Livrets A et Bleu s'est traduite par une collecte de 60 milliards de francs et... un transfert des sommes prélevées vers l'assurance-vie, les Livrets d'épargne populaire et les Livrets Jeune.

Un comportement que l'on retrouve à l'identique avec les livrets monétaires, qui après avoir offert des rémunérations considérables à la fin des années 80 et au début des années 90 sont aujourd'hui victimes de la baisse du loyer de l'argent et offrent des rendements très faibles. En conséquence, les épargnants ont accéléré les ventes de parts de livrets monétaires, transférant les sommes récoltées vers l'assurance-vie ou même vers l'immobilier.

Pour finir, il n'est pas sûr que moins d'épargne soit une bonne chose pour l'économie française. Cette dernière souffre avant tout et depuis de nombreuses années d'un manque d'investissement. En plus, épargner ne signifie pas manquer de foi dans l'avenir. En plaçant son argent, l'investisseur manifeste sa croyance dans la solidité du système financier, il parie sur le fait que son pécule va fructifier, et qu'il pourra un jour, lui ou les personnes de son choix, « en profiter ». Si ce n'est pas de la confiance.

Eric Leser



■ Bourse

Les marchés d'actions, en France et en Europe, ont réalisé au cours des dernières mois des progressions remarquables liées à la baisse des taux d'intérêt et à la multiplication des OPA. p. II et III

■ Sicav

Les performances des sicav actions sont nettement supérieures à celles de autres OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières). p. IV

■ Epargne salariale

Relativement méconnu du grand public, le plan d'épargne-entreprise offre pourtant des atouts non négligeables. p. VII

■ Assurance-vie

Le placement financier préféré des Français est touché de plein fouet par le durcissement de la fiscalité. Pour autant, il conserve des atouts certains, notamment via les produits dits multi-supports. p. VIII et IX

■ Immobilier

Si les prix des logements continuent à se tasser, le marché repart le nombre d'opérations augmente, les délais de vente se raccourcissent et les taux des crédits restent favorables. p. X et XI

■ Marché de l'art

Après une longue période de purgatoire, le marché de l'art en France retrouve depuis le printemps une activité et des cotes satisfaisantes. p. XII

Le marché français des actions affiche une santé étincelante

QUE DEMANDER de plus ? Le marché français des actions a additionné au début de l'année une rare collection d'effets heureux. « Le printemps avait été euphorique », rappelle Laurent Delton, directeur des marchés d'actions à la Banque du Louvre. « Tous les ingrédients étaient au vert ».

Pour que la Bourse de Paris tourne rond, comme n'importe quelle autre Bourse, elle a besoin d'abord et avant tout de s'appuyer sur deux moteurs classiques. Le premier est la baisse des taux d'intérêt : celle-ci rend les placements en actions plus intéressants que les placements en obligations et fait tomber les charges financières des entreprises. Le second est la progression des résultats des sociétés cotées : qu'achète-t-on en Bourse si ce n'est les bénéfices futurs des entreprises ?

Les deux moteurs étaient parfaitement synchrones. « Le marché français des actions est un marché intéressant parce qu'il offre un des meilleurs compromis en matière de progression des bénéfices des entreprises et de niveau de taux d'intérêt », souligne Christian Bito, directeur de la gestion chez Rothschild et Cie Banque. La diminution du loyer de l'argent avait été longue à s'amorcer. Puis elle a suivi une pente descendante régulière. La Bourse de Paris a applaudi. Au même moment, les résultats des entreprises cotées montraient des signes nets d'amélioration. Les grands groupes industriels et financiers français, en particulier les membres du « club » de l'indice CAC 40, ont effectué les restructurations nécessaires et se sont désendettés. Ils ont recommencé à

gagner de l'argent. « Les horreurs ont été purgées », note Christian Cambier, président de la société de gestion Prigest, faisant allusion aux provisions massives passées ces dernières années dans le secteur immobilier. « Les efforts de restructuration ont été payants », affirme Michèle Giovannetti, présidente de Régival, la filiale « actions » de Fimigest. « La hausse des résultats en découle ». Conséquence pratique : les analystes financiers passent leur

temps à réviser en hausse leurs prévisions de bénéfices pour les sociétés cotées.

Aux moteurs classiques sont venus s'ajouter de puissants moteurs auxiliaires. La hausse du dollar n'a pas été le moindre. Elle a largement contribué à doper les performances économiques des entreprises françaises. Les sociétés exportatrices se sont retrouvées dans une situation compétitive privilégiée. Les produits qu'elles vendaient devenaient moins chers que

ceux de leurs concurrents. La reprise économique qui a fait une timide apparition et qui était « tirée » par les exportations a joué un rôle supplémentaire dans l'amélioration de la santé économique des entreprises françaises. Là encore, la Bourse a apprécié. La configuration conjoncturelle idéale dans laquelle a évolué le marché français des actions depuis le début de l'année a été magnifiée par le nouvel environnement structurel de la Bourse de Paris.

Les plus ou moins grandes batailles boursières avaient constitué un ferment actif sur les marchés anglo-saxons au cours des dernières années. La Bourse de Paris en avait été privée. Les opérations financières y ont enfin élu domicile. Elles ont revêtu toutes les formes possibles et imaginables, depuis les redéfinitions de frontières internes (OPA de Suez-Lyonnaise des eaux sur Degremont) jusqu'aux offres publiques d'achat hostiles (OPA de Fromodès sur Casino et OPA de Pinault sur Worms et Cie) en passant par les opérations amicales (OPA d'Adidas sur Salomoo). Les offres publiques d'achat possèdent un grand vertu. Elles produisent un effet de contagion immédiat sur les sociétés voisines ou concurrentes, auxquelles les rumeurs prêtent aussitôt des destinées identiques. Les cours ne s'en portent que mieux.

Pour ne rien gâter, la Bourse de Paris a bénéficié de flux abondants. Aux liquidités nourries nées de la distribution généreuse des dividendes et du remboursement en juillet de l'emprunt Balladur se sont surajoutées celles émanant des investisseurs étrangers. Le phénomène n'est pas nouveau. Mais il a revêtu une ampleur particulière. Les grands investisseurs internationaux, en particulier les fonds de pension (les caisses de retraite) aux Etats-Unis, s'intéressent de plus en plus à la « région Europe ». « La création de la monnaie unique est très vendeuse », constate Michèle Giovannetti.

Michel Turin

Lire la suite page II

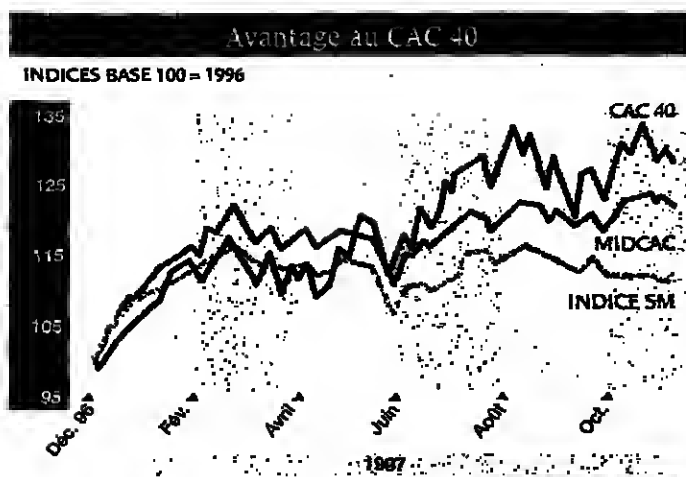
Gestion de fonds internationaux
Voir plus loin.



- Internationalisation
- Diversification des placements
- Investissement à long terme

Templeton France S.A. Maison de Titres - 16, av. George V - 75008 Paris - Tél. (33) 01 40 73 06 00 - Fax (33) 01 40 73 06 01

Les valeurs moyennes bien placées pour rebondir



Les grandes valeurs de la cote n'ont pas souffert du retour de la gauche au pouvoir.

LES VALEURS moyennes sont davantage représentatives du tissu industriel français et de la conjoncture dans l'Hexagone que ne le sont les quarante valeurs entrant dans le CAC 40. Les différents indices boursiers qui reflètent l'évolution de ces sociétés de taille moyenne ont été ainsi, ces derniers temps, beaucoup plus pénalisés.

Les récentes mesures gouvernementales en matière de fiscalité et de temps de travail (35 heures, allègement des charges sociales, contribution accrue à l'effort budgétaire) ont peu affecté l'évolution du CAC 40. Ce dernier a même battu un nouveau record d'altitude, le 3 octobre (3 114 points).

En revanche et dans le même temps, les indices spécialisés dans les capitalisations moyennes ont cédé du terrain. Mieux, depuis le début de l'année, l'indice phare affiche une progression de 26 %, alors que les indices MidCac et second marché n'affichent respectivement des performances de 20,74 % et 10,29 %.

Ces performances contrastent avec les scores affichés à la fin de 1996, où les gains de l'indice CAC 40 étaient nettement inférieurs à la performance des valeurs moyennes. Pour mémoire, alors que l'indice CAC 40 avait progressé de 24 % en 1996, l'indice MidCac et l'indice du second marché avaient respectivement progressé de 35,7 % et de 30,7 %.

Ces sociétés très « franco-françaises » ont été en première ligne concernant les 35 heures et les mesures fiscales décidées par le gouvernement

Ce constat n'empêche toutefois pas les analystes d'espérer un retour à des jours meilleurs, ces derniers estimant que les valeurs moyennes disposent d'un potentiel de hausse d'ici à la fin de l'année à l'image de ce qui se passe actuellement aux États-Unis où les épargnants ont retrouvé le chemin du « *small is beautiful* » délaissant temporairement les valeurs vedettes.

A ce phénomène, plusieurs explications que l'on peut comparer à la situation française : moins

chers que les grandes valeurs de la cote, elles offrent, en outre, des perspectives de bénéfices plus importantes que les poids lourds du marché.

Jusqu'à la fin du premier trimestre, la convergence des indices de la Bourse de Paris était remarquable. L'évaluation de l'indice CAC 40, du MidCac et de l'indice second marché s'effectuait de façon parallèle.

Cette concordance d'évolution a commencé à être « chahutée » aux alentours du 20 mars avec les premières rumeurs de dissolution de l'Assemblée nationale avec une accentuation après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Dès le début du mois de mai, alors que la campagne électorale battait son plein, les quarante valeurs vedettes de la Bourse de Paris ont repris de la hauteur laissant loin derrière les valeurs moyennes.

Mais, dès le 1^{er} juin, le registre était différent. Les mesures gouvernementales ont touché de plein fouet les petites et moyennes entreprises, celles dont la capitalisation boursière est inférieure à 50 millions de francs. Fin juin, l'indice CAC 40 gagnait près de 30 %, alors que le MidCac ne progressait que de 21,2 % et le second marché n'affichait qu'un gain de 15 %.

Pour Emmanuel Perrin, président d'Euro MidCaps Securities, entreprise d'investissement spécialisée dans les valeurs moyennes, ces sociétés moyennes, très « franco-françaises » ont été en première ligne concernant les 35 heures et les mesures fiscales décidées par le gouvernement. Pour autant, si les indices Midcaps n'ont pas progressé dans le sillage du CAC, ils n'ont pas baissé, note Emmanuel Perrin, ce qui tendrait à prouver que les investisseurs n'ont pas vendu et que la multiplicité des introductions nouvelles et des appels au marché n'a pas trop pesé sur les cours.

Certains intervenants déplorent toutefois que les valeurs moyennes se paient trop cher à l'introduction, alors que l'on trouve des entreprises qui ont pour elles l'antériorité et la légitimité à des prix beaucoup plus raisonnables.

Pourtant, Emmanuel Perrin estime que les valeurs moyennes continuent de se parer de nombreux avantages : la plupart d'entre elles se payent à des multiples peu chers, elles ont d'ores et déjà fait le ménage et prouvé qu'elles étaient capables de s'adapter. Elles seront, alors que les indicateurs sont au vert, les premières à pouvoir transformer du chiffre d'affaires en résultat.

François Bostnavaron

Les Bourses du Vieux Continent sont portées par les opérations financières

DEPUIS le début de l'année toutes les grandes places internationales affichent des progressions supérieures à 20 %. Mais d'autres font encore beaucoup mieux, comme la Bourse de Francfort, qui, selon l'indice DAX 100, gagne 42,8 %. Le marché suisse (+ 47 %), Milao (+ 50 %) comme Mexico ou la Bourse brésilienne (+ 80 % en huit mois) affichent également de belles progressions.

Seules les performances des Bourses asiatiques, et notamment le Japon, sont médiocres, pour ne pas dire mauvaises. Cette santé fragile de la place nipponne trouve d'ailleurs sa traduction dans les statistiques. Ainsi, au mois d'août, les achats de titres japonais par les étrangers se sont nettement contractés passant de 889 milliards de yens en juillet à 519 milliards de yens, soit un recul de 41 %.

L'Europe est, de loin, la région du monde actuellement la plus favorisée en matière d'investissement. Aux perspectives de reprise économique sur le Vieux Continent s'ajoute un phénomène de concentrations et d'opérations sur le capital qui dynamisent depuis plusieurs semaines les échanges. Ces restructurations n'ont pas seulement touché la France, mais aussi la Grande-Bretagne, et l'Allemagne. Outre-Manche, au cours des dernières semaines, des valeurs comme British Telecom ont profité de nouvelles développements. La

luta pour le contrôle de MCI se joue désormais à trois, après le lancement par GTE d'une OPA concurrente de celle de WorldCom et de BT. GTE a signifié sa volonté de coopérer avec l'opérateur britannique dans le cadre d'une large alliance.

Il est temps d'être un peu plus prudent. Sur le marché obligataire, il n'y a plus de marge de manœuvre pour la baisse des rendements

D'autres opérations comme celle de BAT qui a cédé le contrôle de ses compagnies d'assurances à Zurich Assurances (tout en conservant 45 % du contrôle) ou l'accord donné finalement à Guinness et GrandMet par LVMH à leur fusion ont porté les indices des valeurs britanniques au plus haut niveau.

En Allemagne, le marché a repris du tonus grâce à la fin de la privatisation de Lufthansa, le lancement de

l'augmentation de capital de la Commerzbank et les rumeurs de restructurations du secteur financier. Allianz fait l'objet de toutes les attentions et pourrait jouer un rôle de chevalier blanc dans l'OPA lancée par Generali sur les AGF. Les valeurs bancaires bénéficient actuellement de rumeurs de concentration, renforcées par certaines déclarations à l'image de celles du président du directoire de la Vereinsbank, qui n'a pas exclu une coopération avec la Dresdner Bank, une fois que son établissement aurait fusionné avec la Hypo-Bank au début de 1997.

Tout le monde ne partage pas cette vision quasi idyllique teintée de reprise économique et de bas taux d'intérêt. Il y a une semaine, à Genève, Jacob J. van Duijn, membre du conseil de direction du groupe néerlandais Robeco, l'une des plus grandes sociétés de gestion de fortune d'Europe, mettait en garde les investisseurs, tant au niveau du marché obligataire qu'au niveau du marché des actions. « Il est temps d'être un peu plus prudent », a déclaré M. van Duijn, qui décide de l'ensemble des investissements du groupe (environ 47 milliards de dollars de fonds soit 277,3 milliards de francs). Sur le marché obligataire, il n'y a, selon lui, plus de marge de manœuvre pour la baisse des rendements.

En ce qui concerne les marchés des

actions, « qui ont connu depuis deux ans et demi la plus forte croissance de toute leur existence », les PER (rapports cours/bénéfices) sont devenus très hauts, a-t-il noté. « Personnellement, je serais content si les cours restaient à peu près au niveau actuel dans les six mois à venir », a dit M. van Duijn, estimant qu'« il fallait que l'économie réelle rattrape les marchés ». Selon le groupe Robeco, « certains marchés européens sont davantage surévalués que le marché américain ». Pour M. van Duijn, les marchés des actions du Sud-Est asiatique sont les meilleurs du monde, notamment celui de Singapour. La crise monétaire que connaissent les pays de la région est, selon lui, « temporaire, comme l'a été la crise du Mexique voilà trois ans ».

Dans sa politique de placements, Robeco ne travaille plus pays par pays mais par secteur à l'échelle mondiale. Avec la mondialisation actuelle de l'économie, « que Novartis (pharmacie) ait une étiquette d'origine suisse ou non n'a aucune importance. Nous jugeons les sociétés en temps que « global players », a-t-il dit. Dans ses placements, a-t-il continué, Robeco évite les sociétés à caractère uniquement national, comme on en trouve souvent dans des secteurs comme la distribution ou la sidérurgie.

F. Bu

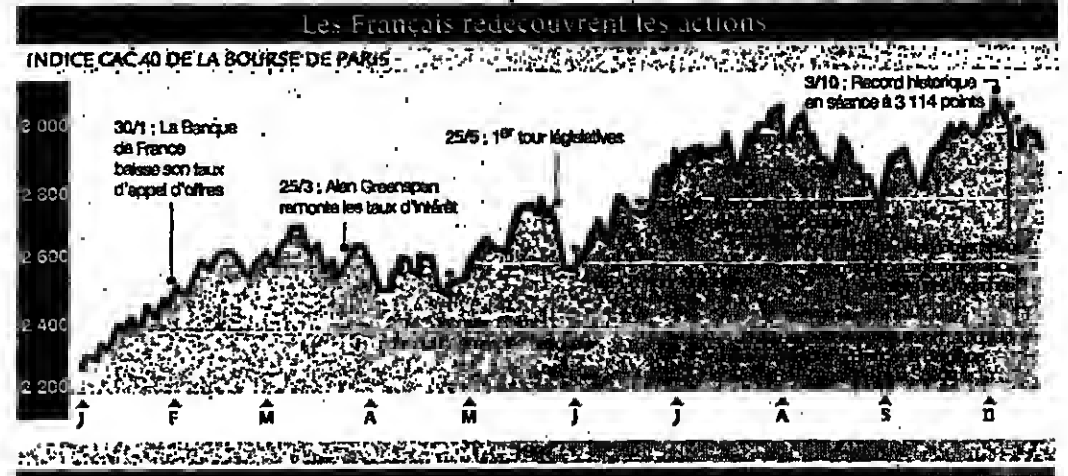
Le marché français des actions affiche une santé étincelante

Suite de la page 1.

Voilà pourquoi la Bourse de Paris a fait un bond de 32,18 % (c'est la progression de l'indice CAC 40, dividendes réinvestis) du début de l'année à la fin du mois de septembre. Le contraire aurait été étonnant. Le marché français des actions avait toutes les bonnes raisons de monter. Mais la hausse de la Bourse de Paris n'a pas épousé des contours uniformes. Depuis le début de l'année, le passage de témoin a été étonnant. « Depuis trois ou quatre mois on assiste à une rotation assez forte des secteurs », souligne Dominique Sabassier, responsable de la gestion actions à la Caisse centrale des Banques populaires.

Les valeurs de croissance, c'est-à-dire les entreprises capables de réaliser des performances « en particulier à l'étranger » quand les temps économiques sont durs, avaient, il y a encore quelques mois, tous les honneurs. Depuis deux ans, des valeurs comme Carrefour et L'Oréal étaient à la tête. Elles avaient beaucoup monté. Les valeurs cycliques c'est-à-dire les entreprises qui épousent les contours des cycles économiques leur ont succédé et ont pris la relève. Du début de l'année à la fin du mois de septembre, les cours des valeurs cycliques ont progressé en moyenne à la Bourse de Paris de 44,3 %, alors que ceux des valeurs de croissance n'ont gagné que 8 %.

Du 2 janvier au 29 septembre, Sommer-Albert - une « cyclique » - a progressé de 41 % et Alcatel Alsthom - une autre « cyclique » - de 85 %. « Dans la deuxième phase de hausse d'un marché, ce sont les valeurs cycliques qui montent », remarque Dominique Sabassier. Parmi les secteurs auxquels a bien profité l'état de grâce du début de l'année figurent les valeurs pétrolières et les valeurs financières. Les premières ont été dynamisées par les nouvelles découvertes et par les nouvelles techniques d'exploration-production. Le cours d'Elf Aquitaine a progressé de 68 % du 2 janvier au 29 septembre. Les secondes avaient accumulé un retard important sur le reste de la cote. Elles ont commencé à combler l'écart. Du 2 janvier au 29 septembre, le certificat d'investissement du Crédit lyonnais a fait un bond de 157 % et l'action de la Société générale a progressé de 52 %. Les mouvements de restructuration dans le secteur des assurances et dans le secteur des



banques jouent en leur faveur. Et les mêmes causes produiront les mêmes effets au cours des mois à venir.

Le marché français des actions, lui, est-il promis à un futur proche comparable à son passé récent ? Autrement dit, la hausse appellera-t-elle la hausse ? Tous les moteurs qui tournaient au printemps ne tourneront plus. C'est un fait acquis. La baisse des taux d'intérêt et la hausse du dollar appartiennent à un temps révolu. Mais les inquiétudes sur une inversion de l'une et de l'autre tendances sont non avenues. Les taux d'intérêt ne remonteront pas beaucoup.

Aux États-Unis, le marché des actions monte depuis six ans parce que les résultats des entreprises sont meilleurs que prévu. La Bourse de Paris est engagée sur un chemin vertueux analogue. Jamais les prévisions de bénéfices n'ont été aussi

Le culte de la valeur actionnaire

Au nombre des nouvelles tendances lourdes qui imprègnent le marché français des actions et qui alimentent un courant ascendant figurent des initiatives prises par les entreprises françaises pour « créer de la valeur », autrement dit pour en donner plus à leurs actionnaires. Parmi des pays anglo-saxons et décalant du gouvernement d'entreprise, le mouvement a touché la France.

Les grands groupes industriels et financiers français sont de plus en plus nombreux à nettoyer leurs portefeuilles d'activités, à mettre l'accent sur les métiers dans lesquels ils occupent les premières places au lieu de disperser leurs efforts stratégiques. Ils oublient les diversifications désordonnées. Ils rachètent leurs propres titres. Pratique courante aux États-Unis, le rachat d'actions a pour conséquence mécanique d'augmenter la part des bénéfices qui revient aux titres restants. Le nombre de titres en circulation diminue, mais la masse des profits distribués reste intacte. Bref, le nouveau culte de la « valeur actionnaire » fournit un facteur efficace de soutien des cours.

« La politique monétaire va être favorable en Europe continentale parce qu'il faut alimenter le dynamisme économique », affirme Georges Desbiens, responsable de la gestion « actions françaises » aux Mutuelles du Mans. « Ce n'est pas au moment où l'on commence à avoir les prémices d'un début de redémarrage économique, que les autorités monétaires vont remonter massivement le taux d'intérêt. » Et le dollar devrait continuer à se situer dans les eaux actuelles. « Je ne retiens pas un scénario de baisse du dollar », poursuit Georges Desbiens. « Je ne pense pas non plus qu'il montera. »

Le principal moteur de la hausse du marché français des actions d'ici à la fin de l'année et au début de l'année prochaine est la poursuite de

bonnes en France depuis 1989. Une quarantaine de bureaux d'études français et étrangers qui font partie du « consensus » établi par Jacques Châline Finance pronostiquent que les bénéfices des sociétés composant l'indice CAC 40 s'élèveront cette année à 122 milliards de francs et à 142 milliards en 1998. Il y a huit ans, les bénéfices des entreprises de l'indice phare de la Bourse de Paris avaient atteint 119 milliards de francs.

« Le marché français des actions va continuer à bien se comporter au cours des prochains mois », constate Jean-Luc Allain, responsable de la gestion chez Baccot-Allain Gestion. « L'activité devrait s'accroître. Et la demande intérieure devrait prendre le relais des exportations. » Il ne voit

qu'un seul bémol. « Pour que la demande intérieure puisse prendre le relais, il faut que la confiance soit au rendez-vous », ajoute M. Allain. « L'objectif de croissance de 3 % sur lequel table le gouvernement pour 1998 ne peut être atteint que si la consommation redémarre. Or, pour qu'elle reparte, il faut une amélioration sensible de la confiance des ménages. »

Au moteur principal des profits des entreprises s'ajoute un moteur auxiliaire infaillible, celui des OPA. La construction européenne, qui se fait à marche forcée, anime le bal des restructurations par lesquelles doivent passer les entreprises françaises. Les opérations financières vont continuer parce qu'elles ont besoin d'acquiescer la « taille critique ». Autant de raisons qui militent en faveur d'une poursuite honnête de la hausse. « En 1998, le marché français des actions devrait monter de 10 % à 15 % », annonce Laurent Delour de la Banque du Louvre. « D'ici à six mois, l'indice CAC 40 pourrait atteindre entre 3 500 et 3 400 points. » Les pronostics les moins optimistes ne relèvent que de pures hypothèses d'école.

PAS D'ÉLÉMENT DE RISQUE

« Je n'arrive pas à trouver un élément de risque important sur le marché français », souligne Georges Desbiens des Mutuelles du Mans. Quelles sont les valeurs qui tireront le mieux leur épingle du jeu boursière ? « Les titres qui vont le mieux se comporter sont ceux des sociétés les plus sensibles à la reprise économique », note Pascal Sagnier. « Je privilégie les sociétés liées à l'investissement comme Schneider, Legrand ou Roxel ou les sociétés de matériaux de construction comme Lafarge, Saint-Gobain ou Lapeyre. »

Michèle Giovannetti chez Régéral livre un diagnostic approchant. « Je reste favorable aux valeurs cycliques comme Usinor, Pechiney, Bouygues, PSA et Renault », explique-t-elle. En revanche, un certain nombre de petites valeurs vont souffrir de la hausse de l'impôt sur les sociétés. Leurs profits en pâtiront davantage que ceux des grosses sociétés.

Michel Turin

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

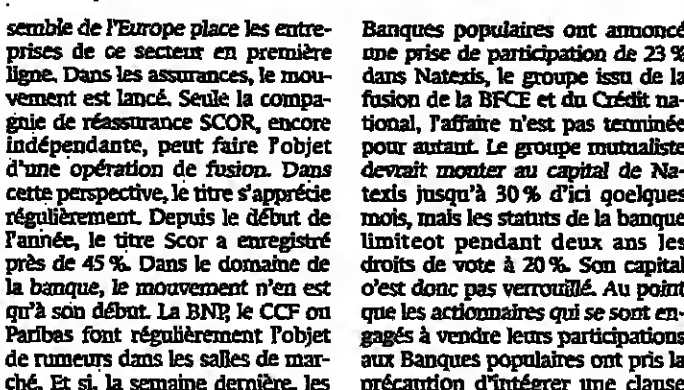
La nécessité pour les entreprises européennes d'appréhender leur marché en position de force concourt à la multiplication des rapprochements. La plupart des grands groupes français ne sont désormais plus protégés

La restructuration en cours de l'industrie financière dans l'en-

Miser sur une valeur, jouer en Bourse, comporte des risques. On peut gagner beaucoup d'argent mais on peut en perdre. C'est la règle. Au mieux peut-on miser.

La société de placements directs en ligne E*Trade, basée à Palo Alto (Californie), affirme enregistrer 100 nouveaux abonnements par jour. Elle vient de lancer une campagne de publicité télévisée sur le thème : « Si quelqu'un doit gagner l'argent avec votre argent, autant

Mais les services boursiers existants, notamment sur le Minitel, sont assez importants. Il est à la fois possible, via le Minitel, de passer des ordres et de suivre les cotations en temps réel. On peut imaginer que de telles possibilités soient rapidement migrer sur Internet. Mais les investissements sont lourds et seront plus faciles à rentabiliser à une échelle européenne que temps que l'euro soit lancé et que les places boursières de Paris et de Francfort soient totalement interconnectées.



Les entreprises de l'industrie ou de la distribution ne sont pas plus à l'abri d'une OPA, même lorsque leur capital sociale tenu par quelques mains familiales, comme c'est le cas pour Casino, sur lequel Promodès a lancé une offre. Accor, Flub Méditerranée, Berrand, les sociétés de la famille de Berrand, désormais partie de la liste des opéables que dressent les responsables des fonds de gestion. « Il y a une véritable accélération du processus de restructuration de l'économie européenne », commente un analyste de JP Morgan, qui ajoute que « les OPA ont un effet d'auto-entraînement ». Pour ne pas se laisser distancer par des groupes de plus en plus gros, les entreprises révisent elles-mêmes leur stratégie et cherchent à attirer une grosse somme sur OPA sur le bûcher de Redland, il augmentera ainsi sa taille de 50 % en termes de capitalisation boursière.

Lorsque l'OPA est lancée, la seconde démarche de l'investisseur est d'attendre le plus longtemps

Ainsi, l'OPA lancée par Promodès sur Casino a provoqué une contre-offensive de Rallye puis une surenchère de Promodès. Le raid de François Pinault sur le groupe Worms et Cie a entraîné la famille Agnelli et les AGF à déposer une contre-offre. Celle-ci a provoqué le raid de Generali à l'égard du dessus, c'est-à-dire sur les AGF. En tout état de cause, la durée légale d'une OPA est de trente-cinq séances de Bourse. Une riposte d'un allié des AGF ou de tout autre investisseur peut intervenir jusqu'à cinq jours avant la clôture de l'offre.

Les grandes manœuvres ne sont pas terminées au palais Brongniart. Depuis le début de l'année, une quarantaine de sociétés ont changé de mains ou fait l'objet d'OPA simplifiées de la part de leurs maisons-mères. Seuls une tension sur les taux d'intérêt ou un décrochage de Wall Street, comme ce fut le cas il y a dix ans exactement, pourraient calmer la fièvre des OPA.

Babette Stern

De tous les grands assureurs français, Groupama possède l'un des meilleurs ratios de solvabilité : 42,6 milliards de fonds propres réévalués, pour un chiffre d'affaires de 35,6 milliards de francs en 1996 (+ 4,5 % par rapport à 1995) et un résultat net de 1,4 milliard de francs (+ 54 % par rapport à 1995). -

Cette solidité n'est pas due au hasard. Elle est le fruit

d'apporter la solution la mieux adaptée, notamment grâce au professionnalisme et à la proximité de son réseau, qui sont des atouts maîtres dans son service à la clientèle.

Quelques exemples de l'offre Groupama

Pour le court terme : le Compte Service Groupama valorise les disponibilités dès le premier franc, sans risque. L'argent rapporte tous les jours, quelle que soit le rythme des versements ou des retraits, et reste ainsi toujours disponible. C'est un compte qui permet de gérer quotidiennement son budget et de préparer son épargne de demain...

De plus, contrairement à certains comptes rémunérés, il n'y a ni droit de garde, ni frais de souscription ni cotisation.

Pour le moyen terme : le contrat en francs Groupama Epargne, c'est le principe de l'assurance vie... Plus l'argent travaille longtemps, plus il fructifie... avec en cas de décès, l'avantage d'être exonéré de droits de succession*. En cas de besoin,

il est toujours possible d'effectuer un retrait partiel ou de demander une avance. L'offre Groupama dans ce domaine sera bientôt complétée par un contrat multisupport, pour ceux qui acceptent davantage de risque en contrepartie d'une performance plus élevée.

En ce qui concerne le long terme, Groupama propose les plans de retraite par capitalisation. Chaque actif épargne pour son propre compte et récupère les sommes investies sous forme de rente viagère à l'âge de la retraite, majorées des rendements financiers acquis sur toute la période. Le choix d'un établissement pour la solidité financière irréprochable et à la gestion très performante, comme Groupama, est donc plus que jamais primordial.

* Pour les sommes versées au-delà de 70 ans, la franchise fiscale est limitée à 200 000 francs (en l'état de la législation en vigueur).



GROUPAMA
1^{ère} MUTUELLE D'ASSURANCE



E. L.

Les sicav actions continuent à faire la course en tête

Ces placements de gestion collective enregistrent en moyenne des gains supérieurs à 25 % depuis le début de l'année, devançant très largement les produits de taux d'intérêt. La bonne tenue des Bourses européennes a permis de doper les performances

AVEC UNE PERFORMANCE de 25,69 % depuis le 1^{er} janvier, selon les statistiques établies par Fininfo, les sicav actions arrivent largement en tête des placements de gestion collective. Elles devançant les sicav diversifiées (16,64 %), les sicav obligataires (4 %) et les sicav monétaires (2,23 %).

Une analyse plus détaillée montre que ce sont les sicav actions spécialisées sur les marchés américains qui ont obtenu la meilleure rémunération (38,81 %), devant les sicav Europe (33,41 %) et les sicav indicielles France (32,34 %). Pourtant, la Bourse de New York a connu un parcours moins brillant que les Bourses européennes, enregistrant un gain de 25 % contre 29 % à Paris et 43 % à Francfort.

La supériorité des sicav Amérique trouve son origine dans la hausse du dollar face au franc enregistrée depuis le début de l'année, qui a permis d'ajouter des profits de change aux gains en capital.

Les neuf premiers mois de 1997 ont été marqués - si l'on excepte les places asiatiques - par une baisse généralisée des Bourses internationales. Les marchés d'actions ont bénéficié, aux États-Unis, de la poursuite d'une

croissance robuste et d'une inflationniste, qui s'est traduite à la fois par le maintien de taux d'intérêt à de bas niveaux et par une progression soutenue des bénéfices des entreprises. Les Bourses européennes ont pour leur part profité d'un environnement monétaire très favorable (des taux d'intérêt historiquement faibles et surtout la baisse du billet vert, favorable aux exportations des

triennes, lesquelles se sont multipliées depuis la restructuration OPA (offre publique d'achat) du groupe Pinault sur Worms, de Lafarge sur Redland, de Geacal sur les AGF.

Une telle effervescence, liée notamment à la création de l'euro et aux besoins pour les entreprises du Vieux Continent de grossir afin de mieux pouvoir affronter la concurrence et d'être

nuer à afficher de belles performances. Les spécialistes émettent toutefois quelques réserves spécifiques concernant le marché français.

Ils s'inquiètent des conséquences que pourraient avoir pour les comptes des entreprises la hausse de la fiscalité des sociétés et la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures. Ces décisions gouvernementales pourraient pénaliser la Bourse de Paris par rapport à ses rivales européennes.

D'autres menaces, extérieures cette fois, ne peuvent être négligées. La première se trouve à Wall Street, où l'ascension conti-

nue de l'indice Dow Jones commence à inquiéter de nombreux analystes, qui croient avoir décelé la formation d'une bulle boursière.

Le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, lui-même a affirmé récemment que la hausse de la Bourse ne pourra pas se poursuivre au même rythme que celui observé au cours des dernières années.

Une autre incertitude réside dans l'évolution des places financières asiatiques et les risques de contagion aux marchés européens. Les détenteurs de parts de sicav actions Asie/Pacifique ont connu des déceptions, depuis le

début de l'année, affichant une performance limitée à 5,39 %.

Le recul de la Bourse de Tokyo (-10 % environ depuis le 1^{er} janvier) et la tempête en Asie du Sud-Est expliquent cette déconvenue, qui a d'ailleurs déclenché d'importants mouvements de retraits chez les souscripteurs. Au cours du mois de septembre, l'encours des sicav Asie/Pacifique a reculé de 9,39 %. Certains craignent que la crise se poursuive et s'amplifie dans la région, ce qui risquerait de déstabiliser l'ensemble des places boursières internationales.

Pierre-Antoine Delhomme

La première menace se trouve à Wall Street, où l'ascension continue de l'indice Dow Jones commence à inquiéter de nombreux analystes, qui croient avoir décelé la formation d'une bulle boursière

Les sicav obligataires déçoivent un peu

entreprises du Vieux Continent) et des perspectives d'accélération de la reprise économique.

Après une hausse de 2,5 % du produit intérieur brut français en 1997, la croissance, selon les prévisions gouvernementales, atteindrait 3 % en 1998.

Les places boursières du Vieux Continent ont aussi été dopées, notamment Paris, par les opérations de restructuration indus-

trieuses de s'implanter sur un marché élargi, représente une aubaine pour les actionnaires. Les batailles industrielles qui en découlent valorisent les cours.

Les experts se montrent dans l'ensemble optimistes et prévoient que ces mouvements de concentration devraient s'intensifier lors des prochains mois. Les sicav actions France et Europe devraient donc pouvoir conti-

LES SICAV investies en obligations ont enregistré, depuis le début de l'année, une performance sans surprise, conforme aux prévisions des spécialistes. Leur rendement, selon les calculs de Fininfo, s'est établi à 4 %. La catégorie des sicav françaises a dégagé une rémunération légèrement inférieure - 3,7 % - contre 6,4 % pour celle des sicav investies en obligations européennes et 8,8 % pour celle des sicav composées d'autres em-

prunts internationaux. Le comparatif des sicav étrangères a bénéficié de l'effet change (hausse du dollar et de la livre sterling) mais aussi des belles performances réalisées par les marchés obligataires d'Europe du Sud. Soutenus par la perspective d'une adhésion à la zone euro, les taux d'intérêt à long terme italien, espagnol et portugais ont continué à se rapprocher et à converger vers les rendements observés en France et en Allemagne. Mi-octobre, l'écart de taux entre les emprunts italiens et allemands se situait à 0,50 % alors qu'il s'établissait encore, au début de l'année 1996, à près de 5 %. Ce mouvement a permis aux gestionnaires de sicav qui avaient placé leurs capitaux sur ces marchés de dégager d'importantes plus-values en capital.

Les obligations françaises ont eu un parcours moins favorable et plus heurté. Le taux de l'emprunt d'État à dix ans, qui s'inscrivait à 5,90 % en début d'année, est descendu jusqu'à 5,30 % à la mi-février, pour remonter fin mars à près de 6 %. Après une nouvelle phase de détente, qui l'avait ramené à 5,40 % durant l'été, il s'est brusquement redressé, en octobre (5,70 % le 16 octobre), à la suite de la décision de la Bundesbank et de la Banque de France de relever leurs taux directeurs.

La poursuite de la politique de rigueur budgétaire, le maintien d'un environnement monétaire très souple et l'absence totale de tensions inflationnistes laissent

pourtant espérer un meilleur comportement des marchés d'emprunts français. Mais la courbe des taux, pour reprendre l'expression des spécialistes, est restée « pen- tue », c'est-à-dire que l'écart entre les rendements à court terme et à long terme est resté important (plus de 2 %), alors qu'elle demeurerait très plate aux États-Unis (avec des taux à trois mois supérieurs de 0,5 % seulement aux taux à dix ans).

ENCOURS STABLE

Malgré des performances dans l'ensemble décevantes, l'encours des sicav obligataires est resté stable, à 450 milliards de francs, en retrait de 0,73 % par rapport au 1^{er} janvier. Les ménages sont restés fidèles à ce type de placement, qui présente l'avantage d'offrir une rémunération sensiblement supérieure à celle des sicav monétaires sans avoir la volatilité des sicav actions.

Une telle stabilité pourrait toutefois être remise en cause si les perspectives de certains experts se confirment. Ils craignent une détérioration du marché obligataire français au cours des prochains mois. Ils estiment que l'accélération de la reprise économique en France, et surtout la poursuite du resserrement des politiques monétaires française et allemande ne provoquent des tensions supplémentaires sur les taux à long terme.

P.-A.D.

Année noire pour les monétaires

LES SPÉCIALISTES ne s'étaient pas trompés. Ils avaient prédit, en début d'année, que 1997 serait une année noire pour les détenteurs de sicav monétaires et ils leur avaient conseillé de se porter vers d'autres produits financiers. Leurs pronostics se sont vérifiés. Depuis le 1^{er} janvier, la performance dégagee par les sicav monétaires franc affiché une performance de 2,16 %, soit 2,85 % en équivalent annuel, selon les calculs établis par l'agence spécialisée Fininfo. En termes réels - hors inflation -, le rendement est encore plus faible (0,86 % et 1,55 % respectivement). Seules les sicav monétaires en devises, c'est-à-dire investies sur des places financières étrangères, ont réussi, grâce à la hausse du dollar, à obtenir des niveaux de rémunération intéressants (10,21 % sur neuf mois). Mais elles ne sont qu'un nombre de 8, contre 333 pour les sicav monétaires franc.

La faiblesse des taux d'intérêt à court terme en France explique la chute de rendement des sicav de trésorerie. À la fin du mois de janvier, la Banque de France avait ramené de 3,15 % à 3,10 % le niveau de ses appels d'offres. Elle l'a laissé inchangé jusqu'au jeudi 9 octobre, date à laquelle il a été relevé de 0,2 %, à 3,3 %, dans le sillage de la hausse du taux des prises en pension de la Bundesbank. Cette longue période de taux exceptionnellement bas a été autorisée par l'absence totale de pressions inflationnistes (l'indice des prix à la consommation s'est établi à 1,3 % sur un an au mois de septembre) et par le désir de l'institut d'émission de conforter la reprise de l'économie française dans un contexte de rigueur budgétaire.

La rémunération dérisoire proposée par les sicav monétaires a in-

ité certains épargnants à vendre leurs parts. En neuf mois, leur encours a baissé de 6,46 % pour s'établir à 783 milliards de francs à la fin du mois de septembre. En dépit de ce recul, la catégorie des monétaires conserve la première place des sicav, loin devant les sicav obligataires (450 milliards de francs) et les sicav actions (257 milliards).

RÉSISTANCE

Les experts s'attendaient à des sorties plus importantes. Tous ont été frappés par la résistance des sicav monétaires. Malgré les contreperformances affichées, les ménages ont continué à faire confiance à ce placement sans aucun risque. Les analystes estiment d'ailleurs que le pire est passé et que la rémunération des sicav monétaires devrait, lentement mais sûrement, progresser au cours des prochains mois. Les anticipations des marchés font état de taux d'intérêt à trois mois se situant en moyenne à 4,5 % en 1998.

Cette progression permettrait aux sicav de trésorerie de repasser assez nettement au-dessus du rendement offert par le livret A (3,5 %). Toutefois, prédisent les experts, il ne faut pas s'attendre que ce type de placement retrouve rapidement les niveaux de rémunération exceptionnels qu'il avait atteints à la fin des années 80 et au début des années 90, période au cours de laquelle il affichait des performances régulièrement supérieures à 10 %. La maîtrise de l'inflation en Europe ainsi que les perspectives de création d'un euro fort devraient se traduire par le maintien de taux d'intérêt relativement bas sur le Vieux Continent au cours des prochaines années.

P.-A.D.

Choisir un placement réclame une attention de tous les instants.



BARCLAYS

Consultez un spécialiste

Les analystes prévoient une remontée des taux d'intérêt en Europe

La reprise favorise une hausse du loyer de l'argent

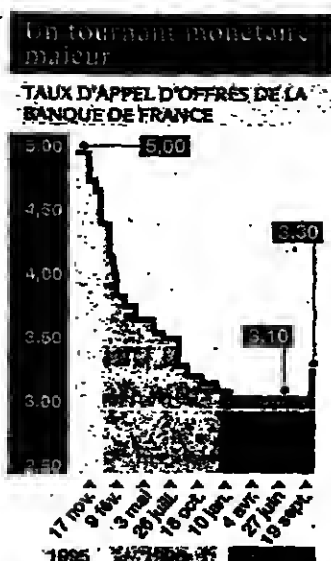
UN TOURNANT monétaire majeur a eu lieu, jeudi 9 octobre, avec la décision de la Bundesbank de relever le taux des prises en pension (REPO), porté de 3 % à 3,50 %, une décision que les banques centrales de France, de Belgique, du Danemark, de l'Autriche et des Pays-Bas ont immédiatement choisi d'imiter. L'institut d'émission français a ainsi augmenté le niveau de ses appels d'offres de 3,10 % à 3,30 %. Le resserrement de la politique monétaire allemande a mis fin à cinq années de baisse du loyer de l'argent en Allemagne. Cette détente interrompue avait modifié le paysage financier européen et elle avait créé un environnement très favorable pour les investisseurs. Ces derniers avaient pu financer leurs acquisitions de titres à des coûts de plus en plus réduits. La baisse du loyer de l'argent s'était aussi traduite par d'importantes plus-values en capital sur les valeurs à rendement fixe.

Le changement intervenu a pris les économistes et les opérateurs de court terme par surprise. En France, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans est ainsi remonté en quelques jours de 5,46 % à 5,67 %. La hausse des taux va-t-elle se poursuivre en Europe ?

La politique monétaire de la future Banque centrale européenne (BCE) sera plus restrictive, au moins dans un premier temps, que celle que continueraient à mener la Bundesbank et la Banque de France sans la monnaie unique.

La hausse du produit intérieur brut s'élèverait ainsi, en France et en Allemagne, à près de 3 %. Cette accélération résulterait du fait que la consommation et l'investissement viendraient enfin prendre le relais des exportations. Evoquant l'économie allemande, les économistes de la caisse centrale des Banques populaires estiment que « la vigueur des exportations ne manquera pas de soutenir l'investissement dans les industries fortement exportatrices ». De surcroît, « après avoir fortement délocalisé leur appareil de production, les entreprises germaniques pourraient rapidement retrouver le chemin de l'investissement national ». Selon la CCBP, « cette évolution permettrait d'améliorer la situation de l'emploi et d'accroître par là même la confiance des consommateurs. Ces derniers seraient alors plus enclins à dépenser, d'où une augmentation de la demande adressée aux entreprises, qui disposeraient de ce fait d'un mobile supplémentaire pour investir et embaucher davantage... De la sorte, l'économie rhénane connaîtrait à son tour un cercle vertueux, qui, ces dernières années, semblait devenir l'apanage des économies anglo-saxonnes ».

La reprise économique en Allemagne et en France, impliquera la mise en place d'un environnement monétaire plus restrictif dans ces



Après deux années de baisse ininterrompue de ses taux, la Banque de France a décidé, le 9 octobre, de relever le niveau de ses appels d'offres.

deux pays, et ce même si les tensions inflationnistes y restent dans l'ensemble modérées. Selon les prévisions des experts de la CCBP, la progression des prix à la consommation s'établira à 1,5 % en France en 1998 et à 1,9 % en Allemagne.

Le second facteur de resserrement monétaire à Francfort et à Paris pourrait provenir, selon certains analystes, de la préparation de l'Union monétaire européenne. Ils affirment que la politique monétaire de la future Banque centrale européenne (BCE) sera plus restrictive, au moins dans un premier temps, que celle que continueraient à mener la Bundesbank et la Banque de France sans la monnaie unique. Pour quatre raisons. La première est que la BCE, en tant qu'institution nouvelle, devra assés sa crédibilité auprès des marchés financiers internationaux. Pour déjouer les soupçons de laxisme, elle sera tentée d'adopter un comportement plus rigoureux que ne l'exigerait la situation économique et monétaire.

L'adhésion de pays n'ayant pas la même réputation anti-inflationniste que la France et surtout l'Allemagne pourrait aussi provoquer des tensions sur les taux d'intérêt. C'est le cas des nations d'Europe du Sud où la dérive du rythme de hausse des prix à la consommation est un phénomène récent. Les gestionnaires d'obligations pourraient exprimer leur défiance en exigeant une prime de risque plus élevée que celle qu'ils réclament aujourd'hui pour les emprunts français et allemands.

Le troisième facteur de hausse des taux réside dans le fait que la zone euro présentera un taux de croissance moyen plus élevé que celui de la France et de l'Allemagne. Les Pays-Bas, la Finlande, mais aussi le Portugal et l'Espagne, sont en avance dans le cycle économique sur Paris et Bonn, ce qui nécessite une politique monétaire plus restrictive.

Enfin, le bloc de la monnaie unique possèdera en moyenne un niveau de dette publique, rapporté au produit intérieur brut, plus haut que celui enregistré en France et en Allemagne. Dans ces deux pays, les ratios s'établissent respectivement, fin 1996, à 56,5 % et 60,7 %, ce qui en fait deux des meilleurs élèves de l'Union. En Italie, il se situe à 124 % et à 78,5 % aux Pays-Bas. Ce surcroît d'endettement pourrait impliquer une rigueur monétaire accrue.

La hausse des taux d'intérêt à court terme anticipée en France et en Allemagne au cours des prochains mois provoquera-t-elle une remontée parallèle des rendements à long terme ? Tous les experts n'en sont pas persuadés. Certains d'entre eux jugent que la poursuite des politiques d'assainissement des finances publiques diminuera les besoins de financement des Etats, ce qui devrait permettre aux marchés obligataires de bien se comporter. Selon les prévisions des économistes de La Poste, les taux français à dix ans s'établiront à 5,4 % en moyenne en 1998. D'autres ne croient pas à ce scénario optimiste. Ils parlent sur une remontée des taux des obligations en

Europe. Selon les experts de la banque américaine Merrill Lynch, les rendements des emprunts français remonteront à 5,80 % dans un an.

Les analystes de la banque Paribas croient à une hausse plus brutale (6,3 % dès la fin du premier semestre 1998). Ce mouvement trouverait notamment son origine dans une forte dégradation du marché obligataire américain. Selon Paribas, le rendement de l'emprunt à dix ans aux Etats-Unis remonterait - les taux progressent quand le cours des titres baisse - de 6,1 % actuellement à 7,30 % d'ici à la fin juin 1998. Pour justifier ce sombre pronostic, les économistes mettent en avant les risques de resserrement de la politique monétaire américaine dès que les premiers signes d'inflation se manifesteront, « probablement dès le quatrième trimestre 1997 ». Les récentes déclarations d'Alan Greenspan, le président de la banque centrale américaine, mettant en garde les investisseurs contre leur optimisme excessif sur la capacité de l'économie américaine à poursuivre son expansion sans connaître d'inflation semble conforter ce scénario.

Pierre-Antoine Delhommais

Bernard Fauché, responsable de la gestion des actions de CDC Gestion

« Le CAC 40 peut aller jusqu'à 3 300 points »

Cet objectif pourrait être atteint au cours des douze prochains mois

« Pensez-vous que la hausse à laquelle on assiste peut se poursuivre ? Et quels sont vos objectifs pour les valeurs françaises à moyen terme ? »

« A CDC Gestion, nous sommes construits sur les perspectives des valeurs françaises à moyen terme. En plus d'un environnement macro-économique en amélioration : taux d'intérêt bas, reprise en cours d'accélération, les sociétés françaises commencent à engranger dans leurs résultats les effets bénéfiques de la remontée de certaines devises (dollar, lire et livre sterling, par exemple) et pour beaucoup d'entre elles, l'impact des mesures de restructuration déjà prises. Dans ce contexte, un objectif de CAC 40 à 3 300 points dans les douze prochains mois nous paraît possible. »

« Pour tous ceux qui ne sont pas encore entrés sur le marché, est-il encore temps d'investir ? »

« Certes, l'investissement en actions doit se concevoir en tout état de cause dans une optique de moyen-long terme. A plus court terme, le recul du marché aux alentours de 2 950 sur le CAC 40 nous semble un bon niveau d'entrée. »

« Le récent succès de France Télécom peut-il donner un coup de fouet aux autres privatisées ? »

« Le lien de cause à effet entre le

succès de France Télécom et les autres valeurs privatisées ne nous paraît pas direct. Il est néanmoins possible que le succès de cette opération, tant auprès des particuliers que des institutionnels amène une nouvelle catégorie d'investisseurs à s'intéresser à la Bourse. Dans cette hypothèse, le coup de fouet serait d'une façon générale favorable aux grandes valeurs de la cote. »

« Faut-il craindre de forts soubresauts de côté de Wall Street, et si oui, des conséquences importantes sur les marchés européens ? »

« Cette question est délicate. Il est indéniable que les ratios d'évaluation du marché américain sont élevés. La moindre déception ponctuelle sur telle ou telle valeur est actuellement sévèrement sanctionnée. Les incertitudes pesant sur le rythme de progression des résultats des sociétés américaines nous amènent à prévoir un marché volatil ; cette volatilité se transmettant en certaines occasions aux marchés européens. Il nous semble néanmoins que les Bourses européennes, en décalage de cycle vis-à-vis des Etats-Unis et profitant des incertitudes actuelles pesant sur les Bourses asiatiques, Japon compris, sont susceptibles de se déconnecter quelque peu du comportement

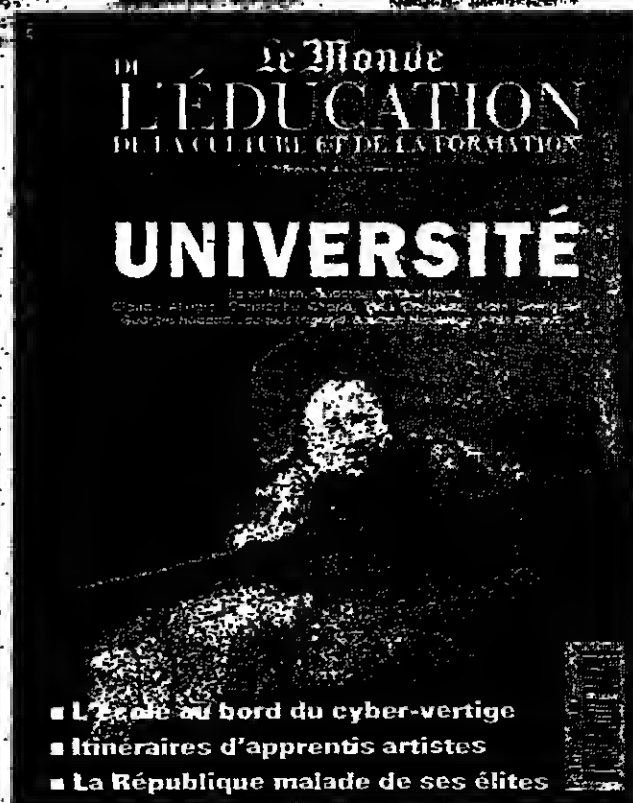
de Wall-Street, sur lequel nous o'envoyons pas d'accident majeur, y compris dans l'éventualité d'une légère hausse des taux par la réserve fédérale dans les prochains mois. »

« Le mouvement d'OPA et de restructurations amorcé depuis l'été peut-il se poursuivre ? Est-ce l'un des moteurs de la hausse actuelle ? »

« C'est certainement l'un des moteurs de la hausse actuelle, non seulement en France, mais aux Etats-Unis et en Europe. Une étude récente compare l'évolution, au cours des dernières années, de la rentabilité des entreprises anglaises, allemandes et américaines à celle des entreprises françaises, mettant en avant un certain retard de celles-ci. Cette moindre rentabilité renforce la vulnérabilité de nos sociétés dans un contexte où la taille est souvent considérée comme un avantage compétitif décisif et où le marché français se semble plus interdit aux sociétés étrangères. En conséquence, il nous semble que cette course à la taille est amenée à se poursuivre, qu'elle passe par des alliances, des acquisitions ou des OPA. »

Propos recueillis par François Bostnavar

Edgar Morin : « Réformons la réforme des universités ! »



Avec Edgar Morin, Claude Allègre, Laurent Batsch, Henri de Bresson, Luc Cédelle, Christophe Charle, Alain Garrigou, Georges Haddad, Hervé Hamon, Jacques Lagroye, Basarab Nicolescu, René Passet, Alain Renaut, Michel Serres, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole,

jeunes, civisme, université, etc. Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des

savoirs, permettent l'accès aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, Le Monde de l'éducation a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

L'euro va modifier le paysage de l'épargne financière

La mise en place de la monnaie unique va élargir considérablement l'horizon de placement des épargnants. Mais, si les opportunités seront multipliées, les stratégies d'investissement seront, dans le même temps, beaucoup plus complexes

SI LES BILLETS et les pièces en euros ne seront introduits qu'au début de l'année 2002, les particuliers seront toutefois concernés directement par le lancement officiel de la monnaie unique dès le 1^{er} janvier 1999. Car celui-ci modifiera en profondeur le paysage de l'épargne financière en Europe. A cette date, les parités de conversion des devises européennes vis-à-vis de l'euro seront irrévocablement fixées, tandis que les transactions sur les marchés de capitaux utiliseront la nouvelle devise commune.

La principale des conséquences sera, pour l'épargnant français, un élargissement considérable de son horizon de placement. L'introduction de l'euro marquera la fin des nationalismes boursiers. Aujourd'hui, le particulier - comme l'investisseur professionnel - hésite à investir sur les autres places européennes en raison du risque de change. A quoi bon, par exemple, acheter des actions italiennes, si les gains en capital se trouvent gommés par des pertes sur le taux de change ? Le

1^{er} janvier 1999, la barrière du change sautera. Les parités franc-lire, franc-mark, franc-peseta étant fixées, il n'y aura plus aucun danger, du moins dans le domaine du change, à acquérir des titres italiens, allemands ou espagnols. Les particuliers français vont donc avoir tout à coup à leur disposition une gamme de valeurs aussi vaste que celle offerte aux épargnants américains. Ils vont ainsi pouvoir découvrir de nouvelles valeurs, de nouvelles sociétés auxquelles ils n'avaient, jusqu'à présent, pas accès facilement.

Cette révolution nécessitera une réorganisation complète des canaux d'informations sur les cours. De façon concrète, les journaux, les radios et les télévisions seront obligés de reconstruire, de fond en comble, leurs listes de cotations. Il ne s'agira pas seulement d'afficher des doubles cotations, en franc et en euro, que les particuliers ne manqueront pas de réclamer.

Il faudra aussi réserver une égalité de traitement, en termes d'informations boursières, aux groupes européens et aux sociétés françaises. Les résultats de tel ou tel groupe scandinave revêtiront autant d'importance que ceux des valeurs vedettes du CAC 40. La demande des ménages pour les titres étrangers risque d'être d'autant

plus forte que les valeurs françaises sont loin d'être les plus performantes sur le Vieux Continent. Depuis le début de l'année, la Bourse de Paris a progressé de 27 % contre 42 % pour Francfort, 52 % pour Milan et 39 % pour Amsterdam. Un tel déficit de performances, pour la place parisienne, s'observe aussi sur longue période.

Les dernières décisions du gou-

vernement affectent leurs bénéfices et leurs résultats.

L'élargissement de l'horizon de placements ne concernera pas seulement les marchés d'actions. Il vaudra aussi pour les fonds de gestion collective (sicav) et pour les obligations. Les ménages, qui doivent aujourd'hui par exemple se contenter d'acquiescer des emprunts d'Etat français (les OAT Alpbandéry) auront la possibilité

assortis de rémunérations attractives. Les spécialistes estiment d'ailleurs que l'introduction de la monnaie unique aura pour effet de favoriser en Europe l'émergence d'un marché des « junk bonds » (littéralement obligations pourries) comme il en existe un aux Etats-Unis. Ces titres, émis par des sociétés de petite taille, présentent la particularité d'offrir des rendements élevés. Les amateurs de placements risqués pourront s'en donner à cœur joie.

Mais si, dans le domaine obligataire, le champ d'investissements se trouvera du jour au lendemain, avec l'euro, considérablement élargi, ce changement exigera des particuliers une vigilance accrue et une connaissance approfondie. Les candidats à l'achat de titres devront étudier dans le détail la solidité financière des entreprises émettrices et s'appuyer notamment sur les études réalisées par les agences de notation, chargées d'évaluer la qualité des emprunteurs. Si la monnaie unique aura pour effet de multiplier les opportunités de placement financier, elle en augmentera en revanche, pour tous ceux qui sonhalteront s'y adonner sérieusement, la complexité.

P.-A. D.

Le FCPI permet de mettre en contact l'épargnant et les PME en développement

POUR STIMULER le financement en fonds propres des petites entreprises innovantes, François d'Aubert, ministre de la recherche du gouvernement Juppé, avait lancé en 1997 un véhicule d'investissement que l'actuel ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, pourrait aisément reprendre à son compte : le fonds commun de placement innovant (FCPI). Le FCPI permet d'inciter fiscalement les particuliers à orienter une partie de leur épargne vers les PME.

L'investissement en parts de FCPI ouvre droit, au moins pour les années fiscales 1997 et 1998, à une réduction d'impôt de 25 % du montant de l'investissement, jusqu'à 75 000 francs investis par personne ou 150 000 francs par couple. Pour 100 000 francs investis, un couple paiera 25 000 francs d'impôts en moins. En outre, si les parts de FCPI sont conservées plus de cinq ans, les revenus et les plus-values générés par le fonds sont exonérés d'impôt et ne supportent que la CSG.

Le capital-risque encouragé

Favoriser le développement des entreprises de croissance est sans doute l'un des dossiers auxquels le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, est le plus attaché. Signe des temps, si la fiscalité des contrats d'assurance-vie a été alourdie par le projet de loi de finances pour 1998, un seul type d'investissement réalisé dans ce cadre échappe à ces nouvelles dispositions.

Il n'y aura pas d'imposition du revenu pur pour les contrats d'assurance-vie en unités de compte principalement placées en titres de fonds communs de placement à risque, de fonds communs de placement innovant, de société de capital-risque, de sociétés non cotées ou cotées sur le nouveau marché. Les unités de compte de ce type restent encore à créer, mais pour Bercy elles constituent l'un des meilleurs moyens de rapprocher l'épargne grand public et le capital-risque.

Pour bénéficier de ce statut avantageux, le FCPI doit investir au moins 60 % de ses avoirs en titres non cotés de PME françaises innovantes. Ce caractère innovant est apprécié en fonction du montant des dépenses de recherche et développement par rapport au chiffre d'affaires ou d'une qualification délivrée par l'Anvar. Ces PME doivent employer moins de 500 personnes et leur capital doit être majoritairement détenu par des personnes physiques.

Si les décrets d'application qui permettent de créer ce type de fonds ont été publiés au printemps 1997, les projets de création de FCPI sont encore rares. L'initiative la plus avancée est celle des Banques populaires, qui a présenté dès le mois de juin les caractéristiques de son fonds Banques populaires innovation (BPI), qui sera commercialisé fin octobre. « Nous avons plannifié le montant du fonds à 150 millions de francs pour ne pas avoir de difficulté à identifier les entreprises dans lesquelles nous allons investir », explique Philippe Courvoisier, responsable du développement des produits financiers à la

Caisse centrale des Banques populaires. Le fonds sera fermé, ce qui signifie qu'une fois le montant défini atteint, il n'acceptera plus aucune nouvelle mise de fonds.

Le fonds que prépare la banque ABN-AMRO, d'un montant de 80 à 100 millions de francs, aura la même règle. « Le fonds étant investi dans des titres par définition peu liquides et moins faciles à valoriser que des actions cotées, il est difficile d'accepter des souscripteurs en cours de route sans risquer de dévaloriser soit les nouveaux entrants soit les investisseurs d'origine », explique Hervé Clauquin, responsable de cette activité au sein d'ABN-AMRO. Si l'intérêt des investisseurs pour ce premier fonds se confirme, M. Clauquin espère pouvoir en boucler un autre en 1998. Les Banques populaires n'excluent pas non plus cette possibilité. Mais elles attendent de savoir si l'avantage fiscal sera reconduit au-delà de 1998 pour faire des plans à plus long terme. Aucune décision n'a encore été arrêtée par Bercy, mais on y indique toutefois que « le FCPI est un outil complètement en ligne avec la politique gouvernementale actuelle ».

Avant d'investir en capital-risque, les particuliers intéressés doivent prendre conscience qu'il s'agit d'un placement risqué et long, avec un horizon de sept à dix ans. C'est le délai qu'il faut pour laisser aux participants que prendront les gestionnaires du fonds le temps de se valoriser avant d'être cédés, à l'occasion d'une introduction en Bourse par exemple. Il faut aussi avoir conscience que même si le risque est réparti dans les FCPI - ils ne peuvent pas investir plus de 10 % de leur encours sur une société donnée -, il reste plus élevé que dans le cadre de placements plus classiques dans les sociétés cotées et o fortiori dans des produits obligataires. « Les statistiques de l'Association française des investisseurs en capital (AFIC) montrent que sur dix ans, la performance moyenne des investissements en capital-risque n'est pas bonne, reconnaît M. Clauquin. Mais il y a une grande disparité d'un établissement à l'autre. Il faut faire la différence entre les bonnes et les mauvaises équipes ».

La sélection de bonnes entreprises sera donc la clef du succès d'un FCPI. « Les entreprises que nous avons présélectionnées appartiennent à des secteurs très variés : du concepteur de logiciels à l'instrumentation médicale, en passant par l'électronique, la mécanique », explique Mathieu Boillet, responsable de l'activité de capital-risque des Banques populaires. « Nous essayons d'obtenir des garanties Safaris sur chaque investissement. En cas de défaillance de l'entreprise, cela nous permet, moyennant le paiement d'une prime d'assurance, de récupérer une partie de la somme investie », ajoute-t-il. Si une gestion prudente et diversifiée du fonds permet d'en limiter les risques, l'investissement en FCPI présente deux autres inconvénients. Les frais d'entrée et de gestion de ces fonds sont beaucoup plus élevés que ceux des sicav actions classiques. Dernier inconvénient : il s'agit d'un investissement peu liquide. Il est donc réservé à une clientèle avertie, « essentiellement à des chefs d'entreprise », expliquent les Banques populaires, qui conseillent à chaque client de ne pas investir plus de 3 % à 5 % de leurs actifs en FCPI et leur recommandent de placer entre 50 000 et 150 000 francs.

Sophie Fay



Nos sp...

Les charmes méconnus des plans d'épargne-entreprise

Troisième pièce maîtresse (avec la participation et l'intéressement) du système élaboré sous l'ère gaulliste pour favoriser l'implication des salariés dans la vie financière de leur société, ce type de placement dispose de nombreux atouts, notamment fiscaux

DISCRÈTEMENT mais sûrement, l'épargne salariale poursuit son développement et les plans d'épargne-entreprise (PEE) constituent à l'heure actuelle l'un des derniers refuges fiscaux encore intacts. « Moins on attire l'attention sur l'épargne salariale, mieux c'est », remarque, agacé, un professionnel inquiet d'un éventuel revirement fiscal du ministère des finances.

Institués par une ordonnance de 1986, les plans d'épargne-entreprise constituent la troisième pièce maîtresse (avec la participation et l'intéressement) du système élaboré sous l'ère gaulliste pour favoriser l'implication des salariés dans la vie financière de leur entreprise. Défini comme un « système d'épargne collectif ouvrant aux salariés la faculté de participer, avec l'aide de celle-ci, à la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières », le PEE s'est vite révélé un mécanisme aussi avantageux pour l'employeur que pour l'employé.

Il s'agit en fait d'une enveloppe fiscale que toute entreprise d'au moins deux salariés peut décider de mettre à la disposition de ses collaborateurs dans le cadre d'un accord collectif et qu'alimentent, non seulement les versements du salarié (fixés à 1 000 francs mini-

mum par an, ils ne peuvent dépasser le quart de sa rémunération brute annuelle et sont susceptibles d'être interrompus à tout moment), auxquels s'ajoute, le cas échéant, l'abondement de l'entreprise (10 000 francs maximum par an et par salarié, 15 000 francs si les capitaux sont investis même partiellement en actions de l'entreprise), mais également, voire surtout, les primes d'intéressement et la participation (rendue obligatoire pour toute entreprise de plus de cinquante salariés).

Les sommes collectées sur les PEE sont ensuite placées dans des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) gérés par des sociétés spécialisées en fonction d'un profil de risque prédéterminé au sein de l'entreprise. Au bout de cinq ans, le salarié peut récupérer son épargne (capital et intérêts) en toute franchise d'impôts, exception faite de la CSG et de la CRDS prélevées à la sortie sur les revenus dégrèvés, et à l'entrée sur la part de capital constituée par les versements de l'employeur. L'entreprise, quant à elle, sera exonérée de charges sociales sur l'abondement, la participation et l'intéressement et pourra déduire ces sommes de son impôt.

Ce n'est donc pas sans raison que l'épargne salariale, après un

démarrage poussif, attire aujourd'hui de nombreux adeptes. Selon une étude de la COB (Commission des opérations de Bourse) publiée cet été, elle aurait progressé d'environ 80 % entre 1990 et 1995.

« On ne gère pas de l'épargne salariale comme des placements classiques. C'est un différé de salaire qui en tant que tel obéit aux contraintes du droit du travail »

A l'heure actuelle, on dénombre un peu plus de 3 600 FCPE investis selon les cas en actions, obligations, valeurs mobilières ou internationales, dont l'encours atteignait à la fin de l'année dernière 143 milliards de francs (contre 125 milliards en 1995). La grande majorité d'entre eux sont des

fonds dédiés, réservés en exclusivité à une société. Cependant la tendance est au développement des fonds multi-entreprises. Comme leur nom l'indique, ces derniers sont ouverts à plusieurs entreprises et permettent de ce fait aux PME et PMI de bénéficier des avantages de l'épargne salariale.

« En deçà de 4 à 5 millions de francs d'encours, il est difficile d'assurer une gestion optimale minimisant le risque », estime Jean Beltoise, directeur général de BNP Epargne-Entreprise, l'une des cinq plus grosses sociétés de gestion d'épargne salariale de la place.

« Les fonds multi-entreprises pallient cette difficulté puisqu'ils offrent la possibilité à une entreprise qui n'a que 500 000 francs à placer de le faire », BNP Epargne-Entreprise qui avait encore, en 1992, 650 fonds dédiés n'en propose plus aujourd'hui que 340. Mais la multiplication des fonds multi-entreprises, si elle favorise l'essor et la banalisation de l'épargne d'entreprise, ne doit pas faire oublier pour autant la spécificité de ce système.

Par bien des aspects, les FCPE, placés sous la tutelle de la COB, s'apparentent à des fonds ou des SICAV classiques (gestion collective à travers des supports variés, frais

d'entrée, frais de gestion annuels supportés selon les cas en partie ou en totalité par l'entreprise). Pourtant, il ne peuvent être mis sur le même plan. « On ne gère pas de l'épargne salariale comme des placements classiques », rappelle Luc de Foncault, gérant statutaire de Plan Gestion (filiale du CIC et de la Barclays). « C'est un différé de

SGAM (Société Générale), Elysées Fonds (CCF), Plan Gestion (CIC-Barclays) et BNP Epargne-Entreprise - coiffent à elles seules plus de 65 % de l'épargne d'entreprise. Soucieuses de maintenir leur position oligopolistique, elles parviennent souvent à de bonnes performances (les fonds actions françaises Elyd (Elysées-Fonds) ou

La fusion avec les plans épargne retraite écartée

Maintes fois évoquée, l'éventuelle fusion entre les PEE et les futurs PER (plans d'épargne retraite) n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Tandis que la loi sur les fonds de pension attend ses décrets d'application (rien ne permet de savoir quand ils sortiront), la plupart des professionnels restent hostiles à cette alliance. « Il ne faut pas confondre les deux mécanismes », estime Paul Mallard, spécialiste de ces questions à l'AFG-Asfi (Association française de la gestion financière). « L'épargne salariale doit rester ce qu'elle est, une épargne liée à la vie associative de l'entreprise dont le salarié peut disposer sans trop de contraintes ou bout de cinq ans ».

salaire qui en tant que tel obéit aux contraintes du droit du travail ».

La gestion des FCPE est ainsi soumise au contrôle d'un conseil de surveillance. Composé pour moitié des représentants des salariés et pour moitié de ceux de la direction (dans le cas d'un fonds multi-entreprise, chaque entreprise désigne un représentant pour chacune de ces parties), ce conseil doit se réunir au moins une fois par an. Il a pour mission de veiller à ce que les droits des épargnants soient respectés. Faisant suite à la loi du 23 décembre 1988 relative au règlement des FCPE, l'instruction de la COB du 14 avril 1992 précise notamment que le conseil est en mesure de « prendre toutes les décisions qu'il estime nécessaire à la protection des intérêts des salariés, comme par exemple celle de changer de société de gestion ».

Conscientes de cette menace, les sociétés de gestion sont d'autant plus vigilantes que le marché de l'épargne salariale reste concentré autour d'une poignée d'intervenants. Sur la soixantaine de sociétés répertoriées, seules une dizaine d'entre elles sont vraiment représentatives de cette activité. Et les cinq premières - Inter-épargne (Banques populaires),

Multiactions (BNP Gestion), par exemple, affichent sur un an - de juin 1996 à juin 1997 - des résultats respectifs de 42 % et 41,4 %, alors que, sur la même période, la performance moyenne des SICAV de cette catégorie se situe, selon l'Institut Micropal, à 28,5 %.

Dans l'ensemble cependant, les résultats des FCPE peuvent être fort variables et nécessitent d'être sélectionnés. Si l'on se réfère à l'équité annuelle menée par la société Watson Wyatt sur la base des FCPE de plus de vingt sociétés de gestion, on s'aperçoit que la performance médiane des FCPE demeure en deçà des résultats portefeuille de référence correspondants à chaque catégorie.

« En année glissante, ou 30 juin 1997, la performance médiane des FCPE actions s'est établie à 29,9 % et celle des obligations à 8,9 %, alors que les portefeuilles de références des catégories équivalentes atteignent respectivement 31,04 % et 10,44 % », précise Richard Deville, directeur de Watson Wyatt. Cela reste néanmoins tout à fait honorable pour un produit de moyen terme détaxé, alimenté en grande partie par l'entreprise et non par le salarié.

Laurence Delain

Décidez de l'orientation de votre épargne. Nos spécialistes s'occupent du reste.

Protéger votre capital, le valoriser prudemment, rechercher des plus-values en acceptant certains risques... Selon l'orientation que vous souhaitez pour votre épargne, nous vous proposons, parmi les supports d'investissement de notre contrat d'Assurance Vie Multisupport Séquoia, le profil de gestion qui **S E Q U O I A** répond le mieux à vos attentes. Composé de Sicav et FCP de la Société Générale, chacun de ces supports est géré par nos spécialistes qui effectuent à votre place les arbitrages nécessaires à la réalisation de vos objectifs. Vous profitez ainsi, dans le cadre privilégié de l'assurance vie, des opportunités offertes par les marchés financiers, sans aucun souci de gestion. A partir d'un versement de 50 000 F. N'hésitez pas à interroger nos conseillers en agence.

GENERALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Contrat d'assurance vie de Sogécap, compagnie d'assurance vie et de capitalisation, présenté par la Société Générale en sa qualité de courtier d'assurances. Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L.530-1 et L.530-2 du Code des assurances.

L'avenir du marché de l'assurance-vie est menacé

Les nouvelles mesures fiscales annoncées par le gouvernement risquent de peser lourdement sur le développement de ce type de placement, qui donne déjà plusieurs signes d'essoufflement

L'AVENIR de l'assurance-vie est-il sérieusement compromis ? Si l'on s'en réfère au cri d'alarme lancé le 24 septembre par la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances), il y a apparemment de sérieuses raisons de s'inquiéter. « Le projet de loi de finances pour 1998 contient des mesures fiscales lourdement pénétrantes pour plus de 10 millions de ménages détenant des contrats d'assurance-vie et gravement préjudiciable à l'épargne longue française (...), elles vont casser le dynamisme du secteur de l'assurance (...) », affirme la Fédération.

L'annonce de la nouvelle taxation projetée par Bercy a eu l'effet d'une véritable bombe dans le monde de l'assurance. À l'issue de ce projet, les revenus de l'assurance-vie seraient non seulement soumis (comme c'est le cas pour la plupart des placements) à la hausse de la CSG, qui passerait de 3,4 % à 7,5 % ; à la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale) de 0,5 % ; et, c'est nouveau, à 2 % de taxes supplémentaires (1 % au titre de la contribution sociale, 1 % pour la contribution complémentaire) jusqu'à alors prélevées uniquement en

cas de sortie anticipée du contrat. Ces revenus devraient supporter un prélèvement libératoire spécifique de 7,5 % des lors qu'ils dépassent, à l'issue du contrat, un seuil de 30 000 francs pour une personne seule et 60 000 francs pour un couple marié.

« Cumuler 30 000 francs d'intérêts au bout de huit ans revient à avoir versé une prime unique de 75 000 francs ou encore environ 1 500 francs par mois sur son contrat », estime un spécialiste de la FFSA. « Si la taxation est maintenue telle quelle, l'assurance-vie va perdre de son intérêt aux yeux de nombreux souscripteurs. »

PAS EN ARRIÈRE

Certes à ce jour, rien ne permet d'affirmer que le projet fiscal gardera sa forme actuelle. Sous la pression des assureurs, Bercy a déjà fait un pas en arrière début octobre en acceptant que la nouvelle fiscalité n'entre en vigueur qu'à partir du début de 1998, et non pas dès la mi-septembre comme cela était initialement prévu. Ainsi, les assurés ayant souscrit leurs contrats avant le 24 septembre, peuvent encore l'alimenter jusqu'au 31 décembre 1997 à hauteur

de 200 000 francs supplémentaires sans s'inquiéter de la nouvelle taxation. Celle-ci ne devrait s'appliquer qu'aux versements intervenant à partir du 1^{er} janvier 1998, sachant que les intérêts cumulés avant cette date feront l'objet d'un compte à part et ne seront imposés qu'au titre des prélèvements sociaux actuellement en vigueur.

Par ailleurs, les contrats à primes périodiques, dont le montant et l'échelonnement ont été préalablement fixés au moment de la souscription, devraient échapper à la nouvelle fiscalité. « La décision de Bercy permet déjà de préserver la collecte jusqu'à la fin de l'année, mais la partie n'est pas gagnée », remarque Patrick Werner, vice-président de la FFSA. Les assureurs espèrent convaincre le gouvernement du risque de délocalisation de l'épargne longue que comporte ce projet. « La gradation de l'encouragement fiscal entre l'épargne liquide et l'épargne longue est exactement à l'inverse de ce qu'elle devrait être pour maintenir les équilibres », note Patrick Werner. « Il serait souhaitable que le débat parlementaire permette de revenir sur certaines de positions afin de les simplifier et d'en atténuer les consé-

quences », affirme pour sa part Pierre de Villeneuve, directeur général de Cardif.

Cela étant, quelles que soient les modifications apportées au projet de loi de finances, elles ne sauraient gommer une tendance de fond : celle du ralentissement du marché de l'assurance-vie. On se trouve bien loin aujourd'hui des taux de croissance annuelle supérieurs à 20 % qui ont fait la gloire de l'assurance-vie ces dix dernières années (en 1996, l'assurance-vie représentait près de 20 % de l'épargne financière des ménages).

Au premier semestre 1997, le marché a enregistré un recul de 2 % par rapport au premier semestre de l'année précédente, et tout laisse à penser que le troisième trimestre confirmera cette tendance. Certes, les chiffres des six premiers mois de l'année sont à comparer à un premier semestre 1996 qui avait été exceptionnel (+22 %), dus pour l'essentiel à des phénomènes de transferts d'épargne consécutifs notamment à la baisse du taux du Livret A et au durcissement de la fiscalité des sica (sociétés d'investissement à capitalisation). Mais les effets mécaniques n'expliquent pas tout. Dès l'année dernière on

pouvait observer une baisse sensible des affaires nouvelles (à relativiser cependant car l'annonce en 1995 de la suppression de la réduction fiscale à l'entrée dont bénéficiait jusqu'alors l'assurance-vie avait eu pour effet en 1995 un gonflement sans précédent des souscriptions de contrats à primes périodiques épargnés par cette mesure). Le début de cette année confirme la stagnation, voire la régression du marché. Malgré une timide progression de 1 % du nombre de nouveaux contrats et le succès confirmé des multisupports (en hausse de 50 % au premier semestre, ils représentent 26 % du montant des affaires nouvelles), les primes affichent une baisse de 1 % pour les six premiers mois de l'année.

IMPACT PSYCHOLOGIQUE

« L'impact psychologique de la suppression de l'avantage fiscal à l'entrée dont jouissait jusqu'en 1996 l'assurance-vie a été très important », rappelle-t-on à la FFSA. Les épargnants les plus jeunes et les moins fortunés ont été les plus touchés et tendent aujourd'hui à se détourner de ce produit de long terme, qui, à leurs yeux, n'offre

plus de contreparties fiscales suffisantes. Les assureurs en sont d'ailleurs bien conscients. AXA-UAP par exemple, s'apprête à lancer une formule couplant un emprunt à taux réduit à un contrat d'assurance-vie (dont la rémunération sera supérieure au taux du crédit), afin de permettre à des jeunes qui n'ont pas de capitaux de départ de souscrire néanmoins un contrat d'épargne. Mais l'ingéniosité commerciale déployée par les compagnies d'assurances risque de ne pas suffire.

« Signer un contrat d'assurance-vie demande un certain niveau de confiance de la part de l'assuré qui s'engage sur du long terme », souligne Pierre de Villeneuve. « Trop de complexité et trop de changements fiscaux ne peuvent que freiner les souscriptions. » Or, les menaces fiscales agitées ces derniers temps, auxquelles s'ajoutent celles, toujours sous-jacentes, d'une modification du régime actuel d'exonération des droits de mutation, ou encore d'un allongement de la durée des contrats ne vont pas vraiment dans le sens de l'apaisement des craintes.

Laurence Delath

Les conseils pour choisir un contrat

DES MILLIONS d'épargnants possèdent un contrat d'assurance-vie, cela ne veut pas dire qu'en choisir un soit facile. Avant de choisir, il faut distinguer les qualités intrinsèques d'un contrat, et ses spécificités qui répondent aux besoins particuliers de telle ou telle personne, en fonction de son âge, de sa situation familiale, du montant et de la source de ses revenus comme de son patrimoine et de ses penchants pour la sécurité ou la roulette russe. Voici quelques indications nécessaires, sur les paramètres que devrait comporter tout contrat-vie.

● **La liberté**
Même si la situation sociale et familiale d'un épargnant lui paraît extrêmement solide aujourd'hui et à moyen terme, une formule à versements libres est bien préférable à un montant, une fréquence et une durée de versement contractuellement déterminés et obligatoires sous peine de forte pénalité, y compris face à un vendeur convaincu du contraire.

● **L'utilité du rétroviseur**
Si certains observateurs jugent inutile d'apprécier les performances passées d'un contrat pour s'orienter dans le maquis des propositions, il semble en revanche judicieux d'examiner les rendements qu'il a offerts au cours des cinq ou dix années antérieures. Cela évite de se laisser attirer par l'extraordinaire et bientôt éphémère performance d'un produit d'appel, que n'importe quel organisme d'une certaine taille peut organiser pour quelques milliers de contrats en ponctionnant légèrement celle des milliers qu'il a déjà conquis. Le passé traduit - ou trahit - une véritable stratégie de distribution des bénéfices (85 % au moins selon le code des assurances, même si plusieurs contrats en donnent 100 %), qui s'ajoutent au taux minimum contractuel garanti.

● **La souplesse**
Même si l'on n'envisage pas d'utiliser son contrat comme un compte en banque, il peut être tout à fait pratique d'obtenir une avance (dans la limite de 80 % de l'encours pour les contrats en francs et géné-

ralement 60 % pour ceux en unités de compte) ou, en cas de coup dur, un retrait, soit la récupération d'une partie de son capital, sans pénalité contractuelle (lire ci-contre). Des retraits libres évitent alors de devoir racheter un contrat, c'est-à-dire de récupérer la totalité de son capital, donc d'y mettre fin. Sauf exception : décès, chômage. A noter que, contrairement à ce que préconisent certains conseils, les avances doivent logiquement n'être que faiblement facturées, puisqu'elles ne portent que sur la partie épargnée des versements, propriété de l'assuré. Enfin, le billet d'entrée, la somme incompressible du premier versement, est certes accessible au plus grand nombre lorsqu'il est très bas, mais l'opération coûte alors plus cher à l'organisme assureur par franc investi, ce qui sera répercuté quelque part, à un moment ou à un autre, sur les rendements.

● **Des frais raisonnables**
Il est fondamental que les frais de souscription prélevés sur chaque versement ne soient pas précomptés, c'est-à-dire perçus dès la première année pour toute la durée du contrat. La pratique devient pourtant courante. A défaut, le résultat devient toujours catastrophique en cas de rachat au bout de deux ans. Les frais ne doivent pas dépasser 5 % au départ, avec un dégressif inversement corrélé à l'importance des fonds versés. Quant aux frais de gestion, annuels et perçus sur l'épargne gérée, ils devraient avoisiner 0,5 % : tout écart, même minime, ayant des effets démultipliés considérables sur le long terme, ce qui constitue une durée commune de conservation pour des bons contrats. Enfin, les frais d'adhésion (frais d'entrée dans le cas d'un contrat à adhésion collective) ne sont perçus qu'une fois, à titre définitif, et servent notamment à la publication de lettres d'information aux adhérents, généralement bien conçues. Les quelques centaines de francs ainsi perçus en toute transparence semblent donc justifiés.

● **Le prix des dates de valeur**
Lorsque l'on n'effectue qu'un versement annuel, sa prise en compte trimestrielle pour le calcul des intérêts coûte « peu » à l'assuré. Si, en revanche, il verse des fonds toutes les trois semaines en moyenne, la différence de coût, c'est-à-dire de rendement par rapport à une prise en compte bihebdomadaire sera sensible, surtout sur quinze ans.

● **Avantage de l'actif cantonné**
En ce qui concerne les caractéristiques de l'actif, c'est-à-dire des placements que l'organisme assureur effectue en contrepartie de ses engagements, il est préférable qu'il soit bien composé, strictement cantonné aux versements des épargnants sur un seul contrat (pour éviter des transferts occultes), et

ancien. En effet, depuis des années et malgré la baisse régulière des taux, les assurés ayant souscrit des contrats en francs créés depuis dix ans ou plus bénéficient de rendements nets élevés - près de 5 points de plus que l'inflation, même s'ils s'effritent - grâce aux quantités de vieilles obligations à hauts taux que leurs assureurs possèdent encore pour quelque temps, jusqu'à leur échéance. A défaut, ou dans le cas contraire de hausse des taux, peu probable à moyen terme, mieux vaut un contrat lié à l'actif général, prétendant certains professionnels. Mais l'assuré passe alors d'une situation transparente à l'opacité la plus complète.

● **Les limites des taux garantis**
Dans la mesure où l'assurance-vie n'est et ne saurait être une enveloppe spéculative, mais un moyen individuel de se constituer une retraite (ou un capital) pour ses vieux jours - ce qui justifie son régime fiscal spécifique -, la plupart des épargnants sont attachés à un taux minimal garanti, auquel s'ajoute une participation aux bénéfices, réglementée et obligatoire pour les contrats en francs (aux termes du code des assurances). Par conséquent, même si cette obligation limite la liberté de mouvement des gestionnaires en les conduisant à s'investir massivement en produits de taux, jugés moins rémunérateurs que les valeurs mobilières sur plusieurs décennies, le client est roi ; et souhaite généralement au moins retrouver sa mise après huit ans ou plus, et même si possible davantage. Outre les qualités propres au contrat, il ne faut négliger ni la solidité de l'assureur ou de la mutuelle auquel on va confier son épargne, ni le sérieux de l'intermédiaire-agent, courtier, employé de banque, de poste ou de supermarché.

● **Le multisupport, pour ceux qui savent et aiment jouer gros**
Les contrats multisupports (actions, obligations, parts de SCI, de sica) peuvent parfaitement répondre aux besoins de jeunes actifs dynamiques aux revenus élevés, célibataires endurcis et sans enfant. En effet, ils permettent d'utiliser le système dans de meilleures conditions fiscales qu'en allant directement en Bourse. Ils souffrent néanmoins de l'absence d'effet cliquet - qui permet aux titulaires de contrats en francs de garder leur capital de départ et d'engranger chaque année des intérêts de façon irréversible. Les investisseurs s'appuient volontiers sur les trois catégories de profils traditionnellement offerts : du plus classique, comportant une grande part d'obligations, au plus audacieux, fondé quasi exclusivement sur des actions, notamment exotiques ou de marchés émergents. Si cette catégorie de contrats se dé-

veloppe à un rythme croissant (+20 % en moyenne actuellement), le compartiment en francs qu'ils comportent souvent obtient un grand succès.

Cela montre que la mode des contrats à taux et capital non garantis, qui avait connu un grand succès à l'époque du boom immobilier à travers les contrats Acavi - contrat à capital variable immobilier, dont la valeur de rachat dépend de la cote des investissements immobiliers qu'il représente à un moment donné -, jugés alors à la fois très sûrs et très rémunérateurs, a peut-être laissé des traces... Pour plus de sécurité et par crainte de tout perdre en cas de tempête sur les marchés financiers, certains épargnants souscrivent de tels contrats avec une sorte de contre-garantie préservant au minimum leur épargne, et au mieux le plus haut cours de Bourse atteint, ce qui obère naturellement leurs résultats. Là encore, il ne faut pas rêver, et croire qu'il soit possible de gagner

sur tous les tableaux : l'audace et la sécurité, un rendement très élevé et la sérénité. A travers la variété quasi infinie de contrats (environ 2 000) et d'intermédiaires au sens large (plusieurs dizaines de milliers) qui l'interpellent, l'épargnant a bien du mal à se décider, tout en étant conscient des difficultés des régimes de retraite obligatoires, qui ont récemment porté l'âge de perception des pensions de réversion à soixante ans. Que devient une famille durant dix ans si un père représente l'unique source de revenus décède brutalement à cinquante-cinq ans, en laissant une veuve de cinquante ans et des enfants ? Pour effectuer le meilleur choix de contrat, il faudrait donc raisonner en termes globaux de gestion de patrimoine et de prévoyance. Mais les conseillers indépendants et compétents dans ces deux secteurs ne sont pas légion.

Didier Verneuil

Définitions légales à connaître

● **Unités de compte** : les contrats dits en unités de compte sont libellés en parts de sica, de fonds communs de placement ou de sociétés immobilières. Conséquences : leurs performances peuvent donc s'envoler - contrairement à celles des contrats en francs - mais aussi s'effondrer ; ni la rémunération ni le capital investi n'étant alors garantis.

● **Transmission** : si le capital versé sur un contrat d'assurance-vie ne subit ni droit de succession (article L132-13 du code des assurances) ni règles de « réduction pour atteinte à la réserve des héritiers du contractant » - ce qui permet à l'assuré de privilégier n'importe qui -, c'est à la condition que les cotisations n'aient pas été « manifestement exagérées », eu égard à ses facultés.

Or ce terme ambigu de la loi comme de la jurisprudence intervient dans d'autres circonstances. Dès qu'un capital est investi dans un contrat d'assurance-vie, il sort - parfois opportunément - du patrimoine de l'assuré ; de sorte qu'aucun créancier, y compris le fisc, ne peut le revendiquer (article L132-14 du code des assurances), sauf si les cotisations (ou primes) étaient manifestement exagérées, ou juste antérieures à une mise en faillite. De là à imaginer un transfert, et à pouvoir le prouver...

Compte tenu du « flou légal », c'est le juge qui décide du caractère exagéré. Pour ce faire, il prend en compte la consistance du patrimoine du stipulant, son hut ou tout autre circonstance pertinente, au cas par cas.

● **Rachat** : les meilleurs contrats ne prévoient quasiment pas de frais de rachat, les plus mauvais jusqu'à 4 %, voire davan-

tage. Quant au code, il autorise le rachat total, c'est-à-dire la résiliation du contrat, à partir de deux ans de versement. En cas de rachat total en milieu d'année, certains assureurs ne versent que le capital constitué au moment de la revalorisation précédente (le 1^{er} janvier), d'autres ne revalorisent qu'un minimum garanti en oubliant toute participation aux bénéfices, les détails de remise de fonds variant enfin de deux à vingt jours.

● **Sortie** : au bout de huit ans, il est possible de récupérer le capital sans prélèvement fiscal - jusqu'à la loi de finances 1998 - ou de le transmettre en rente, par le même organisme, ou le plus offrant, après en avoir mis plusieurs en concurrence, seul ou grâce à un courtier. Mais comme - contrairement au PEP-assurance - la rente est impossible, mieux vaut, au besoin, transformer une partie de son capital en rente, et ce le plus tard possible.

La formule a plusieurs avantages. Une partie pourra aller à vos ayants droit (conjoint, enfants...), le rendement du capital ainsi sacrifié sera beaucoup plus élevé à un âge avancé, le taux d'imposition sera nettement plus faible. Il sera de 30 % si le bénéficiaire, ou le plus âgé d'un couple en cas de réversion, a soixante-dix ans ou plus lors du premier versement de cette rente, de 40 % s'il a entre soixante et soixante-dix ans et de 50 % s'il a entre cinquante et soixante ans. Enfin, les chances de devenir centenaire sont statistiquement plus fortes à soixante-dix ans qu'à cinquante ans, ce que les intéressés oublient souvent !

D. VI

Le Bailli de SUFFREN

A L'ORÉE DU CHAMP DE MARS ET DE L'AVENUE DE SUFFREN. DU STUDIO AU 6 PIÈCES DUPLEX AVEC TERRASSE.

UNE RÉALISATION

SORIF UNIMO

BUREAU DE VENTE RUE DESAIX

GFF 01.40.67.10.13

L'avantage des contrats multisupports

L'ANNÉE 1997 sera sans doute celle du décollage des contrats d'assurance-vie multisupports. Les Français étaient jusqu'à présent séduits par les contrats investis sur un seul support, uniquement en euros, c'est-à-dire majoritairement placés en obligations. Mais ils commencent à être tentés par des produits qui donnent la possibilité de panacher leurs investissements.

Le contrat multisupports Kaledia de la Fédération continentale a drainé depuis le début de l'année plus d'un tiers de la collecte de l'établissement. La même tendance est observée chez d'autres compagnies d'assurance-vie, comme Gnanian Vie.

Dans les grands réseaux bancaires, le démarrage est plus timide. A la Société générale, la collecte effectivement investie sur les unités de comptes représente plus de 26 %, mais elle est seulement de 5 % dans le réseau des Caisse d'épargne et de 3 % au Crédit agricole.

Pourtant, tous les acteurs de l'assurance-vie en France réorganisent leur gamme pour faire une place plus importante aux contrats en unités de compte. La Caisse d'épargne et le CCF vont commercialiser début novembre une nouvelle version de leur contrat multisupport. A la même date, le GAN va lancer un nouveau produit baptisé Chromathys. Certaines fédérations du Crédit mutuel vont pouvoir désormais proposer à leur client un produit de ce type. Il faut dire que les contrats d'assurance-vie en unités de compte présentent beaucoup d'avantages par rapport aux produits classiques multisupports et investis en euros.

Les supports en euros qui suivent l'évolution des marchés obligataires voient leur rendement baisser depuis plusieurs années. En 1997, les supports en euros devraient rapporter autour de 5,6 %, guère plus que ce que rapporte un plan d'épargne logement. Et cette tendance devrait se poursuivre.

Il est judicieux d'investir une partie de son épargne sur des marchés qui offrent des perspectives de rendement supérieur à celui des obligations

Le retour de la croissance en Europe, un niveau d'inflation bas et la réduction des déficits publics sont autant d'éléments qui favorisent les marchés actions au détriment du marché obligataire.

Il est donc judicieux d'investir une partie de son épargne sur des marchés qui offrent des perspectives de rendement supérieur à celui des obligations. C'est ce que permet un contrat d'assurance-vie multisupport, avec en outre des avantages fiscaux toujours non négligeables.

Il est possible dans un contrat multisupport d'arbitrer entre les différents compartiments du contrat, sans faire tourner le compteur des "plus-values", comme, c'est le cas lorsque l'on gère un portefeuille de sicav et de fonds communs de placement. Autre avantage de l'assurance-vie pour l'instant maintenu, l'épargne qui y est déposée peut être transmise à ses héritiers avec une exonération totale des droits de succession dans la plupart des cas.

La palette des supports proposés dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie peut être très large. Les supports proposés sont spécialisés sur un ou plusieurs marchés financiers. Ils peuvent miser exclusivement sur les actions françaises, américaines ou celles des marchés du Sud-Est asiatique, investir sur

les obligations étrangères ou proposer une diversification sur différents marchés. Quelques contrats, comme celui de la Société générale ou d'AXA, proposent également un compartiment immobilier qui a souvent la forme juridique d'une société civile immobilière (SCI). Le souscripteur achète une ou plusieurs parts de cette société qui gère son patrimoine d'immobilier. Le rendement de ces parts est alors lié aux loyers que perçoit la société.

Le nombre des supports varie selon les contrats. Natio-Vie multiplacement, diffusé par la BNP, offre la possibilité de choisir ses unités de compte parmi plus de vingt-cinq sicav et près de vingt FCP. Les souscripteurs de Gnanian Privilege, un contrat de Guardian Vie, ont, quant à eux, le choix entre cent-cinquante OPCVM. Ils peuvent même détenir des titres en direct (action ou obligation) !

Dans la pratique, les épargnants continuent de privilégier les supports en euros qui sont généralement proposés dans les contrats multisupports. Ainsi 90 % de la collecte nouvelle réalisée depuis le début de l'année sur le contrat Telius de PFA Vie, une filiale d'Athéna Assurance, se sont portés sur l'actif général en euros. Il est vrai qu'il est un peu plus avantageux fiscalement de souscrire un support en euros via un contrat en unités de compte. La CSG et la CDS sont en effet prélevées au terme du contrat pour un produit en unités de compte et non chaque année, comme c'est le cas d'un produit de capitalisation.

« La majorité des épargnants désirent des placements qui leur procurent rentabilité et sécurité », observe Gérard Athias, président de l'AFER. La célèbre association qui réunit plus de 530.000 épargnants n'offre le choix qu'entre deux supports. L'un est en euros et l'autre est une sicav, qui joue la diversification, notamment sur les actions. L'AFER envisage de créer un troisième support, investi totalement sur les actions, mais elle ne veut pas succomber à un phénomène de mode. « Une multiplicité des supports risquerait d'embarrasser inutilement le souscripteur », juge M. Athias.

Il est vrai que le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie doit avoir présent à l'esprit que la valeur de son contrat peut, sur une période plus ou moins longue, être inférieure aux sommes qu'il a investies.

La valeur des unités de compte varie selon les évolutions des marchés financiers. En cas de décès du souscripteur, les bénéficiaires du contrat peuvent donc se trouver à la tête d'un patrimoine moins important qu'ils ne l'espéraient. Pour rassurer l'épargnant, certaines compagnies d'assurance proposent un produit qui apporte la garantie que, en cas de décès, les bénéficiaires recevront au minimum la totalité des sommes versées sur le contrat.

D'autres établissements préfèrent jouer la carte de la simplicité en aidant les souscripteurs dans le choix de leurs investissements. Les promoteurs de contrats multisupports proposent des fonds à gestion profilée qui permettent de jouer sur plusieurs marchés financiers dans le cadre d'un niveau de risque établi au départ.

Deux ou trois fonds figurent dans la plupart des contrats. Le premier d'entre eux se caractérise par une gestion très prudente. Il contient principalement des produits de taux moins risqués que les actions.

Il offre un rendement faible, tout juste plus élevé que celui d'une sicav monétaire, soit moins de 3 % actuellement. En revanche, les autres fonds, baptisés souvent « équilibre » ou « dynamique », sont une alternative plus rentable au compartiment en euros. Le fonds « équilibre » panache obligation et action, ce qui a pour effet de limiter le risque. Le troisième laisse une très large part aux actions françaises et étrangères.

Joël Morio

Les fonds de pension à la française verront le jour tôt ou tard

Depuis le vote de la loi Thomas, le projet est en panne mais reste inéluctable

DEPUIS le vote par le Parlement, le 25 mars 1997, de la loi Thomas créant les plans d'épargne-retraite au profit des salariés du privé, comme les indépendants ont eu la loi Madelin, les fonctionnaires la Préfon et la Cref et les anciens combattants la Carac et la France mutualiste... assureurs, banquiers et mutualistes restent l'arme au pied. Il leur manque un bouton de guêtre et de taille : la publication des décrets d'application, qui devraient modifier ou moduler certains articles de façon significative. Les fonds de pension à la française sont donc en panne, mais verront le jour tôt ou tard.

● **Les clés du système.** Si un accord collectif, de branche, professionnel ou interprofessionnel, national, régional ou local, est prévu par la loi, l'absence d'accord n'est pas un obstacle. A défaut, au bout de six mois, la décision unilatérale d'un employeur ou d'un groupement d'employeurs suffira à en créer un. Enfin, si rien n'a été proposé aux salariés un an après la publication des décrets d'application, ils pourront adhérer individuellement à un plan extérieur - avec comme inconvénient probable l'absence d'abondement de leur employeur - puis revenir à leur employeur se dédicier tardivement.

● **Les salariés.** Chacun versera le montant qu'il

choisit librement ainsi que la périodicité de ses versements, alors que tout le système repose sur un accord collectif d'entreprise. Mais n'y a-t-il pas là implicitement une remise en cause de tout l'esprit de la politique contractuelle, base du droit français du travail qui s'applique traditionnellement à tous les salariés ? Quant aux déductions des versements des salariés, elles seront limitées à 5 % du montant brut de leur rémunération annuelle, ou 20 % du plafond annuel de la Sécurité sociale - soit 139 944 francs en 1997, l'abondement patronal étant totalement exonéré.

● **Les entreprises.** Leur participation, facultative, permettra de compléter les retraites de leurs salariés, dans la limite de quatre fois ce qu'ils auront eux-mêmes versé. Ces derniers pourront transférer leurs droits sur un autre plan, sans pénalité, une seule et unique fois. Mais que se passera-t-il si le second n'est pas très bien géré non plus ? Et les abondements ne risquent-ils pas de réduire l'assiette des régimes obligatoires ?

● **Les affaires de la sortie.** Si la sortie en rente est quasi obligatoire, une réversion sur un conjoint, à 60 % ou 100 %, reste autorisée. En revanche, toute sortie en capital est limitée à 20 % de l'épargne constituée, dans la limite de 75 % du plafond de la Sécurité

sociale, soit 125 480 francs en 1997. Si la rente est très faible - notion que les décrets préciseront -, une sortie en capital sera exceptionnellement autorisée.

A noter que la sortie quasi exclusive en rente donnera une certaine liberté de manœuvre aux personnes morales : les fonds d'épargne-retraite, qui seront chargés de gérer les PER, il pourra s'agir de sociétés anonymes d'assurances, sociétés d'assurances mutuelles, mutuelles, institutions de prévoyance.

Mais le salarié qui se sera engagé dans ce tunnel trente ans avant, dont l'employeur aura parfois rapidement cessé de compléter les versements ou qui, ayant eu des enfants, souhaitera aider à leur installation en leur prêtant un capital substantiel, ne le pourra quasiment pas.

● **Eviter des affaires de type britannique (Maxwell).**

Dès le départ, le fonds de retraite (FER) sera contrôlé par un comité de surveillance paritaire, composé pour moitié au moins de représentants élus par ses adhérents. Dans un souci de sécurité, les fonds ne pourront s'investir à plus de 65 % dans des titres de créances, ou parts, ou actions d'OPCVM.

En outre, ils ne pourront acquérir plus de 5 % de l'ensemble des valeurs émises par une même société,

ni dépasser 10 % des titres de sociétés non cotées.

Les avantages fiscaux consentis, conjugués aux inquiétudes des salariés quant à l'avenir des retraites collectives - bien davantage menacées par le niveau du chômage que par la démographie ou l'allongement de l'espérance de vie - donnent un intérêt au concept de fonds d'épargne-retraite. Mais les prévisions de collecte, en régime de croisière, sont relativement faibles (environ 20 milliards de francs par an), ce que le succès mitigé des formules déjà existantes (fonction publique, Madelin) laisse présager. Enfin, le principe d'une contre-assurance décès a été systématiquement écarté par les auteurs de la loi, au nom de la simplicité. Cette simplicité mérite-t-elle qu'on décède d'un cadre de soixante-trois ans, (au lieu de soixante-cinq) qui aura cotisé durant trente-cinq ans et bénéficié d'abondements de son employeur, son épouse et/ou ses enfants d'au moins dix-huit ans ?

Espérons que les décrets tiendront compte de cette grave lacune, sans parler du risque pour le salarié de profondes modifications fiscales entre le premier jour de versement et celui de perception de la rente.

Didier Verneuil

Avec la Convention
investissement locatif
investir dans
l'immobilier devient un
placement sans faute.

Messieurs les investisseurs, respirez.

Nous vous guidons dans le choix de votre projet.
Avec ACHIL, logiciel d'Aide au Choix d'Investissement Locatif, nous étudions à partir de votre situation personnelle, la rentabilité comparée de chaque opération et ses avantages fiscaux.

Nous vous proposons, avec notre filiale Gestrim, une sélection de programmes immobiliers, partout en France, sur les marchés les plus porteurs.

Nous vous assistons dans la réalisation de votre projet.
En déterminant le prêt le mieux adapté à votre situation, pour optimiser votre placement immobilier.

Nous vous facilitons la gestion de votre bien.
En vous déchargeant des problèmes de location, et même en vous proposant une assurance "loyers impayés".

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE
Votre allié dans le temps

N° Vert 0 800 052 744
du lundi au vendredi de 8h à 20h

L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours pour accepter l'offre de prêt; la vente est subordonnée à l'obtention du prêt et si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser à l'acheteur les sommes versées (art. L312-5 Code de la consommation).

Logement : l'ancien se reprend, le neuf se vend bien, et les prix restent sages

Si la valeur des mètres carrés est toujours orientée à la baisse à Paris et en province, certains signes montrent, tout de même, un assainissement du marché. Les ventes se font plus nombreuses et les délais de transaction diminuent

ON PEUT distinguer trois grandes tendances du marché de l'immobilier de logement au cours des derniers mois. Tout d'abord, l'ancien de bonne qualité trouve plus facilement preneur. Les délais de négociation se raccourcissent et l'écart entre le prix de départ demandé par le vendeur et celui de réalisation se réduit. Autre évolution notable : le neuf se vend bien grâce à des prix généralement étudiés et, surtout, à l'avantage fiscal Péri-sol. Pour autant, et il s'agit du troisième point important, ces facteurs d'animation du marché restent, pour l'instant, sans incidence notable sur le niveau général des prix. Ainsi, la Chambre syndicale des notaires souligne dans son étude publiée la semaine dernière sur le marché de la région parisienne au deuxième trimestre un ralentissement du rythme de baisse des prix, mais une chute d'environ 5 % dans la capitale et 6 % dans les départements limitrophes sur un an de la valeur des mètres carrés. Ces derniers sont revenus à leur niveau du début de 1988.

Dans l'ancien, le nombre des transactions augmente. Le marché des logements anciens se révèle plus animé depuis avril 1997. Les observations positives se multiplient. Les notaires ont constaté pour Paris et les Hauts-de-Seine « une augmentation des promesses de vente supérieures de 6 % au second trimestre 1997 par rapport à 1996 et de 29 % par rapport à 1995 ». La Fédération nationale des agents immobiliers (Fnaim) constate une légère augmentation des transactions, « mais qui reste liée aux décisions ou tentatives de décisions des pouvoirs publics ».

Avec une agence supplémentaire, Daniel Féau, qui vend annuellement 600 logements, essentiellement à Paris et première couronne, a noté « une hausse de 26 % des promesses signées au premier semestre 1997 et un niveau qui dépasse celui du premier semestre 1996 », considéré, dans la profession, comme un record. Buldinvest, qui a développé une activité de marchand de biens sur Paris, dépasse, depuis le début 1997, les 200 ventes. Cette bonne tendance semble se confirmer au niveau national. Laforêt Immobilier estime que « 1997 sera globalement meilleure que 1996, de 10 à 12 % ». Century 21 pronostique des volumes de vente supérieurs d'environ 7 % à ceux de 1996. Mais, dans l'ensemble de la France, les variations restent limitées. Par contre, les écarts entre prix d'offre et de

réalisation ainsi que les délais de vente diminuent.

Alors qu'en février 1997 Laforêt Immobilier relevait, dans près de 60 % des cas, une différence entre le prix demandé et le prix réel de l'ordre de 10 %, en août, Century 21 constatait, pour la France entière, un écart moyen de 9,37 % entre le mandat et le prix de vente. En septembre, cet écart se réduisait à 8,97 %. Pour sa part, le Journal de Portulicier à Portulicier note aujourd'hui une différence de 7,46 % entre le prix de la première annonce et le prix définitif, contre plus de 15 % en 1997.

Le délai de réalisation de la vente s'est également resserré. Century 21 relève un délai moyen de vente de quatre-vingt-huit jours en août et de quatre-vingt-quatre jours en septembre. Le réseau ORPI constate un délai inférieur à soixante jours pour 40 % des ventes et, pour les transactions sans intermédiaires, de portulicier à portulicier un délai de deux mois et demi sur Paris et de trois mois pour le reste de l'Île-de-France, en légère baisse par rapport à 1996. La raison majeure de cette évolution n'est-elle pas avant tout une meilleure - et plus réaliste - connaissance du marché par les vendeurs ?

Les hausses de prix restent l'exception

Alors qu'une majorité d'intervenants ont encore noté une dégradation des prix de vente au deuxième trimestre 1997, les agences Century 21 parisiennes ont observé une légère augmentation de la valeur des mètres carrés (1,30 % entre avril 1997 et avril 1996 et 5,37 % entre juillet 1997 et la même période 1996). Pour Hervé Bléry, directeur de Century 21, « le niveau d'étole des prix semble avoir été franchi ». Même avis pour Charles-Marie Jotras, coprésident de Daniel Féau : « Pour de bons produits, le marché me semble être à une période de basculement des prix. Un sentiment qui n'est pas confirmé par la dernière livraison de la Chambre des notaires et même totalement infirmé par une étude réalisée par l'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) au cours du premier semestre et portant sur 9 073 projets d'accession à la propriété dans toute la France. Elle indique « un net recul en début d'année des projets étudiés et une progression mesurée, globalement, pas plus de 5 % à 10 % au second trimestre, certaines agences départementales enregistrent même une baisse ».

L'étude de l'ANIL porte essentiellement sur des primo-acquéreurs, dont 42 % sont en situation modeste ou très modeste (revenu mensuel net inférieur à 10 000 francs pour un candidat isolé et revenu inférieur à 12 500 francs pour une famille), alors que les acheteurs parisiens et ceux qui ont recours aux services des professionnels de l'immobilier sont des accédants plus aisés. Il existe donc une césure assez nette entre deux catégories d'acheteurs.

Faisant fi des particularités locales, Claude Taffin, économiste au Crédit foncier de France, dresse un portrait plus nuancé : « A long terme, la tendance générale des marchés du logement est à la stabilité, voire légèrement négative, notamment à cause des évolutions démographiques. En revanche, il est clair que nous sommes actuellement - et depuis plusieurs années - dans un creux de vogue au niveau des volumes et des prix. Mais il est probable que l'on assistera à un redressement des volumes, et donc une moindre mesure des prix, ou moins sur les périodes les plus demandées ».

Le neuf profite de l'amortissement Péri-sol

Dans le secteur du neuf, la tendance est plus réjouissante que dans l'ancien grâce à l'amortissement Péri-sol. Ainsi la Chambre des notaires souligne que 50 % des acquisitions dans le neuf ont été réalisées grâce à cet avantage fiscal. Les départements des Hauts-de-Seine et Paris ont enregistré un véritable bond des transactions dans le neuf au cours du deuxième trimestre 1997 par rapport à la période équivalente de 1996 avec des hausses respectivement de 54 % et 45 %.

Dans l'ensemble, tous les promoteurs notent une forte accélération de leur rythme de commercialisation. Stim Bâtir Île-de-France observe « une accélération des ventes ». Son directeur commercial, Denis Grosjean, regrette tout de même qu'il y ait « peu d'utilisateurs de leur résidence principale par rapport au nombre élevé des investisseurs ». Au niveau national, Stim Bâtir a lancé plusieurs programmes ayant connu un fort succès commercial, par exemple, à Lille « Les quais du vieux Lille ». Capri s'estime satisfait : « Nous vendons deux fois plus vite qu'il y a trois ans ». A Courbevoie, le programme « Les Métropolitaines » comprenant quatre-vingt-six logements dont la commercialisation a débuté en mai 1997 « a été presque complètement vendu sur plan ». Promogim connaît

aussi une activité soutenue. En un mois, elle a vendu la totalité de la première tranche d'un programme marseillais (11^e arrondissement) de soixante-dix maisons individuelles en secteur groupé à des prix variant entre 600 000 et 850 000 francs.

Mais les prix aussi ont changé : un programme vendu 18 000 francs le mètre carré il y a trois ou quatre ans est proposé, actuellement, à 14 500 francs, ce qui pose des problèmes aux promoteurs, qui ont de plus en plus de difficultés pour trouver des terrains permettant une construction à des prix attractifs. L'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles, qui regroupe 450 entreprises, estime toutefois que l'année 1997 sera meilleure que 1996, avec une augmentation de 2,5 % des demandes de permis de construire et une hausse de 3,8 % des mises en chantier.

Côté immobilier de loisirs, Pierre et Vacances observe « un net redémarrage ». La qualité des localisations retenues et l'amortissement Péri-sol, qui représente près de la moitié des ventes, ont permis un doublement de son chiffre d'affaires entre 1996 et 1997. Gérard Brémont, président du groupe, est « très confiant pour le futur ».

A terme, si les mesures fiscales continuent toujours à soutenir l'immobilier neuf, il n'est pas exclu qu'un phénomène de rareté engendre une légère tension sur les prix, d'autant que les stocks diminuent rapidement. Le niveau des nouvelles constructions est extrêmement bas dans le secteur

collectif. De 420 000 autorisations de construire en 1988, le rythme actuel est descendu à moins de 300 000. Plus grave : les mises effectives en chantier sont de l'ordre de 270 000 logements par an, dont une part prépondérante de maisons individuelles.

Pour Jean Diaz, président de la Fédération nationale des promoteurs constructeurs, « cette situation est préoccupante ». Il estime les besoins annuels à 330 000 logements et constate un déficit de l'ordre de 60 000 logements, dont une large partie est due à la baisse de volume des constructions sociales.

Quelques villes repartent

Ce n'est pas une surprise, mais le marché se porte mieux dans certaines villes. Les localisations les plus recherchées retrouvent du dynamisme et une éventuelle reprise sera forcément sélective. Dans un premier temps, elle ne concernera que les biens les plus demandés, soit sur Paris, les appartements familiaux dans les 5^e, 6^e et 7^e arrondissements, et quelques secteurs privilégiés de la première couronne.

En province, quelques villes pourraient bénéficier d'un regain d'intérêt. La situation immobilière de Strasbourg apparaît excellente. Le marché est équilibré et relativement soutenu à Lille, Amiens, Rennes, Nantes, Toulouse (hors périphérie), Montpellier, Aix-en-Provence, Nice, Annecy, Mulhouse. Dans ces villes, les locations étudiantes représentent un potentiel important d'animation du marché locatif.

Tout en restant actif par sec-

teurs ou pour certains types de logements, le marché est plus contrasté. A Rouen, Bordeaux, Tours, A Marseille, et à Lyon, il suffirait de peu de chose pour faire décoller les transactions. Le marché reste difficile à Saint-Etienne et dans une moindre mesure à Clermont-Ferrand.

Une situation plutôt favorable

Aujourd'hui plusieurs raisons militent pour un achat immobilier : les taux des crédits sont bas, autant pour les acquéreurs qui souhaitent se loger que pour les investisseurs (les prêts à taux fixes sont parfois à moins de 6 %, hors assurances, et les prêts à taux variables à moins de 5 %). Ensuite, l'immobilier locatif retrouve une place dans la hiérarchie des rendements. Face à des placements à court terme qui rapportent moins de 3 %, des contrats d'assurance-vie en francs gratifiant l'assuré d'un taux de 6 % et des PEP bancaires qui frôlent les 5 %, l'investissement locatif fait, aujourd'hui, bonne figure.

Malgré tout, un marché à deux vitesses se dessine. Celui des acheteurs aisés et haut de gamme profitant, dans tous les cas, de crédits attractifs et de prix intéressants et tirant, souvent, parti de l'amortissement Péri-sol. Un autre concerne les acquéreurs modestes. Pour eux, l'immobilier reste intimement lié à la situation économique. Et le ciblage interdit, pour l'instant, une vraie reprise.

Bernard Le Court

La difficile évaluation de la valeur d'un bien

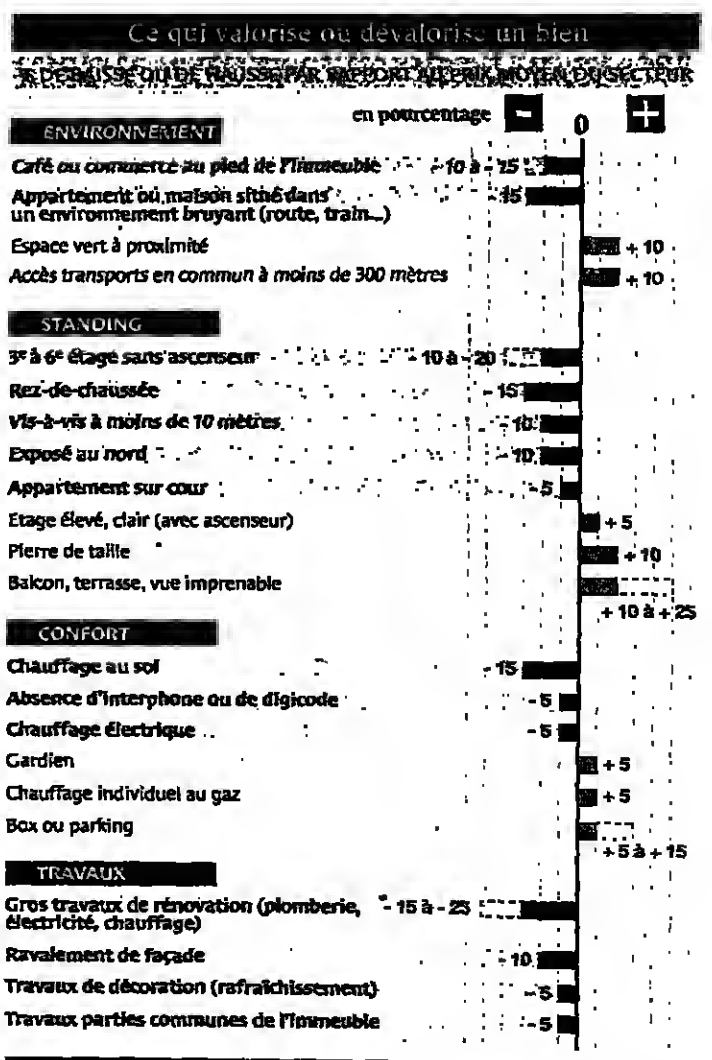
L'EXERCICE qui consiste à estimer ou à faire évaluer le prix d'un logement, appartement ou maison, est à la fois indispensable, difficile et aléatoire. Il s'agit pour le vendeur, souvent avec l'aide d'un professionnel, de « coller » au marché et pour l'acheteur, en s'en tenant de précautions et de références, d'éviter de faire une mauvaise affaire.

Le problème, c'est que des expertises réalisées à quelques mois de distance pour des biens en apparence très semblables se traduisent parfois par des différences considérables. Ce qui provoque la colère de l'acheteur ou du vendeur, l'un ou l'autre ayant le sentiment de s'être fait gruger.

L'OBLIGATION DE LA LOI CARREZ Pour établir une cote, les professionnels commencent par utiliser comme référence les prix retenus pour la vente récente de biens similaires dans le même secteur afin de calculer une moyenne de la valeur au mètre carré. Puis, il leur faut ajuster cette valeur théorique à celle qui correspond plus précisément au bien examiné en fonction de ses caractéristiques, de ses qualités et de ses défauts.

Pour un particulier et pour se faire une opinion rapide, le premier critère à retenir est bien évidemment celui de la superficie en mètres carrés. Depuis le 18 juin 1997, la loi Carrez oblige tout avant-contrat ou acte de vente d'un lot de copropriété ancien à en mentionner la surface. La marge d'erreur tolérée est de 5 %. Au-delà, l'acquéreur peut dans un délai d'un an exiger une réduction du prix. Les honoraires des architectes et des géomètres sont libres. Ils oscillent entre 3 000 et 4 000 francs pour un appartement de 100 mètres carrés à Paris. Ils peuvent toutefois aller bien au-delà si le logement est particulièrement atypique.

Après la superficie, l'emplacement est le critère majeur qui détermine la valeur du bien. Non seulement le quartier conditionne le prix mais aussi la proximité d'établissements scolaires de qualité, de jardins ou de squares, de commerces, de transports en commun... Le plus important dans ce registre est sans doute le calme et le ca-



ractère résidentiel. Enfin, l'emplacement d'un appartement au sein même de l'immeuble a une grande importance. L'écart de prix entre le rez-de-chaussée et le dernier étage, quand il y a un ascenseur, peut atteindre 50 %.

LE RAPPORT D'EXPERTISE

S'il s'agit simplement de se faire une idée de la valeur d'un logement, n'importe quel agent immobilier peut donner - le plus souvent sans demander une quelconque rémunération - un prix approximatif. Pour une estimation plus précise, il y a trois interlocuteurs possibles : un agent immobilier doté du titre d'expert, un notaire ou un expert judiciaire auprès de la cour d'appel.

L'expert judiciaire est surtout à utiliser en cas de litige avec

l'administration, notamment sur le plan fiscal. L'expertise n'est bien sûr pas opposable en tant que telle à l'administration mais elle bénéficie d'une crédibilité forte.

Les évaluations plus classiques existent sous deux formes : l'avis de valeur et le rapport d'expertise. La première se contente de préciser la valeur du bien et coûte autour de 4 000 francs pour un appartement de 100 mètres carrés à Paris.

Le rapport d'expertise, qui précise quelles sont les méthodes retenues pour expertiser le logement, coûte, toujours pour un appartement parisien de 100 mètres carrés, environ 6 000 francs.

E. L.

12 rue Dulac
PARIS XV^e
Le Charme Tranquille de Montparnasse

Remarquablement bien située, entre la rue de Valenciennes et le Boulevard du Montparnasse, la rue Dulac bénéficie du calme de certaines rues tranquilles de Paris. Pourtant, l'animation regne aux alentours : la gare Montparnasse, les commerces, les cinémas, les restaurants sont tout proche.

A partir de 28.000[€] le m² cette petite résidence aux prestations très haut-de-gamme se compose de 17 appartements du studio au 5 pièces et d'une maison de ville avec jardin.

Dans un site rare, une résidence de qualité au centre de Paris

PROFITEZ DES AVANTAGES "LOI PÉRISSOL"
Déduction fiscale de vos revenus avec possibilité de location à un membre de votre famille (ascendant ou descendant) hors foyer fiscal pour une durée de 9 ans.

Sefri Cime
01 40 48 57 30
20 place de Catalogne-75014 Paris

lent sont pont
nancières

Capacités d'emprunt sur 15 ans, sur la base d'un ratio d'endettement de 30 %						
Revenus nets annuels						
TAUX	150 KF	200 KF	250 KF	300 KF	400 KF	500 KF
4,5 %	490 200	653 600	817 000	980 400	1 307 200	1 634 000
5 %	474 200	632 300	790 300	948 400	1 264 500	1 580 700
5,5 %	458 900	611 900	764 900	917 900	1 224 000	1 530 000
6 %	444 400	592 500	740 500	888 800	1 185 000	1 481 300
6,5 %	430 500	574 000	717 500	861 000	1 148 000	1 435 000
7 %	417 200	556 300	695 500	834 500	1 112 500	1 391 000
7,5 %	404 500	539 500	674 200	809 900	1 079 000	1 348 500

Les banquiers proposent des crédits immobiliers de plus en plus innovants

Rarement autant d'éléments ont été réunis pour devenir propriétaire

ACHETER un appartement : rarement autant d'éléments ont été réunis pour sauter le pas et devenir propriétaire. Si ce n'est la menace du chômage, il n'y a, apparemment, aujourd'hui aucune raison de se priver. Les prix sont presque revenus au niveau de 1986. Les taux de crédit ont atteint un niveau que beaucoup s'accrochent à trouver plausible.

Cas extrême, Abbey National prête à taux variable à 3,95 %. Un taux particulièrement attractif, même si l'inflation reste inférieure à 2 %. Mais ce crédit alléchant n'est pas accessible à tous : l'apport personnel doit être supérieur à 10 % et la somme empruntée à 200 000 francs.

Celui qui ne présente pas ces caractéristiques a quand même accès aujourd'hui à des conditions de crédit très intéressantes. Les taux fixes les plus bas s'élèvent à 5,80 %, au Crédit mutuel. Le Crédit agricole Ile-de-France, le Crédit foncier de France et la Banque populaire BICIS proposent toutes trois un taux de départ à 6,20 %. Les taux variables tournent autour

sécurité. L'emprunteur connaît dès le départ le montant des échéances qu'il devra payer pendant dix, quinze, voire vingt ans. Il ne s'expose à aucun élément de hasard.

Les taux variables, en revanche, sont par nature incertains puisqu'ils sont indexés sur un élément variable, le plus souvent le TIOP (taux interbancaire offert à Paris) à trois mois, six mois ou douze mois, qu'on appelle plus fréquemment le Pibor. Selon les formules, lorsque le taux de référence augmente, soit le montant de la mensualité s'accroît, soit la durée de remboursement s'allonge, parfois jusqu'à un maximum de cinq ans.

Les banquiers, qui ont intérêt à vendre le plus de crédits à taux variable, proposent de plus en plus souvent des protections contre les risques de relèvement des taux d'intérêt. Soit en fixant un plafond à leur variation, de deux points par exemple pour la BNP, soit en limitant l'allongement de la durée du prêt.

Le client peut, avec ces garanties, avoir tout intérêt à opter pour un crédit à taux va-

riable. Car son taux de départ est généralement plus bas d'un bon point que celui d'un prêt à taux fixe, puisque, sans conjonction exceptionnelle, l'argent coûte moins cher à court terme qu'à long terme.

Dans ces conditions, l'emprunteur peut financer plus facilement un achat plus cher en s'endettant à taux variable qu'à taux fixe : sa capacité d'endettement - les remboursements de la dette ne doivent pas dépasser le tiers de ses revenus - est en effet plus importante.

« La production de prêts à taux variable s'est accrue de façon significative », écrit l'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) dans sa dernière note de conjonction trimestrielle.

Autre dilemme qui se pose à l'investisseur : crédit amortissable ou *in fine*. Le deuxième est beaucoup plus coûteux que le premier puisque le capital est remboursé en une seule fois, à l'échéance du prêt. Mais il peut être intéressant pour ceux qui disposent déjà d'un patrimoine immobilier locatif, et donc de revenus fonciers substantiels. Le montant des intérêts est certes plus élevé mais il vient en déduction des revenus fonciers et permet donc des économies d'impôt plus importantes. Le calcul mérite d'être fait dans ce cas.

Si l'investisseur en est à son premier achat immobilier, cette formule sera plus coûteuse qu'économique. Par ailleurs, un

Yves Boussard, président de la Fédération nationale de l'immobilier

« L'activité devrait rester soutenue dans les prochains mois »

« Comment s'est comporté le marché immobilier depuis le début de l'année ?

« Parler de tendance générale relève désormais de la haute voltige, tant le comportement des acheteurs et des vendeurs varie en fonction des interventions des pouvoirs publics. Il suffit de programmer la disparition d'un avantage fiscal pour doper artificiellement les ventes, ou d'évoquer la mise en place d'un nouveau dispositif pour provoquer l'attentisme et donc la stagnation des ventes. Pour retrouver un rythme d'activité normal et durable, le logement a aujourd'hui besoin d'une politique pérenne et stable, fiable à long terme.

« On assiste toutefois depuis deux mois à une reprise d'activité sur l'ensemble de la France. Jamais le marché n'a conjugué autant d'éléments attractifs. Les taux sont, il est vrai, à leur niveau le plus bas depuis trente ans. On trouve des taux d'appel inférieurs à 4 %. Les prix sont raisonnables

Exception faite de certains micromarchés, je ne vois aucune raison pour qu'ils repartent à la hausse.

« C'est une réalité. Il y a deux éléments qui jouent. D'une part, la construction s'est ralentie ces dernières années compte tenu de la crise de l'immobilier. D'autre part, et cela est structurel, il y a trop de terrains gelés par les plans d'occupation des sols, les municipalités ou les entreprises publiques. On construit en moyenne 275 000 logements par an, alors que les besoins sont estimés à plus de 300 000. Il est important de dégelier des terrains pour permettre aux promoteurs de lancer des opérations nouvelles.

« La loi Périssol et le prêt à taux zéro expirent au 31 décembre 1998. Que préconisez-vous ?

« Que ces deux mesures, qui se sont révélées très efficaces, soient prolongées. Mais c'est surtout

rativement baisser les droits de mutation. Aux environs de 10 % pour le logement d'habitation et de 20 % pour l'immobilier d'activité. Ils sont parmi les plus élevés en Europe. En Angleterre, les droits de mutation sont de 1 %, quel que soit le type de logement, et en Allemagne de 2,5 %. Dans une Europe en construction, on ne peut pas se permettre un tel différentiel, notamment en matière de bureaux. Une entreprise qui veut s'installer en Europe ira plus facilement à Londres qu'à Paris. Et, pour le logement individuel, il faut un traitement fiscal qui permette une meilleure cession des biens immobiliers. Il serait raisonnable que nos droits de mutation ne dépassent pas 5 %.

« De manière plus générale, il faudrait que les acheteurs dans l'ancien et le neuf soient traités de la même manière. Il faudrait notamment mettre en place un vrai statut du propriétaire bailleur, qui tienne compte des frais de gestion réels. Nous souhaiterions que l'investissement dans un logement ancien destiné à être loué puisse être, comme le neuf avec la loi Périssol, amorti. Cela se fait d'ailleurs en Allemagne. C'est à ce prix seulement que le parc immobilier permettra de résoudre une partie du problème des mal-logés. Les HLM sont largement insuffisantes pour assurer ce rôle à elles seules. De la même manière, le prêt à taux zéro, pour résidence principale, devrait être étendu à l'ancien dans une plus large mesure.

« Enfin, il faudrait d'avantage inciter les propriétaires à entretenir leurs biens, notamment par la déductibilité fiscale de ces dépenses. Une telle mesure permettrait notamment de lutter contre le travail au noir. Ce que le gouvernement a prévu dans le projet de budget 1998 constitue plus un coup d'auréole qu'un coup de pouce ».

Propos recueillis par
Virginie Malinvergne

Les prix dans l'immobilier sont aujourd'hui quasi stabilisés.

Exception faite de certains micromarchés, je ne vois aucune raison pour qu'ils repartent à la hausse

et les banquiers proposent des formules de prêt innovantes. Mais la reprise reste fragile, les Français, confrontés à un marché du travail incertain, hésitent encore à s'engager dans un investissement important.

« Selon les chiffres publiés par la Fédération nationale des promoteurs constructeurs, le marché du neuf a progressé de plus de 5 % au premier semestre. Il bénéficie à plein des aides publiques : la loi Périssol, qui permet à un acheteur d'amortir 80 % de son investissement s'il loue son bien pendant neuf ans, et le prêt à taux zéro l'ont largement soutenu. 40 % des acheteurs dans le neuf profitent de l'aide mise en place par le précédent ministre du logement. Un peu plus de 15 % des achats dans le neuf se font avec un prêt à taux zéro.

« Dans l'ancien, la situation est plus contrastée. Le marché de l'ancien progresse actuellement à un rythme annuel de 2,9 %. Mais cette évolution cache des variations en dents de scie : c'est la réponse du marché aux décisions des pouvoirs publics depuis un an qui ont perturbé le fonctionnement habituel. Les ventes, après avoir été artificiellement gonflées pendant les derniers mois de 1996 (l'extension du prêt à taux zéro à l'ancien à condition que les travaux représentent 20 % du prix d'achat, contre 54 % précédemment, et la baisse des droits de mutation n'étaient valables que jusqu'au 31 décembre 1996), ont connu un contrecoup au début de l'année avant de se rétablir à un rythme d'activité compatible avec les fondamentaux de l'économie.

« Le marché de l'ancien est toutefois loin d'avoir retrouvé le volume d'activité qu'il avait connu au début de la décennie : on estime que l'activité est encore en retrait de 5,4 % par rapport à 1991, en dépit des deux dernières années de reprise. Quant au niveau des prix, il s'affaiblit également en recul de 5,4 % par rapport à 1991.

« Comment voyez-vous évoluer le marché ?

« Dans les prochains mois, l'activité devrait rester soutenue. Pour les investissements dans le neuf, la loi Périssol et le prêt à taux zéro s'appliquent jusqu'au 31 décembre 1998. L'ancien pourrait encore être porté par les réalisations de transactions par anticipation, compte tenu de la perte de la déductibilité des intérêts d'emprunt au 31 décembre 1997.

« Et les prix ?

« Les prix dans l'immobilier sont aujourd'hui quasi stabilisés.

pour relancer le marché de l'ancien que nous avons des revendications. Les deux marchés, neuf et ancien, sont étroitement imbriqués : généralement, les acheteurs de neuf doivent préalablement vendre de l'ancien. Or si, pour l'instant, le neuf est aidé, l'ancien est largement défavorisé.

« Que proposez-vous ?

« Première chose, il faut impé-

Economies d'impôts loi Mekaignerie*

plus que quelques jours.

de 400 000F à 600 000F

92 - Levallois-Perret
Le Saint-Justin. Tél. 01 47 31 46 33

92 - Rueil-Malmaison
Villa Racine. Tél. 01 47 08 28 48

de 600 000F à 800 000F

92 - Chatillon
Bellevue park II. Tél. 01 47 12 54 44

92 - Bois-Colombes
Villa Victor Hugo. Tél. 01 47 12 54 44

au-delà de 800 000F

75 - Paris XV
L'Abbé Groult. Tél. 01 45 31 61 35

92 - Clichy
Le Fontaine. Tél. 01 47 12 54 44

STIM BATIR
BOUYGUES IMMOBILIER

150, Route de la Reine - 92100 Boulogne
RETROUVEZ STIM BATIR SUR INTERNET
http://www.stimbatisr.fr

Depuis peu, certains établissements proposent des prêts « tout en un » qui permettent à l'emprunteur de cumuler et d'optimiser plusieurs prêts, dont ceux à taux aidés (prêt à taux zéro, prêt employeur, 1 % logement, prêt d'épargne-logement)

des 5 %. La Banque hypothécaire européenne affiche un premier taux variable à 4,95 %. L'emprunteur doit tenir compte de l'environnement global du prêt. Car un prêt à 7 % hors frais peut coûter plus de 8 %, une fois inclus les frais de dossier, d'assurance-décès-invalidité et d'assurance-chômage.

Les frais de dossier sont de plus en plus facilement négociables. Ils constituent désormais un véritable argument commercial pour les banques. La Poste, par exemple, les a supprimés sur certains de ses crédits, et nombreux sont ceux qui les plafonnent en valeur absolue.

L'assurance-chômage est, elle, facultative. L'assurance-décès-invalidité, en revanche, est incontournable. La plupart des banquiers proposent une assurance standard, dont la tarification est identique pour tous les emprunteurs, quel que soit leur âge. Le risque de ces assurances est calculé en fonction d'un âge moyen déterminé. L'emprunteur qui sera plus jeune sera de facto pénalisé. Il existe aujourd'hui certains assureurs, comme ICD Vie, qui proposent un tarif calculé en fonction de l'âge de l'emprunteur.

Reste à déterminer quelle est la formule qui correspond le mieux à ses besoins et qui coûte le moins cher. Premier élément de choix : taux fixe ou taux variable.

Le premier a l'avantage de la

riable. Car son taux de départ est généralement plus bas d'un bon point que celui d'un prêt à taux fixe, puisque, sans conjonction exceptionnelle, l'argent coûte moins cher à court terme qu'à long terme.

Dans ces conditions, l'emprunteur peut financer plus facilement un achat plus cher en s'endettant à taux variable qu'à taux fixe : sa capacité d'endettement - les remboursements de la dette ne doivent pas dépasser le tiers de ses revenus - est en effet plus importante.

« La production de prêts à taux variable s'est accrue de façon significative », écrit l'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) dans sa dernière note de conjonction trimestrielle.

Autre dilemme qui se pose à l'investisseur : crédit amortissable ou *in fine*. Le deuxième est beaucoup plus coûteux que le premier puisque le capital est remboursé en une seule fois, à l'échéance du prêt. Mais il peut être intéressant pour ceux qui disposent déjà d'un patrimoine immobilier locatif, et donc de revenus fonciers substantiels. Le montant des intérêts est certes plus élevé mais il vient en déduction des revenus fonciers et permet donc des économies d'impôt plus importantes. Le calcul mérite d'être fait dans ce cas.

Si l'investisseur en est à son premier achat immobilier, cette formule sera plus coûteuse qu'économique. Par ailleurs, un

V. Ma.

L'épargne administrée garde tout son attrait

Longtemps chouchou des Français, le Livret A ne représente plus que 5 % des 13 000 milliards de francs du « bas de laine » des ménages. Pourtant, avec le Plan d'épargne-logement et le Livret Jeune, il offre toujours des avantages sans équivalent

QUAND LA BOURSE flambe, le Livret A fait pâle figure. En un an, le CAC 40 a fait un bond de 40 %, quand l'Ecureuil amassait péniblement 3,5 %. Coosséquence, les épargnants français s'en détournent.

Après une année catastrophique en 1996, avec environ 75 milliards de francs de décollecte, l'hémorragie a été stoppée cette année. Mais le Livret A n'a réussi à glaner que 3,2 milliards de francs supplémentaires sur les neuf premiers mois de l'année et l'encours s'est établi à 685 milliards. Longtemps chouchou des Français, le Livret A ne représente plus que 5 % des 13 000 milliards de francs de l'épargne financière des ménages.

TAUX RÉEL DE 2,2 %

Paradoxe, le Livret A a rarement été aussi bien rémunéré. Avec une inflation de 1,3 %, le taux réel du livret A s'établit à 2,2 %. Du jamais vu dans les annales de l'épargne sans risque. Il faut se rappeler que lorsque, au début des années 80, le Livret A offrait un taux de 7,5 %, à la fin de l'année, l'épargnant se retrouvait en fait avec une épargne rognée de plusieurs points par l'inflation galopante (jusqu'à 13,6 % en 1980). Son rendement est aujourd'hui supérieur à celui des sicav monétaires, dont les revenus sont en outre soumis à l'impôt. A l'inverse, le Livret A reste l'un des derniers supports d'épargne dispensés de fiscalité. Et les fonds placés (jusqu'à 100 000 francs) sont immédiatement disponibles, sans pénalité.

Proposé par le réseau des

caisses d'épargne et les guichets de La Poste, mais aussi par le Crédit mutuel qui l'a baptisé « Livret bleu », le Livret A reste donc un placement avantageux. Le gouvernement de M. Jospin n'a manifestement pas l'intention de réduire son taux. « Vous n'allez tout de même pas demander à un gouvernement de gauche qui vient d'être élu de faire exploser les livrets de caisse d'épargne », avait déclaré Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, quelques jours après sa nomination.

Les banques, qui disposent d'un produit équivalent avec le Codevi (maximum 30 000 francs), réussissent mieux à convaincre leurs clients de l'intérêt d'un tel placement. 10,1 milliards de francs ont été déposés sur des Codevi sur les huit premiers mois de l'année, alors que l'encours de ce produit (211 milliards de francs) est plus de trois fois inférieur à celui du Livret A. Encore plus étonnant, l'encours des Livrets B des banques, qui offrent une rémunération équivalente au Livret A mais sont soumis à l'impôt (soit une rémunération moyenne de 2,80 %), a fait un bond de 49 milliards de francs. L'absence de plafond et une rémunération équivalente à celle des sicav monétaires expliquent sans doute ce succès.

D'autres livrets d'épargne simple, réservés à certaines catégories, sont encore plus intéressants que le Livret A. Le Livret Jeune, réservé aux douze-vingt-cinq ans, et qui peut être ouvert dans tous les établissements bancaires, offre une rémunération de 4,75 % pour un maximum de

COLLECTE DE L'ÉPARGNE ADMINISTRÉE

CUMUL DES FLUX ET ENCOIRS (En milliards de francs.)	TOTAL TOUTS RÉSEAUX	
	COLLECTE 1997	ENCOIRS TOTAL
	A fin août	A fin août
Livret A	4,6	686,3
Livret Bleu	1,7	93,7
Livret Jeune	2,3	28,2
Livret B	49,9	276,9
CODEVI	10,1	311,7
LEP	19,3	190,0
Compte épargne-logement	8,5	161,2
Placements à vue	96,9	1 648,5
Plan épargne-logement	86,1	1 013,3
PEP bancaire	17,0	477,1
Épargne contractuelle	103,1	1 490,4
TOTAL	200,0	3 138,9

10 000 francs. Le Livret d'épargne populaire est lui aussi rémunéré à ce taux, avec un plafond de dépôt de 40 000 francs. Mais il est réservé aux épargnants ayant payé moins de 4 080 francs d'impôt sur le revenu en 1996. Star de l'année 1996, avec une collecte de plus de 50 milliards de francs grâce au rattachement du seuil fiscal, le Livret d'épargne populaire a encore bénéficié de 19,3 milliards de francs de dépôts en 1997.

PLACEMENT FÉTICHE

L'épargne dite administrée offre bien d'autres charmes. Depuis qu'ils ont découvert ceux de l'épargne-logement, les épargnants français en ont fait l'un de leurs placements fétiches. Même

la baisse de leur rémunération et l'apparition de la fiscalité n'ont pas terni son attrait. Les plans d'épargne-logement ont encore drainé 86 milliards de francs de janvier à août 1997, portant leur encours à plus de 1 000 milliards de francs. Ce succès s'explique en grande partie par la habitation d'anciens plans (à la rémunération élevée) et de nouveaux (qui offriront à terme des prêts immobiliers très avantageux).

Ce placement vedette offre désormais une rémunération de 4,25 %, à condition de laisser les fonds bloqués pendant un minimum de quatre années. Il offrait encore début 1997 une rémunération de 5,25 % net d'impôt. Deux

lois de 1996 sont venues violer son « extraterritorialité fiscale ». Ses revenus sont désormais soumis à la contribution sociale généralisée (CSG) et au remboursement de la dette sociale (RDS). Le récent relèvement de ces prélèvements ramènera la rémunération nette du plan d'épargne-logement à 3,82 %, prime d'Etat comprise, à partir du 1^{er} janvier 1998. Mais ce taux, qui reste supérieur au Livret A, explique en partie l'engouement des épargnants.

D'autant que les plans contractés aux cours des années précédentes continuent d'offrir des rémunérations imbattables, de 6 à 9 %, pendant dix ans. Ce qui explique, selon un banquier, que les « épargnants se précipitent pour remplir leurs anciens plans ». Seules limites : les versements sont plafonnés à 400 000 francs et la prime offerte par l'Etat (une fraction des intérêts perçus) est plafonnée à 10 000 francs.

Cocoq comme un moyen d'encourager l'épargne en vue d'un investissement immobilier futur, il requiert en contrepartie un effort d'épargne périodique. 1 500 francs doivent être déposés au minimum à l'ouverture du compte et les versements ultérieurs sont au minimum de 300 francs par mois (ou 1 800 francs par semestre). Pour les comptes d'épargne-logement, qui ne requièrent pas de versements périodiques, la rémunération est de 2,25 % avant impôts, portée à 3,75 % en cas d'obtention d'un prêt pour le financement d'un projet immobilier.

Car la résidence aujourd'hui le principal attrait de l'épargne-logement.

Au bout de quatre ans, les plans souscrits aujourd'hui permettent de contracter un emprunt à taux fixe à 4,80 %, sans frais de dossier, pour financer l'acquisition d'une résidence principale, d'une résidence secondaire, la réalisation de travaux et même l'achat de parts de SCPI. Ces prêts peuvent s'élever jusqu'à 600 000 francs. A titre de comparaison, les banques offrent des prêts à taux fixe à 6,5 % en moyenne et des taux variables à 5 % la première année. Le montant et la durée du prêt dépendent de l'effort d'épargne consenti pendant la durée du plan mais aussi de la durée de remboursement choisie.

Si la rémunération des produits d'épargne-logement a été sérieusement rognée, les épargnants ont compris l'intérêt qu'ils offraient à terme dans un plan de financement immobilier. D'autant qu'on peut légitimement supposer que, dans quatre ou dix ans, les taux d'intérêt seront remontés. En revanche, les anciens plans, qui offrent des taux à plus de 6 %, sont plus rarement utilisés par les investisseurs, qui trouvent sur le marché des conditions plus favorables, à taux fixe ou à taux variable.

Globalement, l'épargne centralisée conserve donc tous ses attraits. Si sa part dans l'épargne des Français est tombée à moins de 18 % (contre 32 % fin 1981), le possible retournement des marchés financiers pourrait faire redécouvrir les charmes de l'épargne sans risque.

Christophe Jakubyszyn

Les signes de reprise du marché de l'art se multiplient à Paris

LE MARCHÉ de l'art parisien semble avoir reconquis, ces derniers mois, au moins une part de son prestige d'antan. Les chiffres publiés par Drouot en témoignent, avec une hausse de 17 % de son activité enregistrée au cours du premier semestre 1997, par rapport à la même période de l'année passée. En vedette, Drouot-Montaigne, haut lieu des ventes de prestige, affiche une progression fulgurante : +92 % sur les six premiers mois de 1997 et +300 % sur le seul mois de juin. Un chiffre à rapprocher de la montée significative du nombre des enchères millionnaires, en hausse de 30 % sur le premier semestre 1997.

Ces données confirment, une fois de plus, la belle santé du secteur haut de gamme. Autre constat positif : le retour sur le devant de la scène d'un secteur bien peu florissant ces dernières années, celui de la peinture. De belles enchères ont

porté aussi bien sur des toiles impressionnistes et modernes que sur des tableaux anciens.

Au cours de ce premier semestre, le mois de juin a brillé d'un éclat tout particulier, avec la dispersion, en dix jours d'affilée, de six collections majeures, qui ont récolté près de 200 millions de francs. Démarquant sur ces chapeaux de roue avec la collection « pilote » de René Maugère, composée de voitures de course aux palmiers glorieux, vendues par M^{me} Poulain et Le Fur. L'étude Plass prenait ensuite la relève avec les tableaux, meubles et objets d'art, appartenant à M^{me} B., et provenant des anciennes collections Gustave et Robert de Rothschild. A ce pas confondue avec les tableaux anciens de M. et M^{me} B., autre ensemble prestigieux, mis aux enchères par Plass toujours. Enfin, sous le marteau de M^{me} Briest, deux autres

ventes-époquements, coossacrées, l'une aux tableaux et à la bibliothèque, rassemblées par les époux Gomès, et l'autre aux céramiques pharmaceutiques de Louis Cotinat, déstabilisent en beauté ce mois exceptionnel. Sans oublier la mise aux enchères du mobilier du château de Duino, près de Trieste en Italie, dévolue à l'étude parisienne Beussant-Lefèvre.

LA COLLECTION GOMÈS EN VEDETTE

A elle seule, la collection Gomès a totalisé 63 millions de francs, ce qui en fait la vente la plus importante en France depuis la crise du marché de l'art. Au programme : des tableaux signés Balthus, Miro, Brauner, Léger ou Picasso, acquis par Henriette et André Gomès depuis 1938, au fil de leurs rencontres et de leurs amitiés avec des artistes alors obscurs, mais devenus depuis les références majeures de l'art du XX^e siècle.

Point fort de la vente : le plus grand ensemble jamais vu en vente publique d'œuvres de Balthus, peintre rare et subtil. Ardemment disputées, ces toiles ont toutes très largement dépassé leurs estimations. Ainsi, le *Grand paysage* de 1960, a suscité une enchère de 4 212 500 francs, triplant son estimation. La *Cour de ferme à Chassy*, peinte en 1954, dans le Morvan, portait à 3 547 000 francs, soit cinq fois l'estimation haute.

Au cours de cette même vente, d'autres œuvres passaient allègrement la barre du million de francs, comme la *Composition aux perroquets* de Léger, *Le Fond de la tour*, d'Yves Tanguy, ou le *Tableau de l'Amour heureux*, du surréaliste Victor Brauner. Parmi les acheteurs, 25 % de Français, 25 % d'Européens, et 50 % d'Américains. Une répartition très internationale des acheteurs qui résulte sans doute de l'ex-

position en avant-première des toiles à New York et à Zurich. « Mais le fait que la vente se soit déroulée à Paris, dans le contexte naturel de ces œuvres, explique son succès international, et le niveau élevé des prix obtenus », souligne M^{me} Briest.

Quant à la succession de M^{me} B., mise aux enchères par l'étude Plass, et provenant de l'ancienne collection Gustave et Robert de Rothschild, elle suscitait un chiffre d'affaires de 43,5 millions de francs. Les plus hautes enchères allaient à deux toiles de Renoir, *La Provende des*

de l'âge d'or de la peinture hollandaise, cette vue très exacte d'une « église de la ville », où l'on reconnaît l'ancien hôtel de ville, mais aussi quelques personnages en costumes orientaux, signes de l'activité commerciale florissante de l'époque, suscitait l'étonnement par sa qualité extraordinaire de conservation, sans traces d'usure ni de restaurations intempestives. Cette toile, vendue au profit de l'Institut Pasteur et de Médecins du monde, a été acquise par un particulier français.

D'autres spécialités plus traditionnellement parisiennes, comme le secteur du mobilier et des objets d'art, la bibliophilie, la céramique ou encore l'art primitif, recueillaient également nombre de belles enchères. Particulièrement à l'honneur au cours de ce premier semestre : le mobilier XVIII^e, domaine-clé du marché parisien. Qu'on juge. Tous les jours dans le cadre de la succession de M^{me} B., une table-bureau attribuée à Riesener, époque Louis XVI, et transformée au XIX^e en bonheur-du-jour, obtenait 4 102 000 francs. Même prix pour un bureau plat et son cartonnier, estampillé Montigny, d'époque Louis XVI, vendu par M^{me} Tajan au cours du même mois de juin.

A l'heure de l'ouverture prochaine du marché français aux maisons de vente étrangères, cette embellie, qui reflète avec un certain retard les beaux résultats observés voilà quelques temps à Londres et à New York, redonne espoir aux principaux acteurs du marché de l'art. Reste que la réforme tant attendue du statut des commissaires-priseurs ne sera pas adoptée au Parlement avant le printemps. Ce retard fait grincer les dents de ceux qui seront désireux de connaître et d'appliquer au plus vite les nouvelles règles du jeu.

En attendant, la saison d'automne s'annonce d'ores et déjà riche en événements. Avec notamment une dispersion majeure, celle de la collection Julien Rouart, petit-fils d'Eugène Manet et de Berthe Morisot, qui sera vendue le 27 novembre par M^{me} Ferri, Beussant et Lefèvre. Au programme : un rare ensemble d'œuvres de Berthe Morisot, un lumineux pastel de Degas, dans les coulisses. Robe rose et chapeau rouge, cheveux blonds, et un Ganguin tardif. *Paysage aux chevaux*, peint en 1901 aux îles Marquises, estimé 20 millions de francs. A découvrir en avant-première, en compagnie d'autres œuvres-phares, aux Temps forts de Drouot-Montaigne, du 24 au 26 octobre.

Noëlle Joly

L'or poursuit son déclin

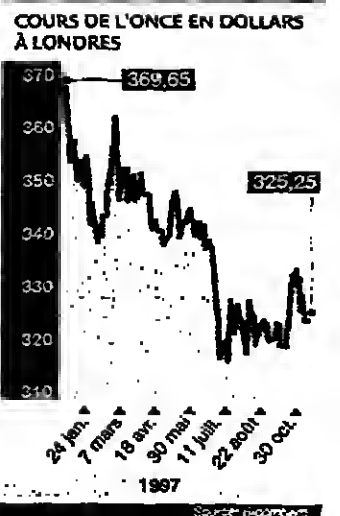
APRÈS le pic de février 1996 durant lequel l'or avait culminé à 416,23 dollars l'once, le métal jaune n'a cessé depuis de se déprécier. Aux 10 % de baisse en 1996 s'ajoute une nouvelle érosion de 12,5 % au cours des dix derniers mois écoulés. L'once (31,103 grammes) est passée de 370 dollars en début d'année à 323,90 dollars le 20 octobre avec un plus bas à 318 dollars le 7 juillet, retrouvant alors les niveaux de 1983.

Une fois encore, ce recul s'explique par le désintérêt des banques centrales et des grands organismes internationaux. En juillet, l'annonce de la cession par la Banque d'Australie des deux tiers de son stock de métal jaune (167 tonnes) a de nouveau jeté un froid sur le marché. Selon l'étude annuelle du centre de recherche londonien Gold Fields Mineral Services (GFMS) publiée en janvier, les banques centrales ou les organismes internationaux ont mis en vente 208 tonnes de métal jaune en 1996, ce qui représente une hausse de 12,3 % par rapport à 1995. Les investisseurs estiment que les banques centrales européennes vont se délester d'or pour satisfaire aux critères de convergence avant la sélection en 1998 des pays participant à la monnaie unique.

« Après avoir marqué l'économie du monde entier pendant plus de 3 000 ans, l'histoire récente de l'or est finalement assez surprenante. En

La désaffection pour l'or

COURS DE L'ONCE EN DOLLARS À LONDRES



Le mouvement de baisse amorcé dès l'été 1989 se poursuit depuis, l'once d'or s'étant légèrement rattrapée après avoir connu un plus bas durant l'été.

effet, en ayant réussi leur mission d'imposer leur « monnaie » face à l'or, les banques centrales ont réduit l'utilisation du métal précieux alors qu'elles en étaient les principales détentrices », observe la Banque Bruxelles Lambert dans la *Revue de l'or et des mines d'or* des mois de septembre et octobre. Après le plus bas de l'été, le mar-

ché s'est subitement animé et septembre, entraîné par des vagues d'achat spéculatif. Jeudi 25 septembre, l'once négociée à Londres a bondi de 3 dollars franchissant ainsi le seuil des 377 dollars. Des achats techniques liés à l'expiration, le lendemain, de contrats d'option sur le marché new-yorkais, expliquaient cette flambée. La hausse se poursuivait durant les deux semaines suivantes et s'accélérait de nouveau, mardi 30 septembre. Cette fois ce mouvement a accompagné l'envolée des prix de l'argent porté par des achats de fonds d'investissement et par une forte demande en Asie, notamment en Inde. Les investisseurs demeurent cependant très prudents et s'interrogent sur l'évolution de la demande en Asie, principalement dans le sud-est de cette zone après les turbulences monétaires.

ASIE EN TÊTE

L'Asie reste de loin le plus grand consommateur d'or avec 1 278 tonnes par an, ce qui représente 66 % de la consommation mondiale. L'Inde est en tête avec 508 tonnes, suivie par la Chine (206 tonnes), le Japon (152 tonnes), l'Indonésie (129 tonnes), la Corée du Sud (126 tonnes) et la Thaïlande (106 tonnes).

Au mois de septembre, Dubaï, l'un des sept membres de la fédération des Emirats, révélait qu'il prévoyait d'importer entre 600 et 700 tonnes d'or en 1997, contre

350 tonnes en 1996, ce qui constituerait un nouveau record selon la World Gold Council. Pour Rolf Schneebeli, l'un des directeurs de cet organisme, « mois après mois, cette région du Golfe et l'Asie orientale montrent plus de confiance dans l'or ». Selon les experts de cet organisme, la demande indienne devrait augmenter de 150 à 200 tonnes cette année pour dépasser les 700 tonnes. Ce métal est utilisé pour la bijouterie, considérée par les habitants comme un moyen de thésaurisation. La croissance de la demande en bijoux et joaillerie se poursuit dans les autres pays de la zone à l'exception de la Chine.

Du côté des producteurs, la faiblesse des cours de l'or oblige à des restructurations. Le 10 octobre, les deux géants miniers sud-africains Gencor et Goldfields ont fusionné et sont devenus le plus grand producteur mondial d'or. Si les cours du métal précieux demeurent à ce niveau, « il est clair que près de la moitié des mines d'or dans le monde ne réaliseront pas de profit », a prédit à la mi-septembre Stewart Murray, directeur du cabinet d'études de Gold Fields Mineral Services, société de référence dans le domaine. Conséquence de cette faiblesse persistante, les producteurs sont contraints de fermer ou de mettre en sommeil des projets, en attendant le réveil de l'or.

Dominique Gallois

